

L'affaire de l'IEP de Grenoble

Revue de presse

Partie 2 du 26 novembre 2021 au 3 février 2022

(Attention, les articles sont classés dans l'ordre chronologique, inversé, du plus récent au plus ancien)

Articles réunis par Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation allemandes à l'IEP

3 février (Association française de science politique)

https://www.afsp.info/?mailpoet_router&endpoint=view_in_browser&action=view&data=WzIyOCwiZDRjMDMxYTBkYWVhIiw2NTY1LCJmZTUyNjMiLDIwMCwwXQ

Communiqué de soutien à la communauté de Sciences Po Grenoble (3 février 2022)

Communiqué de l'Association Française de Science Politique adopté par son Conseil d'administration le 3 février 2022.

Le 4 mars 2021, deux enseignants de Sciences Po Grenoble ont vu leurs noms jetés en pâture via des affiches placardées sur la façade de l'établissement. Cet acte a fait l'objet d'une condamnation unanime, à commencer par celle de la direction de l'établissement. Une enquête pour « injures publiques » et « dégradation » a été ouverte par le parquet et une mission d'inspection a été mandatée par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation qui a notamment recommandé que des poursuites disciplinaires soient engagées à l'encontre de 17 élus étudiants de l'Union syndicale. L'instruction de ce dossier a été confiée à la section disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne qui s'est prononcée en faveur de la relaxe de 16 étudiants et l'exclusion pour deux ans avec sursis de l'un d'entre eux.

L'AFSP condamne avec la plus extrême vigueur les interférences politiques auxquelles cette affaire a donné lieu et, en particulier, la décision du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de mettre fin à toute collaboration avec Sciences Po Grenoble, décision qui nuit en premier lieu aux étudiants les plus modestes. Cette intrusion politique dans la vie d'un établissement universitaire crée un précédent grave qui méconnaît le principe d'indépendance des Universités. De manière plus générale, l'AFSP regrette les instrumentalisation politiques qui empêchent un retour à une situation de dialogue qui est le cadre normal des activités dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

L'AFSP se félicite de la décision de la direction de Sciences Po Grenoble de s'entourer des conseils d'un Comité consultatif constitué de personnalités extérieures à l'établissement afin de surmonter cette crise le plus rapidement possible. L'AFSP en appelle au sens des responsabilités de chacun pour retrouver un climat apaisé propice à l'enseignement et à la recherche et demande solennellement que cessent les attaques dont Sciences Po Grenoble fait l'objet.

L'AFSP réitère son soutien à la direction et à la communauté des enseignants chercheurs de Sciences Po Grenoble qui compte parmi ses partenaires institutionnels historiques, et dont l'excellence est reconnue en France et à l'étranger.

3 février (Le Pont)

https://www.lepoint.fr/debats/un-universitaire-de-gauche-devrait-pouvoir-defendre-un-universitaire-de-droite-et-vice-versa-02-02-2022-2463196_2.php

« Un universitaire de gauche devrait pouvoir défendre un universitaire de droite et vice-versa »

ENTRETIEN. Dans « Le Savoir en danger », le juriste et professeur Olivier Beaud s'interroge sur les menaces qui pèsent sur la liberté académique en France.



Propos recueillis par [Laetitia Strauch-Bonart](#)

Publié le 02/02/2022 à 20h30

Que les universitaires puissent faire des recherches, enseigner et s'exprimer librement nous semble la moindre des choses, à tout le moins en démocratie. Et pourtant, de nombreuses pressions pèsent sur ceux dont la mission – rechercher la vérité – réclame l'autonomie vis-à-vis des pouvoirs de toutes sortes. On parle à raison de la montée d'une « cancel culture » provenant en particulier d'étudiants intolérants, mais ce n'est qu'une partie d'un tableau plus large que dresse avec clarté Olivier Beaud, juriste et professeur des universités en droit public à l'université Panthéon-Assas ([Paris-2](#)), dans *Le Savoir en danger. Menaces sur la liberté académique* (PUF).

Le Point : Qu'est-ce que la liberté académique ?

Olivier Beaud : C'est la liberté offerte aux universitaires de pouvoir faire des recherches librement, d'enseigner librement et de pouvoir s'exprimer librement lors de leurs cours. Cette liberté implique une indépendance par rapport à tous les pouvoirs, politique, économique et religieux, mais aussi celui des étudiants. Il y a deux faces, la liberté de faire, mais aussi la protection des universitaires de toute forme d'ingérence extérieure afin qu'ils puissent rechercher la vérité, qui est pour moi la mission principale de l'université. Je me suis surtout intéressé à la liberté des universitaires puisque les chercheurs qui n'enseignent pas – par exemple ceux du CNRS – ne sont pas confrontés aux mêmes enjeux. En outre, j'ai dû laisser de côté ce que l'on appelle la liberté académique des étudiants (liberté d'apprendre).

Y a-t-il aujourd'hui un consensus, y compris mondial, sur la façon dont une institution doit protéger la liberté académique ?

Dans les pays démocratiques, il y a un consensus sur la nécessité de protéger cette liberté. Tous les régimes autocratiques menacent la liberté académique – tout comme la presse. En [Turquie](#), Erdogan a visé d'abord les journalistes puis les universitaires. De même pour Orban en [Hongrie](#). En revanche, il y a des différences entre les pays sur la manière de protéger cette liberté. La [France](#) n'a pas vraiment conscience de l'ampleur de cet enjeu parce que, les universitaires étant des fonctionnaires, ils ne peuvent pas être licenciés pour des

raisons idéologiques, contrairement aux États-Unis où la pression des étudiants reste forte. Il n'y a pas non plus d'harmonie sur le plan juridique puisque, par exemple, dans certains pays comme l'Allemagne, la liberté académique est protégée par la Constitution.

Pensez-vous que cela devrait être le cas en France ?

Non. Je suis sceptique vis-à-vis de la solution par le droit. Cela suppose que les juges français, notamment le Conseil d'État, soient prêts à nous protéger, ce qui n'est pas le cas. L'université est le parent pauvre de l'enseignement supérieur, le sas entre les études et le chômage. Elle n'intéresse personne, sauf en cas de grève parce qu'elle devient un enjeu d'ordre public. Il n'y a qu'en France où l'élite ne vient pas de l'université mais des grandes écoles. Les élites ne la connaissent pas et la méprisent.

Cette liberté est-elle aujourd'hui menacée en France ?

Des phénomènes concomitants, aujourd'hui, aboutissent à une atteinte à la liberté académique. Le cas le plus frappant a été l'interruption de la pièce *Les Suppliantes* d'Eschyle à la Sorbonne en 2019 par des militants au nom de son racisme supposé, qu'heureusement des intellectuels et des artistes, y compris de gauche, ont dénoncée. Cette censure, basée sur un contresens sur l'œuvre, a fait grand bruit. D'autres exemples m'ont frappé : des militants polonais sont venus interrompre un colloque à l'École des hautes études en sciences sociales ; la même année, la revue *Afrique contemporaine* a censuré la publication d'un dossier sur le Mali à la suite de pressions politiques ; auparavant, la philosophe Sylviane Agacinski avait été déprogrammée d'une conférence sur la PMA et la GPA. Après avoir voulu établir un diagnostic international – j'étais frappé par les cas turc, chinois et américain –, je me suis recentré sur la France, même si j'offre toujours des illustrations étrangères. Et le sujet n'est pas seulement la « cancel culture », la menace est bien plus large et plus grave.

À propos de la « cancel culture », qu'est-ce qui est pire, la situation française ou anglo-américaine ?

Le mouvement de la « cancel culture » est clairement d'origine américaine. Mais il gagne aussi la France. S'il triomphe, on ne pourra plus s'exprimer ni enseigner librement en cours. On ne pourra plus étudier tel auteur des siècles passés parce qu'il aura été esclavagiste ou antisémite. On exclura des textes en les interprétant grossièrement : comme cette association féministe de l'École normale supérieure de Lyon quand elle veut empêcher l'étude d'un poème d'André Chénier, « L'Oaristys », sous prétexte qu'il fait l'apologie du viol. Quand on lit le texte initial, c'est aberrant. Ces étudiants, censés être brillants, prônent la censure. C'est grave.

L'université résiste tout de même, non ?

Pour l'instant, oui. Mais l'autocensure gagne. On fait des concessions : cela s'appelle une démission.

Vous vous penchez en particulier sur les « causes identitaires ».

Oui, car le terme « woke » n'est pas assez précis. Je m'inspire du philosophe John Searle qui, dès les années 1960, a analysé les racines des aspirations contestataires contre la guerre au Vietnam et pour les droits civiques dans *The Campus War*, où il montrait que ces mouvements s'apparentaient à des causes quasi religieuses. C'est semblable aujourd'hui dans trois domaines : les combats antiraciste, féministe et LGBT. En France, les mêmes mouvements existent, mais pas au point où ils en sont aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni.

Pourquoi ?

Parce que les étudiants n'y sont pas des clients, ce qui les empêche d'exercer une trop forte pression sur les enseignants. En France, les défauts du système universitaire sont nombreux, mais au moins les universitaires sont protégés des étudiants, qui ne peuvent pas, par leurs pressions, imposer leur licenciement.

Peut-on dire que les causes identitaires de gauche arrivent de façon horizontale, via les étudiants et certains universitaires, tandis que les causes identitaires de droite sont essentiellement endossées par certains États, qui les imposent ensuite d'en haut aux universités ?

Oui, car les causes identitaires de gauche sont des mouvements collectifs d'émancipation progressistes. C'est d'ailleurs ce qui explique le malaise actuel d'une partie de la gauche face à ce que l'on peut bel et bien appeler une censure de gauche – au contraire de la gauche républicaine, totalement hostile à ce mouvement.

Et la droite ?

Je n'ai pas trouvé beaucoup d'exemples. Ce qui existe surtout, c'est que l'identitarisme de gauche tend à exciter la fachosphère, qui s'en prend ensuite sur Internet à certains universitaires de gauche en appelant à la vindicte publique sur eux. Le chercheur Éric Fassin en a fait les frais. C'est ainsi que procèdent les partisans de Trump aux États-Unis. Mais cela se passe à l'extérieur de l'université.

La tentative de la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, d'évaluer la prégnance de l'islamo-gauchisme à l'université est-elle une atteinte à la liberté académique ?

J'estime surtout que cette tentative était stupide. Elle a probablement proféré ces paroles pour des raisons politiques, alors même que, six mois avant, elle avait désavoué Jean-Michel Blanquer. Il est très possible qu'il y ait des « islamo-gauchistes » à l'université, mais il faut établir les faits de façon précise. Or ce n'est pas au CNRS, mandaté par la ministre, de s'en charger. Il aurait mieux valu instituer une commission indépendante d'universitaires qui auraient mené une enquête, en demandant à tous les universitaires de leur faire état de toutes les atteintes à la liberté académique. C'est ce qui s'est passé au Québec, où l'on a donné à ceux-ci le droit de mener une enquête, qu'ils ont rendue en décembre, pour évaluer l'état de la liberté académique. Mais la France a toujours le réflexe bureaucratique de confier les enquêtes à des instances particulières.

La liberté académique n'a-t-elle pas toujours été menacée, depuis que les universités existent ?

Ce n'est pas nouveau, en effet. La menace était historiquement politique, religieuse et économique. En France, il n'y a plus de menace religieuse, contrairement aux États-Unis où, dans certains États, il faut batailler pour enseigner la théorie de Darwin. En France, elle est essentiellement politique et administrative. L'ingérence politique peut être insupportable pour un universitaire. Je pense, par exemple, au cas de Sebastian Roché, chercheur du CNRS, qui a été renvoyé de l'École nationale supérieure de la police. Sociologue spécialiste de la police, il avait publiquement critiqué l'emploi de la violence par la police pendant la crise des Gilets jaunes. Les syndicats de policiers n'ont pas supporté ces attaques ; étant très puissants au sein du ministère de l'Intérieur, ils ont obtenu qu'il n'enseigne plus dans cette école. Le président de l'université Lyon-3, qui habilite ce diplôme, n'a même pas protesté, ce qui est honteux de sa part. Ni le ministère ni les présidents d'université ne protègent la liberté académique.

Les étudiants peuvent aussi avoir une influence négative sur la liberté académique. Vous vous rappelez ce qui s'est passé à l'IEP de Grenoble...

Les étudiants, en effet, ont toujours raison ! Ils sont soutenus par les médias et l'opinion. Dans le cas que vous citez, il a fallu attendre le rapport de l'IGESR pour qu'on s'aperçoive que le syndicat en cause était le principal responsable du dérapage. Et il n'y a pas eu de sanction disciplinaire, alors que ces étudiants sont passibles de délits pénaux, parce que la saisine de la juridiction disciplinaire a été mal rédigée. Le problème vient surtout d'une minorité d'activistes qui fait la loi dans l'université, et ce, depuis mai 1968. Les syndicats, parfois très engagés, sont élus par une très faible proportion des étudiants. C'est de la fausse démocratie. La passivité des étudiants majoritaires fait le lit de la tyrannie de la minorité des militants. C'est pourquoi il faut parler « au nom des silencieux » – du titre de cet excellent article que Raymond Aron avait écrit en son temps en juin 1968 dans *Le Figaro*.

À ce propos, vous consacrez une partie du livre à Mai 68.

Certains universitaires, comme Paul Ricœur, qui avaient considéré le mouvement avec sympathie, ont pu être débordés par ce dernier et même victimes de violences physiques. Plus généralement, des enseignants étaient empêchés d'enseigner et de s'exprimer librement. C'était la même chose aux États-Unis, dans la droite ligne des émeutes de 1964, mais en France c'était plus radicalisé, avec l'extrême gauche de 68, le tout dans un microcosme, celui de Nanterre. On a complètement passé sous silence le fait que cette violence s'était dirigée en partie contre les professeurs, en particulier ceux qui exerçaient des fonctions d'autorité. René Rémond, par exemple, a écrit qu'il n'avait jamais eu aussi peur de sa vie, alors qu'il avait fait la guerre d'Algérie !

Comment préserver la liberté académique dans ce contexte ?

La principale chance de s'en sortir, c'est que les universitaires prennent leur destin commun en main. L'obstacle est qu'ils sont individualistes et divisés. Un universitaire de gauche doit pouvoir défendre un universitaire de droite et vice-versa. Je n'ai aucune sympathie pour les thèses d'Éric Fassin, mais il m'est arrivé de le défendre dans mon livre. Les présidents d'université, quant à eux, devraient se rappeler qu'ils sont aussi des universitaires, et non des caporaux ou des managers. Or nous avons affaire aujourd'hui à une nouvelle classe dirigeante d'universitaires, des « défroqués » de l'enseignement qui n'ont plus la vocation et ne se sentent plus solidaires. Ils ont oublié que leur rôle était de nous protéger.

La solution réside-t-elle dans le changement des règles de ces institutions ou dans la moralisation des conduites individuelles ?

Il n'y a pas suffisamment d'éthique universitaire en France. Or il n'y a de liberté académique que s'il y a éthique académique. Certains universitaires n'exercent pas correctement leur mission et ne sont jamais remis en cause. Mais ce n'est pas tout : il faut redonner son sens à cette institution : la recherche de la vérité – un sens qu'elle a perdu puisque sa seule mission aujourd'hui est d'accueillir tous les bacheliers qui n'ont pour la plupart d'entre eux ni aptitude ni envie de continuer de longues études. La loi prévoit que l'université, entre autres, forme aussi les étudiants à des métiers. Mais qu'est-ce qu'une école professionnelle dont les étudiants ne trouvent pas de débouchés à la sortie ? Tant qu'on ne remettra pas fondamentalement en cause la mission de l'université, elle restera ce qu'elle est, c'est-à-dire la voiture-balai de l'enseignement supérieur.

Vous dites qu'un chercheur de gauche devrait pouvoir défendre un chercheur de droite et vice-versa. Les tensions idéologiques potentielles ne viennent-elles pas essentiellement des sciences douces, et non des sciences dures ?

Pas forcément : aux États-Unis, dans les sciences dures, une mathématicienne a été gravement attaquée par les féministes car elle a osé émettre des doutes sur la discrimination positive. Les scientifiques ne sont pas tant menacés dans l'expression que dans le recrutement. Quand des instances extérieures vous demandent, par exemple, de recruter plus de femmes à compétence égale ou inférieure en vertu de la « diversité », c'est une négation de la liberté académique (au sens institutionnel de ce terme). Quand j'étais aux États-Unis, à Berkeley, en 1995, des étudiants noirs revendiquaient le recrutement de professeurs noirs, mais mes collègues n'en trouvaient pas car les juristes noirs talentueux devenaient avocats. Les militants, évidemment, n'en avaient que faire : ils préféraient un professeur de droit médiocre pourvu qu'il fût noir.

Ne pensez-vous pas que ces causes ne gagnent du terrain que dans les disciplines sans enjeu concret ? Quand il s'agit de construire un avion ou de trouver des vaccins, la diversité semble aussitôt moins cruciale...

Dans les disciplines comme les mathématiques ou le droit, des enjeux de long terme existent. Dans mon domaine d'activité, le droit, le niveau de recrutement des professeurs s'affaïsse. Malheureusement, personne ne s'en rend compte, sauf ceux qui font face à des avocats ou des juges médiocres. Le problème central de l'université française n'est pas seulement le financement, mais celui du recrutement. Cela fait quarante ans que l'on recrute mal.

Avez-vous vécu personnellement des atteintes à votre liberté d'universitaire ?

Non. L'université de Paris-2-Assas, où je travaille, où l'on appelle encore les professeurs « professeur », est un lieu privilégié. Mais je suis effrayé par les témoignages de mes jeunes collègues juristes, notamment en province, qui ne peuvent plus faire de la recherche car ils passent leur temps à faire des choses qui n'ont aucun rapport avec celle-ci, en particulier de très nombreuses heures supplémentaires. C'est pourquoi je m'oppose à ceux de mes collègues qui dénoncent uniquement la « marchandisation » de l'enseignement sans voir que l'enjeu actuel est plutôt le harcèlement administratif. Nous vivons une soviétisation de l'université. C'est une atteinte indirecte à la liberté parce qu'on n'a pas le temps de faire ce que l'on doit faire. C'est exactement la même chose qu'à l'hôpital, mais, comme personne n'en meurt, personne n'en parle.

Vous étiez invité au colloque qui s'est récemment tenu à la Sorbonne sur le « wokisme », avant de décliner cette invitation. Pourquoi ? Qu'avez-vous pensé des résultats de cette conférence ?

J'ai décliné cette invitation quand j'en ai appris davantage sur l'identité de l'un des organisateurs de ce colloque, dont on s'était bien gardé de me parler. J'estime donc avoir été mal informé et j'ai repris ma liberté quand j'ai été mieux informé. Je ne sais pas quel est le résultat de ce colloque, mais je constate que je ne partage pas les vues extrêmes de ceux qui ont finalement organisé le colloque ni de celles qui à l'extrême gauche voulaient le censurer... Depuis le début de cette mauvaise querelle sur l'islamo-gauchisme, je pense, comme beaucoup de mes collègues, en particulier ceux de notre association Qualité de la science française (QSF), que la plupart des universitaires ne se reconnaissent ni dans un camp ni dans l'autre de ces extrêmes et qu'on a tout à perdre avec ce débat qui occulte les vrais problèmes à l'université, et Dieu sait qu'il n'en manque pas.

29 janvier (Charlie Hebdo)

<https://charliehebdo.fr/2021/12/societe/sciences-po-grenoble-a-force-de-ne-pas-vouloir-faire-de-vagues-on-patauge/>

Sciences Po Grenoble : À force de ne pas vouloir faire de vagues, on patauge

NATACHA DEVANDA • MIS EN LIGNE LE 29 DÉCEMBRE 2021 • PARU DANS L'ÉDITION 1536 DU 29 DÉCEMBRE 2021

*En mars 2021, deux professeurs de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble sont accusés d'être « islamophobes » par quelques étudiants prompts à jouer les Zorro. Le 14 décembre dernier, l'un des **enseignants** est sanctionné par sa hiérarchie et suspendu de ses fonctions. Depuis, deux camps s'affrontent. La polémique enfle entre les tenants de la pureté de la pensée « woke » et les défenseurs de la liberté d'expression. **Mais attention, l'IEP de Grenoble, ce n'est pas non plus l'affaire Dreyfus !***

Marre des repas festifs où le Covid, la vaccination des enfants ou la possible candidature de Christiane Taubira déchirent la famille ? Testez la nouveauté, invitez à votre table l'Institut d'études politiques de Grenoble. Au menu de cette fin d'année : des étudiants activistes qui accusent des professeurs d'être « islamophobes », « racistes », et même carrément « fascistes ». Certes, l'affaire n'est pas nouvelle. En fait, elle traîne depuis mars 2021, mais connaît, ces dernières semaines, de fabuleux rebondissements, dignes de gâcher en beauté les réunions familiales. En cause, la récente décision de la directrice de l'IEP de Grenoble, - Sabine Saurugger, de suspendre de ses fonctions un professeur d'allemand, Klaus Kinzler, pour propos diffamatoires envers l'établissement¹. L'enseignant étant justement l'un des deux profs accusés d'être « islamophobe » par une bande d'étudiants justiciers. Une décision qui prend effet avant même que le conseil de discipline, saisi par la direction, n'ait rendu un avis.

Du coup, depuis, c'est l'escalade. Laurent Wauquiez, le président LR de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, vient mêler la politique à ce sac de noeuds, en décidant, selon son bon vouloir de roitelet local, de suspendre les financements régionaux à l'IEP. [Dans une lettre ouverte à Frédérique Vidal](#), la ministre de l'Enseignement supérieur, publiée dans *Le Figaro* le 21 - décembre, 40 « personnalités », dont beaucoup d'universitaires, pétitionnent contre « un courant militant [...] [qui] cherche à imposer dans de nombreux établissements [...] un discours exclusif ». Ils exigent de la ministre, garante de « la liberté d'expression des universitaires », qu'elle se bouge pour réaffirmer haut et fort des principes qui seraient « en péril dans notre pays ».

Et si on essayait de voir de quoi il retourne vraiment ? À défaut d'avoir pu joindre l'IEP via sa direction de la communication², **revenons rapidement sur la genèse de l'« affaire »**. Et avant de commencer, dire qu'elle prend place **dans un contexte déjà polémique** : en mars 2021, le monde universitaire est en ébullition, vent debout contre sa ministre de tutelle, Frédérique Vidal, celle-ci ayant décidé de lancer un rapport sur l'« islamo-gauchisme » dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Mais, début mars, à Grenoble, c'est ailleurs qu'on regarde. Sur le mur gris de l'entrée de Sciences Po, où des étudiants ont anonymement placardé des collages tout en finesse : « *Des fascistes dans nos amphis. Klaus Kinzler et Vincent T. Démission. L'islamophobie tue.* » Bien sûr, comme on est en 2021, tout ça se retrouve allègrement sur les réseaux sociaux, via le syndicat majoritaire, l'Union syndicale, une scission de l'Union nationale des étudiants de France (Unef). **Avec les risques qui en découlent, la décapitation de Samuel Paty étant passée par là**. Des deux enseignants injustement accusés, la direction de l'IEP et les médias retiennent surtout le nom et les propos

de Kinzler. Il est vrai que ce professeur de civilisation allemande a la langue bien pendue et en fait grand usage dans la presse, pas toujours avec subtilité.

Tout commence par un échange de mails plutôt vif entre Kinzler et une de ses collègues, enseignante en histoire. Au sein de l'IEP se prépare une Semaine de l'égalité, contre les discriminations, avec l'intitulé : « racisme, islamophobie, antisémitisme ». La notion d'« islamophobie », construction idéologique, n'avait, selon Klaus Kinzler, pas sa place dans cet intitulé. « *L'alignement de ces trois termes dans une seule thématique* » et le parallèle qu'il induit le choquent. Il demande sa modification. La collègue refuse, et on apprend, à la lecture d'un article de Mediapart³, que l'intitulé « *avait été décidé après un vote des étudiants* » et qu'il ne fallait donc pas le chambouler. Au risque de quoi ? De froisser la susceptibilité des plus « woke » des étudiants ? La prof d'histoire développe cependant quelques arguments : « *Utiliser un concept ne dispense pas d'en questionner la pertinence, de se demander s'il est opérant* », rapporte encore Mediapart. Klaus Kinzler refuse de transiger. Il réfute le rapprochement entre l'islamophobie – un concept abstrait et souvent militant, qui exprime l'opposition de principe à l'islam, c'est-à-dire à une religion et non pas à ceux qui la pratiquent – et l'antisémitisme – qui existe si concrètement qu'il se décline en multiples pogroms, en guerre mondiale et en dizaines de millions de morts.

Des petits Torquemada 2.0 qui voient de l'islamophobie partout

La polémique qui secoue l'IEP Grenoble part de là ! **On est loin de l'affaire Dreyfus ou de l'affaire Markovi, qui ont pu ébranler l'État et le pouvoir.** Sauf que, étant donné le climat de terreur que savent faire régner quelques fous d'Allah, la querelle est prise très au sérieux. Au printemps, les deux profs sont placés sous protection policière, une enquête judiciaire est diligentée. Elle est complétée par celle demandée par le ministère de l'Enseignement supérieur. Réalisée par l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igesr), celle-ci épingle le manque de professionnalisme déconcertant des deux profs..., qui ont laissé des étudiants en copie de leurs mails. Elle tacle également l'attitude des étudiants, leur « manque d'intérêt marqué » pour le respect de la vie privée ou la présomption d'innocence qui a conduit aux affichages. **La balle au centre ? Pas vraiment, car entre commettre un impair dans la manipulation d'une messagerie et se voir marquer au sceau de l'islamophobie, autrement dit le comble de l'infamie pour les « woke », il y a une différence : celle qui va de la vie paisible aux incessantes menaces de mort.**

Entre les exagérations verbales des deux côtés, l'IEP de Grenoble offre un triste spectacle : celui d'un établissement où une minorité de petits soldats du politiquement correct appellent au lynchage de deux professeurs, et sont à même de semer leur zone jusqu'au plus haut niveau hiérarchique. Car pourquoi la directrice de l'IEP n'a-t-elle pas soutenu, envers et contre tous, ses enseignants face aux insupportables menaces ? Pourquoi n'a-t-elle pas sifflé immédiatement la fin de la récré « woke » en disqualifiant aussitôt les petits Torquemada 2.0 qui voient de l'islamophobie partout ? **On aurait ainsi évité l'escalade.** Au lieu de ça, d'un soutien mou jusqu'à la mesure interne de suspension de Kinzler, Sabine Saurugger donne l'image d'une direction soucieuse de ne pas faire de vagues.

De quoi venir entacher l'image de ces fabriques des élites de la nation que sont censés être les instituts d'études politiques. **C'est aussi l'idéal de la liberté d'opinion de l'enseignement supérieur, d'une réflexion libre et critique envers toutes les religions, l'islam compris, qui sont mis à mal.** Cela pose encore une chape de plomb sur le droit de réfuter ce concept d'islamophobie, aussi inadéquat qu'omniprésent dans le débat public. Car s'il faut désigner les discriminations réelles que subissent Arabes et Noirs dans la société française, alors le concept de racisme suffit. Et la relecture du petit texte limpide de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* permet d'en saisir rapidement et facilement toutes

les nuances. Un conseil de lecture pour les étudiants de l'IEP de Grenoble et, accessoirement, pour sa directrice. Un cadeau pour leurs étrennes ? ●

1. Dans plusieurs interviews, Klaus Kinzler décrit l'IEP de Grenoble comme un lieu de « rééducation politique », parle d'un « noyau dur » de collègues adeptes des théories « woke » qui endoctrinent les étudiants et accuse la hiérarchie de laisser faire.

2. Numéro de téléphone inexistant, messagerie de portable, congés scolaires... pas facile de joindre l'IEP !

3. Un article assez orienté qui entend traquer « les emballements et les intoxic » du professeur et de ses soutiens politiques, classés à droite ou à l'extrême droite, selon Mediapart. Certains soutiens politiques émanent pourtant aussi de socialistes.

29 janvier (Dauphiné libéré)

<https://www.ledauphine.com/politique/2022/01/29/isere-laurent-wauquiez-je-ne-lacherai-pas-sur-sciences-po-grenoble>

Laurent Wauquiez : « Je ne lâcherai pas sur Sciences Po Grenoble »

Lors de ses vœux à la presse ce vendredi à Lyon, le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a reparlé de sa décision de suspendre les subventions à l'Institut d'études politiques.

Par **Èv.M.** - 29 janv. 2022 à 06:01 | mis à jour le 29 janv. 2022 à 10:47 -



Laurent Wauquiez, lors des vœux à la presse, ce vendredi à Lyon. Photo Le DL /Ève MOULINIER

En décembre dernier, [Laurent Wauquiez \(LR\) annonçait le gel de l'ensemble des financements régionaux versés à Sciences Po Grenoble](#), qu'il accusait de soutenir des « pratiques communautaristes ». Cette décision faisait suite à la suspension par sa hiérarchie de Klaus Kinzler, l'un des deux enseignants accusés d'islamophobie par un groupe d'étudiants en mars 2021.

Depuis, les choses ne semblent pas s'être arrangées, puisque le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a déclaré ce vendredi 28 janvier, lors de ses vœux à la presse organisés à Lyon : « Je ne lâcherai pas sur Sciences Po Grenoble. Le communautarisme est une question sur laquelle je ne lâcherai jamais. Qu'une institution de notre territoire, qui forme des cadres, ait été capable de laisser jeter en pâture un professeur, avec les conséquences que cela aurait pu avoir, je ne peux pas l'accepter. Surtout que cela intervenait juste après l'assassinat de Samuel Paty ! Le sujet n'est pas de créer un conseil des sages pour régler ce type de problème, mais c'est de faire respecter les règles et les valeurs de la République. »

27 décembre (Le Figaro)

https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/sciences-po-grenoble-c-est-laurent-wauquiez-qui-porte-atteinte-a-la-liberte-academique_2164897.html

Le Figaro, no. 24058

Le Figaro, lundi 27 décembre 2021 1178 mots, p. 17

Opinions

Sciences Po Grenoble : le pouvoir politique ne devrait pas permettre un tel déni de justice

Interpellée dans Le Figaro par quarante universitaires après la suspension de Klaus Kinzler de Sciences Po Grenoble, la ministre de l'Enseignement supérieur a réagi. La réponse de Frédérique Vidal témoigne d'un pouvoir tétanisé par la peur d'agir et qui renvoie dos à dos accusateurs et victimes, argumente l'essayiste*.

Pina, Céline

L'affaire de Sciences Po Grenoble prend une dimension nationale après que les étudiants qui ont faussement accusé de racisme et de fascisme deux professeurs et les ont mis en danger ont été relaxés par une commission de discipline, tandis que l'une des victimes de cette cabale a été suspendue par Mme Saurugger, la directrice de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Absoudre les fautifs pour jeter l'opprobre sur la victime a, à juste titre, choqué. Une quarantaine d'universitaires ont donc interpellé la ministre de l'Enseignement supérieur sur l'emprise islamo-gauchiste au sein de l'université et sur la réponse qu'il convenait d'apporter à une suspension qui a tout d'une tentative de censure.

Il faut dire que le contraste est flagrant entre la passivité de cette directrice à l'égard de l'Union syndicale et le soudain courage dont elle fait preuve pour s'en prendre à un homme seul. Les faits sont d'autant plus surprenants qu'un rapport de l'inspection générale a mis en avant « *le climat de peur* » que ce syndicat faisait régner entre les murs de l'établissement. Ce même rapport a clairement révélé que « *les graves accusations d'islamophobie sont la cause de la détérioration du climat de l'IEP* ». Il démontre aussi que les méthodes de ce syndicat consistent à répandre « *des accusations publiques sur les réseaux sociaux* » alors que celles-ci « *ne sont fondées sur aucun élément de présomption, encore moins de preuves, sur aucun fait établi, sur aucune décision de justice* ». Le syndicat s'en prendrait ainsi à tous ceux, étudiants comme enseignants, qui ne partagent pas ses positions.

C'est dire si la réponse de la ministre de l'Enseignement supérieure était attendue. Au vu de la situation de l'école, une réaction de l'État paraissait en effet indispensable. Or la réponse de celle-ci montre un pouvoir tétanisé par la peur d'agir et qui renvoie dos à dos agresseurs et victimes, parle d'un établissement qui aurait retrouvé son calme et appelle « *chacun à se remettre au travail dans la sérénité* ». Le problème est que tenter d'étouffer un scandale en cautionnant une injustice amène rarement « la sérénité ». Il entérine au contraire le règne des plus violents au détriment de tous. Car lorsque l'autorité se défile, la loi s'abolit et ne reste que le rapport de force. On est ici bien loin de la posture du sage au-dessus de la mêlée qui rappelle chacun à ses obligations et plus proche d'une tentative d'habiller d'un manteau de vertu ce qui ne peut être vécu que comme une dérobade.

Alors même que les émeutes des « gilets jaunes » et les controverses autour de la vaccination ont mis en avant un discours virulent reprochant au gouvernement d'Emmanuel Macron son autoritarisme, la réalité penche plutôt du côté d'une réelle impuissance de l'État. Celui-ci craint tellement d'être débordé par les opposants à toutes tentatives d'arbitrage qu'il n'ose plus ni imposer ni prendre ses responsabilités. Le résultat est hélas de laisser le champ libre à des idéologies conquérantes qui se soucient peu de l'avenir de ceux qu'elles instrumentalisent.

Or si en son temps le marxisme ou le maïisme a suscité bien des passions, ceux qui s'opposaient à cette pensée dominante dans le champ universitaire devaient certes faire preuve de courage, mais ils ne risquaient pas leur vie. En revanche, quand pour justifier la violence des accusations en racisme et fascisme portées contre les professeurs Klaus Kinzler et Vincent Tournier, le slogan « *l'islamophobie tue* » est affiché sur la porte de l'IEP de Grenoble, on est bien en présence d'une véritable mise en danger. En effet, autant en France l'islamophobie ne tue pas, autant le fait d'être accusé d'être islamophobe peut équivaloir à une forme de condamnation à mort. La décapitation de Samuel Paty, le massacre de la rédaction de *Charlie Hebdo* nous l'ont appris. Aujourd'hui,

protéger les libertés académiques, c'est garantir que toutes les idées et idéologies puissent être analysées, discutées et que les controverses puissent avoir lieu sans que l'on accroche des cibles dans le dos de ceux qui ne se plient pas aux injonctions dogmatiques.


Or cet épisode où un procès en islamophobie est fait pour interdire le débat et ostraciser les personnes n'est pas isolé. On se souvient en 2019 de la suppression d'un cycle de formation sur la « prévention de la radicalisation », animé par Mohamed Sifaoui à Paris-I sous la pression des syndicats et d'universitaires ; de l'annulation des représentations de la pièce de Charb, le directeur de *Charlie Hebdo* assassiné en 2015, à Lille ; de l'éviction de Stéphane Dorin, un professeur de sociologie de Limoges, de son laboratoire de recherche pour avoir osé protester contre la venue d'Houria Bouteldja à qui il reprochait des propos racistes et révisionnistes ; de la cabale menée contre Samuel Mayol, directeur de l'IUT de Saint-Denis, qui avait osé s'opposer à la dérive islamiste d'un syndicat étudiant au sein de son établissement au nom de la laïcité... Dans toutes ses affaires la hiérarchie universitaire a au mieux brillé par son absence, au pire été aux côtés des censeurs.

Mais la ministre ne peut ignorer la pénétration de l'idéologie islamo-gauchiste à l'université et l'emprise qu'elle a sur certains campus, établissements et disciplines, voire sur certains organismes d'État. En effet, elle-même a dû faire face à une violente cabale quand elle a simplement voulu enquêter sur la pénétration de cette idéologie dans l'enseignement supérieur. Son but était justement de distinguer ce qui relevait de la recherche académique de ce qui relevait du militantisme. Non seulement elle a été attaquée pour abus de pouvoir mais le CNRS lui-même lui a infligé un camouflet. Abandonnée en rase campagne par le président, la ministre a été accusée de s'en prendre aux libertés académiques par une partie de ceux qui sont en pointe quand il s'agit de faire taire leurs collègues en les accusant d'islamophobie. Le problème, c'est que la liberté des uns s'arrête où commence celle des autres et que pour faire respecter les libertés de tous, il faut que les tutelles puissent jouer leur rôle. Ce n'est visiblement pas le cas. Le résultat : la réputation de Sciences Po Grenoble est durablement entachée et le message que porte la suspension du professeur menacé est clair : être accusé d'islamophobie au sein de l'université, même quand une enquête de l'inspection générale montre votre innocence, non seulement vous met en danger et ruine votre carrière mais fera la fortune de vos persécuteurs. Un pouvoir politique responsable ne devrait pas laisser permettre un tel déni de justice.

**Ancienne élue locale, Céline Pina est essayiste et militante. Elle est la fondatrice de « Viv(r)e la République », et a également publié « Silence coupable » (Kero, 2016) et « Ces biens essentiels » (Bouquins, 2021).*

24 janvier (Site de Sciences Po Grenoble)

<https://sites.google.com/iepg.fr/semainedpourlegalitetcontrelesd/accueil>



Accueil Promouvoir l'égalité Genre et féminisme Les expériences du racisme Jeunesse et inégalités Handicap et discriminations Lectures et

Semaine pour l'Égalité et contre les discriminations #4

Sciences Po Grenoble-UGA
31 janvier - 4 février 2022

Sciences Po Grenoble-UGA s'engage

Sciences Po Grenoble-UGA, les personnels de l'établissement, les associations étudiantes agréées Sciences Po Grenoble-UGA et les élèves étudiantes et élus étudiants ont souhaité s'engager dans une démarche conjointe d'élaboration d'une [Charte pour l'Égalité et contre les discriminations](#). Cette dernière pose des jalons nécessaires au bien-être et à l'épanouissement de chacune et de chacun au sein de Sciences Po Grenoble-UGA. Cette charte a été conçue dans un souci de donner à chacune et à chacun les moyens d'obtenir l'égalité à laquelle elle ou il a droit.

Sciences Po Grenoble-UGA propose une **Semaine pour l'Égalité et contre les discriminations**.

Cette semaine, organisée par les personnels de l'établissement, les associations étudiantes agréées, les élèves étudiantes et élus étudiants, ainsi que par des étudiantes et étudiants volontaires, **ouverte à toutes et à tous**, est l'occasion de réfléchir autour des discriminations dans la société française.

[Programme]

- **Lundi 31 janvier** : Promouvoir l'égalité
- **Mardi 1 février** : Genre et féminisme
- **Mercredi 2 février** : Les expériences du racisme
- **Jeudi 3 février** : Jeunesse et inégalités
- **Vendredi 4 février** : Handicap et discriminations

Lectures pour prolonger la réflexion et Concours "Tous Hanscène"

Validation des crédits : [Notice spécifique aux 3A de Sciences Po Grenoble](#)

<https://sites.google.com/iepg.fr/semainedpourlegalitetcontrelesd/notice-sp%C3%A9cifique-aux-3a-de-sciences-po-grenoble>

Notice spécifique aux étudiants de troisième année de Sciences Po Grenoble

Dans le cadre de la semaine pour l'Égalité et contre les discriminations, **les étudiants et étudiantes de 3ème année doivent valider 8 points minimum**. Les événements valent 2 points, sauf les projections-débats, 1 point.

Les conférences-débats et projections-débats sont ouvertes à toutes les étudiantes et tous les étudiants, sous réserve d'un nombre suffisant de places dans l'amphithéâtre. Les films listés doivent être visionnés par les étudiantes et les étudiants avant la tenue du débat. **Il n'y aura pas de projection en amphi.**

Les ateliers sont ouverts prioritairement aux étudiantes et étudiants de 3ème année et il est **OBLIGATOIRE** de s'y inscrire (nombre de places limité).

Inscriptions ouvertes du 24 au 28 janvier 2022.

- Par ordre d'inscription.
- Un mail sera envoyé à la liste des étudiantes et étudiants de A3 au plus tard le lundi 31 janvier pour confirmation d'inscription. Si vous êtes "sélectionné.e", votre participation à l'atelier est obligatoire.
- "[Passeport pour l'Egalité](#)" (carton de validation à imprimer) perdu ou non validé = 1 CS à suivre au S2.

23 janvier 2022 (Le Monde)

« A Sciences Po Grenoble, la récupération par la droite n'a été possible que parce que la gauche est aux abonnés absents sur la laïcité »

TRIBUNE

Vincent Tournier

Maître de conférences de sciences politiques, Institut d'études politiques de Grenoble

Revenant sur l'affaire de l'Institut d'études politiques de Grenoble, où il est enseignant-chercheur, Vincent Tournier estime, dans une tribune au « Monde », que le champ des idées acceptables s'est réduit dans cet établissement dont les étudiants sont encouragés à juger insupportable la moindre contre-argumentation.

Publié aujourd'hui à 13h00 Temps de Lecture 6 min.

Tribune. La [directrice de l'Institut](#) d'études politiques (IEP) de Grenoble, ainsi que [quarante enseignants-chercheurs](#) de cet établissement, rejoints par [770 anciens étudiants](#), ont tenu à défendre la réputation de Sciences Po Grenoble, qu'ils jugent injustement mis en cause depuis la crise du printemps 2021.

Pour eux, cette crise est essentiellement le fruit d'une instrumentalisation politique de la part de certains médias et de la droite car, à leurs yeux, il n'y a aucun problème sérieux à l'IEP, école qu'ils jugent pleinement acquise au pluralisme des idées et à la rigueur scientifique.

Cette analyse paraît insuffisante. Les collages d'affiches du 4 mars 2021 [*dénonçant « l'islamophobie »*] ne tombent pas du ciel. La récupération politique par la droite n'a été rendue possible que parce que la gauche est aux abonnés absents sur la laïcité. Quant à l'IEP, est-il aussi pluraliste que le prétendent nos collègues ?

Passons sur la maladresse de la directrice, qui ne trouve rien de mieux à citer, en guise de preuve, que la venue du ministre chargé des relations avec le Parlement. Relevons plutôt que, depuis le mois de mars, Klaus Kinzler [*enseignant de civilisation allemande à l'IEP*] et moi-même sommes considérés comme des provocateurs ou, pire, comme des enseignants « de droite » avec tout le mépris qui est censé accompagner ce qualificatif.

Institution moralisatrice

Le fait que nous soyons vus comme des provocateurs interpelle. Qu'est-ce qu'une provocation, sinon une note dissonante dans un ensemble monocorde ? Or, notre métier d'enseignant ne consiste-t-il pas à déranger les étudiants ou, du moins, à entretenir la pluralité des points de vue ? En ce sens, l'université tout entière devrait être un lieu de provocation. Si le pluralisme prévalait dans notre institut, aurions-nous vu nos noms placardés sur les murs ?

Depuis quelques années, l'IEP de Grenoble, comme beaucoup d'établissements du supérieur, tend à devenir une institution moralisatrice, ce qui réduit le champ des idées acceptables. Des formules comme « IEP vert » ou « IEP inclusif » ont été officialisées sans rencontrer d'opposition. La fameuse « Semaine pour l'égalité et contre les discriminations », organisée chaque année a moins pour objectif de faire réfléchir les étudiants que de les soumettre à des injonctions morales.

C'est d'ailleurs à l'occasion de la préparation de cet événement, lorsque des étudiants et une collègue ont voulu imposer le terme « islamophobie » à côté du racisme et de l'antisémitisme, que nous sommes intervenus, ce qui nous a valu d'être dénoncés et accusés sur les réseaux sociaux par un syndicat étudiant.

Au passage, ces étudiants ont voulu faire interdire mon cours optionnel sur « Islam et musulmans dans la France contemporaine ». Là se trouve le vrai sujet : comment se fait-il que des étudiants en sciences politiques se soient donné pour mission de défendre une religion, en l'occurrence l'islam, qu'ils entendent préserver de tout regard critique ?

Intrinsèquement mauvaise

Si la formule « *institut d'éducation ou de rééducation politique* », employée par mon collègue [Klaus Kinzler](#), est excessive, elle n'est pas dénuée de tout fondement. On ne peut nier que le discours ambiant invite à voir la société sous un certain angle. La France est volontiers présentée comme intrinsèquement mauvaise car raciste et sexiste, viciée par son héritage colonial. La lutte contre les discriminations, martelée sur tous les tons, est devenue le mantra de la mobilisation politique.

La pratique généralisée de l'écriture inclusive conforte ce discours moralisateur et pessimiste. Le simple fait que des universitaires souscrivent à ce militantisme langagier témoigne de l'effondrement de l'objectivité scientifique – qui pourrait soutenir que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a empêché de penser les droits des femmes ?

Bref, en sacralisant certaines causes ou certaines idées, l'IEP entretient une culture politique particulière. Dans une époque déjà empreinte d'hypersensibilité, les étudiants sont encouragés à juger insupportable la moindre contre-argumentation. Mais l'IEP peut-il prétendre former les cadres de la nation s'il enferme ses étudiants dans un moule protecteur qui les coupe du reste de la société, aggravant ainsi cette fameuse crise de la représentation politique que nous évoquons pourtant abondamment dans nos amphithéâtres ?

La crise des collages ne vient donc pas de nulle part. Elle a été préparée par nos multiples complaisances et accommodements, et même par nos encouragements. Sans cela, on ne peut pas comprendre pourquoi un groupe d'étudiants radicalisés a pu obtenir 70 % des suffrages (avec seulement 20 % de participation) et s'est senti investi de la mission d'éradiquer les voix discordantes, quitte à s'affranchir des règles élémentaires de l'Etat de droit. C'est d'ailleurs ce mépris assumé pour le droit qui a frappé les inspecteurs généraux, dont le rapport n'a visiblement pas été lu par nos collègues.

Des racines profondes

Les étudiants ne sont pas les seuls à devoir être blâmés. Si des dérapages se sont produits, c'est aussi parce que ces derniers ont eu la conviction qu'ils étaient soutenus par une partie de la communauté enseignante, à commencer par la direction du laboratoire [Pacte](#), dont un communiqué de décembre 2020 a donné l'onction aux militants.

Le conseil d'administration a lui aussi joué un rôle trouble puisque ses communiqués ont été chaleureusement accueillis par les étudiants syndiqués. C'est ce même conseil d'administration qui, avec l'université Grenoble-Alpes, a accepté d'octroyer une subvention au « Mois décolonial », qui s'est tenu en juin 2021 à Grenoble. De cela aussi, nos collègues ne disent mot.

Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur l'ensemble des enseignants et des chercheurs, dont beaucoup font un travail remarquable. Mais les dysfonctionnements ont des racines profondes. Comment expliquer sinon que, en septembre 2021, juste après la crise des collages, les étudiants chargés de gérer la cafétéria se soient félicités d'avoir trouvé un fournisseur « 100 % halal » ?

Ce genre d'acte manqué ne confirme-t-il pas que nous avons raté quelque chose ? De même, comment expliquer que des chercheurs de l'IEP se soient retrouvés dans un séminaire organisé par [Alliance citoyenne](#), ce groupe d'activistes grenoblois qui œuvre depuis quelques années pour imposer le burkini dans les piscines municipales de la ville ?

Des réformes nécessaires

Laurent Wauquiez a eu tort de suspendre la subvention du conseil régional, mais il a au moins eu le mérite de réagir. Dénoncer cette ingérence politique au nom de l'indépendance des universités ne doit pas fournir un prétexte pour se voiler la face et affirmer péremptoirement que l'ordre règne à Sciences Po Grenoble.

C'est justement au nom de la préservation de l'ordre public que la directrice de l'IEP n'a pas réagi assez fermement lorsqu'il était encore temps, et c'est encore au nom de l'ordre public qu'elle refuse de faire appel de la relaxe générale prononcée par la commission de discipline de l'université de Clermont-Ferrand.

Certes, Sciences Po Grenoble et les autres IEP ne sont probablement pas les pires endroits en France en matière de « [wokisme](#) » et de « [cancel culture](#) », mais le statu quo ne paraît guère tenable. Des réformes profondes sont nécessaires, à la fois dans la gouvernance des IEP et dans leurs missions, par exemple en proscrivant ces chartes ubuesques qui encouragent la délation sans preuve.

La crise de Sciences Po Grenoble pourrait alors être l'occasion pour les IEP de renouer avec l'esprit qui a présidé à leur création : former des cadres qualifiés au service de leur pays, ayant le sens du devoir et de l'intérêt général.

Vincent Tournier (Maître de conférences de sciences politiques, Institut d'études politiques de Grenoble)

21 janvier (France Bleu Isère)

<https://www.francebleu.fr/infos/education/sciences-po-grenoble-aucune-discussion-avec-laurent-wauquiez-deploire-la-directrice-je-l-invite-a-1642758338>

Sciences Po Grenoble : aucune discussion avec Laurent Wauquiez déplore la directrice qui "l'invite à venir"

Vendredi 21 janvier 2022 à 10:46 -

Par [Théo Hetsch](#), [France Bleu Isère Grenoble](#)

Un mois après l'annonce d'une suspension des subventions de la région à l'IEP de Grenoble, le dialogue est toujours au point mort entre la direction de l'établissement et le président de région. Sabine Sauruger, directrice de l'IEP, le regrette et invite Laurent Wauquiez à venir sur place.



L'IEP de Grenoble, qui fête ses 70 ans, a inauguré l'extension de ses bâtiments. © Radio France - Véronique Pueyo

Après des mois très tendus, Sciences Po Grenoble cherche l'apaisement : la direction de l'IEP annonce ce jeudi 20 janvier la création d'un comité de six personnalités pour rétablir un climat serein dans l'établissement, secoué depuis l'affaire des banderoles. En revanche, il n'y a toujours aucun dialogue entre la direction de Sciences Po Grenoble et le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, qui a annoncé il y a un mois la suspension de 100.000 euros de subventions par an pour le financement de bourses d'études. La directrice de Sciences Po Grenoble, Sabine Sauruger, est notre invitée ce vendredi.

Vous annoncez la création d'un comité scientifique de 6 personnalités, pour accompagner Sciences Po Grenoble dans cette période. Quel sera leur rôle et le but de ce comité ?

Sabine Sauruger : Avant de répondre à votre question, j'aimerais souligner encore une fois que l'établissement, tel qu'il a été décrit parfois ces dernières semaines ou mois, n'est pas

celui que je dirige au quotidien. C'est un établissement où la liberté d'expression et la liberté académique sont - et ont toujours été - les garants de la qualité de la formation.

Nous avons effectivement pensé à nous entourer d'un comité de personnalités. Ce sont des personnalités qui sont reconnues pour leur expertise dans le débat démocratique et ses enjeux actuels : la communication, la laïcité et la lutte contre les discriminations. Ce comité a deux objectifs principaux : d'une part, garantir la qualité du dialogue parmi les enseignants et les étudiants au sein de Sciences-Po Grenoble et, deuxièmement, de faire face aux défis de la liberté d'expression et de la liberté académique dans une société qui est traversée par des tensions croissantes.

L'un des épisodes marquants de ces derniers mois a été la suspension par Laurent Wauquiez de subventions de la région Auvergne-Rhône-Alpes (100 000 euros de bourses), notamment pour les échanges internationaux. Cela va impacter combien d'étudiants ?

Nous regrettons toujours ces décisions qui pénalisent les étudiants les plus précaires. Cela concerne en particulier des bourses pour des stages à l'étranger. Et je le dis à nouveau : nous avons besoin de soutien de tous les acteurs soucieux de l'intérêt des étudiants de la communauté universitaire et j'invite de nouveau le président de région à nous rendre visite, à venir voir sur place ce que nous faisons.

Vous en avez discuté avec lui ? On rappelle qu'il est membre du conseil d'administration de Sciences Po Grenoble.

Non, je n'ai pas encore eu l'occasion d'en discuter avec lui, mais j'espère avoir cette occasion bientôt.

L'IEP a été la cible de nombreuses critiques - de la part de Laurent Wauquiez mais pas seulement - il y a eu un tourbillon médiatique autour de Sciences-Po. Vous en reprenez quoi ? Et comment essayer de sortir par le haut avec ce comité ?

Ce comité veut vraiment poursuivre le travail que nous faisons depuis l'existence en réalité de l'établissement. Nous voulons rendre encore plus visible ce que font les universitaires qui y travaillent, qui ont une approche très pluraliste de la science politique, de la sociologie, du droit. Nous voulons rendre publiques également nos méthodes pédagogiques et donc nous voulons inviter encore plus qu'avant l'environnement autour de l'école à venir nous rendre visite, à débattre avec nous, à discuter avec nous des différents sujets qui actuellement préoccupent la société française.

Au cœur de ces polémiques, tous ces derniers mois, il y a un homme, Klaus Kinzler. Il a été suspendu récemment de l'IEP, et il a annoncé la sortie d'un livre, "L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué". La sortie est prévue début mars. Est ce que vous craignez que cela remette une pièce dans la machine ?

Effectivement, on sait que le livre va paraître, nous ne connaissons pas le contenu. Mais ce qui nous intéresse vraiment par-dessus tout, c'est d'aborder ces questions avec les meilleurs spécialistes en la matière, des sciences sociales et d'organiser de vraies controverses scientifiques, fondées sur l'objectivation des résultats.

21 janvier (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sciences-po-grenoble-cree-un-comite-de-sortie-de-crise-20220121>

Le Figaro, no. 24080

Le Figaro, samedi 22 janvier 2022 634 mots, p. 9

Sciences Po Grenoble crée un comité de sortie de crise

L'école veut apaiser les tensions, alors qu'un « climat de peur » y règne depuis que deux professeurs ont été qualifiés de « fascistes » .

Conruyt, Claire

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Après une succession de crises, Sciences Po Grenoble veut tourner la page. En décembre dernier, le professeur Klaus Kinzler, dont le nom avait été affiché sur les murs de l'école et accolé aux mots « fascistes » et « islamophobie », était suspendu par la directrice de l'IEP qui lui reprochait d'avoir tenu « *des propos diffamatoires* » dans les médias. Frédérique Vidal avait demandé à chacun de « *se remettre au travail dans la sérénité* » alors que dans son rapport, l'Inspection générale de l'Éducation nationale considérait les membres de l'Union syndicale comme responsables du « *climat de peur* » régnant au sein de l'établissement.

Le président LR d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez avait annoncé « *la suspension de tous les financements et de toutes les coopérations avec Sciences Po Grenoble* » par la région.

Pour tenter de remettre du calme dans son établissement, la directrice, Sabine Saurugger, a décidé de créer un comité pour conseiller la direction et apaiser le climat particulièrement « délétère » dans l'école, de l'aveu de Dorian Guinard, maître de conférences en droit public à l'IEP. « *Le comité a été présenté au conseil d'administration dans lequel siègent les élus étudiants. Le projet a été reçu avec beaucoup d'intérêt* », explique Sabine Saurugger. « *L'instauration du comité va dans le bon sens. Il faut restaurer le dialogue avec les étudiants* », commente Dorian Guinard.

Ainsi, les six membres (des universitaires, un spécialiste de la gestion de crise et Frédéric Potier, ancien délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT), qui se réuniront tous les quinze jours, auront pour mission de garantir la « *qualité du dialogue parmi les enseignants et étudiants* » et de la liberté d'expression qui a été mise à l'épreuve, selon Olivier Costa, coordonnateur du comité. « *Je me suis embarqué dans cette affaire, où il n'y a que des coups à prendre, car ce qui est arrivé à Grenoble peut arriver n'importe où : des collègues, des étudiants politisés et virulents, il y en a partout. À Grenoble, la situation a clairement dérapé.* » Confrontation des idées, liberté académique... « *Il y a, à l'université en général, une vraie difficulté à avoir un débat serein. Nous, membres de ce comité, ne nous lançons pas comme des sapeurs-pompiers. Nous souhaitons remettre de la réflexion au sein de Sciences Po Grenoble autour des conditions du vivre-ensemble* », estime le politologue et directeur de recherche CNRS au Cevipof.

« *Gangrenée par l'idéologie woke* »

« *La base de la formation à Sciences Po Grenoble, c'est la liberté d'expression* », assure Sabine Saurugger. « *La controverse doit être argumentée, calme et respectueuse de l'autre. Une minorité d'étudiants, à l'heure des réseaux sociaux, peut très rapidement accaparer un débat et ensuite manquer de respect, d'arguments. Le débat peut alors déraiper et c'est ce qu'on a vécu.* » Enfin, souligne l'établissement, le comité aura pour objectif de protéger « *la réputation de Sciences Po Grenoble* » .

Vincent Tournier, l'un des deux professeurs visés par les collages, estime qu'« *il est étrange de faire intervenir un organisme extérieur pour défendre la liberté d'expression* ». « *Cela veut dire qu'en interne, la direction de l'IEP est incapable d'assurer la liberté d'expression de ses membres, ajoute-t-il. Il y a des vrais problèmes de fonds à régler.* » Yvonn Le Coz, président du syndicat étudiant UNI Grenoble, renchérit : « *L'école est gangrenée par l'idéologie woke : on a des cours en écriture inclusive, des étudiants et des professeurs qui ne peuvent pas s'exprimer librement. On ne voit pas en quoi ce comité va être efficace. Sciences Po Grenoble cherche à se racheter une image.* » De son côté, le ministère de l'Enseignement supérieur « *prend acte* » de la création d'un comité « *qui a vocation à permettre à l'IEP de retrouver un climat de travail serein* » .

20 janvier (Libération)

https://www.liberation.fr/societe/education/iep-grenoble-un-comite-pour-apaiser-apres-les-polemiques-sur-lislamo-gauchisme-20220120_2QZFAJZIIIVGKNOF44UCVJXVGDE/

Dialogue

IEP Grenoble: un comité pour apaiser après les polémiques sur «l'islamo-gauchisme»

«Islamo-gauchisme», la polémique

dossier

Universitaires, spécialistes de la lutte contre le racisme ou de la gestion de crise... Six personnes vont tenter d'éteindre les tensions au sein de l'Institut d'études politiques isérois, secoué par des polémiques qui ont pris des dimensions nationales.

par [LIBERATION](#) et [AFP](#)

publié le 20 janvier 2022 à 11h59

L'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, depuis des mois au cœur d'une vive polémique sur la liberté d'expression, va se doter d'un comité de personnalités destiné à conseiller sa direction et à œuvrer à *«la restauration d'un climat serein»*, fait savoir l'établissement isérois ce jeudi. L'instance, composé de six universitaires, spécialistes de questions humanitaires, de lutte contre le racisme ou de gestion de crise, est nommée pour une durée initiale de six mois, qui pourra être prolongée.

Les membres du comité, coordonné par le politologue Olivier Costa, ont été choisis *«pour leur expertise dans le débat démocratique et ses enjeux actuels, la communication, la lutte contre les discriminations et pour la laïcité, leur connaissance de Sciences-Po Grenoble et du fonctionnement des Instituts d'études politiques de manière générale»*, précise l'IEP.

Leurs travaux viseront notamment à *«garantir la qualité du dialogue parmi les enseignants et étudiants»* en interne, à *«faire face au défi de la liberté d'expression et de la liberté académique dans une société traversée par des tensions croissantes»*, *«mieux prévenir les dérives de comportements minoritaires et des réseaux sociaux»* et protéger la *«réputation»* de l'école, indique-t-elle encore.

«L'année 2021 a été une année difficile pour Sciences-Po Grenoble, dont les personnels, enseignants et étudiants ont été fortement affectés par des polémiques particulièrement éloignées de la réalité de leur quotidien», explique l'établissement. *«L'aspiration à la sérénité et au retour aux fondamentaux [...] est générale»*, ajoute-t-il, en allusion à la polémique autour de la liberté d'expression en son sein qui lui a valu des attaques de responsables politiques et une sanction financière décidée par le président de la région Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez.

Cette *«crise a profondément marqué nos équipes et nos étudiants»*, déplore la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, qui dit vouloir *«désormais [aller] de l'avant, avec une série d'actions très concrètes qui seront déployées tout au long du semestre à venir et de l'année 2022»*.

La polémique au sujet de l'IEP Grenoble avait débuté fin 2020 par un échange de courriels véhéments entre deux de ses enseignants à propos d'une journée de débats intitulée *«racisme, antisémitisme et islamophobie»*. L'un d'eux, [le professeur d'allemand Klaus Kinzler a été suspendu](#) en décembre par la direction pour *«propos diffamatoires»*.

20 janvier (Le Point)

https://www.lepoint.fr/societe/sciences-po-grenoble-un-comite-pour-restaurer-un-climat-serein-20-01-2022-2461308_23.php

Sciences Po Grenoble : un comité pour « restaurer » un climat serein

Dans la tourmente, l'IEP a rassemblé six personnalités pour conseiller sa direction sur les questions de laïcité et de lutte contre les discriminations.

Source AFP

Publié le 20/01/2022 à 09h23

Au cœur d'une vive polémique sur la liberté d'expression, l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble va se doter d'un comité de personnalités destiné à conseiller sa direction. Objectif : œuvrer à la restauration d'un climat « serein ». Composé de six personnes, le comité rassemble des universitaires, spécialistes de questions humanitaires, de lutte contre le racisme ou de gestion de crise. Il est nommé pour une durée initiale de six mois qui pourra être prolongée.

L'année 2021 a été une année difficile pour Sciences Po Grenoble, dont les membres du personnel, enseignants et étudiants ont été affectés par des polémiques « particulièrement éloignées de la réalité de leur quotidien ». « L'aspiration à la sérénité et au retour aux fondamentaux est générale », a fait savoir l'établissement, en allusion à la polémique autour de la liberté d'expression en son sein. Cette affaire lui a valu des attaques de responsables politiques et une sanction financière décidée par le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez.

Garantir la qualité du dialogue entre enseignants et élèves

D'après Sabine Saurugger, la directrice de l'IEP, la crise a « profondément » marqué les équipes et les étudiants. La cheffe de l'institut dit vouloir « désormais [aller] de l'avant », avec une série d'actions concrètes déployées tout au long du semestre à venir et de l'année 2022. Les membres du comité, coordonné par le politologue Olivier Costa, ont été choisis pour leur expertise dans le débat démocratique et ses enjeux actuels, la communication, la lutte contre les discriminations et pour la laïcité, leur connaissance de Sciences Po Grenoble-UGA et du fonctionnement des Instituts d'études politiques de manière générale.

Leurs travaux viseront notamment à garantir la qualité du dialogue parmi les enseignants et les étudiants en interne, à faire face au défi de la liberté d'expression et de la liberté académique dans une société traversée par des tensions croissantes, mieux prévenir les dérives de comportements minoritaires et des réseaux sociaux et protéger la réputation de l'école. La polémique avait commencé fin 2020 par un échange de courriels véhéments entre deux de ses enseignants à propos d'une journée de débats intitulée « racisme, antisémitisme et islamophobie ». L'un d'eux, le professeur d'allemand Klaus Kinzler, a été suspendu en décembre par la direction pour « propos diffamatoires ».

17 janvier 2022 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/01/17/sciences-po-grenoble-se-cherche-un-nouvel-avenir_6109738_4401467.html

Sciences Po Grenoble se cherche un nouvel avenir

L'institut d'études politiques fait face à d'incessantes polémiques depuis un an, érigé par la droite en symbole des « dérives communautaristes » dans l'enseignement supérieur.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 00h46, mis à jour hier à 19h20



Manifestation contre l'islamophobie devant le campus de Sciences Po Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères (Isère), le 9 mars 2021. PHILIPPE DESMAZES / AFP

Parmi quinze candidats, cinq (dont trois anciens élèves) ont été conviés pour un entretien d'embauche, le 10 janvier, à l'institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. L'enjeu est de taille : recruter la directrice ou le directeur de la communication, capable de contribuer à sortir de la crise un établissement passablement affaibli depuis un an.

La dernière secousse est intervenue le 20 décembre 2021, quand Laurent Wauquiez, président (Les Républicains) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé dans un tweet qu'il suspendait les financements, soit 100 000 euros par an consacrés aux bourses et à la mobilité étudiante, en raison de la « longue dérive idéologique et communautariste » de l'école. Une « dérive » qui viendrait, selon lui, du franchissement « d'un nouveau cap » avec la suspension, pour une durée de quatre mois, d'un professeur d'allemand en poste depuis vingt-six ans à l'IEP : Klaus Kinzler.

Agé de 62 ans, l'homme est devenu une personnalité très appréciée des médias pour sa verve à dénoncer l'idéologie et l'intolérance qui caractériseraient de jeunes collègues et surtout des étudiants activistes. En février 2021, il n'a pas hésité à qualifier – avec une forme d'« humour », plaide-t-il – ces étudiants d'« ayatollahs en germe » dans un mail signé « “Un enseignant en lutte”, nazi de par ses gènes, islamophobe multirécidiviste ».

Le 8 décembre 2021, dans *L'Opinion*, il affirme que « Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique ». Une expression travestie en « camp de rééducation » lorsqu'elle est reprise en gras dans le titre de l'article. La référence implicite au régime des Khmers rouges au Cambodge est violente, et se répand comme une traînée de poudre à l'IEP comme dans la classe politique, notamment à droite, en plein combat contre la nébuleuse « woke » qui infiltrerait les universités françaises.

Quelques jours plus tard, le 15 décembre, Sabine Saurugger, directrice de l'IEP, suspend le professeur, dans l'attente de la saisine d'un conseil de discipline : « Parler de “camp de rééducation” porte atteinte à l'intégrité de l'établissement et à la formation offerte par les enseignants », justifie-t-elle.

Les propos de Klaus Kinzler sont « nuisibles à l'institution et basés sur beaucoup de mensonges, appuie Simon Persico, professeur de science politique. *Les enseignants-chercheurs ressentent une lassitude et de profondes blessures. On attendait une réaction, elle est venue.* » Klaus Kinzler « s'est exclu tout seul, ajoute Gilles Bastin, professeur de sociologie. *Il se radicalise, et ses propos sont grotesques. Il nous utilise dans un combat politique qui n'a plus rien à voir avec nous.* »

« Petit bijou académique »

Auprès du *Monde*, Klaus Kinzler dénonce le titre choisi par *L'Opinion* « *puisque'il ne s'agit pas des mots qui figurent dans l'entretien* ». Néanmoins, il n'a fait parvenir aucun droit de réponse, préférant réserver ses prochaines interventions médiatiques à une échéance proche, le 2 mars, date de la publication de son ouvrage *L'islamogauchisme ne m'a pas tué* (éd. du Rocher).

Cette sortie marquera une date anniversaire, un an après la découverte sur les murs de l'institut, le 4 mars 2021, des noms des professeurs Klaus Kinzler et Vincent Tournier, accolés à cette phrase : « *Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue.* » Une photo des collages avait été brièvement diffusée en ligne par la section UNEF de Grenoble, avant d'être retirée, le syndicat national condamnant vigoureusement « *tout lynchage public* ». L'enquête de police est toujours en cours pour identifier les poseurs d'affiches. « *Dans ma famille, au repas de Noël, on n'a parlé que de cela. Je n'en peux plus, lâche Théo (le prénom a été modifié), étudiant en master. Sur les réseaux sociaux, je me fais traiter de tous les noms, car je suis de Sciences Po Grenoble.* »

« *On tape sur un petit bijou académique et d'enseignement, c'est tout à fait injuste !* regrette Sonja Zmerli, professeure de science politique, qui souligne l'enthousiasme de collègues étrangers à collaborer aux travaux scientifiques qui y sont menés. *Ce sont des collègues soucieux de leur réputation académique qui ne viendraient pas s'ils avaient un quelconque doute.* »

Comment en est-on arrivé là ? Fondé en 1948, l'IEP grenoblois, l'un des plus anciens, a bénéficié d'une évaluation plus que favorable du Haut Conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) qui saluait, en mai 2020, « *la grande qualité de l'accompagnement des étudiants* » et ce, après avoir surmonté d'importantes difficultés financières.

« On est tous un peu sur les nerfs »

Tout remonte au 30 novembre 2020, lorsque éclate par mail – en plein confinement – un conflit sémantique entre Klaus Kinzler et M^{me} M. (qui n'a pas souhaité répondre aux sollicitations du *Monde*), enseignante-chercheuse en histoire, membre junior de l'Institut universitaire de France (IUF). En cause : l'usage du mot « islamophobie » auprès des mots « racisme » et « antisémitisme », ces trois thèmes devant servir à définir le contenu d'une table ronde organisée en janvier 2021, à l'occasion d'une « semaine pour l'égalité ».

L'historienne soutient que l'islamophobie est « *un concept heuristique utilisé dans les sciences sociales* » pour « *désigner des préjugés et des discriminations liées à l'appartenance, réelle ou fantasmée, à la religion musulmane* ». Le professeur d'allemand, lui, y voit une possible « *arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous* », allusion notamment au [Collectif contre l'islamophobie en France \(CCIF\), qui vient de s'autodissoudre quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty](#), après avoir été accusé par le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, de diffuser une « *propagande islamiste* ».

Un an plus tard, le sujet est loin d'être tranché à l'IEP, même si chacun s'accorde à dire que si cette dispute avait eu lieu dans une réunion classique, à l'oral, jamais elle n'aurait débouché sur une telle crise. « *Mes collègues se sont chacun sentis agressés, car ils ne parlaient pas forcément de la même chose* », décrypte Dorian Guinard, maître de conférences en droit.

Du point de vue juridique, juxtaposer la critique d'un dogme – l'islamophobie – à deux délits pénaux – le racisme et l'antisémitisme – pose « *un problème d'équilibre des notions* », poursuit-il. « *Mais une majorité de sociologues, notamment anglo-saxons, définissent l'islamophobie comme la haine des musulmans. En*

France, il existe un délit pénal pour cela, c'est la haine religieuse. Voilà ce que dit le droit, et je pense sincèrement que cela a manqué dans cette affaire. »

Invités par la direction à ne pas s'exprimer publiquement pour protéger l'institution, nombre d'enseignants souhaitent désormais prendre la parole, « *tant les médias ont brodé autour des faits* », lâche l'un d'eux. Le 19 novembre 2021, la communauté a été prise de court par la relaxe, par la commission disciplinaire de l'université Clermont-Auvergne, où l'affaire avait été dépaycée, des dix-sept étudiants poursuivis pour leur participation à la diffusion des accusations d'islamophobie visant Klaus Kinzler et Vincent Tournier. Par un « *appel à témoignages* » publié sur Facebook début 2021, l'Union syndicale (US) Sciences Po Grenoble invitait les étudiants à dénoncer anonymement les propos islamophobes qui auraient pu être tenus dans le cours sur l'islam et les musulmans de France dispensé par Vincent Tournier.

Depuis, l'US a été dissoute, remplacée par l'Organisation universitaire pour la représentation syndicale étudiante (Ourse), majoritaire dans les instances. « *Le travail de remontée d'information est normal pour un syndicat, même s'il y avait peut-être d'autres moyens qui auraient engendré moins de tensions que l'appel à témoignages sur Facebook* », concède l'un des nouveaux élus, Nicolas Duplan-Monceau.

« On est tous un peu sur les nerfs, confie l'historien Aurélien Lignereux. Il n'y a pas eu de sanction alors qu'il y a eu provocation. Cela favorise les préjugés défavorables sur l'établissement au risque de dissuader des candidats de se présenter au concours. »

Le poison #sciencesporcs

Mi-octobre 2021, l'UNI, syndicat de droite, a relancé la polémique en dénonçant « *un nouvel acte de soumission à l'idéologie woke et à l'islamisme* » lorsque l'association Cafet'en Kit a cru que son nouveau fournisseur lui livrait exclusivement des produits halal – en réalité 30 %. La direction avait alors rappelé à cette association que la distribution d'aliments « *allant à l'encontre des principes de laïcité et de neutralité* » était interdite.

A cette confusion ambiante s'ajoute un autre sujet qui empoisonne l'IEP depuis bientôt un an : la vague #sciencesporcs, qui vise à dénoncer massivement sur les réseaux sociaux tout acte de violence sexiste, sexuel ou de harcèlement subi par des étudiants au cours de leur scolarité. La déferlante de témoignages a bouleversé les relations humaines, comme le relève dans son rapport publié en mai 2021 l'Inspection générale de l'éducation du sport et de la recherche, qui évoque un règne de la « *terreur* » pour amener à dénoncer de possibles coupables. Simon Persico a sondé ses étudiants, qui lui ont décrit « *une ambiance un peu délétère liée aux nouvelles formes de radicalité. Pour une toute petite poche, la mobilisation est très vive, voire violente sur les réseaux sociaux* », rapporte-t-il. Dans quelques jours, avec les premières années, Dorian Guinard débutera son cours « *par quelque chose qu'[il] ne fai[t] pas d'habitude : rappeler ce que sont les délits pénaux, notamment le harcèlement et le cyberharcèlement, car clairement il y a eu des dérapages* », estime-t-il.

Pour reprendre la main sur tous les fronts, Sabine Saurugger s'apprête à déployer une « *stratégie* » offensive, en organisant des controverses scientifiques précisément sur les sujets qui crispent le débat national. « *Nous allons nous efforcer d'être plus visibles médiatiquement en invitant des intervenants qualifiés pour discuter de manière académique sur la liberté d'expression, la liberté académique, la religion, la laïcité...*, annonce la directrice, qui a pris ses fonctions le 1^{er} février 2020, un mois avant le confinement. *L'important est de montrer que l'image qui est dépeinte dans les médias ne correspond pas à la réalité.* »

« Un peu désespéré » par cette folle année, le président du conseil d'administration, Jean-Luc Nevache, veut à tout prix éviter un duel « *Sciences Po contre Klaus Kinzler* » à l'occasion de la sortie de son livre. « *Cela ne nous intéresse pas*, cadre le président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), ancien élève de l'IEP. *Seuls nous importent les étudiants et leur avenir, les enseignants et les chercheurs qui soutiennent des débats universitaires sérieux et publient dans des revues à comité de lecture pour contribuer au débat international sur les sciences sociales.* » Ce que semblerait ignorer l'un des membres du conseil d'administration qui n'y a jamais participé : Laurent Wauquiez.

ISÈRE



L'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble est au centre de polémiques depuis le début de l'année dernière.

Photo Le DL/Vanessa LAIME

770 anciens étudiants de Sciences Po Grenoble signent une tribune

Alors que Sciences Po Grenoble est au centre de polémiques depuis le début de l'année dernière, 770 anciens élèves de l'institut signent ce vendredi 14 janvier une tribune sur le site internet du journal *Le Monde* dans laquelle ils témoignent leur soutien à leur école, ses enseignants-chercheurs et ses étudiants.

“Les signataires condamnent l'instrumentalisation politique de cette crise depuis plusieurs mois et affirment que les accusations de dérive idéologique faites à leur école témoignent au mieux d'une méconnaissance de la variété et de l'étendue des travaux de recherche qui y sont menés, au pire d'une récupération politique volontaire”, affirment-ils dans un communiqué.

■ “Nous observons avec désarroi les différentes prises de position”

“Nous, anciens étudiants et anciennes étudiantes de l'IEP de Grenoble, provenant de tous horizons, observons avec désarroi les différentes prises de position venant de personnalités élues, de ministres, d'universitaires et d'une partie de nos camarades à l'encontre de notre école. Nous condamnons toutes les violences dont ont été victimes les enseignants et enseignantes, les chercheurs et

chercheuses, et les étudiants et étudiantes”, indiquent-ils dans cette tribune.

“Par cette tribune, nous condamnons fermement la normalisation de termes conceptuellement infondés, empruntés à l'extrême-droite, dans la presse et le discours politique, qui mettent en cause la rigueur scientifique des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses de notre école ; et apportons notre soutien à celles et ceux qui travaillent sur les concepts de racisme, d'antisémitisme et d'islamophobie, et sur les sujets d'égalité et de lutte contre les discriminations en général. Par cette tribune, nous nous insurgeons contre la décision annoncée du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de mettre fin aux financements régionaux à destination de l'IEP de Grenoble”, ajoutent-ils.

Rappelons que début 2021, deux professeurs avaient, par voie d'affichage sur les murs de l'école, été accusés d'islamophobie. Le 15 décembre dernier, l'un d'eux, Klaus Kinzler, a été suspendu de ses fonctions pendant quatre mois par la direction de l'école qui lui reproche d'avoir « tenu des propos diffamatoires » dans plusieurs médias à l'égard de l'école et de sa directrice.

Stéphane BLÉZY

S
C

Ap
blé
co
Sa
vo
les
tio
d'è
pa
té.
po
d'c

L
le j
de
éq
fat
sig
ces
la
re
pa
sea
A
de
ne
l'A
Ca
pe
La
pl
ail
lar
Hi
ler
fa
foi
ne
get
Na

«
n

«
vit
l'A
me
no
re
Cl
tea

Une note de bas de page

14 JANVIER 2022



[par Nathalie Heinich]

Dans son livre *Le Savoir en danger. Menaces sur la liberté académique*, récemment paru aux PUF, le juriste Olivier Beaud propose p. 290, en note de bas de page, une étrange présentation de l'affaire de l'IEP de Grenoble. La voici :

« On sait hélas aussi qu'une dissension interne au sein d'un établissement d'enseignement supérieur, comme celle qui a eu lieu à l'IEP de Grenoble (février 2011), peut aboutir à des menaces sur Internet qui visent les représentants des deux camps, laïcs durs, et leurs adversaires retenant le concept d'islamophobie comme pertinent en sciences sociales. »

Sous l'apparence d'un compte rendu factuel, voilà une interprétation fielleuse, que je laisse à nos collègues linguistes le soin de qualifier de façon plus technique. Elle repose sur une double manipulation rhétorique, et sur une omission.

La première manipulation consiste à renvoyer dos à dos, comme si les positions étaient symétriques, « les représentants des deux camps », alors qu'on a affaire à une bataille opposant, d'une part, des attaquants (les étudiants-militants qui ont accusé les enseignants Klaus Kinzler et Vincent Tournier d'islamophobie) et, d'autre part, les victimes de ces attaques publiques visant des propos tenus dans des discussions internes à l'université. Faire comme si les uns et les autres se querellaient à parité comme des enfants qui se chamaillent, c'est là une conception bien particulière de la justice, dont on appréciera la pertinence chez un juriste.

La seconde manipulation consiste à présenter les attaqués comme s'ils étaient, eux, les radicaux (« laïcs durs »), et les attaquants comme de doux penseurs uniquement préoccupés de rectitude épistémologique (« retenant le concept d'islamophobie comme pertinent en sciences sociales »). Il faut s'être tenu à l'écart de tous les débats qui courent sur ce thème depuis au moins deux ans pour ignorer – ou feindre d'ignorer – que le « concept » d'islamophobie est le cheval de Troie de ceux qui tentent de disqualifier toute critique de l'islamisme, dans les pas des Frères musulmans qui ont inventé là un outil tactique remarquablement efficace. Olivier Beaud souhaiterait donner un blanc-seing à l'islamogauchisme qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

L'omission, enfin : elle consiste à ne parler que des menaces sur Internet, et pas des affichages publics devant l'IEP accusant nos collègues d'islamophobie, peu de temps après l'assassinat de Samuel Paty pour le même motif. Cet affichage mortifère, qui faisait peser un risque grave sur les deux enseignants, a été condamné à juste titre par la mission d'inspection, mais Olivier Beaud fait comme s'il n'avait pas existé. N'est-ce pas ce qu'on nomme un mensonge par omission ?

Deux manipulations, un mensonge : voilà qui fait beaucoup quand on se pique d'objectivité.

On aurait préféré que notre collègue soit un peu plus exigeant quant à la qualité de ses propres analyses, un peu plus soucieux de la véracité de ses informations (ce qui lui aurait évité d'écrire p. 154, à propos du « Manifeste des 100 », qu'il est « désormais le "Manifeste des 90", certains signataires ayant retiré leur signature » – alors que « Manifeste des 90 » est simplement le titre initialement donné au site abritant le manifeste avant que de nombreuses signatures s'ajoutent aux cent premières), et un peu plus attentif aussi à ne pas se contredire lui-même, comme il le fait entre les pages 293 et 296 : dans un cas l'expression par l'enseignant d'une opinion personnelle dans le cadre d'un cours est licite, dans l'autre elle ne l'est pas, ce qui donne cette configuration cocasse où, selon Beaud, un juriste homme parisien aurait le droit de donner son opinion négative sur l'homosexualité, tandis qu'une juriste femme en province n'aurait pas le droit de donner la sienne sur la religion...

Pris en flagrant délit d'erreur de droit dans une émission de France Culture où il présentait son livre et où il affirma, au mépris des textes, qu'un PRAG n'est pas concerné par la liberté académique, Olivier Beaud tente de se rattraper dans une tribune dans *Le Monde* du 4 janvier 2022 affirmant que « La liberté académique n'est nullement en cause dans l'affaire de l'IEP de Grenoble ». Étrangement, qu'un enseignant soit menacé par des étudiants pour des propos tenus dans le cadre de ses fonctions ne semble pas lui paraître relever de ces « menaces sur la liberté académique » qui font l'objet de son livre. Il faut dire qu'au vu de ce qui s'y glisse dans les notes de bas de page, comment s'étonner que l'incohérence s'ajoute à la mauvaise foi ?

Nathalie HEINICH

14 janvier (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/14/anciens-etudiants-de-sciences-po-grenoble-nous-souhaitons-defendre-la-liberte-academique_6109476_3232.html

« Anciens étudiants de Sciences Po Grenoble, nous souhaitons défendre la liberté académique »

TRIBUNE

Collectif

Un collectif regroupant 770 anciens étudiants de Sciences Po Grenoble déplore, dans une tribune au « Monde », la médiatisation dont fait l'objet leur école et regrette l'intervention de dirigeants politiques, tel Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, qui a décidé d'arrêter de financer cette institution.

Publié aujourd'hui à 13h00 Temps de Lecture 3 min.

Tribune. Depuis plusieurs mois, l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble est le centre de [nombreuses polémiques](#), avec en point d'orgue, le 14 décembre 2021, la [suspension](#) pour quatre mois d'un professeur pour cause de manquements aux obligations liées au statut de fonctionnaire. Nous, anciens étudiants et anciennes étudiantes de l'IEP de Grenoble, provenant de tous horizons, observons avec désarroi les différentes prises de position venant de personnalités élues, de ministres, d'universitaires et d'une partie de nos camarades à l'encontre de notre école.

Nous condamnons toutes les violences dont ont été victimes les enseignants et enseignantes, les chercheurs et chercheuses, et les étudiants et étudiantes. Des enquêtes sont en cours, et nous laissons aux personnes compétentes le soin de prendre les décisions qui seront nécessaires.

Inquiétude

Si nous tenons à prendre la parole aujourd'hui, c'est avant tout pour prendre du recul sur la situation et faire part de notre inquiétude concernant l'ingérence potentiellement dangereuse des pouvoirs publics dans les affaires académiques, et l'instrumentalisation politique de cette affaire dont nous sommes témoins et qui nous est profondément intolérable.

L'IEP de Grenoble, à l'instar d'autres universités françaises, est accusé de dérive idéologique, et ce aux dépens de la pluralité de la recherche en sciences sociales. Ce type d'accusation témoigne non seulement d'une méconnaissance de la variété et de l'étendue des champs de recherche, mais aussi de la qualité de la recherche au sein des laboratoires Pacte de recherche en sciences sociales, Cerdap² (Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique), Cesice (Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes), et à l'IEP, dont les sujets mis en accusation ne forment d'ailleurs qu'une part marginale.

Nous condamnons fermement la normalisation de termes conceptuellement infondés, empruntés à l'extrême droite, dans la presse, et le discours politique, qui mettent en cause la rigueur scientifique des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses de notre école ; et nous apportons notre soutien à celles et à ceux qui travaillent sur les concepts de racisme, d'antisémitisme et d'islamophobie, et sur les sujets d'égalité et de lutte contre les discriminations en général.

Nous nous insurgeons contre la décision annoncée du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, [Laurent Wauquiez](#), de mettre fin aux financements régionaux à destination de l'IEP de Grenoble.

Pour rappel, le soutien financier de la région comprend l'attribution de bourses aux étudiants et étudiantes en difficulté, le soutien à l'action sociale et les projets de formation continue, notamment pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi : ce sont donc les élèves qui sont le plus dans le besoin qui en pâtiront le plus.

Récupération politique

Nous souhaitons aussi alerter sur la gravité d'une telle décision politique, d'ailleurs soutenue par les candidats et les candidates d'extrême droite à l'élection présidentielle, et défendre la liberté académique. Nous sommes en désaccord avec celles et ceux qui souhaitent garantir la liberté académique « à la carte », utile pour diffamer l'IEP dans les médias, gênante lorsqu'elle aborde le sujet des discriminations. Nous tenons profondément à la diversité des idées et nous jugeons primordial que des débats pluriels puissent continuer à exister au sein de l'IEP dans le cadre prévu par la loi.

Parce que nous tenons à notre école, celle qui a encouragé le développement et la consolidation de notre esprit critique et de notre conscience citoyenne, nous souhaitons alerter sur la dangerosité de telles pratiques, qui mettent en péril le pluralisme de la pensée. Nous craignons le fait qu'un pouvoir politique puisse prendre la décision unilatérale de couper les financements d'une université.

A l'avenir, les différents acteurs publics (Etat ou collectivités territoriales) pourront-ils décider de façon discrétionnaire de supprimer des financements à chaque université qui ne promouvrait pas leur ligne politique ? Nous trouvons en outre inquiétant que certains appellent à ce que l'Etat intervienne, au-delà du cadre prévu par la loi, dans ce qui est enseigné et étudié à l'université.

Enfin, nous déplorons ce battage médiatique autour de notre école, qui nuit aux étudiants et étudiantes, que la pandémie affecte déjà profondément. Cette récupération politique les rend inaudibles. A l'instar du [rappel à la réalité des équipes pédagogiques de l'IEP du 4 janvier](#), ce sont bel et bien les étudiants et étudiantes qui sont le plus à même de décrire leur réalité quotidienne, et c'est leur parole qui doit primer pour témoigner de ce qu'est réellement notre IEP.

10 janvier (Times - Higher Education)

<https://www.timeshighereducation.com/news/islamophobia-row-puts-french-campuses-crossfire-poll-looms>

Islamophobia row puts French campuses in crossfire as poll looms

Sciences Po Grenoble director calls for 'calm and rationality' after suspension of Klaus Kinzler leads to loss of regional funding

January 10, 2022

Ben Upton

Twitter: [@benwupton](https://twitter.com/benwupton)



Source: Getty

'Prejudice' students accused Klaus Kinzler of fascism for his comments about Islam and 'indoctrination' on campus

A university leader has called for "calm and rationality" as French academics fear being caught in the crossfire of increasingly bitter culture wars in the run-up to the country's presidential election.

Sabine Saurugger, director of [Sciences Po](#) Grenoble, hit the headlines last month after suspending Klaus Kinzler, an associate professor of German who had made repeated criticisms of the institution in national media.

Dr Kinzler had received death threats and been accused by students of fascism after claiming during preparations for an anti-racism event that Islamophobia was not comparable to other forms of discrimination.

Professor Saurugger told *Times Higher Education* that the "temporary" suspension of Dr Kinzler was based only on his description of [Sciences Po](#) Grenoble as a "political re-education camp" and of colleagues at the *grand école* as teachers who "indoctrinate their students".

"His repeated statements have caused prejudice to the institution, its personnel and particularly its students. Expression is free, but as an employee, denigrating with such violence and unfairly the institution you work in causes strong prejudice," said Professor Saurugger, whose institution, while modelled on Paris' [Sciences Po](#), is administratively a subsidiary of [Université Grenoble Alpes](#).

However, in response to Dr Kinzler's suspension the president of the Auvergne-Rhône-Alpes region, Laurent Wauquiez, announced on 20 December that he had suspended "all funding and all cooperation" with the university over its "unacceptable ideological and communitarian drift".

Professor Saurugger said that the regional funding was worth about €500,000 (£418,000) a year, covering activities such as lifelong learning and exchange programmes.

The funding freeze was cheered by right-wing candidates in the upcoming presidential poll, Marine Le Pen and Éric Zemmour, with the latter [saying it was](#) the right response to the “infiltration of our *grandes écoles* by Islamo-leftism”.

And it came after a year of accusations, including from the French government, that the country’s universities had [created an intellectual breeding ground for terrorism](#) by viewing society critically through the lenses of ethnicity, religion and gender – rather than the republican ideal of equality.

Scholars focusing on areas such as racism, Islamophobia and French colonialism have come under intense attack since the beheading in October 2020 of Samuel Paty, a middle school teacher who showed his pupils a cartoon of the Prophet Muhammad.

“For an individual politician to cancel funding to a university based on the unfounded allegations of a disgruntled employee is a significant and worrying development. It is a political act and a violation of the principle of academic freedom,” said Simon Dawes, a media lecturer at [Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines](#).

“The way that this case has been appropriated by others for political ends is yet another example of universities being instrumentalised in a culture war that may well lead to the end of academic freedom.”

Professor Saurugger told *THE* that candidates in April’s election should contribute constructively to societal debates by “trusting research and researchers” and “discussing research results and teaching without politically instrumentalising it”.

“I defend the idea that a university is a place where controversies exist, where they must be lived, where academic controversies improve research results,” she said.

“Academic freedom is currently discussed in the light of a movement that advocates increased caution of, as well as awareness of, implicit discrimination. This refers of course to the whole debate about ‘wokeism’ and ‘cancel culture’, an issue that is tremendously controversial in France.

“We need calm and rationality. Problems exist, nothing is perfect; there are legitimate debates to have about the evolution of [the] university in this country, but based on facts and willingness to appease, not dividing.”

Former students of Dr Kinzler have published an open letter in *Le Journal du Dimanche* newspaper calling for his reinstatement, criticising the student protesters and demanding [Sciences Po](#) Grenoble be reformed to better protect political balance among staff and students.

“No matter how quickly some academic controversy may escalate, nothing is more crucial than keeping it civil, within the walls of the university,” said Christophe Gaudin, a signatory and assistant professor of political science at South Korea’s [Kookmin University](#), who studied under Dr Kinzler in Grenoble from 1999 to 2003.

Last February Frédérique Vidal, the French science minister, announced plans [to investigate “Islam-leftism”](#) on campuses and to [create an inventory of research](#) to make sure there was “pluralism of ideas” at universities.

“What is likely to happen now? Should academics avoid teaching or researching certain subjects, such as Islamophobia, race or gender for fear of the political repercussions?” asked Dr Dawes. “Should university administrators manage the activities of their academic employees more closely to ensure that they don’t put colleagues’ jobs and students’ grants at risk? [It] doesn’t sound like academic freedom to me.”

8 janvier (Le Monde diplomatique)

<https://blog.mondediplo.net/le-management-contre-les-libertes-academiques>

SCIENCES PO GRENOBLE

Le management contre les libertés académiques

PAR ALAIN GARRIGOU, 8 JANVIER 2022



Jean Geoffroy. — « Le bonnet d'âne », 1880.

Un professeur a été suspendu par la directrice de Sciences Po Grenoble pour avoir dénoncé dans la presse la politisation de son établissement. Le motif est surprenant — intimer l'ordre de se taire à un universitaire — et la sanction exceptionnelle. Au départ, une controverse sur l'usage du terme « islamophobie » que deux enseignants ne voulaient pas assimiler au racisme comme le faisaient certains de leurs collègues. Une querelle sur un mot que d'aucuns pourraient juger « byzantine ». Cela se gâte quand des affichettes, collées sur les murs de l'établissement, traitent les premiers d'islamophobes. Les esprits s'échauffent à la suite d'échanges interminables de mails, où chacun s'offusque en se considérant pris à parti devant des destinataires divers et variés, le tout dans un contexte de travail distanciel. Un syndicat étudiant a relaté ces messages sur les réseaux sociaux. Les deux enseignants reçoivent alors des menaces physiques. Traduits devant le conseil de discipline, des étudiants impliqués sont relaxés malgré un rapport d'inspection sévère. Puis, un enseignant concerné, Klaus Kintzler, donne deux entretiens à des médias alors que la directrice lui a demandé de ne pas s'exprimer. Il y accuse l'établissement de ne plus offrir les conditions de liberté académique sous l'influence de ce qu'il qualifie de « wokisme ». La sanction tombe au nom d'une autorité qu'on peut dire patronale. Ce qui rompt avec des usages universitaires de collégialité et de règlement arbitré des conflits. Il faut donc comprendre ce qui a changé, notamment depuis la loi Libertés et Responsabilité des Universités (LRU) de 2008, portée par la ministre de l'époque Valérie Pécresse, qui a institué leur autonomie de gestion.

Les directions universitaires sont issues d'élections auxquelles participent des représentants des enseignants, des personnels administratifs, des représentants syndicaux et des personnalités extérieures. Le temps du mandarinat qui concentrait tout le pouvoir entre les mains des professeurs est bien révolu. On ne s'en plaindra pas mais il faut savoir que les nouvelles règles de gouvernance amorcées par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 et renforcées par la LRU de 2008 ont introduit la politique dans l'université à deux titres au moins : les élections sont un processus politique de coalitions nouées dans des manœuvres plus ou moins opaques et les considérations partisans peuvent y avoir une place plus ou moins forte. Tout cela n'est guère transparent. Le plus souvent, le compromis régnait entre des gens soucieux de ne pas mettre en danger une institution fragile et de préserver les conditions de vie commune. Les libertés académiques étaient une sorte de mantra que chacun savait ne pas devoir attaquer par intérêt réciproque. L'épisode de Grenoble est à cet égard une première.

Les libertés académiques étaient une sorte de mantra que chacun savait ne pas devoir attaquer par intérêt réciproque. L'épisode de Grenoble est à cet égard une première

Il ne faut pas comprendre ce genre de conflit à l'aune des psychologies et des personnalités mais par le contexte délétère qui occupe de plus en plus l'université française (1) À plusieurs reprises, des colloques ou séminaires ont été annulés ou des invitations révoquées au motif que tel ou tel intervenant ne plaisait pas. . Les spécialistes de sciences sociales préfèrent appliquer l'objectivation à d'autres qu'eux mais s'ils prétendent au titre de scientifique, il faut bien qu'ils s'y soumettent. Autrement dit l'affaire n'est qu'un révélateur de tensions accumulées dans l'université : d'un côté une raréfaction des places ; de l'autre, une prolétarianisation des conditions sociales. Il est de plus en plus difficile de faire carrière et on y est de moins en moins bien traité et payé. La solution professionnelle de la promotion passait en principe par l'excellence et l'investissement dans le métier. Si cela ne paie pas, ou mal, ou lentement, l'humeur se tourne vers la protestation politique déclarée ou masquée. Le schéma correspond à celui classique de l'inflation des titres scolaires et aux mécanismes de frustration relative. Sur une trajectoire classique d'affirmation, les nouvelles générations cherchent à se différencier. Les différents thèmes de l'intersectionnalité conjuguent cette tentative de renouvellement. En se combinant avec une politisation plus ou moins revendiquée qui, pour les plus engagés, soutient qu'il n'est pas de science qui soit politiquement neutre. Pour les plus anciens universitaires, cela a un parfum de Mai 68. Notre propos n'est pas ici d'évaluer ces ambitions et leurs résultats sauf sur le plan politique. Cette radicalisation s'accompagne d'une contre-radicalisation dont l'affaire Kintzler est un exemple.

Ce n'est pas un hasard si elle survient dans un Institut d'études politiques (IEP), un type d'établissement particulièrement concerné par la dérive managériale des universités. Dans le sillage de Sciences Po Paris, les

IEP de province se sont transformés en business schools. Plus ou moins selon les cas. Avec cette situation extraordinaire d'un droit de regard du pouvoir sur leur direction. On ne s'étonne même pas que la présidence de la République puisse inspirer le choix du directeur de Sciences Po Paris. La surveillance est moindre sur la province mais il reste l'exemple d'une gouvernance de plus en plus proche du privé avec une direction qui se comporte comme des patrons d'entreprise. Les termes mêmes de la directrice sont suffisamment éloquents lorsqu'elle évoque son « devoir d'intervenir lorsque la réputation de l'institution est prise pour cible (...) et lorsqu'on attaque personnellement le personnel de l'établissement » pour en conclure que « dans ce cadre, je joue mon rôle d'employeur face à un membre du personnel ». Ce n'était pas la tradition universitaire où le doyen, en tant que président ou directeur, discutait avec les professeurs sans véritablement exercer d'autorité hiérarchique. Une sorte de primus inter pares assurait une direction collégiale. Non point qu'il n'y ait pas de disputes, voire pire, mais nul n'osait exhiber des sanctions. Sauf à déclencher un éclat de rires ou une franche désapprobation collective (2).

Ce sont des universitaires qui occupent ces fonctions de direction. Et, comme il se doit, ceux qui ont le moins de goût et de talent pour l'enseignement et la recherche — mes excuses aux exceptions — et bien sûr le plus d'appétit pour les fonctions politiques et bureaucratiques. Leur idéal n'est pas de publier mais de présider. On ne doit pas s'étonner de l'embarras de la ministre de l'université sur sanction grenobloise : une « erreur formelle » selon le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer, la ministre Frédérique Vidal demandant que « chacun se remette au travail dans la sérénité » (3). Comment en serait-il autrement quand les ministres ont eux-mêmes mené une carrière d'apparatchiks d'université puis de ministère ? Ils se trouvent en quelque sorte en porte-à-faux, hostiles intellectuellement à certaines formes de radicalisation mais solidaires socialement de l'autorité bureaucratique. L'autre versant de cette autorité patronale ou managériale est la conversion salariale du statut d'universitaire. Les signes se sont accumulés depuis quelques années. Les professeurs subissent une relégation au statut de salarié qui les voue à une position défensive face à leur directeur ou président. Ces micros indicateurs témoignent des changements infimes qui, cumulés, font des universitaires des salariés comme les autres, tenus aux obligations de loyauté envers l'employeur et à l'obéissance. « Ne pas avoir de patron », un leitmotiv des anciens qui se consolaient ainsi dans les moments inévitables de doute. Que les prétendants d'aujourd'hui le sachent, il est peut-être trop tard.

Depuis quand s'exprimer dans la presse est-il interdit aux universitaires ? Le coupable aurait mis en cause son établissement. S'agissant de liberté d'expression, la chose est assez importante pour la défendre dans la presse. Ayant subi pendant six ans des poursuites pour diffamation engagées par un conseiller d'un président de la République, Patrick Buisson, puis d'une entreprise de conseil financier (Fiducial), je n'imaginais pas que ce type d'action aurait pu venir de l'université. C'est une chose d'être attaqué en justice par des dirigeants politiques ou économiques qui défendent leurs intérêts contre la liberté d'expression, cela en est

une autre de la part d'un corps professionnel qui perd alors sa raison d'être. La voie managériale peut amener à une autre solution. Avec ce nouvel épisode d'une crise où elle a montré qu'elle ne gérait pas « son » entreprise, la directrice de Sciences Po Grenoble aurait déjà dû démissionner. On a bien compris que son obstination était celle d'un chef d'équipe qui s'empare de principes de bon management pour s'en prendre aux autres plutôt qu'à soi-même. Au moins cela aura-t-il eu le mérite de rallier à la liberté académique des défenseurs qu'on ne soupçonnait pas comme Laurent Wauquiez, président du Conseil régional qui a supprimé une subvention à Sciences Po Grenoble. En réalité, faire de celui-ci et de ceux qui l'ont promptement applaudi, comme Marine Le Pen et Eric Zemmour, des défenseurs de la liberté académique est un tour de force comique.

En sanctionnant, la directrice de Sciences Po Grenoble savait-elle ce qu'elle faisait ? Peut-on ignorer que chaque affaire de ce genre n'engage pas seulement des personnes mais le droit général de s'exprimer ? En ajoutant à la suspension l'annonce d'une plainte en diffamation, et indépendamment du fond de l'affaire, la directrice de Sciences Po Grenoble a engagé une poursuite bâillon contre l'un de ses enseignants (ce qui l'a aussitôt rendu célèbre dans les médias de droite et d'extrême droite). Forcément aux frais de l'institution. Il est probable que la direction agit comme n'importe quel politicien qui, accusé de malversation, répond immédiatement qu'il va porter plainte pour diffamation publique et... ne le fait pas quand son avocat lui explique qu'il n'a aucune chance. Sauf à se lancer dans une procédure qu'il sait perdue d'avance, mais qui aura valeur d'avertissement. Tout accusateur éventuel futur risque de payer cher ses divulgations. De fait il suffit d'être riche pour que l'intimidation fonctionne. Ou qu'une entreprise paie. Ce serait donc Sciences Po Grenoble qui paierait les frais de justice dans une plainte en diffamation avec constitution de partie civile ou non. Dans le premier cas, la plainte donne lieu automatiquement à une mise en examen, dans le second, à une simple incrimination. Dans les deux cas, cela occasionne des frais de justice (quelques milliers d'euros pour son avocat) et la menace d'une condamnation à payer les frais du plaignant et à lui verser des dommages et intérêts. La personne incriminée ou mise en examen a alors la base légale de la protection fonctionnelle. En l'occurrence, Klaus Kinzler devra faire une demande à la direction de son établissement pour obtenir la protection fonctionnelle (loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, article 11). S'il s'agissait de repousser les limites du ridicule, c'est déjà réussi.

7 janvier (Europe 1)

<https://www.europe1.fr/societe/frederique-vidal-mon-role-assurer-la-liberte-academique-dans-les-etablissements-4086515>

Frédérique Vidal : «Mon rôle, assurer la liberté académique dans les établissements»

Frédérique Vidal est revenue sur la situation de Klaus Kinzler, professeur suspendu fin décembre © Europe 1

Julien Holtzer 11h54, le 07 janvier 2022

Fin décembre, Klaus Kinzler, professeur à Sciences-Po Grenoble a été suspendu pour avoir donné une interview dans la presse où il accuse l'établissement de fermer les yeux sur le "wokisme". Une situation sur laquelle est revenue Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation, au micro d'Europe

C'est une affaire qui avait fait couler pas mal d'encre et qui continue d'en faire couler à l'IEP de Grenoble, où un enseignant, Klaus Kinzler, a été suspendu fin décembre, après avoir donné des interviews dans la presse où il accuse son établissement Sciences-Po Grenoble, d'être devenu "un institut de rééducation politique gangréné par la pensée woke et raciale, la Cancel culture". Le professeur a été mis sous protection policière.

[Retrouvez la matinale d'Europe 1 en podcast ici](#)

Science-Po Grenoble, un cas vraiment isolé ?

Invitée dans la matinale d'Europe 1, Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation, a tenu à annihiler toute tentative de polémique. "Vous savez, il y a quelque chose qui est important pour moi, c'est qu'on ne stigmatise pas l'ensemble d'une école parce qu'effectivement, il s'est passé quelque chose de très grave l'année dernière. Il se passe, peut-être encore des choses pour cet enseignant. Mais il y a eu toute une procédure qui a été mise en place, avec notamment des référents déontologiques à Sciences-Po Grenoble". A-t-elle déclaré, avant d'ajouter : "Ce ne sont pas les agissements de quelques uns qui doivent permettre de stigmatiser 600 enseignants, 3.000 étudiants ou une école".

7 janvier (Le Point)

https://www.lepoint.fr/podcasts/les-contrariantes/les-contrariantes-27-et-si-l-affaire-kinzler-etait-plus-importante-que-l-affaire-dreyfus-07-01-2022-2459518_4230.php

Les Contrariantes #27 – Et si l’affaire Kinzler était plus importante que l’affaire Dreyfus ?

Les Contrariantes : Dans cette première édition de 2022, les Contrariantes se penchent sur l’affaire qui a éclaté en mars 2021 à l’IEP Grenoble et ses suites récentes.



Vincent Tournier dispense depuis plusieurs années un cours sur l’islam et les musulmans en France à l’IEP de Grenoble.

Par [Peggy Sastre](#), [Laetitia Strauch-Bonart](#) et [Thomas Bourgeois-Muller](#) (pour le podcast)

Publié le 07/01/2022 à 10h00

En mars 2021, deux enseignants de l’IEP de Grenoble étaient accusés d’« islamophobie » et de « fascisme » sur le mur même de cette institution. Alors qu’on a beaucoup vu et entendu l’un des deux protagonistes, le professeur d’allemand Klaus Kinzler, l’autre, Vincent Tournier, s’est peu exprimé publiquement, hormis notamment dans *Le Point*. Maître de conférences en science politique, spécialiste des attitudes politiques et de l’opinion publique, auteur d’un *Portrait des musulmans d’Europe pour la Fondapol*, Tournier dispense depuis plusieurs années à l’IEP de Grenoble un cours sur l’islam et les musulmans en France. C’est ce qui a lui a valu – en plus de son franc-parler – ces accusations d’islamophobie, en premier lieu sur les réseaux sociaux de la part d’un syndicat étudiant, puis sur le mur de l’IEP, alors que personne ne s’était jamais plaint de son cours.

Nous le recevons aujourd’hui à la suite de la décision, fin novembre, de la section disciplinaire traitant l’affaire de l’IEP – délocalisée à l’université de Clermont-Ferrand – de relaxer les étudiants soupçonnés du collage au motif qu’il n’était pas possible d’en identifier précisément ses auteurs. À la suite de cette décision, Klaus Kinzler s’est d’ailleurs exprimé dans plusieurs médias en accusant l’IEP d’être, entre autres, un institut « de rééducation », ce qui lui a valu une suspension de quatre mois. Depuis ses débuts, l’affaire de l’IEP Grenoble témoigne d’une invraisemblable intolérance à l’égard de points de vue divergents – situation que les Contrariantes se devaient d’analyser.

7 janvier (AOC)

<https://aoc.media/opinion/2022/01/06/a-propos-de-lautonomie-des-universites-un-usage-devoye-de-la-langue/>

À propos de l'autonomie des universités, un usage dévoyé de la langue

Par [Claude Gautier](#) et [Michelle Zancarini-Fournel](#)

Philosophe, Historienne

> Les rebondissements des dernières semaines dans l'« Affaire » de l'Institut d'études politiques de Grenoble en sont une nouvelle illustration : par ses interventions incessantes, le pouvoir politique, qui confond volontairement agresseur et agressée, remet en cause la liberté même de la recherche et de l'enseignement. Le discrédit de certains savoirs en sciences sociales participe, plus largement, à un mouvement de mise au pas de l'Université.

L'autonomie des universités, au cœur des réformes qui se succèdent et se ressemblent depuis le début des années 2000, est en réalité formelle et vide de tout contenu positif.

> Mise en avant dès 2007 par Valérie Pécresse, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour soutenir un vaste projet de réforme de l'Université (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités dite LRU), cette autonomie devait permettre aux établissements concernés de réaliser leur indépendance financière et comptable (de fait, il s'agit de compenser un désengagement financier toujours plus marqué de l'État), d'établir d'autres critères de recrutement des enseignants-chercheurs et de modifier la formation des enseignants.

> Jusqu'à la dernière réforme de 2020 (Loi pour la Programmation de la Recherche, LPR), brutalement imposée par la ministre actuelle de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, ce qui est proposé n'est que l'ajustement du financement de la recherche aux logiques libérales de la concurrence marchande, l'institution de la précarisation et de l'instabilité pour les jeunes chercheurs entrant dans la carrière, l'intrusion administrative, bureaucratique et politique toujours plus poussée de l'exécutif par le biais d'agences de contrôle qui imposent leurs normes d'évaluation et soumettent l'obtention de financements publics à des projets dont le contenu échappe, pour l'essentiel, aux universités et aux établissements de recherche.

> Telle est, par exemple, l'une des fonctions principales de l'HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), dont l'actuel directeur, Thierry Coulhon, a été imposé par le président Macron, en dépit de l'opposition quasi unanime de toute la communauté savante et scientifique. Il est possible d'en dire autant de l'ANR (Agence nationale de la recherche) qui soumet l'octroi de financements publics de la recherche à des critères qu'elle détermine.

> L'autonomie dont il s'agit est finalement celle de la dette.

> L'autonomie dont il s'agit est finalement celle de la dette. Depuis 2007, pour équilibrer leurs comptes et faire face à un endettement accru, du fait du désengagement de l'État, un nombre croissant d'universités renonce à recruter des enseignants-chercheurs et des personnels administratifs. Au-delà, et sur le plan de la politique scientifique elle-même, pour la recherche comme pour la formation, la dépendance, et non pas l'autonomie, à l'égard des ministères de tutelle est donc plus que jamais la règle.

> Cette situation fragilise sur le plan national la dynamique de la recherche en la soumettant aux aléas du marché – on l'a vu à propos de la suppression antérieure de financement pour un laboratoire consacré à la recherche sur le Covid. Elle se cristallise, sur le plan idéologique et politique, et pour ce qui concerne les

sciences sociales, autour de polémiques violentes qui, depuis quelques années, agitent l'espace public, impliquent des intellectuels, des chercheurs, des universitaires et, par-dessus tout, des hommes et des femmes politiques.

> Avec l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre 2020, les attaques politiques contre ce qui est désigné comme « islamo-gauchisme », terme vide de toute signification rigoureuse, se font plus systématiques et sont l'occasion, pour le pouvoir, de contester la place et l'importance des sciences humaines et sociales, du moins de certaines d'entre elles, dans l'espace institutionnel de la recherche. À ce jour, ces controverses et ces attaques virulentes prennent principalement deux formes.

> Il y a d'abord la disqualification de certains domaines de ces sciences au rang desquels les études de genre, les études sur les sexualités, sur la race, sur le postcolonial et le décolonial... Elle consiste alors à affirmer politiquement et dogmatiquement que ces recherches – les « *studies* », venues pour partie d'Outre-Atlantique – ne sont que des idéologies, qu'elles ne respectent pas les règles minimales de la déontologie scientifique, notamment l'exigence d'autonomie du savant et de la savante qui se conforment à l'épistémologie et à la méthodologie de leurs disciplines respectives.

> Cette remise en cause, profonde et durable[1], dûment médiatisée (pour un exemple, voir l'Observatoire du décolonialisme), a donné lieu à des pétitions signées par des intellectuels et des chercheurs qui demandent instamment l'établissement de comités de censure[2] pour évaluer la teneur en « idéologie » de certaines de ces recherches.

> Loin de laisser la communauté scientifique débattre, de manière autonome, de ces questions par la confrontation et la mise à l'épreuve critiques et pluralistes, des ministres se sont impliqués, souvent avec fracas, dans ces débats et récemment, à propos du rebondissement de l'Affaire de Grenoble (*infra*), certains candidats à l'élection présidentielle comme Valérie Pécresse ou Éric Zemmour ainsi que le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez.

> Dans cette perspective, les accusations de « cancel culture », de « wokisme » – vocables improbables instrumentalisés par le pouvoir – participent de ce mouvement de disqualification. À l'arrière-plan, bien sûr, la défense d'une « laïcité intégrale » et un rejet des musulmans ; la promotion d'un universel républicain aux contours indéfinis, mais non discutables.

> Le travail de sape de la légitimité de ces domaines de recherche connaît un prolongement qui mérite cependant d'être signalé. Pour donner plus de consistance scientifique à ce qui n'est, de la part de ces intellectuels et universitaires comme de ces politiques, qu'un combat idéologique visant la disqualification de ces savoirs, un colloque est organisé début janvier en Sorbonne, sous le haut patronage du Collège de Philosophie avec le soutien du Comité Laïcité République.

> Ce colloque a pour titre : « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture ». Remarquons, tout d'abord, que ce colloque, dans ses premières moutures, était annoncé avec la collaboration de l'Observatoire du décolonialisme. Il est probable que cette présence risquait de nuire à l'intention « scientifique » dudit colloque et qu'elle a été stratégiquement effacée. Reste qu'un nombre important de ses membres, y compris l'un de ses dirigeants Xavier Laurent-Salvador, y participe. Ce dernier fréquente assidument les plateaux de CNews et les rubriques du Figaro Vox.

> Une lecture attentive du programme montre que le nombre de chercheurs patentés et spécialistes de ces questions est tout relatif ; ajoutons qu'y figurent de nombreux essayistes, journalistes, hommes et femmes de lettres. On a du mal à croire sur parole les organisateurs de ce colloque lorsqu'ils affirment, dans un propos liminaire, qu'il importe de défendre le « pluralisme » et l'« esprit d'ouverture », qu'il faut établir « un état des lieux aussi nuancé que possible », qu'il faut conserver « les conditions d'un pluralisme éclairé », etc. ; toutes qualités qui manqueraient aux sciences sociales supposément issues de la « déconstruction ».

> On peut, en effet, se demander ce que recouvrent ces formules incantatoires dès lors qu'aucune place n'est laissée à l'expression de points de vue contradictoires. Et l'on ne discutera pas, ici, la thèse affirmée et non interrogée du titre du colloque : ces sciences ainsi stigmatisées seraient toutes, c'est évident, issues de la

« déconstruction ». Là encore, un syntagme figé récemment mobilisé par les uns et les autres, notamment par l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry[3].

> Mais sans doute que le plus significatif dans cette manifestation à venir est le statut de celui qui conclura : rien moins que le directeur de l'HCERES, en la personne de Thierry Coulhon. Autant dire, une fois encore, que le pouvoir politique prend explicitement et directement parti dans ces controverses.

> Cette forme d'intrusion violente et idéologique du pouvoir politique apparaît comme un symptôme de l'absence réelle d'autonomie du milieu de la recherche.

> Cette première forme d'intrusion violente et idéologique du pouvoir politique dans ce qui relève, en régime normal, de l'éthique de la discussion critique et scientifique propre aux communautés savantes, apparaît comme un symptôme de l'absence réelle d'autonomie du milieu de la recherche ; ici et dans le cas d'espèce, de celui des sciences humaines et sociales.

> Il est une seconde forme d'intrusion tout aussi violente du pouvoir politique qui prend le prétexte de la lutte contre l'« islamo-gauchisme » et de la défense des valeurs d'universalité et de laïcité républicaines. **Celle-là se manifeste exemplairement dans « l'Affaire » de l'IEP de Grenoble. L'année 2021 s'est en effet terminée par un nouveau rebondissement de cette « Affaire ».** Ce qui met au jour, une nouvelle fois, l'intrusion du pouvoir politique dans la gestion de l'université. Un pouvoir qui nie l'autonomie de l'enseignement supérieur et de la recherche et qui s'appuie sur des « vérités alternatives » pour contester et disqualifier certaines décisions de la direction de l'Institut d'études politiques de Grenoble.

> En l'espèce, il s'agit de la suspension, pour quatre mois, d'un enseignant d'allemand, Klaus Kinzler. Ce dernier, dans plusieurs entretiens accordés, début décembre 2021, à l'hebdomadaire *Marianne*, au quotidien *L'Opinion* et à la chaîne CNews, décrivait l'établissement comme un lieu de « rééducation politique ». Il tenait des propos diffamatoires à l'égard de la directrice et de certains de ses collègues. La directrice de l'IEP affirme, dans une interview au *Monde* le 23 décembre 2021, que les « enseignants sont libres de s'exprimer » ; elle estime cependant qu'il est de son « devoir d'intervenir lorsque la réputation de l'institution est prise pour cible (...) ». « Dans ce cadre, je joue mon rôle d'employeur face à un membre du personnel ».

> Les Républicains, Valérie Pécresse la première, s'inquiète « de ce que la liberté d'expression ne soit plus assurée à l'IEP de Grenoble » et demande à Frédérique Vidal de diligenter une nouvelle mission d'inspection. Il s'agit clairement de l'intrusion politique d'une candidate à l'élection présidentielle dans une procédure interne d'un établissement d'enseignement supérieur. Le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a annoncé, dans un tweet, la suspension du financement de 100 000 euros accordé par la Région à l'établissement.

> S'écartant une fois encore de son domaine de compétence ministérielle, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qualifie mercredi 22 décembre sur LCI la décision de la direction de l'IEP d'« erreur formelle » tout en dénonçant une nouvelle fois le « wokisme », « l'idéologie à la place de la science » (voir sur le « wokisme », [le texte publié dans AOC le 26 novembre 2021](#)). Le ministre enjoint de ne pas confondre « victimes » (l'enseignant sanctionné) et « coupables » (ceux qui ont fait des tags provoquant ainsi « des menaces de mort sur quelqu'un »).

> Jean-Michel Blanquer fait ici allusion aux inscriptions nominatives taguées le 4 mars sur les murs de l'IEP de Grenoble taxant deux enseignants « d'islamophobes », accusation relayée par les réseaux sociaux. Ces actes avaient été condamnés par la direction de l'établissement qui a engagé des poursuites judiciaires et académiques contre 17 étudiants et étudiantes. Délocalisée par le rectorat à l'université de Clermont-Auvergne, la commission universitaire chargée d'émettre un avis sur les étudiants mis en cause a relaxé fin novembre, 16 des 17 étudiants pour des raisons juridiques de procédure.

> Le ministre de l'Éducation nationale et les politiques omettent de rappeler que « l'Affaire » avait commencé publiquement à l'automne 2020, lorsque Klaus Kinzler était intervenu violemment à plusieurs reprises, par courriel, dans un groupe de travail constitué dans le cadre d'une semaine de réflexion sur

« l'égalité et contre les discriminations » intitulée « Racisme, antisémitisme et islamophobie » et composé d'étudiants et étudiantes volontaires. Cette réflexion était coordonnée par une maîtresse de conférences d'histoire, spécialiste du Maghreb et du monde musulman.

> Enseignant d'allemand à l'IEP depuis un quart de siècle, Klaus Kinzler contestait l'usage du terme islamophobie accolé à antisémitisme et critiquait violemment l'islam. Électron libre, Klaus Kinzler est connu à l'IEP de Grenoble pour ses interpellations provocatrices et pour ses diatribes virulentes contre l'islam, dispensées dans les couloirs, les médias et les réseaux sociaux. Il signe, par provocation et défi, « Un enseignant “en lutte”, nazi de par ses gènes, islamophobe multirécidiviste ».

> L'enseignante violemment mise en cause alerte en décembre 2020 le laboratoire de recherches Pacte dont elle dépend. La directrice du laboratoire publie dans la foulée un communiqué interne pour affirmer « son plein soutien » à l'enseignante « attaquée personnellement » et dénonce une forme de « harcèlement ». Le communiqué rappelle enfin que le débat scientifique nécessite « liberté, sérénité et respect ». Après les inscriptions de mars 2021 qui ont mis le feu aux poudres, une mission de l'Inspection générale de l'administration (IGAENR) est diligentée par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dans son rapport de mai 2021, l'IGAENR, inversant les responsabilités, met en cause la directrice du laboratoire Pacte pour avoir diffusé, en décembre 2020, un communiqué *non public* prenant la défense de la collègue historienne.

> Par ses interventions incessantes, le pouvoir politique, **qui confond volontairement agresseur et agressée**, remet en cause la liberté même de la recherche et de l'enseignement, une « liberté académique » théoriquement régulée par des instances disciplinaires et d'arbitrage internes aux communautés scientifiques.

> Ces formes d'intrusion du pouvoir politique, pour discréditer au nom de la « science » certains savoirs en sciences sociales, et pour disqualifier des décisions qui relèvent du fonctionnement interne des institutions de recherche et de formation, participent d'un mouvement plus large de mise au pas de l'Université. Aux réformes qui entendent la soumettre à l'autorité du marché sous prétexte d'« autonomie » (avec un usage dévoyé de la langue) s'ajoutent donc, de manière circonstancielle, des prises de positions idéologiques que le pouvoir politique en place n'hésite pas à revendiquer, à assumer et à imposer.

> *NDLR : Claude Gautier et Michelle Zancarini-Fournel viennent de publier De la défense des savoirs critiques. Quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche aux Éditions La Découverte.*

[Claude Gautier](#)

Philosophe, Professeur de philosophie à l'ENS de Lyon

[Michelle Zancarini-Fournel](#)

Historienne, Professeure émérite à l'Université Claude Bernard-Lyon 1

[1] Nous proposons quelques éléments d'historicisation de ces formes politiques de remises en cause dans *De la défense des savoirs critiques*, voir notamment les chapitres 1 & 2.

> [2] « [Sur l'islamisme, ce qui nous menace, c'est la persistance du déni](#) », *Le Monde*, 31 Octobre 2020.

> [3] « [Madame Rousseau, Derrida et la “déconstruction”](#) », *FigaroVox*, 10 novembre 2021.

5 janvier (The Conversation)

<https://theconversation.com/en-quoi-la-controverse-a-liep-de-grenoble-questionne-lautonomie-de-lenseignement-superieur-174356>

En quoi la controverse à l'IEP de Grenoble questionne l'autonomie de l'enseignement supérieur

5 janvier 2022, 19:47 CET

Auteur

Romain Pierronnet CEREFIGE, Université de Lorraine
Romain Pierronnet travaille pour l'Université de Lorraine. Il est par ailleurs élu local à Nancy.



En mars 2021, manifestation d'étudiants sur le campus de l'IEP de Grenoble après les accusations d'islamophobie portées contre deux professeurs. Philippe Desmazes/AFP

Parmi les polémiques de l'année 2021 figure « l'affaire de l'IEP de Grenoble », née de l'usage du terme « islamophobie » dans l'intitulé d'un événement.

D'abord animée par échange de mails internes, la controverse a donné lieu à un affichage d'accusations par certains étudiants, prenant une dimension publique et médiatique notamment du fait des décisions de la direction de l'institut.

Alors que l'affaire vient de rebondir suite à la suspension d'un enseignant, et tandis que la nouvelle année sera marquée par des élections présidentielles et législatives, revenons sur ce que cette polémique nous dit des transformations de notre enseignement supérieur.

Arguments académiques, politiques et disciplinaires

Si la polémique a démarré par des enjeux propres au campus grenoblois, elle renvoie d'abord à la mobilisation par la recherche académique de notions importées d'universités américaines (« décolonialisme », « cancel culture », idéologie « woke »...), elles-mêmes importées et interprétées à partir de la *french theory* (aux racines notamment situées dans les travaux de chercheurs post-modernistes comme Michel Foucault ou Jacques Derrida). C'est donc à une controverse académique qu'il convient en premier lieu de remonter pour comprendre les sources du débat.

Pour autant, ces notions ont de fait une valence politique, par leur questionnement de la construction sociale des individus et des groupes sociaux. Aussi ont-elles fait

irruption dans les pratiques politiques d'universités américaines, dans un pays où l'affirmative action témoigne depuis longtemps d'une approche singulière de la lutte contre les discriminations, définies par Daniel Sabbagh comme « ensemble de pratiques consistant à accorder aux membres de certains groupes précédemment soumis à un régime juridique discriminatoire et statistiquement sous-représentés dans les échelons les plus élevés de la hiérarchie socioprofessionnelle un traitement préférentiel dans la répartition des emplois (publics et privés), des places à l'université (dès lors qu'il s'agit d'établissements sélectifs) et des marchés publics ». En France, où la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », rend déjà compte des tensions que peut susciter une telle approche, la réception des notions décoloniales n'a pas été sans susciter de débats dans la sphère politique, y compris dans le monde universitaire qui a par exemple vu apparaître un « observatoire du décolonialisme », ainsi que les réactions de plusieurs ministres.

Outre les champs scientifique et politique, l'affaire de l'IEP de Grenoble convoque également des faits d'ordre disciplinaire, avec une enquête assortie de sanctions, en écho au comportement des protagonistes et l'intervention de l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGESR).

Enfin, l'annonce par Laurent Wauquiez de son refus de continuer à financer l'IEP, en réaction à la suspension récente d'un enseignant (que le professeur de droit Olivier Beaud décrit comment relevant d'une atteinte à la liberté d'expression plutôt qu'à la liberté académique), devrait conduire l'IEP à être privé d'un soutien annuel de l'ordre de 100 000€ par la région Auvergne-Rhône-Alpes qu'il préside.

Autonomie des universités, autonomie des universitaires

La situation de l'IEP de Grenoble mérite d'être analysée au prisme de la notion d'autonomie, soit le « fait de se gouverner par ses propres lois ». Le classement annuel de l'autonomie des systèmes d'enseignement supérieur de recherche de l'Association européenne de l'Université (EUA) distingue par exemple quatre composantes : organisationnelle, académique, ressources humaines, moyens financiers. Plus fondamentalement, deux types d'autonomies sont revendiqués par les acteurs de la recherche :

« L'autonomie des universitaires, qui désigne l'exercice d'une indépendance relative des universitaires dans le contrôle de leurs activités face à des membres externes à leur groupe professionnel (avec le primat du jugement par les pairs), doit donc être distinguée de l'autonomie des universités, qui désigne la capacité de chaque établissement à déterminer et à mettre en œuvre une stratégie qui lui est propre. » (Barrier, 2015, p.128)

Le système universitaire français constitue justement un exemple dans lequel l'autonomie des universitaires ne s'est pas automatiquement traduite par une autonomie des universités, encore aujourd'hui à en juger par le classement de la France par l'EUA.

Or, l'affaire de l'IEP de Grenoble peut être utilement analysée à l'intersection de ces deux autonomies.

Une sanction moins financière que politique

En effet, s'il ne nous revient pas de commenter les décisions prises par la section disciplinaire de l'IEP (d'autant plus sans en connaître les attendus) relevons néanmoins que la relaxe des étudiants ne se conforme pas plus au souhait de sanction des étudiants, exprimé par la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, qu'aux recommandations de l'IGESR vis-à-vis du dépaysement de la procédure.

Ce constat résulte du fait que les procédures disciplinaires relatives aux étudiants comme aux enseignants-chercheurs dépendent en première instance de leur établissement (puis en appel du Conseil National de l'Enseignement supérieur et de la Recherche – CNESER).

D'ailleurs, la décision récente de faire présider la section disciplinaire du CNESER par un conseiller d'État, plutôt que par un universitaire, a pu être commentée comme une « mise sous tutelle de la justice universitaire ».

Par ailleurs, si la sanction financière décidée par la Région semble de prime abord renvoyer à l'autonomie de gestion de l'établissement, il convient de nuancer la portée de ces 100000€, par exemple en comparaison des 9,9M€ de l'IEP consacrés annuellement à la seule masse salariale (dont 7,6M€ issus de l'État). Ce sont donc moins les conséquences budgétaires de la décision de Laurent Wauquiez (d'ailleurs ancien ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur) que leur portée symbolique et politique qu'il convient d'appréhender.

Articuler débat républicain et autonomie des universitaires

Finalement, les événements de l'IEP de Grenoble s'inscrivent dans une époque où les attentes à l'égard de l'université à travers le monde n'ont jamais été si manifestes. Des chercheurs ont par exemple proposé de revisiter le modèle dit de la « triple hélice » associant initialement et dans une dynamique commune les secteurs académique, économique et politique.

Outre l'intégration des enjeux de la transition écologique qui s'ajoutent désormais à ces trois premières dimensions, cette « quintuple hélice » considère que les universités ont vocation à contribuer aux transformations culturelles et sociales, ce qui n'est pas sans rapport avec la polémique qui nous intéresse. Cette multiplication des attentes questionne à la fois la vocation des organisations universitaires et leurs modèles économiques (quels partenaires et financeurs pour y répondre ?).

En France, alors que le Code de l'Éducation listait jusqu'en juin 2006 trois missions pour le service public d'enseignement supérieur, elles sont désormais onze. En parallèle de cet accroissement, l'autonomie de gestion des universités a été confortée (notamment par la loi de 2007) tandis que les collectivités étaient appelées à jouer un rôle en principe croissant dans le paysage académique français (la Métropole et la Région siègent d'ailleurs au Conseil de l'IEP Grenoble).

Pour autant, des travaux tels que ceux de Jérôme Aust sur le cas lyonnais invitent à remarquer que, si les collectivités sont des partenaires et des financeurs désormais bien identifiés des acteurs, il convient d'en relativiser le poids réel dans la gouvernance universitaire.

En outre, comme le pointait déjà Max Weber au début du siècle dernier, le monde de la recherche et le monde politique poursuivent des objectifs différents, en empruntant des chemins différents. La Magna Charta Universitatum rappelle par exemple que

« La liberté de recherche, d'enseignement et de formation étant le principe fondamental de la vie des universités, les pouvoirs publics et les universités, chacun dans leur domaine de compétence, doivent garantir et promouvoir le respect de cette exigence fondamentale ».

Tandis que les libertés académiques sont attaquées en de multiples lieux, l'importation et la mobilisation en France des notions « décoloniales » n'est pas seulement affaire de controverses entre politiques d'un côté ou entre scientifiques de l'autre. Elle questionne aussi leur capacité à respecter leurs légitimités mutuelles et à dialoguer sereinement.

ISÈRE

CAMPUS DE GRENOBLE/SAINT-MARTIN-D'HÈRES

Sciences Po : « Stop, on en a assez d'être instrumentalisés »

Trente-cinq enseignants-chercheurs à Sciences Po Grenoble ont signé une tribune dans le journal *Le Monde* ce mardi matin. Ils dénoncent « le tourbillon médiatique qui tend à faire de leur institution un foyer de « wokisme » et réclament du répit. L'un de ces enseignants a expliqué les raisons de cette démarche au *Dauphiné Libéré*.

« C'est qui est chaque jour un peu plus clair, c'est que l'on fait face à des attaques assez graves contre la liberté académique, la liberté de faire des recherches et de faire des cours sur des sujets que l'on souhaite, avec un agenda politique de plus en plus évident ». Préférant ne pas divulguer son nom, un enseignant-chercheur de Sciences Po, parmi les signataires de la tribune publiée ce matin sur le site internet du Monde, a accepté de s'exprimer sur les polémiques à répétition qui minent l'institution. Des polémiques alimentées « depuis neuf mois » par des attaques de personnes qui « ne connaissent pas » Sciences Po Grenoble et les enseignements qui s'y déroulent, affirme-t-il.

Dans le viseur de ces enseignants-chercheurs – 35 ont signé la tribune sur les 45 qui travaillent de façon permanente à l'IEP – les propos tenus par Klaus Kinzler sur « l'endoctrinement » des élèves, mais également les discours des politiques de droite et d'extrême-droite. Le tweet également du président de Région, Laurent Wauquiez, annonçant la suspension des financements de la collectivité à l'IEP et les déclarations dans les médias des ministres, de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur, Jean-Michel Blanquer et Frédéric Vidal. « Malheureusement, les pro-

pos insultants colportés par notre collègue, qui nous accuse désormais d'être « un institut de rééducation politique », sont repris sans aucune vérification par des femmes et hommes politiques de tous niveaux. Que savent nos détracteurs de ce qui se passe à Sciences Po Grenoble ? Quelle connaissance ont-ils de nos conditions de travail, des contenus de nos enseignements, de nos recherches ? », lance le collectif d'enseignants dans le quotidien national. Le professeur des universités interrogé confirme. Ces propos trouvent une « caisse de résonance dans un ensemble de médias qui font la course derrière l'opinion qui suit Zemmour, et sur les réseaux sociaux, indique-t-il. [...] Parce que des collègues se sont aperçus qu'ils pouvaient très vite enflammer cette bulle avec des propos de plus en plus outranciers [...] et les politiques surfent dessus. »

« Les étudiants sont les victimes de cette histoire au final »

« Il y a à la fois un sentiment d'acablement, de tristesse et de colère aujourd'hui chez l'ensemble des enseignants-chercheurs, souligne notre interlocuteur. C'est épuisant pour nous de devoir en permanence nous défendre et anticiper la prochaine vague. » D'autant que les insultes et menaces des « trolls d'extrême-droite » sont aussi devenues quasi quotidiennes sur les réseaux sociaux à la faveur de ces controverses, précise encore l'enseignant.

La tribune a donc un objectif précis, celui de dire « stop » aux attaques envers l'Institut d'études politiques. « On en a assez d'être instrumentalisés et diffamés. Il faut que ça s'arrête là, commente-t-il. C'est vraiment le message que l'on souhaite faire



passer, parce qu'on a besoin de sérénité, mais aussi de retrouver l'envie d'enseigner et de parler d'autres sujets qui intéressent les étudiants et pour lesquels on n'arrive pas, pour l'instant, à libérer du temps. »

Dans ce texte, originalement titré « Nous en avons assez des fantasmes sur notre institution », les enseignants-chercheurs soulignent aussi l'impact que « ces insultes » ont sur les étudiants et « le personnel administratif » de l'établissement, ajoute ce professeur des universités. « La vie de l'établissement, en ce moment, est très perturbée par cela, poursuit-il. Ce qui m'inquiète le plus, c'est qu'on est en train de détruire ce qui fait le sel de l'éducation, ce qui fait que nos étudiants ont envie d'assister à nos cours et nous de les donner, car ceux qui alimentent la diffamation et les intimidations par médias interposés fabriquent une espèce de déprime collective. Les étudiants sont les victimes de cette histoire au final et c'est sur eux que tout cela va peser. »

Laure MAMET

« Tout le monde commente le fait que Klaus Kinzler a été mis à pied, mais cette mise à pied avait déjà été envisagée dans le rapport de l'inspection générale », après l'affaire des collages, rappelle un enseignant. Archives photo Le DL/Jean-Benoît VIGNY

Le ras-le-bol des étudiants



Photo Le DL/Miàn STRAHM

Un ras-le-bol. C'est le sentiment qui domine largement chez les étudiants lors de cette rentrée. Une fatigue de voir leur institution clouée au pilori depuis plusieurs mois dans une partie de la presse et de devoir sans cesse répondre aux accusations « de wokisme » et d'intoxication à la « cancel culture ». « La plupart des personnes qui s'expriment ne savent pas du tout ce qu'il se passe à Sciences Po Grenoble car elles n'y ont jamais mis les pieds », tranche Chloé (*), une étudiante en 3^e année. Très remontée, elle estime que les étudiants « sont régulièrement attaqués sans fondement », alors même « que le débat existe bien » au sein de l'institution. Et de dénoncer la décision de Laurent Wauquiez de suspendre les financements de la Région à l'IEP, « tout cela parce qu'il a entendu dire que... »

entre l'administration et un professeur. Et nous, nous nous retrouvons au milieu de tout ça. » « Le problème, c'est qu'il est très difficile de nous exprimer, lance l'une de ses camarades de classe. Tout ce que l'on dit est récupéré et vient alimenter le contre-discours ». D'où les réticences de certains à prendre la parole publiquement.

La crainte de difficultés

Si le « tourbillon médiatique » n'empêche pas les élèves de poursuivre leur cursus, il fait peser sur eux un poids dont ils se seraient bien passés. Certains craignent par exemple de rencontrer des difficultés pour « trouver des stages » ou « du travail plus tard ». Ils confirment également être régulièrement questionnés et notamment pendant les vacances de Noël, sur ce qu'il « se passe à Sciences Po ». « Les étudiants donnent le sentiment d'être assez forts, commente un enseignant-chercheur. Ils sont capables de faire la part des choses entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas, ce qui est vrai et ce qui est faux. » Comme les signataires de la tribune du Monde, ils expriment surtout une lassitude et aspirent à la tranquillité.

L.Ma.

(*) Les prénoms ont été changés.

Le drôle de profil derrière la pétition demandant le retour de Klaus Kinzler...

La pétition en ligne qui « exige le retour de Klaus Kinzler à l'Institut d'études politiques de Grenoble » a recueilli plus de 11 000 signatures et suscité plusieurs articles dans les médias, notamment en Isère. Dans son texte introductif, l'auteur de cette pétition s'adresse au ministre Jean-Michel Blanquer auquel il demande d'exercer « pleinement [son] ministère en intervenant afin de rétablir la situation d'équité libérale qui préexistait avant sa mise à pied ! » (de M. Kinzler). La lettre et la pétition ont été lancées par

une seule personne, qui dit s'appeler Alexis Vaussard.

Reprise par de nombreux médias pour sa viralité et son nombre de signatures, cette pétition a pourtant de quoi interroger. Le pétitionnaire en a en effet déjà lancé plusieurs. L'une, « Stop aux jouets électroniques éphémères dans les fast-foods », a vaillamment recueilli une signature. Une autre beaucoup plus : 26 000. C'est celle qui dit « non à la vaccination des enfants » et reprend bon nombre des thèses des antivax voire de certains cercles com-

plotistes. Alexis Vaussard, dont personne ne sait de qui il s'agit précisément ni même s'il existe vraiment, affirme également sur le site en ligne qu'Olivier Véran pourrait être poursuivi pour « complicité d'escroquerie », « empoisonnement » voire « terrorisme en bande organisée » ! Le même Alexis Vaussard commente et soutient sans ambiguïté d'ailleurs une autre pétition : « Pour un ticket Éric Zemmour / Marion Maréchal à la présidentielle 2022 ».

J.-B.V.

4 janvier (TV de l'Assemblée nationale)

https://videos.assemblee-nationale.fr/direct.11687979_61d4513b47846

Questions au gouvernement :

Suspension d'un enseignant à l'IEP de Grenoble

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller.

Mme Virginie Duby-Muller. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

À la mi-décembre, Klaus Kinzler, professeur d'allemand depuis vingt-six ans à l'institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, où j'ai eu la chance d'étudier, a été suspendu par sa direction pour quatre mois.

Cette affaire est d'une gravité sans nom.

M. Maxime Minot. Eh oui !

Mme Virginie Duby-Muller. En mars dernier, lors de l'organisation d'une journée de débats sur le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme, Klaus Kinzler a estimé que ces trois notions ne devaient pas être mises sur un pied d'égalité.

Deux syndicats étudiants issus de la mouvance islamo-gauchiste...

M. Régis Juanico. Oh là là !

Mme Virginie Duby-Muller... ont alors lancé une véritable fatwa contre lui et sa collègue, co-organisatrice des débats, en appelant à un lynchage collectif. Cette cabale a conduit à la mise sous protection policière des deux professeurs, afin qu'ils ne subissent pas le même sort que Samuel Paty.

Devant la gravité des faits, une sanction exemplaire était attendue. Or la commission de discipline de Sciences Po Grenoble s'est contentée de relaxer les dix-sept étudiants mis en cause, preuve de la dérive idéologique manifeste de la direction de cet établissement.

M. Maxime Minot. Une honte !

Mme Virginie Duby-Muller. Non seulement l'IEP a donné un blanc-seing à ceux qui voudraient mettre une cible dans le dos du professeur, mais il punit désormais la victime.

La mise à pied de Klaus Kinzler est inacceptable. Quelle est sa faute ? D'avoir soi-disant tenu des propos diffamatoires à l'encontre de Sciences Po Grenoble, qui ne l'a pas soutenu ?

M. Régis Juanico. Oui !

Mme Virginie Duby-Muller. De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer ce traitement inique, à commencer par Jean-Michel Blanquer qui a qualifié cette suspension d'« erreur formelle ». Une quarantaine d'intellectuels, chercheurs et historiens ont pris la défense de Klaus Kinzler, et une pétition de soutien a recueilli plus de 11 500 signatures.

Madame la ministre, en mars, je vous avais déjà interrogée à propos de l'initiative de Damien Abad et Julien Aubert, qui demandaient la création d'une mission d'information sur la culture de l'annulation et l'islamo-gauchisme dans le milieu universitaire. Quand allez-vous enfin agir ? Que comptez-vous faire pour garantir la liberté d'expression et d'enseignement dans nos universités et IEP ? Quand allez-vous mettre un terme à l'infiltration de cette *cancel culture* qui propage la haine et fait régner la terreur idéologique ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Mme Blandine Brocard, Mme Agnès Thill, M. Nicolas Dupont-Aignan et M. Meyer Habib applaudissent également.)

M. Régis Juanico. N'importe quoi !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Mme Frédérique Vidal, *ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.* Vous avez rappelé les faits. Des inscriptions visant deux professeurs ont été découvertes en mars 2021. Elles ont été condamnées par l'immense majorité des enseignants et des étudiants de Sciences Po Grenoble. Leurs auteurs, un petit groupe d'étudiants, sont passés en conseil de discipline – pas à Grenoble, car l'affaire a évidemment été dépaycée. Des sanctions ont été prononcées à l'encontre d'une seule de ces étudiants. Aussitôt les faits connus, j'ai diligenté une mission de l'inspection générale qui a permis, d'une part, de lancer le processus disciplinaire à l'encontre des auteurs de ces actes et, d'autre part, de rappeler que, dans un tel contexte, l'ensemble des protagonistes de l'affaire avaient eu un comportement exagéré – si vous aviez lu les conclusions publiques du rapport, vous vous en seriez rendu compte. L'inspection générale a par ailleurs mis en place un accompagnement – qui se poursuit – de la direction de l'IEP de Grenoble. Il est important que nous permettions à cet établissement de retrouver la sérénité. Or que faites-vous ? Vous stigmatisez les 600 enseignants et les 3 000 étudiants de cet IEP,...

M. Maxime Minot. Arrêtez !

Mme Frédérique Vidal, *ministre...* simplement parce que M. Kinzler fait jouer sa liberté d'expression. On ne parle pas ici de liberté académique, mais bien de liberté d'expression en tant que citoyen. En tant que fonctionnaire, il a effectivement un devoir de réserve vis-à-vis de son institution,...

M. Raphaël Schellenberger. Un universitaire ne peut donc plus penser librement !

Mme Frédérique Vidal, *ministre...* il faut aussi être capable de le rappeler. Stigmatiser une école entière n'a aucun sens. Le Gouvernement est pour le respect des enseignants et pour l'accompagnement des étudiants, certainement pas pour des polémiques futiles pour des raisons qui n'ont pas lieu d'être. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. Mes chers collègues, poursuivons nos travaux dans le calme.

4 janvier (Le Figaro)

https://etudiant.lefigaro.fr/article/sciences-po-grenoble-des-enseignants-de-l-iep-prennent-position-contre-le-professeur-suspendu_e5711926-6d81-11ec-9de6-cb2d067ea504/

Sciences Po Grenoble: des enseignants de l'IEP prennent position contre le professeur suspendu

Par AFP agence • [Figaro Etudiant](#) • Publié le 04/01/2022 à 18:33 • Mis à jour le 05/01/2022 à 10:25



Des enseignants de l'IEP de Grenoble ont publié une tribune dans le journal *Le Monde*. *Crédits photo: PHILIPPE DESMAZES/AFP*

«Que savent nos détracteurs de ce qui se passe à Sciences Po Grenoble?», questionne la tribune d'enseignants de l'IEP.

Un collectif d'enseignants de [Sciences Po Grenoble](#) a dénoncé ce mardi 4 janvier dans une tribune *«les attaques infondées»* d'un collègue dont la suspension en décembre a relancé la polémique autour de la liberté d'expression qui secoue l'établissement depuis plusieurs mois.

«Les propos insultants colportés par notre collègue, qui nous accuse désormais d'être 'un institut de rééducation politique', sont repris sans aucune vérification par des femmes et hommes politiques de tous niveaux», déplorent une trentaine d'enseignants de l'IEP dans ce texte publié mardi dans le quotidien *Le Monde*. *«Que savent nos détracteurs de ce qui se passe à Sciences Po Grenoble? (...) Ont-ils pris le temps de lire le travail collectif que nous avons produit sur le concept de neutralité scientifique, pourtant librement accessible sur notre blog? Ont-ils aussi pris le temps d'échanger avec nos étudiantes et étudiants?»,* ajoutent-ils. Ce collectif assure aussi que cette *«controverse sur le 'wokisme' ou la 'cancel culture' (leur) est étrangère»*.

«La priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur»

Visé par des accusations d'islamophobie en mars 2021, le professeur d'allemand Klaus Kinzler a décrit dans des interviews début décembre l'IEP de Grenoble comme un institut de *«rééducation politique»* en accusant un *«noyau dur»* de collègues, adeptes selon lui des théories *«woke»*, d'endoctriner les étudiants, et la direction de laisser faire. Ces propos jugés diffamatoires par la

direction de l'IEP lui ont valu d'être suspendu. Cette décision a suscité de nombreuses réactions politiques, notamment celle du président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez, qui a suspendu ses financements à l'école.

Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a lui-même critiqué la suspension de l'enseignant la qualifiant d'«*erreur formelle*» de la part de la direction de l'IEP et se disant «*certain que la priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur*».

Une pétition réclamant le retour du prof recueille plus de 11.500 signature

Le début de cette affaire remonte à fin 2020 quand Klaus Kinzler et une collègue historienne avaient échangé des courriels véhéments à propos d'une journée de débats intitulée s«*racisme, antisémitisme et islamophobie*» en contestant cette formulation et en critiquant l'islam. Le 4 mars, le professeur avait été, avec un autre enseignant, la cible d'affichettes l'accusant d'«*islamophobie*» placardées par des étudiants à l'entrée de l'institut et relayées sur les réseaux sociaux par des syndicats.

Par ailleurs, une pétition en ligne sur le site mesopinions.com, réclamant le retour du professeur d'allemand à l'IEP, recueillait ce mardi plus de 11.500 signatures. L'auteur de la pétition, un soutien de Klaus Kinzler, estime que l'enseignant est «*victime d'une campagne ad nomen de diffamation et d'intimidation par des étudiants gauchistes de l'IEP de Grenoble*».

4 janvier (France 3)

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/sciences-po-grenoble-une-petition-en-ligne-rassemble-plus-de-11-500-signatures-pour-demander-le-retour-du-professeur-klaus-kinzler-2400295.html>

Sciences Po Grenoble : une pétition en ligne

rassemble plus de 11 500 signatures pour demander le retour du professeur Klaus Kinzler

Publié le 04/01/2022 à 11h50

Écrit par **Antoine Belhassen**



Le professeur Klaus Kinzler a été suspendu par la direction de l'IEP Grenoble, mi-décembre. • © FTV

Une pétition en ligne en faveur du retour du professeur Klaus Kinzler, suspendu par la direction de Sciences Po Grenoble mi-décembre, a rassemblé plus de 11 500 signatures, à la date de ce mardi 4 janvier. L'enseignant de civilisation allemande avait été écarté suite à des propos jugés diffamatoires.

Une pétition en ligne, lancée fin décembre, qui demande le retour du professeur Klaus Kinzler à l'IEP Grenoble, a rassemblé plus de 11 500 signatures à la date de ce mardi 4 janvier.

Ce professeur de civilisation allemande [avait été écarté de l'établissement par sa direction](#), mi-décembre, suite à des propos jugés diffamatoires et islamophobes. Ses propos avaient été tenus au printemps 2021. Mais, depuis, la polémique continue d'agiter les milieux universitaire et politique. Dans des

interviews, [l'enseignant décrivait l'IEP comme un institut de "rééducation politique"](#), accusant un "noyau dur" de collègues, adeptes selon lui des théories "woke", d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire.

"Une campagne de stigmatisation"

Les auteurs de la pétition expliquent que le professeur a été victime *"d'une campagne ad nominem de diffamation et d'intimidation"* et qu'il aurait subi une *"une mesure disciplinaire de mise à pied en même temps qu'une campagne de stigmatisation"*.

Le communiqué exhorte également le ministre à *"prendre toute disposition afin que la politique reste en dehors de nos universités comme c'est normalement et juridiquement le cas dans notre enseignement"* afin, notamment, de revenir à une *"situation préexistante"*.

"Une erreur formelle" pour Jean-Michel Blanquer

Jean-Michel Blanquer [avait lui-même réagi à cette suspension](#). *"Je pense qu'il y a une erreur formelle dans le fait de l'avoir suspendu"*, avait-il affirmé lors d'une interview sur la chaîne LCI.

Le ministre était *"certain que la priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur"*. Il avait ensuite continué de prendre largement position contre cette suspension et avait recommandé de ne pas confondre *"victimes"* et *"coupables"* dans cette affaire.

Contactée, la direction de Sciences Po Grenoble n'a pas encore souhaité réagir aux propos du ministre et à la publication de cette pétition en ligne.

4 janvier (Le Figaro)

https://etudiant.lefigaro.fr/article/cancel-culture-ideologie-woke-finissons-en-avec-la-censure-dans-les-iep_05af1d40-5d93-11ec-90f9-0923e1e3b2f6/

Cancel culture, idéologie woke: «Finissons-en avec la censure dans les IEP»

Par Tribune Collective • Publié le 04/01/2022 à 11:20



«Nous, étudiants de tous les instituts d'études politiques de France, déplorons la censure, officielle et officieuse, omniprésente dans nos établissements.» *Crédits photo: Shutterstock/Shutterstock*

TRIBUNE - Des étudiants d'instituts d'études politiques dénoncent le manque de débat au sein de l'enseignement supérieur, et en particulier à Sciences Po.

Cette tribune a été rédigée par les étudiants suivants: Arthur Alemany (IEP d'Aix-en-Provence), Édouard Bina (IEP de Lyon), Quentin Coton (IEP de Paris et responsable UNI Sciences Po), Maël Dalgliesh (IEP de Paris), Louis Ehr (IEP de Strasbourg), Lou-Anna Roul (IEP de Bordeaux), Axel Roulliaux (IEP de Bordeaux), Merlin Santoro (IEP de Strasbourg).

Nous, étudiants de tous les instituts d'études politiques de France, déplorons la censure, officielle et officieuse, omniprésente dans nos établissements, de la part d'étudiants, d'associations, de professeurs et de l'administration. En outre, nous souhaitons, à notre échelle, alerter sur les dangers de la «cancel culture». Loin d'être un phénomène purement anglo-saxon cantonné aux murs des campus américains, l'esprit communautaire exacerbé de cette enclave intellectuelle hors du monde entend tout régenter.

L'objectif ici n'est pas de nous poser en victimes mais bien d'alerter nos concitoyens et nos dirigeants sur les dérives des IEP français qui, ne l'oublions pas, ont vocation à former nos futures élites intellectuelles, politiques et économiques. Les dérives que nous observons actuellement dans l'enceinte des Sciences Po de France s'étendront bientôt à l'ensemble de la vie publique. Ceux qui s'érigent en apprentis censeurs seront demain journalistes, députés,

écrivains, «intellectuels», professeurs des universités ; en somme, ils auront la mainmise sur toutes les structures du pouvoir, sur les esprits.

«Ce petit monde terrorise nos administrations»

Le procès politique latent qui menace en permanence tout étudiant, professeur ou association s'éloignant de la droite ligne progressiste tacite annonce l'extinction de l'esprit critique. Nombre d'exemples relayés publiquement le démontrent: [professeurs accusés d'islamophobie](#) l'an passé, [lynchage d'associations](#) comme l'UNI, Le Cercle Mauriac, Le Printemps Républicain ou encore les tentatives d'ostracisme des fondateurs des associations Génération Z ou RN. Ce ne sont pas seulement les étudiants, professeurs, ou associations de droite qui sont visés, mais bien tous ceux qui refusent de se plier à la doxa. Quiconque refuse de se soumettre aux dogmes établis décolonialistes, pro-LGBT, et anti-sexistes se voit insulté et conspué.

Ce progressisme dévoyé et la connivence des acteurs institutionnels qui le choient sont alimentés par les plus grands maux de notre époque: la peur d'être rejeté et la paresse intellectuelle d'une part, la mégalomanie et la victimisation d'autre part. Ce besoin qu'ont les nouveaux censeurs de détenir la vérité, et de justifier leurs échecs personnels par des oppressions présumées du «système», vient légitimer qu'on inflige une correction sociale, voire physique, aux mauvais.

Pour démontrer la connivence que nous dénonçons, il nous faut préciser le procédé classique du camp du «progrès» lorsqu'un intervenant jugé dissident est invité à s'exprimer dans nos murs: une myriade d'associations s'insurgent et alertent l'administration du «*danger*» imminent de cette intrusion. Notons qu'on trouve à la tête de ces dernières des individus qui se cooptent, d'une homogénéité idéologique sans pareil et qui s'arrogent le droit de parler au nom de toute la communauté estudiantine de nos IEP. Ce petit monde terrorise nos administrations et les enjoint à annuler les conférences sous peine d'opprobre public.

Nos directions, terrifiées et obsédées par l'image publique de leurs établissements respectifs, cèdent souvent, affichant sans aucune honte leur refus de recevoir des pseudo-fascistes dans leurs instituts. Plus subtile, la condescendance inhérente à cette communauté, où les pairs épousent l'onanisme intellectuel, rejette plus volontiers encore ceux qui ne sont pas de leur monde (comprenez ceux qui ne sont pas des urbains bourgeois cosmopolites): Jean Lassalle, incarnation et défenseur du monde rural, député de la Nation, [s'est vu injurié publiquement par la direction de Sciences Po Bordeaux.](#)

«Nos camarades viennent nous adresser en aparté leurs encouragements une fois que nous avons pris position et essuyé les crachats»

Tribune collective d'étudiants des IEP

Les administrations des IEP refusent de recevoir des individus ne partageant pas les «valeurs» des instituts. Pourtant, ceux-ci ne devraient pas oublier que les valeurs cardinales de leurs établissements sont la réflexion, le débat et la liberté d'expression. Nous rappelons à ce titre que les IEP sont des établissements publics en partie financés par l'État. Le contribuable sera heureux d'apprendre que la majorité de la population n'est pas conforme aux valeurs qu'il finance. Les associations et étudiants qui osent tenir un discours souverainiste, patriote, traditionaliste, sont voués aux gémonies: messages d'insultes, menaces et ostracisme.

Mais, le réel danger est celui de l'autocensure. Chaque attaque *ad hominem*, chaque accusation calomnieuse, au-delà de la satisfaction qu'elles génèrent en nos opposants, sont autant d'avertissements à l'élève qui oserait émettre une réserve, une nuance. Nos camarades viennent nous adresser en aparté leurs encouragements sur le fond ou la forme une fois que nous avons pris position et essuyé les crachats. Combien aimeraient nous soutenir publiquement, mais ne le peuvent, car on ne dialogue pas avec des «*racistes, sexistes, transphobes, LGBT-phobes, islamophobes, homophobes, xénophobes*». L'emploi de ces qualificatifs diffamatoires se résume souvent sous l'étiquette de «fasciste».

«Un climat de surveillance généralisée qui pousse au mutisme de tout individu en désaccord»

Tribune collective d'étudiants des IEP

Le climat aujourd'hui installé dans les différents instituts d'études politiques est mortifère. Il nous dirige irrémédiablement vers la systématisation du discours progressiste et l'annihilation de toute pensée contraire. Aujourd'hui, il reste enfermé entre nos murs, demain, il sera étendu à l'ensemble du débat public. Nous demandons tout d'abord aux administrations des différents IEP de faire preuve de courage et de cesser de céder aux intimidations des radicaux totalitaires. La place prépondérante prise par les associations féministes et LGBT ces dernières années dans les IEP fait régner un climat de surveillance généralisée qui pousse au mutisme de tout individu en désaccord avec leurs thèses extrémistes pour ne pas se faire taxer à tout va de machistes ou homophobes.

L'attitude sectaire et extrémiste de ces associations de gauche, pseudo-apolitiques, suivies par la foule docile des autres associations sportives ou culturelles, fait régner une aura délétère au sein de la vie étudiante des IEP, et au sein des associations elles-mêmes, dont les membres

réfractaires aux idéaux progressistes radicaux sont vite évincés. Traumatisés d'être des «*blancs cisgenres hétérosexuels*» et donc «*privilegiés*» et «*dominateurs*», les professeurs et membres des directions des IEP tracent une voie royale pour les associations LGBT et féministes par besoin de repentance, voire de masochisme.

«Nous croyons au droit à l'offense, au droit de déranger les esprits, à la contradiction, au débat» Tribune collective d'étudiants des IEP

L'existence des associations de sensibilité de droite et le respect de leur bon fonctionnement nous semblent essentiels à la pluralité au sein des IEP. De plus, ceux-ci permettent de rompre quelque peu le microcosme déconnecté de la réalité que les IEP représentent. Le jour où les étudiants des IEP comprendront que les associations de droite ou aux positions hétérodoxes n'ont qu'une seule hâte - pouvoir produire et fournir aux étudiants un œil différent et éclairé, promouvant le débat sur des sujets et thèmes d'actualité - l'ensemble de la communauté de nos établissements respectifs se verra grandie d'un principe essentiel à la démocratie: la contradiction.

Nous croyons au droit à l'offense, au droit de déranger les esprits, à la contradiction, au débat. Nous souhaitons que les instituts d'études politiques, et l'université française plus largement, cessent d'être aussi déconnectés des réalités protéiformes de la France et des Français. Comme disait Mitterrand à Rennes en 1988: «*Nous ne sommes pas les bons, ils ne sont pas les méchants même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants*». Nous demandons à Madame la Ministre Frédérique Vidal et au gouvernement de Monsieur le Premier ministre Jean Castex de prendre des mesures fortes pour permettre à nos IEP et à l'ensemble du monde universitaire de redevenir les espaces de débat et d'émulation intellectuelle qu'ils furent un temps.

4 janvier (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/04/sous-couvert-de-liberte-d-expression-il-semble-devenu-possible-de-denigrer-librement-sciences-po-grenoble_6108085_3232.html

« Sous couvert de liberté d'expression, il semble devenu possible de dénigrer librement Sciences Po Grenoble »

TRIBUNE

Collectif

Un collectif d'enseignants-chercheurs de l'Institut d'études politiques entend rappeler qu'ils se sont mobilisés pour défendre tant leur collègue victime d'injures publiques que la neutralité scientifique. **Ils demandent dans une tribune au « Monde » à ce que cesse le tourbillon médiatique qui tend à faire de leur institution un foyer de « wokisme ».**

Tribune. Nous sommes les enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs de Sciences Po Grenoble pris à partie par des personnes qui n'ont jamais suivi nos cours. Et nous en avons assez.

Depuis neuf mois, nous vivons dans un tourbillon médiatique alimenté par des personnes extérieures à Sciences Po Grenoble qui ne nous connaissent pas, ne savent rien de notre activité d'enseignement ou de recherche, n'ont jamais cherché à échanger avec nous, mais semblent avoir une vision très nette de « ce qui se passe » à Sciences Po Grenoble et les choque tant.

Lorsque, en mars [2021], deux de nos collègues ont été victimes d'injures publiques [*des affiches anonymes accusant nommément deux professeurs d'islamophobie avaient été collées dans l'enceinte de l'établissement*], nous avons immédiatement réagi et avons condamné ces affiches avec la plus grande fermeté [dans un communiqué de presse](#). La direction de Sciences Po Grenoble a porté plainte contre ces actes inacceptables et accordé à nos collègues victimes la protection fonctionnelle. Rappelons que l'enquête est en cours et que les auteurs n'ont toujours pas été identifiés. Ces collages ont menacé directement nos deux collègues et plus largement l'ensemble de la communauté de l'établissement, du personnel jusqu'aux étudiants, qui n'ont pu travailler au printemps dernier dans la sérénité à laquelle ils doivent pouvoir prétendre à l'université.

Depuis, à intervalles réguliers, Sciences Po Grenoble est calomnié dans la presse par l'un de nos collègues, en dépit du soutien apporté en mars et de la condamnation que nous continuons à porter vis-à-vis des actes dont il a été victime. Sous couvert de liberté d'expression, il semble devenu possible de dénigrer librement ses collègues et l'institution pour laquelle nous travaillons. Ce n'est pas notre conception du service public et de l'obligation de réserve, fondée sur le principe de neutralité et garantissant son ouverture à tous les usagers.

Les étudiants affectés par la polémique

Malheureusement, les propos insultants colportés par notre collègue, qui nous accuse désormais d'être « un institut de rééducation politique », sont repris sans aucune vérification par des femmes et hommes politiques de tous niveaux. Que savent nos détracteurs de ce qui se passe à Sciences Po Grenoble ? Quelle connaissance ont-ils de nos conditions de travail, des contenus de nos enseignements, de nos recherches ? [Ont-ils pris le temps de lire le travail collectif que nous avons produit](#) sur le concept de neutralité scientifique, pourtant librement accessible sur notre blog ? Ont-ils aussi pris le temps d'échanger avec nos étudiantes et étudiants ?

Les insultes dont nous sommes victimes ne seraient en effet pas grand-chose si elles n'affectaient pas nos étudiantes et étudiants. Dans les conditions difficiles que connaissent tous les jeunes de France en raison de la pandémie qui affecte leurs études et précarise nombre d'entre eux, ils doivent en plus subir les attaques infondées d'un de leurs enseignants, relayées par des femmes et hommes politiques, ainsi que par des médias, contre leur école. Ces attaques perturbent la sérénité de leurs études ; elles obèrent leur capacité à trouver des stages, voire leur insertion professionnelle. Pourtant, nos étudiantes et étudiants travaillent chaque jour à mettre en pratique ce que nous leur apprenons et qui fera d'eux des professionnels responsables. Ils apprennent à rechercher des informations, à collecter des données, à croiser et vérifier leurs sources, à les analyser, pour produire une argumentation étayée tout en restant critiques, c'est-à-dire conscients des limites de leurs analyses.

Nous ne pouvons que souhaiter que nos détracteurs appliquent ces mêmes méthodes, qui sont « ce qu'on apprend » à Sciences Po Grenoble et dont nous sommes fiers. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui semblent ne s'intéresser à nous que pour instrumentaliser l'image de Sciences Po Grenoble dans une controverse sur le « wokisme » ou la *cancel culture* qui nous est étrangère à dépasser l'agenda personnel de notre collègue et à prendre le temps de découvrir, avec nous et nos étudiantes et étudiants, tout ce qui se passe réellement à Sciences Po Grenoble. Nous nous réjouissons, enfin, que notre ministère de tutelle rappelle à tous que Sciences Po Grenoble, ce sont des enseignements de qualité, des recherches d'excellence, des conférences, une forte internationalisation des études, une vie étudiante dynamique et des programmes d'ouverture sociale, que font vivre des agents dont la probité et le goût du service public ne peuvent être traînés plus longtemps dans la boue.

Liste complète des signataires de la tribune :

James Anderson, professeur agrégé en anglais

Reia Anquet, professeur certifié d'anglais

Amélie Artis, maîtresse de conférences en économie

Sandrine Astor, ingénieure, enseignante en méthodes quantitatives en sciences sociales

Anne Bartel-Radic, professeure des universités en sciences de gestion et du management

Gilles Bastin, professeur des universités en sociologie

Céline Belot, chargée de recherche, enseignante en science politique

Christophe Bouillaud, professeur des universités en science politique

Sonia Berrakama, professeur agrégé en espagnol

Marie-Estelle Binet, professeure des universités en sciences économiques

Marine Bourgeois, maîtresse de conférences en science politique

Arnaud Buchs, maître de conférences en sciences économiques

Hélène Caune, maîtresse de conférences en science politique

Sandrine Dantas-Barreiro, professeur agrégé d'anglais

Philippe Droz-Vincent, professeur des universités en science politique

Yann Echinard, maître de conférences en science économique

Sébastien Gand, maître de conférences en sciences de gestion et du management

Caroline Gibson, professeur certifié d'anglais

Simon Godard, maître de conférences en histoire

Frédéric Gonthier, professeur des universités en science politique

Florent Gougou, maître de conférences en science politique

Dorian Guinard, maître de conférences en droit public

Haithem Guizani, maître de conférences en sciences de gestion et du management

Imad Khillo, maître de conférences en droit public

Laurent Labrot, enseignant en sociologie

Irène Laurent, maître de conférences en sciences économiques

Séverine Louvel, maîtresse de conférences en sociologie

Raul Magni-Berton, professeur des universités en science politique

Jean Marcou, professeur des universités en droit public

Sidonie Naulin, maîtresse de conférences en sociologie

Sophie Panel, maîtresse de conférences en sciences économiques

Franck Petiteville, professeur des universités en science politique

Simon Persico, professeur des universités en science politique

Fabien Terpan, maître de conférences en droit public

Sonja Zmerli, professeure des universités en science politique

4 janvier (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/04/la-liberte-academique-n-est-nullement-en-cause-dans-l-affaire-de-l-iep-de-grenoble_6108102_3232.html

« La liberté académique n'est nullement en cause dans l'affaire de l'IEP de Grenoble »

TRIBUNE

Olivier Beaud

Professeur de droit public

Après la suspension d'un professeur ayant accusé Sciences Po Grenoble d'être un institut « de rééducation politique », certains y ont vu une attaque contre la liberté académique. Olivier Beaud, professeur de droit public spécialiste de la question, estime que l'affaire relève de la liberté d'expression ordinaire attribuée à tout citoyen.

Publié aujourd'hui à 05h45 Temps de Lecture 3 min.

Tribune. Après [la suspension du professeur Klaus Kinzler](#), le 14 décembre 2021, par la directrice de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, quarante intellectuels ont signé une lettre ouverte à la ministre de l'enseignement supérieur « pour lui demander d'agir face à ce qu'ils perçoivent comme une censure imposée par un courant militant » ([publiée sur Figaro Vox, le 21 décembre](#)). Selon eux, cet enseignant aurait été injustement sanctionné pour avoir dénoncé ceux qui, dans son établissement, entendaient utiliser le terme d'islamophobie en le plaçant au même rang que le terme d'antisémitisme. Une telle mesure de suspension démontrerait que « la liberté d'expression des universitaires, de même que leur liberté académique dans le cadre de leur enseignement et de leur recherche (...) sont en péril dans notre pays ».

La juridiction administrative, si elle est saisie, saura dire si la mesure de suspension qui le touche constitue ou non une restriction excessive de sa liberté d'opinion de fonctionnaire. Mais, dans cette affaire, si la liberté d'expression d'un enseignant est bien en jeu, la liberté académique n'y est nullement en cause. Celle-ci est la liberté conférée aux universitaires pour qu'ils puissent correctement exercer leur métier. Cela suppose qu'ils le fassent à l'abri de toute pression extérieure, que cette pression émane de divers pouvoirs (politique, religieux, économique) ou de la société civile (par le biais de minorités militantes).

Mais cette liberté suppose aussi l'exercice d'une triple liberté qui est inhérente à l'activité d'enseignement et de recherche : la liberté de la recherche, la liberté d'enseignement et la liberté d'expression. C'est sur ce dernier point, la liberté d'expression, que l'affaire de l'IEP de Grenoble est très éclairante. Elle permet de mieux saisir, par contraste, le sens exact de la liberté académique qui à la fois inclut en son sein une certaine liberté d'expression (une liberté d'expression « académique »), mais se distingue de la liberté d'expression ordinaire attribuée à tout citoyen. En effet, M. Kinzler n'a pas cessé de clamer qu'il entendait agir seulement en tant que « citoyen » pour dénoncer la situation à l'IEP de Grenoble, qui serait caractérisée par l'emprise préoccupante des esprits « islamogauchistes ». Il a donc usé d'une liberté d'expression relevant de la liberté « extra-académique » en ce qu'elle concerne une opinion individuelle aucunement fondée sur un savoir académique.

Un cas mal choisi

En revanche, un universitaire use de sa liberté d'expression académique lorsqu'il use par exemple d'une telle liberté pour critiquer telle ou telle mesure du gouvernement, telle ou telle politique publique, ou encore telle ou telle loi lorsqu'il use d'un savoir et d'une méthode académiques. Sa liberté se fonde ici sur une opinion « vraie » ou « justifiée », selon l'expression heureuse du philosophe Pascal Engel, qui définit la liberté

académique comme une « liberté cognitive ». Tel n'est pas le cas de M. Kinzler, qui n'a en rien voulu avancer une opinion fondée sur un savoir quelconque lorsqu'il s'est publiquement exprimé sur ces questions dites aujourd'hui « sociétales », et en particulier sur la question de l'islamisme. Dans cette affaire, il a usé de sa liberté d'expression « extra-académique ».

Finalement, la question de la liberté académique surgit tardivement dans cette affaire de Grenoble en tant que conséquence indirecte de la sanction affectant M. Kinzler. En effet, prenant pour argent comptant les déclarations de ce dernier, Laurent Wauquiez, en tant que président [*Les Républicains*] du conseil régional, a décidé de supprimer le financement par sa région de l'IEP de Grenoble. Pour justifier une telle décision, inédite à notre connaissance, il a considéré que cet établissement connaissait « *depuis trop longtemps (...) une dérive idéologique et communautariste inacceptable* ». C'est donc en se fondant sur un jugement très orienté idéologiquement qu'il a pris une telle sanction financière, qui témoigne d'une ingérence inadmissible du pouvoir politique dans l'enseignement supérieur. Par là même, il a porté atteinte à l'autonomie de cet établissement et surtout violé la liberté académique au sens institutionnel du terme, c'est-à-dire d'auto-gouvernement des universités.

Ainsi, dans cette affaire de l'IEP de Grenoble qui défraye la chronique, la seule et véritable atteinte à la liberté académique provient de l'initiative purement politicienne de Laurent Wauquiez, qui fut pourtant ministre de l'enseignement supérieur (2011-2012). Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'autres cas problématiques en France où il y aurait des comportements discutables d'universitaires, emportés par leur militance, mais le cas de l'IEP de Grenoble est vraiment mal choisi par les défenseurs de M. Kinzler qui, ce faisant, desservent leur cause.

Olivier Beaud est professeur de droit public à l'université Paris-II Panthéon-Assas, président d'honneur de l'association Qualité de la science française. Il est notamment l'auteur du *Savoir en danger, menaces sur la liberté académique* (PUF, 2021, 348 pages).

Olivier Beaud(Professeur de droit public)

4 janvier (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pourquoi-la-deconstruction-est-devenue-une-impasse-intellectuelle-20220103>

Le Figaro, no. 24064

Le Figaro, mardi 4 janvier 2022 2325 mots, p. 16

Débats

« Pourquoi la « déconstruction » est devenue une impasse intellectuelle »

Le colloque « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture » se tiendra les 7 et 8 janvier 2022 au Collège de philosophie de la Sorbonne, à Paris. Il rassemblera une cinquantaine d'universitaires et de chercheurs éminents, dont Pierre Manent, Claude Habib, Jacques Julliard, Dominique Schnapper, Pierre Vermeren et Nathalie Heinich, de même que plusieurs écrivains comme Boualem Sansal. Les travaux doivent être ouverts par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Emmanuelle Hénin et Pierre-Henri Tavoillot, coorganisateurs du colloque avec Xavier-Laurent Salvador, expliquent les raisons de cette mobilisation inédite d'universitaires français contre un mouvement « déconstructionniste », dont le wokisme n'est qu'un aspect, parti des campus américains et qui est en train de gagner du terrain en France. De l'idéologie postcoloniale à la théorie du genre, ils décryptent la généalogie de ces mouvances, les ressorts de leur séduction, et ouvrent des pistes pour une reconstruction des savoirs échappant à la tyrannie du militantisme.

Bastie, Eugénie, Tavoillot, Pierre-Henri, HENIN, Emmanuelle

LE FIGARO.- Vous organisez un colloque qui se tient à la Sorbonne le 7 et 8 janvier intitulé : « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture ». Quel en est l'objectif ?

Emmanuelle HÉNIN. - Il y a trois objectifs. Il s'agit d'abord de réunir des universitaires de plusieurs disciplines et de plusieurs pays qui s'accordent à penser que la « déconstruction », dont le wokisme n'est qu'un des aspects, est devenue une impasse intellectuelle. En effet, ce courant en vient, de plus en plus, à confondre la recherche et le militantisme, la vérité et la morale, la science et l'idéologie. Avec des conséquences graves sur l'enseignement et la recherche : si nous ne faisons rien, nous nous exposons à voir des textes expurgés ou censurés et, à moyen terme, des champs disciplinaires entiers remplacés par les « études culturelles » transversales qui ne reposent pas sur un savoir validé mais sur des préjugés militants. Ainsi, l'université de Princeton a récemment supprimé le latin et le grec du cursus de lettres classiques au prétexte que ces langues charrient des préjugés racistes et pour « ouvrir de nouvelles perspectives ». C'est condamner cette discipline à périr rapidement.

Pierre-Henri TAVOILLOT. - Le deuxième objectif consiste donc à élaborer collectivement une définition claire du « déconstructionnisme » parmi la diversité de courants qui s'en réclament - de la pensée décoloniale à la théorie des genres en passant par l'écoféminisme. Ces courants sont eux-mêmes en débat vigoureux et leurs apports scientifiques ne sont pas tous négligeables. Notre hypothèse de travail - qu'il faudra tester - est de considérer que le « déconstructionnisme » ne voit le réel que comme lieu de domination et d'oppression : des femmes par les hommes, du Sud par le Nord occidental, des « racisés » par les Blancs, de la nature par la technique, etc. On comprend pourquoi, à partir de cette grille de lecture, il est urgent de se « réveiller » (*woke*) et d'annuler (*cancel culture*), même si, pour cela, on doit prendre quelques libertés avec la liberté - y compris académique - de ceux qui sont encore « endormis » !

Le troisième et principal objectif du colloque n'est pourtant pas de déconstruire la « déconstruction », mais de proposer des horizons de recherche plus constructifs. C'est notre grande attente. Et c'est aussi pour cela que nous avons invité des universitaires de disciplines et d'orientations très différentes. Tous d'accord pour refuser un courant, qu'est-ce qui nous réunit pour envisager autre chose ?

Beaucoup d'intellectuels de gauche voient dans la dénonciation du wokisme une « panique morale » alimentée par les conservateurs. Que répondez-vous à cette objection ?

E. H. - Une réponse toute simple : beaucoup de nos conférenciers invités se déclarent eux-mêmes de gauche, mais sans doute d'une autre gauche, celle qui s'affirme républicaine et universaliste.

Ne surestime-t-on pas la puissance de ce mouvement woke ? L'université française ne résiste-t-elle pas mieux que l'université américaine à ces dérives ?

E. H. - À la différence des États-Unis et du Canada, la France a une tradition universaliste. C'est pourquoi elle n'est pas contaminée par ce mouvement au même titre que ces pays : nous n'avons pas encore de « *safe spaces* » ni de « *sensitivity readers* », même si certains en réclament. Cependant, depuis deux ans, il ne se passe pas une journée sans qu'on reçoive des annonces de conférences, de colloques ou de postes à pourvoir rédigées dans les termes de cette idéologie. **Il y a quelques semaines, un enseignant de Sciences Po Grenoble, déjà cloué au pilori pour avoir émis des doutes quant à la pertinence du concept d'islamophobie, a été suspendu quatre mois pour avoir critiqué le climat d'intimidation qui règne dans cet IEP.**

En outre, la préparation épique de ce colloque confirme nos craintes quant aux menaces pesant sur la liberté académique : plusieurs collègues ont renoncé à regret à participer de crainte de voir leur carrière ou celle de leur conjoint brisée ; d'autres se sont désistés pour ménager leur réputation ; certains nous ont accusés de fomenter un complot (pour des motifs tous plus farfelus les uns que les autres) ; d'autres ont tenté de nous disqualifier sur les réseaux sociaux ou dans *Libération* en brandissant l'éternel épouvantail de l'extrême droite, nous accusant d'être « *la honte de l'université* » -injure gratuite aux cinquante chercheurs de haut niveau et de tous horizons que nous avons réunis, parmi lesquels Pierre Manent, Jacques Julliard, Nathalie Heinich, Pierre Vermeren et bien d'autres. Enfin, des étudiants de toutes disciplines me confient leur lassitude devant ces thématiques qui leur paraissent déjà rebattues : d'où notre expression, « après la déconstruction ». Le « déconstructionnisme » est déjà un conformisme, une marotte appelée à bientôt devenir ringarde...

Peut-on dire que la pensée de la déconstruction est née en France ? Pouvez-vous retracer la généalogie de cette pensée depuis le postmodernisme jusqu'au mouvement « woke » ?

P.-H. T. - Il y a en fait trois âges de la « déconstruction », dont les deux premiers sont des étapes majeures. Le premier âge est l'âge critique qui correspond à la philosophie moderne de Descartes à Kant : il a pour but de faire émerger une idée humaine de la vérité à côté des dogmes religieux ou parfois contre eux. C'est l'objet du doute cartésien ; c'est aussi la critique kantienne de la métaphysique. Avec eux, comme le dit Tocqueville, « *quelques-uns des dogmes de l'ancienne foi ont été soumis à la raison individuelle* ». Le deuxième âge est celui où, à partir de Schopenhauer et Nietzsche, émerge l'idée que le travail critique doit se poursuivre à propos des idées humaines elles-mêmes. Il faut « *philosopher avec le marteau* », dit Nietzsche, pour détruire les illusives idoles auxquelles l'homme aime croire : le vrai, le beau, le bon, le juste, le salut... Pourquoi ? Parce que ces idées - ou idoles - sont des masques qui nous empêchent de vivre pleinement (Nietzsche), qui occultent nos conflits intérieurs (Freud), qui cachent des conflits économiques et sociaux (Marx) ou nous éloignent de l'Être (Heidegger).

Le troisième âge commence avec la pensée 68 (Foucault, Derrida, etc.), que la France va exporter aux États-Unis (*french theory*) avant d'en réimporter les rejets actuels. Avec lui, les choses se gâtent : la « déconstruction » ne vise plus qu'elle-même. Sa cible : la civilisation démocratique « *phallogocentree* », comme dit Derrida, qui, sous couvert d'émancipation, cacherait une oppression sournoise et d'autant plus implacable. Pour la « déconstruction », malgré la décolonisation, toujours plus d'exploitation ; malgré le pseudo-féminisme, toujours le même patriarcat ; malgré l'État-providence, toujours la même aliénation des miséreux ; sous l'apparence du développement durable, toujours plus de capitalisme destructeur de la nature. Bref, le vieux mâle blanc producteur est un polyprédateur qui opprime tout ce qui bouge : les femmes, la planète, les migrants, les différences, les « racisés », les cultures...

E. H. - Aujourd'hui, on assiste même à un quatrième âge, correspondant à la « *réification de la déconstruction* » (Pluckrose), dont l'esprit libertaire a accouché d'une police de la pensée totalitaire. Le refus de toute catégorie et la prétendue « fluidité » universelle ont engendré des catégories plus rigides que jamais, régies par un catéchisme diversitaire et victimaire auquel les États, les tribunaux, les entreprises et bien sûr l'école sont sommés de souscrire.

P.-H. T. - Face à une telle lecture, il est assez aisé d'objecter que la civilisation européenne fut la seule, de toute l'histoire de l'humanité, à abolir l'esclavage, à promouvoir l'émancipation de la femme, à installer des dispositifs inédits de justice sociale, à s'intéresser aux cultures autres, y compris celles des peuples « premiers », à prendre conscience à vive allure des défis

environnementaux. Sans doute la tâche est-elle loin d'être achevée, mais ce n'est certainement pas en détruisant les principes qui ont permis ces acquis qu'on parviendra à avancer dans ces tâches infinies.

Comment expliquer la séduction qu'opèrent les théories de la race et du genre chez une nouvelle génération de chercheurs militants ?

P.-H. T. - Il y a une séduction quasi existentielle dans ces théories qui offrent tout ce qui manque à nos sociétés contemporaines. On s'y sent perdu, seul, impuissant, sans but. Si on s'y sent perdu, c'est que, face à la complexité du monde, on manque de grilles de lecture. Le wokisme en fournit une universelle : tout est domination. Il y a des gentilles victimes et des méchants oppresseurs : c'est clair et net ! Si on s'y sent seul, c'est que l'individualisme a fragilisé les sociabilités d'avant. Contre cela, l'indignation partagée reforge du collectif et de l'identité : je souffre, donc je suis... et, comme disait Nietzsche pour le dénoncer (il aurait d'ailleurs détesté le wokisme), si « *je souffre, quelqu'un doit en être responsable* ». La mécanique du ressentiment est au cœur de ces théories. Si on s'y sent impuissant, c'est que la démocratie nous avait promis le pouvoir. Or, de toutes parts, je mesure mon incapacité. À l'inverse, par la grâce du militantisme, je retrouve le goût de la lutte. Et, du même coup, un sens substantiel pour ma vie guidée par un combat juste et salvateur. Par où l'on voit que le défi à relever est immense : quelle autre vision du monde pourra proposer tous ces bienfaits ?

E. H. - Cette grille de lecture victimaire tend à s'étendre et à se ramifier, en découvrant sans cesse de nouvelles identités correspondant à de nouvelles discriminations : transphobie, grossophobie, handiphobie - non sans susciter des tensions entre sous-groupes de « victimes » (par exemple les féministes universalistes et les féministes intersectionnels, ou entre les homos et les trans). Et paradoxalement, comme le montrent Helen Pluckrose et James Lindsay, le discours militant n'offre aucun remède à la souffrance des personnes, qu'il enferme au contraire dans des identités figées. Il interdit aux émigrés de s'intégrer à leur pays d'accueil (comme en témoignera la journaliste Claire Koç au colloque) ou aux personnes handicapées de se soigner, puisqu'elles sont alors suspectes de succomber aux préjugés « validistes » (*sic*). Ces nouvelles luttes idéologiques, à l'opposé des luttes sociales du XXe siècle, constituent une fuite en avant contreproductive car elles suscitent la fragmentation du corps social et nourrissent l'agressivité de tous les acteurs.

La deuxième partie du colloque porte sur la reconstruction. Par quoi passe-t-elle selon vous ?

P.-H. T. - Le but du colloque est d'ouvrir le débat ; pas de le clore. Les controverses - même vives - doivent pouvoir avoir lieu sans que l'accusation morale ou la vindicte ne prennent le pas, comme c'est aujourd'hui trop souvent le cas. L'université a été le théâtre, ces derniers temps, de trop d'annulations de conférences pour qu'on ne s'inquiète pas de la situation de la liberté de recherche, des critiques et des pressions qui s'y exercent. On nous dit que l'idéologie a toujours été présente à l'université, hier par le marxisme : certes, mais celui-ci n'était pas endossé par les institutions comme c'est le cas aujourd'hui du « déconstructionnisme ». Même si le gouvernement rejette et veut combattre ces mouvements, on voit qu'il existe des potentats qui agissent en toute impunité, sans aucun contrôle, appliquant par exemple l'écriture inclusive en dépit des consignes du ministre. À partir du moment où le code de l'éducation lui-même prévoit de favoriser une « *société inclusive* » (modification introduite par Najat Vallaud-Belkacem), cela ouvre la voie, au nom d'une intention louable, à toutes les dérives.

E. H. - La reconstruction passe par le rappel des frontières entre la recherche et le militantisme (récemment défendues par Nathalie Heinrich), mais aussi par l'insistance sur la transmission de savoirs et l'apprentissage de la rigueur scientifique. Concrètement, lutter contre l'idéologie, c'est éduquer les étudiants à faire usage de distance critique et de liberté d'esprit ; leur apprendre à contextualiser les textes et les événements au lieu de plaquer sur eux une grille uniforme d'interprétation ; enfin, les habituer à se confronter à des idées différentes des leurs. En tant que chercheurs, nous savons que l'on progresse en se remettant toujours en question et c'est cette inquiétude fondamentale de la pensée que nous souhaitons préserver

- en quelque sorte, nous voulons sauver l'esprit critique face au dogme des études critiques.

Comment lutter contre la déconstruction à l'université sans être accusé de vouloir mettre en place un contrôle du savoir par l'État ?

P.-H. T. - L'État n'a pas à intervenir dans les débats d'idées ; mais il doit veiller à ce que les pratiques universitaires demeurent conformes à la déontologie. C'est la raison pour laquelle il nous paraît nécessaire de plaider aujourd'hui pour que soient instituées, au sein des universités, en plus des missions « égalité » déployées pour lutter contre les discriminations, des missions « liberté » veillant au respect de la liberté académique. Cela pourrait être un moyen de rappeler que, à l'université comme dans la République, l'égalité ne doit pas menacer la liberté. -

**Emmanuelle Hénin est professeur de littérature comparée à la Sorbonne. Pierre-Henri Tavoillot est président*

du Collège de philosophie.

Retrouvez le programme du colloque : <http://collegedephilosophie.blogspot.com/2021/12/>

colloque-apres-la-deconstruction.html.

« La préparation épique de ce colloque confirme nos craintes quant aux menaces pesant sur la liberté académique : plusieurs collègues ont renoncé à regret à participer, de crainte de voir leur carrière ou celle de leur conjoint brisée

EMMANUELLE HÉNIN

30 décembre (Arab News)

<https://www.arabnews.fr/node/186396/arnaud-lacheret>

Pourquoi le terme «islamophobie» est-il politiquement dangereux?



Arnaud Lacheret

30 décembre 2021

- Le concept d'islamophobie est à manier avec précaution car il est souvent une arme brandie contre quiconque lance un débat sur la critique des excès d'une religion
- Les musulmans occidentaux savent mieux que quiconque à quel point ce phénomène de victimisation est nuisible et empêche tout débat public

Le 26 décembre, les versions anglaise et française d'*Arab News* publiaient un article de la chercheuse américaine Dalia al-Aqidi qui dénonçait la possible création d'un envoyé spécial américain pour lutter contre l'islamophobie dans le monde. Venant d'une musulmane, cela peut apparaître très surprenant, d'autant plus que l'islam fait l'objet, en Occident, de critiques qui constituent souvent une forme de racisme déguisé.

Lors des entretiens que j'ai menés avec plus d'une cinquantaine de femmes et d'hommes français de confession musulmane diplômés de l'enseignement, il a été relevé que, d'après eux, les propos violemment antimusulmans se multipliaient dans les médias et sur les réseaux sociaux ces dernières années et que cela rendait bien entendu leur situation de musulmans parfaitement intégrés de moins en moins confortable.

Toutefois, les personnes interrogées ne sont pas dupes: ces propos contre l'islam visent bien davantage les individus que la religion en général et ils sont clairement un dérivé de propos racistes qui tomberaient sous le coup de la loi s'ils étaient exprimés clairement: «Mon père était rejeté parce qu'il était Arabe, ses petits-enfants le sont parce qu'ils sont supposés musulmans», résume Samira, qui se doute bien que ceux qui insultent «les musulmans» ne sont pas de grands théologiens mais plus simplement des racistes.

Le journaliste Charb, assassiné lors des attentats de *Charlie Hebdo*, ne disait pas autre chose dans sa «lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes»: les discriminations se font en

fonction du nom, de la couleur de peau et de l'origine beaucoup plus qu'au nom de la religion. Un homme blanc portant un nom européen aura statistiquement davantage de chance d'être recruté en France, sans qu'on lui demande sa religion tandis qu'un Maghrébin portant un patronyme nord-africain pourra faire l'objet d'un rejet sans même qu'on lui demande s'il est musulman ou non.

De même, Éric Zemmour a été condamné en 2018 pour «provocation à la haine» après avoir tenu les propos suivants: «Tous les musulmans, qu'ils le disent ou qu'ils ne le disent pas, considèrent les **djihadistes** comme de "bons musulmans".» Cette phrase est bien davantage qu'une critique de l'islam en tant que religion mais essentialise les individus adeptes de cette religion et se révèle, en définitive, une forme de racisme que le juge a bien évidemment condamné.

Il y a donc une différence, peu évidente mais bien réelle, entre la critique de la religion musulmane et la haine des musulmans en tant qu'individus. En effet, si, comme le souhaitent les islamistes que dénonce Dalia al-Aqidi, critiquer, voire moquer, certains aspects, dérives ou excès d'une religion était pénalement répréhensible, la majorité des musulmans faisant preuve de recul et d'esprit critique comme elle tomberaient sous le coup de la loi.

Le concept d'islamophobie est donc clairement à manier avec précaution car il est en effet souvent une arme brandie contre quiconque lance un débat sur la critique des excès d'une religion. Et cette arme, habilement menée par les islamistes partout dans le monde occidental, peut se révéler mortelle: c'est parce qu'il avait été affiché comme «islamophobe» que Samuel Paty a été assassiné, c'est aussi parce qu'ils ont été considérés comme «islamophobes» que Klaus Kinzler et un de ses collègues ont vu leurs noms placardés sur les murs de Sciences Po Grenoble. Pour être plus précis, ce professeur d'allemand avait, au cours d'un débat, refusé que le terme «islamophobie» figure sur le même plan que celui de racisme, arguant que ce terme était précisément une arme aux mains des islamistes. Depuis, il est menacé de mort et il n'a pas pu reprendre le travail. Pire, pour avoir dénoncé cette situation dans les médias, il vient d'être suspendu quatre mois de ses fonctions.

Être musulman en Occident n'est parfois pas simple car on se retrouve rapidement pris en étau entre d'une part, une expression raciste qui attaque non pas une croyance mais surtout les individus qui croient et, d'autre part, des islamistes qui condamnent toute critique de l'islam au nom de l'islamophobie et parviennent à agréger autour d'eux des hommes et des femmes politiques pensant souvent bien faire et agir au nom de la morale.

Or, le monde musulman traverse en ce moment, sous la houlette de certains pays du Golfe comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, un courant puissant poussant à la modération et à la tolérance et rejetant justement les excès, le radicalisme et la politisation de l'islam. Si la notion d'islamophobie telle que définie par les islamistes militants est adoptée, il pourrait même devenir compliqué de critiquer quelque dérive que ce soit et d'aller dans le sens de ce que certains appellent «l'islam des lumières».

Le combat de Dalia al-Aqidi et des musulmans occidentaux est donc complexe mais il doit impérativement être soutenu. Ils savent mieux que quiconque à quel point ce phénomène de victimisation est nuisible et empêche tout débat public et, en définitive, bloque tout chemin vers la modération et la tempérance.

Arnaud Lacheret est docteur en science politique, Associate Professor à l'université du golfe Arabique de Bahreïn, où il dirige la French Arabian Business School, partenaire de l'Essec dans le Golfe.

Ses derniers livres, Femmes, musulmanes, cadres – Une intégration à la française et La Femme est l'avenir du Golfe, sont parus aux éditions Le Bord de l'Eau.

NDLR : L'opinion exprimée dans cette page est propre à l'auteur et ne reflète pas nécessairement celle d'Arab News en français.

29 décembre (Libération)

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/appele-a-lapaisement-a-liep-de-grenoble-par-le-respect-de-la-liberte-academique-20211229_PKZOREPOMNHUXLSDFZCXQXFSQE/

TRIBUNE

Appel à l'apaisement à l'IEP de Grenoble par le respect de la liberté académique

En soutien à Klaus Kinzler, mis à pied pour «propos diffamatoires», un collectif d'universitaires et de chercheurs demande le renforcement de l'évaluation par les pairs et la restauration d'un débat scientifique de qualité.



Endroit secret, le 22 mars 2021. Portrait de Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'université de Grenoble-Alpes (UGA). (Olivier Monge/Myop pour Libération)

par collectif Vigilance universités
publié le 29 décembre 2021 à 15h19

La suspension de notre collègue Klaus Kinzler a déclenché une nouvelle tempête médiatique et politique qui remet sur le devant de la scène la question de l'université française et de la liberté d'expression voire de la liberté académique de ses enseignants, le tout dans un contexte d'escalade des pressions militantes. La détérioration de la situation à l'IEP de Grenoble met en danger la continuité des enseignements ; elle affecte la collégialité et a une incidence délétère sur la vie étudiante.

La mise à pied de Klaus Kinzler a été accompagnée de différentes tentatives de récupérations politiques allant jusqu'à la suspension des financements par la région Rhône-Alpes. Cet état de confusion, qui asphyxie l'enseignement supérieur français, nous conduit à formuler cet appel.

Nous rappelons que le déclencheur de cette crise fut l'apparition, dans le contexte pédagogique et scientifique, de la notion d'islamophobie, dont les usages militants par les Frères musulmans sont avérés.

L'atroce assassinat de Samuel Paty a renforcé la charge de ce vocable, qu'il convient de manier avec la plus grande prudence. Sans tenter un quelconque procès, nous invitons la communauté scientifique à n'introduire ce terme militant dans le cadre académique qu'avec la plus grande circonspection, eu égard à ses multiples usages dévoyés. Nous renvoyons à nos écrits précédents à ce sujet :

<https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/lislamophobie-comme-concept-est-sans-fondement-scientifique>

Nous rappelons aussi que la crise a été réactivée par le fait que les étudiants responsables de la diffusion de l'accusation d'islamophobie ont été relaxés alors que le rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) était extrêmement sévère à leur encontre.

Nous apportons à nouveau notre soutien aux collègues accusés d'«islamophobie» de même que nous condamnons toutes les menaces, insultes reçues par d'autres collègues de l'IEP. Elles sont inacceptables. Face à l'escalade des invectives et des violences, nous appelons à l'apaisement, au retour du débat scientifique et à la restauration de la collégialité, en mettant en garde contre toute forme de récupération médiatique ou politique d'une telle affaire.

L'âpreté de certains propos peut être jugée excessive, faire débat, susciter des désaccords et des contestations, mais la mise à pied de Klaus Kinzler pour avoir critiqué la gestion de son administration suggère une inquiétante inversion de la hiérarchie. La remarque de Sabine Saurugger, directrice de l'IEP de Grenoble, qui parle de Klaus Kinzler comme d'un membre du personnel indique qu'elle ne fait pas la différence entre un institut d'enseignement du supérieur et une entreprise privée.

L'honneur d'un établissement de l'administration publique ne consiste pas à défendre prioritairement sa réputation en réclamant la loyauté de tous, et en punissant les membres qui osent la critiquer, mais à accomplir, dans les meilleures conditions possibles, sa mission. Dans le cas de l'Université, cela signifie mettre tous les moyens aux services d'un enseignement et d'une recherche libres et de qualité.

Nous insistons sur le fait que la défense de la liberté académique implique le refus de toute intrusion et pression des forces politiques ou administratives dans la sphère du savoir. La crise inédite traversée par l'université française ne peut être résolue qu'en renforçant l'évaluation par les pairs et en restaurant un débat scientifique de qualité.

Nous demandons au Conseil national des universités (CNU), au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERS) et aux instances paritaires de réfléchir à des dispositifs pour empêcher les dérives militantes qui peuvent s'exprimer notamment dans les financements et préserver la liberté d'enseignement et de recherche nécessaire à l'exercice de nos métiers d'universitaires.

Texte signé par 60 membres de Vigilance universités, collectif d'universitaires et de chercheurs :

LONGY Françoise (univ. Strasbourg)

DENIS Gilles (univ. Lille)

PIETREMENT Christine (univ. Reims Champagne-Ardenne)

TELLIER Thibault (IEP de Rennes)

NEVEU Franck (Sorbonne Univ.)

COLLIN Denis (CPGE économiques Rouen)

PANCZER Gérard (univ. Claude Bernard Lyon 1)

MERCIER Éric (univ. Nantes)

VIENNE Alain (univ. Lille)

CALBA Caroline (univ. Strasbourg)

SCHAPIRA Pierre (Sorbonne Univ.)
BARBÉRIS Isabelle (univ. Paris 7 Denis Diderot)
HECKMANN Hubert (univ. Rouen)
DOJA Albert (univ. Lille)
CHANEL Marine (univ. Savoie)
MANTÉ-DUNAT Marylène (univ. Lille)
GRATET Gaël (CPGE khâgne Lycée Edouard Herriot)
SEPTIER Laurent (univ. Côte d'Azur)
DELMAIRE Danielle (univ. Lille)
KANDEL Liliane (univ. Paris 7- Denis Diderot)
DHOMBRES Jean (EHESS/CNRS)
MARTIN Thierry (univ Bourgogne Franche-Comté)
CICCOLINI Joseph (Aix Marseille univ.)
FARKHONDEH Iris (Sorbonne Nouvelle)
PRUM Michel (univ. Paris Denis Diderot)
ZAWADZKI Paul (univ. Paris Panthéon-Sorbonne)
BERNHARD Peter (univ. Toulouse-Capitole)
ZARD Philippe (univ. Paris 10 Nanterre)
LAZARUS Anny (univ. Paul Valery Montpellier 3)
FONTAINE François (univ. Lille)
QUADERI André (univ. Côte d'Azur)
LEGALLOIS Dominique (univ. Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
CANNONE Belinda (univ Caen)
GILAIN Christian (Sorbonne Univ.)
BATSCHE Christophe (univ. Lille)
HEINICH Nathalie (CNRS)
COGNET Anna (univ. Picardie Jules Verne)
BONNIOL Jean-Luc (Aix-Marseille univ.)
BUISSIÈRE Evelyne (CPGE Lycée Champollion Grenoble)
Isabelle DE MECQUENEM (univ. Reims Champagne-Ardenne)
SERMAIN Jean-Paul (univ. Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
ALLOUCHE Joëlle (CNRS)
DAVID Alain (Gastprofessor Univ Klagenfurt)
LE RU Véronique (univ. Reims Champagne-Ardenne)

DERYCKE Claire (univ. Lille)

MASSON Céline (univ. Picardie Jules Verne)

BERGEAUD-BLACKLER Florence (CNRS)

CAZALÉ Claude (univ. Paris Nanterre)

COSTA-LASCOUX Jacqueline (CNRS)

GEERTS Nadia (Haute école de Bruxelles-Brabant, Belgique)

Éric GUICHARD (ENSSIB, univ. Lyon)

FRANÇOIS Alexandre (CNRS)

BÉNATOUIL Richard (univ. Nantes)

QUINN Andrew William (Collège de Limoilou, Québec)

LE MEUR Cyril (Sorbonne Univ.)

MTIMET Adel (Univ. Gabès, Tunisie)

BENOÎT Martine (univ. Lille)

FICHOT Jean (univ. Paris Panthéon-Sorbonne)

LE CORNEC UBERTINI Anne-Hélène (Univ. Bretagne Occidentale)

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

28 décembre (actu Grenoble)

https://actu.fr/auvergne-rhone-alpes/grenoble_38185/polemique-a-sciences-po-grenoble-une-petition-recueille-10-000-signatures-pour-le-retour-de-klaus-kinzler_47533621.html

Une pétition pour le retour de Klaus Kinzler, le professeur de Sciences Po Grenoble suspendu, recueille 10.000 signatures

Une pétition en faveur du retour du professeur, Klaus Kinzler, a recueilli déjà plus 10.000 signatures après que Jean-Michel Blanquer ait jugé sa suspension "d'erreur formelle".



Une pétition en faveur du retour à Sciences Po Grenoble du professeur d'histoire accusé « d'islamophobie », Klaus Kinzler, a recueilli 10.177 signatures. (©CD/Actu Grenoble)

Par **Anthony Soudani**

Publié le 28 Déc 21 à 17:32 mis à jour le 28 Déc 21 à 18:09

Serait-ce le début d'un énième rebondissement dans le dossier de Klaus Kinzler ? Le professeur de **l'Institut d'Étude Politique de Grenoble**, accusé d'islamophobie, a été suspendu quatre mois par sa direction, mi-décembre, pour avoir tenu des « propos diffamatoire » envers l'établissement dans les médias.

Suite à la prise de position de Jean-Michel Blanquer, une pétition en faveur du retour de l'enseignant a été mise en ligne.

Sa suspension ? Une « erreur formelle » pour Jean-Michel Blanquer

Le ministre de l'Éducation a affirmé mercredi 22 décembre sur *LCI* que la mise à pied de Klaus Kinzler était une « erreur formelle ». **Jean-Michel Blanquer** est même allé plus loin en suggérant de ne pas confondre « victimes et coupables ». Il est « certain » que la priorité n'était pas « de sanctionner ce monsieur ».

En réponse à cet appui politique, Alexis Vaussard, soutien du professeur d'histoire, a mis en ligne une pétition intitulée [« Nous exigeons le retour de Klaus Kinzler à l'Institut d'Étude Politique de Grenoble »](#). Elle a recueilli 10.177 signatures ce mardi 28 décembre 2021.

Dans cette lettre ouverte à destination de Jean-Michel Blanquer, l'auteur décrit Klaus Kinzler comme « **victime d'une campagne *ad nomen* de diffamation et d'intimidation** par des étudiants gauchistes de l'IEP de Grenoble [...] Nous exigeons donc, en tant que citoyens, constitutionnellement en charge, in fine, de la justice, que vous interveniez afin de rétablir la situation d'équilibre qui préexistait avant sa mise à pied ! »

Laurent Wauquiez coupe les subventions de l'IEP Grenoble

Il faut savoir que les faits remontent au 4 mars dernier. **Klaus Kinzler**, professeur d'allemand et de civilisation allemande à Sciences Po Grenoble, avait vu son nom affiché avec un autre professeur sur les murs de l'IEP, après avoir été accusés par certains étudiants d'avoir tenus des « propos islamophobes ».

Depuis la révélation dans *Le Figaro* de la suspension de Klaus Kinzler par sa direction, la polémique n'a cessé de gonfler, alimentée par les politiciens. [Laurent Wauquiez s'en est indigné lundi 20 décembre](#), regrettant « la longue dérive idéologique et communautariste de la direction de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble ».

Le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a même annoncé suspendre « tous les financements et toutes les coopérations avec Sciences Po Grenoble ». De son côté, [la direction a dénoncé une décision « politique »](#).

28 décembre (Grenoble : le changement)

<https://grenoble-le-changement.fr/2021/12/28/klaus-kinzler-le-heros-grenoblois-de-2021-est-allemand/>

KLAUS KINZLER : LE HÉROS GRENOBLOIS DE 2021 EST ALLEMAND

Grenoble le Changement | 28 décembre 2021 | [Citoyens](#) | [Aucun commentaire](#)



Klaus Kinzler, Professeur à Sciences Po Grenoble suspendu pour résistance à l'islamo-gauchisme

Il ne ressemble pas à un autre Allemand, Adjoint de Piolle, Klaus Habfast (Verts/FI) couché devant l'idéologie des Rouge/Verts. Avec son franc-parler, sa clarté et sa lucidité, ce prof d'Allemand et de civilisation Allemande, Klaus Kinzler, est le véritable héros grenoblois de l'année 2021. A lui tout seul il a résisté à une chape de plomb, à un dogmatisme installé, il s'est opposé à un entrelacs d'intérêts et de lâchetés qui font de l'institut d'Etudes Politiques de Grenoble une place avancée de ce cumul de régressions intellectuelles insensées que sont le wokisme, l'islamo-gauchisme, le "décolonialisme", la cancel culture.

L'IEP DE GRENOBLE NICOIR DES ÉLUS ROUGE/VERTS

Sabine Saurugger, la directrice de Sciences Po juge justement "insensée" *ces accusations* " qui, selon elle, "n'ont aucun fondement ni réalité dans son fonctionnement". Car chez ces gens-là leurs dogmes imposés à tous colle tellement à toutes les pores de leur peau qu'ils n'en n'ont même plus conscience.

DES ANCIENS ÉTUDIANTS DÉNONCENT " UNE DÉRIVE DANGEREUSE "

Dans le JDD (journal du Dimanche du 26/12/21) des anciens élèves lui ont répondu par une tribune où ils dénoncent "*une dérive dangereuse, (...) l'instrument d'un combat idéologique interne qui n'a rien à faire à l'université, alimenté par certains enseignants-chercheurs et étudiants (...) nous condamnons avec la plus grande fermeté cette situation et ses conséquences sur l'école au sein de laquelle nous avons été diplômés.*"

Pascal CLOUAIRE (Verts/FI) UN PILIER DU SYSTÈME PIOLLE et DE SCIENCES PO

D'ailleurs, trouve-t-on à Sciences Po un enseignants-chercheur qui dirait quelque chose qui ressemble à un discours de droite sur l'insécurité, l'islamisme politique, l'immigration ? L'Institut ne livre des élus qu'à la gauche comme on le voit avec Pascal Clouaire l'un des piliers du système Piolle et de Sciences-po qu'il a mis à la disposition de la com' de ce dernier chaque année, par un faux "oral de Sciences Po" à la gloire du Grand Timonier sans que personne ne tousse.



- Pendant le 1er mandat, Sciences Po se faisait le relais complaisant de la communication d'E. Piolle

"SCIENCES PO GRENOBLE EST UN INSTITUT DE RÉÉDUCATION POLITIQUE"

"J'ai vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des théories woque, décolonialistes, communautarismes, anticapitalistes, Sciences-Po Grenoble n'est plus un Institut d'Etudes Politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique. Les étudiants sont endoctrinés" a expliqué Klaus Kinzler à "L'Opinion". Enseignant depuis 26 ans à Sciences Po, Il date à 5 ans l'accélération de cette évolution. Suivez mon regard... Il dénonce la radicalisation de la sociologie dont le Conseil Municipal de Grenoble dispose de quelques exemplaires extrêmes, tel Pierre-André Juven, Adjoint (Verts/FI) étrangement à la fois responsable de la santé et de l'urbanisme... Il compte aussi un autre prof de l'UGA, Nicolas Kada, qui a été candidat des Insoumis aux Législatives.

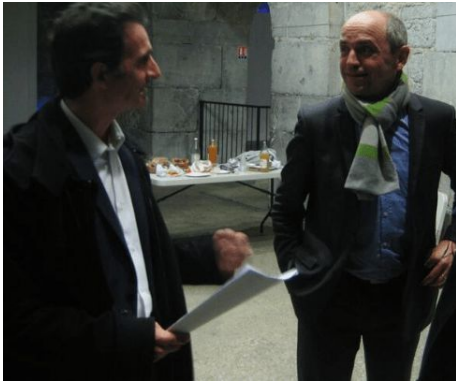
DEPUIS RAYMOND AVRILLIER UNE CONSANGUINITE de L'EXTRÊME GAUCHE GRENOBLOISE

Rappelons que Raymond Avrillier a été lui aussi un "chercheur" , mais à mi-temps des 35 h (!), dans un sous Institut de recherche sociale. Il n'a évidemment jamais rien trouvé malgré un bureau qui lui garantissait le calme puisqu'il n'était pas muni de téléphone, interdisant tout contrôle de sa présence.... Décidément il existe bien une sorte de consanguinité continue de l'extrême gauche grenobloise qui vit de l'impôt.

P. LARROUTOUROU N'A PAS PU JUSTIFIER DE 300 000 € DISPARUS : INVITÉ DE SCIENCES PO

Dans le cadre de ce pluralisme achevé, le dernier invité pour les "conférences- événements" de Sciences Po, le 29 novembre dernier était le faussaire Pierre Larrourou candidat dans le cadre de la "primaire populaire" de la gauche. **Candidat à tout** depuis 25 ans, membre du PS qu'il a quitté pour fonder "Nouvelle Donne", casé à nouveau Député Européen sur la liste PS...**Il a été chassé de la Présidence de Nouvelle Donne pour des questions d'éthique n'ayant pu justifier de 300 000 € de dépenses de l'association qu'il présidait.** Pour se justifier ce chanfre de la semaine de 4 jours, spécialiste (parlé) du temps de travail avait expliqué à "Politis" que ses manquements s'expliquaient car il avait cumulé... 140 000 mails de retard. Imaginons le sort d'un invité de droite à Sciences Po dans cette situation, avec une telle compétence aussi avérée et de telles casseroles ? Pourquoi imaginer l'inimaginable?





Invité à la Mairie, à la Bastille, le cousin et ami de Piolle, Pierre Larroutourou était tout à fait qualifié pour traiter des défis financiers, climatiques, mondiaux au cours d'une "conférence-événement" à Sciences Po sans aucune qualification universitaire pour traiter ces dossiers

COUSIN ET AMI d'Eric PIOLLE, LE CÉSAME POUR SCIENCES PO

Pierre Larroutourou est surtout le cousin d'Eric Piolle qui avait été candidat "Nouvelle Donne" aux législatives dès 1997 dont le frère a, selon Vincent Peyret, dans son livre « **Le vide à moitié vert** », favorisé le **subventionnement de l'entreprise dont Piolle est actionnaire par l'INRIA. Bernard Larroutourou étant le directeur.** Une entreprise opportunément transportée à Singapour. L'anti-capitalisme virulent de Sciences Po à ses limites, celles des amis.

SCIENCES PO CONFOND DES DÉLITS AVEC DES OPINIONS !

Klaus Kinzler a mis un coup de pieds dans cette fourmilière avec un courage étonnant. L'étincelle est partie quand il a récusé l'idée que Sciences-Po puisse organiser une journée de débats sur "*le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme*" puisqu'on mélangeait des délits -le racisme et l'antisémitisme- avec la liberté de critiquer une religion qui n'en est pas un. Jean-Benoit Vigny produit un intéressant décryptage du sujet dans le DL (25/12/21) mais omet cette différence capitale et place quasiment à égalité les agresseurs et l'agressé.

Klaus KINZLER : "JE SUIS ATTAQUÉ ET PERSONNE NE VIENT à MON SECOURS"

Klaus Kinzler devint immédiatement un "fasciste", comme en attestent les slogans sur les murs que le "Dauphiné" a pourtant l'honnêteté de publier dans l'article. Son nom a été affiché afin qu'il soit une cible à la Samuel Patty. "*L'IEP n'a pas publiquement une seule fois dit que je n'étais pas un fasciste. je suis attaqué et même mis en danger sans que personne ne vienne à mon secours*" déclare -t-il à "Libération" (22/12/21).

LA CULTURE MÉDIATIQUE IMPRÉGNÉE DE LA GAUCHE

Comme toujours, il est très difficile à la culture médiatique imprégnée de la gauche, d'intégrer les nouveaux variants qu'engendrent ces excès. Ils ne pénètrent pas son entendement. Pour la mouvance islamo-gauchiste, qui pèse lourd dans la crainte de paraître de droite en relatant les faits, Klaus Kinzler est un fasciste puisque, à Sciences Po, Macron et Blanquer sont déjà l'extrême droite.

Luc FERRY : "TAXER DE RACISME TOUS CEUX QUI CRITIQUENT L'ISLAMISME"

« *Le concept d'islamophobie n'est qu'une machine de guerre inventée par les fondamentalistes pour taxer de racisme tous ceux qui critiquent l'islamisme* » avait résumé Luc Ferry dans le DL. En France on a "mangé du curé" et même sorti par les armes les prêtres des Monastères lors de la séparation de l'église et de l'Etat. Même si, dans notre collectif, nous ne sommes pas des fanas de la moquerie des religions et portons beaucoup de respect aux croyants, il faut admettre que les critiquer, les jauger à l'aune de nos valeurs fait partie du débat et ne peut pas valoir condamnation. D'autant que l'islamisme politique se sert de la religion pour imposer une vision de la société à l'opposé de la notre et se doit d'être fermement combattu.



Sciences Po avait même parrainé le "mois décolonial" avec l'UGA et la municipalité dont la prochaine édition aura lieu en avril

"DES PROFS REMETTENT EN CAUSE NOS BASES UNIVERSALISTES, DÉMOCRATIQUES ET LAÏQUES"

" On entend désormais dans les amphis des profs remettre en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques. C'est fait sans aucun complexe (...) cette frange veut faire taire tous ceux qui ne sont pas d'accord. Nous sommes ostracisés " explique encore Klaus Kinzler à "L'opinion". On sait maintenant que nos valeurs universalistes sont les moyens de l'oppression et de la discrimination selon cette frange. Qui les défend est une sorte de nouveau chien (on se souvient du célèbre "*les anti-communistes sont des chiens*" de Jean-Paul Sartre). La disqualification de l'adversaire est un classique des Rouge/Verts. Il est sorti du champ républicain défini par eux et avant d'être écouté, doit expliquer d'abord " d'où il parle".

ABAISSEMENT SUR TOUS LES PLANS: NIVEAU, IDÉOLOGIE, COPINAGE

Sciences Po est la synthèse extrême de ces dérives qui ont conduit " le Magasin" à sa perte , qui asphyxie toute diversité culturelle et affaiblissent la ville par tous les bouts. Le fait que la dernière "conférence-événement" ait été celle de Pierre Larrourou est le symbole de cet abaissement sur tous les plans: niveau, idéologie, copinage éhonté, perte de toute éthique.

L'IEP SE FIGE DANS UNE MARGE SECTAIRE, INTOLÉRANTE, DE CULTURE TOTALITAIRE

Quand Sciences-Po invitera t-il Mathieu Bock-Coté par exemple ? Ce serait une véritable "conférence-événement." Comment se fait il que des meilleurs romanciers (Michel Houellebecq) aux meilleurs penseurs, essayistes, écrivains, de Régis Debray à Finkielkraut en passant par Luc Ferry, Michel Onfray, Jacques Julliard, la question de la Nation, de notre sentiment d'appartenance collective, soit posée sur tous les tons et dans tous les termes et que l'IEP se fige dans une marge sectaire, intolérante et de culture totalitaire, niant tous nos fondamentaux ? Laurent Wauquiez a parfaitement réagi en refusant que l'argent de la Région l'alimente.

LES GROS BRAS DES ANTIFAS LOGÉS DANS DES SQUATS MUNICIPAUX

C'est d' un Allemand, un prof d'Allemand et de civilisation, Grenoblois depuis 26 ans, que sera venu cet acte de résistance qui demande tant de vertus dans une ville gangrenée par une idéologie nauséabonde, qui dispose pour faire taire toute contestation de la violence des gros bras des antifas logés par la municipalité dans des squats. Se surajoutant à la menace des islamistes politiques. Ça fait beaucoup à affronter pour un seul homme.

"AUTANT D'HÉRITAGE QUE DE VOLONTÉ AUSSI CONSISTANTE QUE LA NATION"

La récente leçon de Jean Daniel, l'ex figure du Nouvel Obs ' de la grande époque de la gauche, dont les textes viennent d'être publiés sous le titre "*réconcilier la France*" mérite d'être citée de la part d'un homme qui estime que "le minimum universel" se combine à l'identité nationale et à un passé commun constitutif de cette identité : "*corrigeant les idées de ma jeunesse, oserais-je alors dire que je ne crois plus à l'homme prométhéen, maître de lui comme de l'univers, ivre de sa liberté, libre de toute attache, ni à une communauté politique qui n'ait pas autant de souvenirs que de projets, autant d'héritage que de volonté et que ne sache point d'autre, aussi consistante et éprouvée que la Nation*". Mieux vaut citer Jean Daniel que Charles Péguy qui expriment la même continuité dans les fondamentaux .

LA DÉCONSTRUCTION SYSTÉMATIQUE DE NOTRE HÉRITAGE

Car en réalité c'est bien de notre identité collective, de ce que nous sommes ensemble qu'il est question avec cette déconstruction de notre héritage conduite systématiquement par tous les bouts à Grenoble. Mais en allant trop loin dans l'outrance idéologique, la secte au pouvoir à Grenoble a engendré une réaction de plus en plus large.

Le lanceur d'alerte à sa tête , au coeur du réacteur, qui aura affronté tous les périls, est un Allemand. Il est incontestablement le héros grenoblois de l'année 2021.

27 décembre (Le Figaro)

https://etudiant.lefigaro.fr/article/sciences-po-grenoble-des-anciens-eleves-denoncent-une-derive-ideologique-dans-une-tribune_43336d06-66f3-11ec-bdd9-684e98e99c99/

Sciences Po Grenoble: des anciens élèves dénoncent une «dérive idéologique» dans une tribune

Par [Figaro Etudiant](#) • Publié le 27/12/2021 à 11:11 • Mis à jour le 27/12/2021 à 11:47



«L'Institut d'Études Politiques de Grenoble fait l'objet d'une dérive dangereuse.» *Crédits photo: JB VIGNY/PHOTOPQR/LE DAUPHINE/MAXPPP*

Dans les colonnes du JDD, 40 signataires demandent une réforme de l'IEP alors que sa directrice a suspendu l'un des deux professeurs accusés d'islamophobie en mars dernier.

Sciences Po Grenoble enchaîne les polémiques. [Comme l'a révélé Le Figaro](#), la directrice de l'IEP a décidé de suspendre l'un des [deux professeurs accusés d'«islamophobie»](#). Elle lui reproche d'avoir eu *«des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste ainsi que contre la personne de sa directrice»*.

Dans une tribune publiée le 25 décembre dernier par [Le Journal du Dimanche](#), 40 anciens élèves de l'établissement, *«issus de tous horizons sociaux, politiques et professionnels»* et *«tous républicains»*, réclament une «réforme» de l'IEP. *«L'Institut d'Études Politiques de Grenoble fait l'objet d'une dérive dangereuse, il est devenu l'instrument d'un combat idéologique interne qui n'a rien à faire à l'université»*, dénoncent-ils. Avant de poursuivre: *«Il ne peut être toléré que des enseignants y soient menacés et maintenant suspendus pour avoir eu la volonté de débattre de certains sujets.»*

Une réforme «en profondeur»

Les signataires mettent en cause les élus étudiants et militants qui *«utilisent leur mandat pour mener ouvertement leur combat idéologique quand ils sont censés parler au nom de tous leurs camarades»*. Un combat idéologique alimenté par *«certains enseignants-chercheurs»*.

«Si l'organisation collective permet de telles dérives, c'est qu'elle doit être réformée en profondeur», concluent les anciens élèves tout en rappelant les principes de la liberté d'expression, du débat et «l'importance d'un équilibre entre les sensibilités». À l'instar des 40 personnalités qui, [dans les colonnes du Figaro](#), ont interpellé Frédérique Vidal à la suite de la suspension du professeur, ces anciens élèves demandent à la ministre de l'Enseignement supérieur «de prendre toutes les mesures pour garantir cet indispensable équilibre».

[Cette dernière a appelé «chacun à se remettre au travail dans la sérénité»](#). «Elle a demandé à l'inspection générale de renforcer son suivi et au recteur délégué de rester en contact avec la directrice pour accompagner l'établissement», a expliqué au Figaro son entourage. En mars dernier, tandis que les noms de deux professeurs de l'IEP de Grenoble avaient été placardés sur les murs de l'établissement suivis des accusations de «fascisme» et d'«islamophobie», Frédérique Vidal avait commandé [un rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale](#)... laquelle ne préconisait pas de suspension.

27 décembre (T-online, allemand)

https://www.t-online.de/nachrichten/deutschland/gesellschaft/id_91385144/rassismusdebatte-um-klaus-kinzler-das-steckt-hinter-dem-islamophobie-fall.html

Der Fall Kinzler

Professor kritisiert Begriff "Islamophobie" – und wird entlassen

27.12.2021, 16:15 Uhr | t-online, NoS



Demo gegen Rassismus und Islamophobie in Frankreich: Der Fall Kinzler beschäftigt inzwischen die französische Politik. (Quelle: Hans Lucas/imago images)

Ein Professor kritisiert den Begriff "Islamophobie". Daraufhin entfachen linke Gruppierungen einen Shitstorm. Er bekommt Polizeischutz und flieht, weil niemand ihn verteidigt. Nun wurde er von seiner Universität beurlaubt.

Wegen einer Äußerung zum Thema Islamophobie werden dem deutsch-französischen Professor Klaus Kinzler rassistische Tendenzen unterstellt. Sein Fall hat in Frankreich eine Debatte über "Cancel Culture in der Wissenschaft" entfacht und beschäftigt nicht mehr nur Lehrpersonal und Studierende, sondern auch die Politik.

Wie der "Deutschlandfunk" berichtet, wurde Kinzler kürzlich von der Universität für vier Monate beurlaubt. 40 Wissenschaftler bekundeten daraufhin in einem öffentlichen Brief Solidarität mit dem Professor und forderten ein Machtwort der zuständigen Ministerin. Was steckt hinter dem monatelangen Streit?

Äußerung über "Islamophobie" entfachte Debatte

Kinzler wurde in Deutschland geboren und ist Anfang der Achtzigerjahre nach Frankreich ausgewandert. Er lehrt an der Universität Science Po Grenoble deutsche Sprache und Kultur. Im vergangenen Winter sollte dort eine Aktionswoche mit dem Titel "Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie" stattfinden. Kinzler wollte den Begriff "Islamophobie" nicht mit aufnehmen. Seine Begründung: Der Begriff sei nicht auf derselben Ebene anzusiedeln wie Antisemitismus und Rassismus. Daraufhin machten Wissenschaftler den Streit öffentlich, vornehmlich linke Studierendengruppen positionierten sich gegen Kinzler und einen Kollegen.

"Vorwürfe sind geradezu kriminell"

Das französische Erziehungsministerium nahm sich Mitte des Jahres des Falls an und stellte fest: Die Vorwürfe gegen Kinzler und seinen Kollegen sind haltlos. Die Studierendengruppen wollten beide Professoren loswerden, weil sie diese als "rechts" empfänden, so das Ministerium. Nach dem Ministeriumsbericht wurde ein Disziplinarverfahren gegen die Studierenden eingeleitet. Jürgen Ritte, Professor für Literaturwissenschaft an der Sorbonne in Paris, bezeichnet die Vorwürfe gegen Kinzler ebenfalls als haltlos: "Es sind Leute, die den Wokismus auf eine Spitze getrieben haben, in der es absolut verboten ist, überhaupt noch etwas Kritisches zu der Religion des Islam zu sagen", so Ritte im "Deutschlandfunk". "Das ist nicht wissenschaftlich, sondern geradezu kriminell".

Unterstützung von Le Pen und Zemmour

Jetzt bekommt Kinzler auch noch ungewollte Unterstützung – von den rechtsextremen Präsidentschaftskandidaten Marine Le Pen und Éric Zemmour. "Er wird jetzt unterstützt von Rechten, die anti-arabisch eingestellt sind", sagt Jürgen Ritte. "Das vertritt Kinzler in keiner Weise". Leider hätten sich nur wenige linke Professoren auf Kinzlers Seite gestellt. Inzwischen ist der 62-jährige Akademiker aus Grenoble geflohen. Nachdem die Angriffe in den sozialen Netzwerken gegen ihn immer aggressiver wurden, benötigte er Polizeischutz. Er lebt nun an einem unbekanntem Ort, weil er weiterhin um seine Sicherheit fürchten muss. Erst im vergangenen Jahr war der Lehrer Samuel Paty von einem radikalen Islamisten enthauptet worden, weil er ihn der Islamophobie verdächtigte.

Das gesellschaftliche Klima in Frankreich wird zusehends rauer, wozu auch die politische Rechte etwa um den Rassemblement National (früher: Front National) oder den rechtsextremen Präsidentschaftskandidaten Éric Zemmour im bevorstehenden Wahlkampf beiträgt. Auch Vincent Tournier, ein Kollege Kinzlers, der den Professor als einer der wenigen öffentlich verteidigte, lebt inzwischen weit weg vom französischen Festland. Er hat sich auf Französisch-Polynesien niedergelassen.

26 décembre (Dauphiné libéré)

<https://www.ledauphine.com/education/2021/12/26/isere-polemique-islamophobie-collages-a-sciences-po-grenoble-une-tribune-d-anciens-eleves-reclame-une-reforme-en-profondeur>

Polémiques à Sciences Po Grenoble: une tribune d'anciens élèves réclame « une réforme en profondeur »

Par **G.M.** - Aujourd'hui à 17:30 | mis à jour aujourd'hui à 17:40 - Temps de lecture : 2 min

5 | Vu 6592 fois



Depuis des mois, l'IEP de Grenoble, abrité sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, fait la une de l'actualité. Photo Le DL /M.S.

C'est le *Journal du Dimanche* (JDD) qui héberge ce cri du cœur [dans ses éditions de ce dimanche](#). Des étudiants et anciens étudiants de l'Institut d'Études politiques (Sciences Po) de Grenoble y signent une tribune pour dénoncer "la dérive dangereuse" [qui secoue l'Institut depuis des mois](#). Un institut devenu, selon eux, "l'instrument d'un combat idéologique interne qui n'a rien à faire à l'université, alimenté par certains enseignants-chercheurs et étudiants". "Sans chercher à alimenter la polémique", les signataires expliquent ainsi ne pas "tolérer que des enseignants soient menacés et maintenant suspendus pour avoir eu la volonté de débattre de certains sujets" et jugent "inacceptable" que "des desseins idéologiques, repris et alimentés par des étudiants militants, puissent avoir libre cours dans un établissement d'enseignement supérieur". Des desseins ayant abouti "à la mise en danger d'individus". "Comment tolérer cela quelques mois après le drame qui a coûté la vie à Samuel Paty ?", interrogent-ils. Et de lancer : "Si l'organisation collective permet de telles dérives, c'est qu'elle doit être réformée en profondeur".

"C'est l'avenir de l'école qui est en question"

Pour les signataires, "liberté d'expression, nécessité de débattre, importance d'un équilibre entre les sensibilités" sont des principes "qui devraient être respectés et recherchés dans une institution" comme Sciences Po. La tribune se termine ainsi : "Nous demandons à la ministre de l'Enseignement supérieur, ainsi qu'à la direction et aux instances de décision de l'établissement, de prendre toutes les mesures pour garantir cet indispensable équilibre". Faute de quoi, disent-ils, "c'est l'avenir de l'école qui est en question".

L'affaire Sciences Po Grenoble a démarré voilà des mois. À l'origine, un échange de mails en décembre 2020 entre deux enseignants au sujet du terme "islamophobie", échange qui se retrouve ensuite sur la place publique avec, en mars 2021, un collage d'affiches sur les

murs de l'IEP évoquant les deux professeurs avec ces mots : “Des fascistes dans nos amphis” et “L'islamophobie tue”. Suivront entre autres une mission d'enquête diligentée par la ministre Frédérique Vidal, la relaxe des étudiants poursuivis pour avoir propagé les accusations contre les professeurs, la suspension d'un des professeurs (Klaus Kinzler) pour quatre mois - qualifiée « d'erreur formelle » par le ministre Jean-Michel Blanquer le 23 décembre - ou encore l'annonce, le 20 décembre, de l'arrêt du financement de la Région de Laurent Wauquiez à l'IEP.

26 décembre (Journal de dimanche)

<https://www.lejdd.fr/Societe/apres-la-polemique-a-sciences-po-grenoble-des-anciens-eleves-sinsurgent-et-appellent-a-la-reforme-4084586>

Après la polémique à Sciences-Po Grenoble, des anciens élèves s'insurgent et appellent à la réforme

22h00 , le 25 décembre 2021, modifié à 22h52 , le 25 décembre 2021

Dans une tribune, des anciens élèves de Sciences-Po Grenoble dénoncent une "dérive dangereuse". "Si l'organisation collective permet de telles dérives, c'est qu'elle doit être réformée", écrivent-ils.

Depuis mi-décembre, **[l'Institut d'études politiques \(IEP\) de Grenoble est secoué par une polémique](#)** après la suspension d'un professeur, dénoncée par certains comme le fruit d'une dérive "wokiste". Dans une tribune, des anciens élèves de l'établissement demandent une réforme. Voici leur texte :

Sciences Po Grenoble : si l'organisation collective permet de telles dérives, c'est qu'elle doit être réformée.

100 premiers signataires, étudiants et anciens étudiants de Sciences Po Grenoble, s'engagent publiquement face à la crise que traverse l'établissement. Ils s'engagent pour demander que la culture du débat et la tolérance, reprennent leur place dans une école qui doit rester ouverte à tous.

Depuis quelques mois, l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Grenoble fait l'objet d'une dérive dangereuse, il est devenu l'instrument d'un combat idéologique interne qui n'a rien à faire à l'université, alimenté par certains enseignants-chercheurs et étudiants.

Nous, étudiants et anciens étudiants de l'IEP, issus de tous horizons sociaux, politiques et professionnels ; tous républicains, nous condamnons avec la plus grande fermeté cette situation et ses conséquences sur l'école au sein de laquelle nous avons été diplômés.

Sans chercher à alimenter la polémique qui a fragilisé le nom et l'image de l'IEP, nous souhaitons réaffirmer l'indispensable respect des principes républicains, universalistes, fruit de notre histoire, inscrits dans notre constitution et garants du vivre-ensemble. L'IEP doit rester un lieu où tous les potentiels se rencontrent. Il ne peut être toléré que des enseignants y soient menacés et maintenant suspendus pour avoir eu la volonté de débattre de certains sujets.

Il est inacceptable que des desseins idéologiques, repris et alimentés par des étudiants militants puissent avoir libre cours dans un établissement d'enseignement supérieur, financé par l'argent public.

Il est également inacceptable que ces desseins aient abouti à la mise en danger des individus, livrés aux gémonies, en place publique et gravement menacés à cause de cette exposition subie. Comment tolérer cela, quelques mois après le drame de Conflans-Sainte-Honorine qui a coûté la vie à Samuel Paty ?

Enfin, il est inacceptable que certains étudiants, élus dans les instances représentatives, utilisent leur mandat pour mener ouvertement leur combat idéologique quand ils sont censés parler au nom de tous leurs camarades.

Si l'organisation collective permet de telles dérives, c'est qu'elle doit être réformée en profondeur.

Liberté d'expression, nécessité de débattre, importance d'un équilibre entre les sensibilités, ces principes devraient impérativement être respectés et recherchés dans une institution telle que Sciences Po qui, par l'objet même de son enseignement, est au cœur de la question politique dans son sens large.

C'est à cette seule condition que demain, des jeunes gens de tous horizons, de toutes origines, pourront, comme nous avant eux, s'inscrire dans un parcours universitaire où ils trouveront leur place. S'y inscrire quelles que soient leurs opinions ; s'y inscrire pour pouvoir y débattre dans le respect et la tolérance ; s'y inscrire pour y être enrichis de leurs différences, au moment où ils forgent leur esprit et leur capacité d'agir.

C'est à la seule condition de rechercher énergiquement le respect de ces principes communs, que les étudiants pourront se retrouver dans un espace commun.

Aussi, nous demandons officiellement à la ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, ainsi qu'à la direction et aux instances de décision de l'établissement, de prendre toutes les mesures pour garantir cet indispensable équilibre.

Faute d'une action résolue, c'est l'avenir de l'école qui est en question, fragilisé par le risque de fuite de potentiels futurs élèves, devant ce spectacle indigne des valeurs d'excellence et d'exercice de la pensée critique que l'institution promet.

24 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/le-j-accuse-de-40-intellectuels----et-la-reponse-honteuse-de-frederique-vidal-klaus-kinzler-iep-grenoble-sciences-po-etudes-superieures-tartuffe-ponce-pilate-benoit-rayski>

EDUCATION

Dans une lettre ouverte, 40 personnalités interpellent Frédérique Vidal pour lui demander d'agir sur le dossier de l'IEP de Grenoble et pour Klaus Kinzler.

Le « J'accuse » de 40 intellectuels... Et la réponse honteuse de Frédérique Vidal

AFFAIRE KLAUS KINZLER

Elle a deux modèles : Ponce Pilate et Tartuffe.

avec [Benoît Rayski](#)

Quand Emile Zola écrivit son « J'accuse », il était quasiment seul pour clamer l'innocence du capitaine Dreyfus. D'autres vinrent le rejoindre et après des années de bataille, la vérité finit par éclater.

Ils sont [une quarantaine, intellectuels, chercheurs, historiens à prendre la défense de Klaus Kinzler](#), le professeur lynché pour sa soi-disant « islamophobie » à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Leur pétition a été publiée dans Le Figaro.

Pay wall...

ISÈRE

GRENOBLE

Sciences Po dans la tempête : Jean-Michel Blanquer s'en mêle

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a qualifié sur LCI d'« erreur formelle » la décision de la direction de Sciences Po Grenoble de suspendre pour quatre mois un professeur accusé d'islamophobie, pour « propos diffamatoires ».

Les commentaires de tous bords politiques vont bon train depuis l'annonce de la suspension pour quatre mois de l'enseignant en langue allemande à Sciences Po Grenoble Klaus Kinzler et la riposte du président de la Région, Laurent Wauquiez, qui a décidé de couper les financements de sa collectivité à l'Institut d'études politiques (IEP). Après la droite, l'extrême droite, puis la gauche, c'est autour de la majorité présidentielle de s'exprimer sur la polémique, relançant une fois de plus un débat qui semble sans fin.

« Je pense qu'il y a une erreur formelle dans le fait de l'avoir suspendu », a affirmé Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, mercredi 22 décembre sur LCI, en se disant « certain que la priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur ».

Interrogé sur la décision du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, de couper les financements à l'IEP, le ministre a répondu : « Je pense qu'il faut bien entendu réagir. » « Peut-être que ce n'est pas toujours des mesures spectaculaires qu'il faut prendre », a-t-il cependant ajouté.



Sciences Po Grenoble encore dans la tourmente. Photo Milán STRAHM

Ne pas confondre « victimes » et « coupables »

La polémique agite les milieux universitaire et politique depuis la suspension lundi de Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble. Dans plusieurs interviews, l'enseignant suspendu accuse un « noyau dur » de collègues, adeptes selon lui des théories « woke », d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire. « C'est Sciences Po qui est malade, pas moi », a-t-il notamment déclaré mardi au *Dauphiné libéré*.

Tout est parti, fin 2020, d'échanges de mails entre Klaus Kinzler et une collè-

gue historienne autour de la notion « d'islamophobie », contestée par le professeur en langue allemande. Le 4 mars 2021, Klaus Kinzler avait alors été, avec un autre enseignant, la cible d'affichettes l'accusant d'"islamophobie", placardées par des étudiants à l'entrée de l'IEP et relayées sur les réseaux sociaux. À l'époque, la direction avait condamné « très clairement » ces affiches, tout en estimant que la façon dont l'enseignant parlait de l'islam était « extrêmement problématique ».

L'affaire, après avoir agité la scène politique nationale, aurait pu en rester là. Mais la décision de la directrice de l'IEP, Sabine Saurigger, de suspendre l'enseignant en

début de semaine a rallumé l'incendie. La direction lui reproche « des propos diffamatoires » tenus notamment « au cours d'un entretien sur le site de *Mananne* et dans le quotidien *L'Opinion*. »

Lors de son intervention sur Sciences Po Grenoble sur LCI, Jean-Michel Blanquer a de nouveau mis en cause le « wokisme ». « C'est de l'idéologie à la place de la science », a-t-il dit. Le ministre a recommandé de ne pas confondre « victimes » et « coupables » dans cette affaire. Lui-même considère que les coupables sont « ceux qui ont fait des tags » visant le professeur.

Avec AFP



Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale. Archives photo Le DL/Fabrice H ÉBRARD

Pièces jointes :

Screenshot_20211224-081150~2.png 452 Ko

23 décembre (Mouvement Pour la paix et Contre le terrorisme)

<https://mpctasso.fr/2021/12/23/communique-du-mpct-plein-soutien-a-klaus-kinzler/>

COMMUNIQUÉ DU MPCT : PLEIN SOUTIEN À KLAUS KINZLER



Par un arrêté du 14 décembre qui annonce la saisie d'un conseil de discipline, la directrice de l'IEP (1) de Grenoble a suspendu Klaus Kinzler, professeur d'allemand, qu'elle accuse d'avoir tenu des propos diffamatoires.

La direction de l'IEP, a déclaré que Klaus Kinzler parlait de l'Islam d'une façon "extrêmement problématique". Or, en France, la critique des religions est légale et l'Islam ne peut prétendre à un traitement de faveur. De surcroît, contester la légitimité de la notion d'*islamophobie* n'est ni raciste ni discriminatoire. Klaus Kinzler était en droit de refuser que cette notion soit mise à égalité avec le racisme et l'antisémitisme, dont on pleure les morts.

Loin de mériter la moindre sanction, cet enseignant chevronné n'a fait que son travail, comme Samuel Paty.

Il ne s'est pas plié face à une odieuse campagne de calomnies organisée en mars contre lui et un autre enseignant de l'IEP, par des étudiants islamo-gauchistes qui se disent syndicalistes. Il s'indigne à juste titre de la relaxe (2) de 16 des 17 étudiants artisans de ce lynchage par voie d'affiches diffamatoires.

Il contre-attaque face à la direction de l'IEP et nous le soutenons totalement.

Avec Klaus Kinzler, avec les universitaires qui lui ont exprimé leur soutien, nous refusons censure, bâillon et chasse aux sorcières.

Comment ne pas rapprocher cette suspension de la vandalisation presque concomitante de la plaque du Square Samuel Paty (3) ? La mention "victime du terrorisme islamiste" a été censurée, le mot "islamiste" ayant été soigneusement effacé !

Résister à ceux qui veulent gommer la réalité du terrorisme islamiste et à ceux qui crient à l'islamophobie, c'est agir pour la survie des libertés académiques et, au-delà, de la démocratie.

(1) Institut d'Etudes Politiques, dit "Sciences Po."

(2) Par la commission de discipline de l'Université Clermont Auvergne.

(3) Inauguré un an après la décapitation de Samuel Paty, il se trouve face à la Sorbonne

23 décembre 21 (New English Review)

https://www.newenglishreview.org/blog_direct_link.cfm?blog_id=71883

Thursday, 23 December 2021

'Intellectual Terrorism' in France

by Bruce Bawer



Promises, promises. In October of last year, in an apparent attempt to co-opt the Islam issue from his conservative rivals, French President Emmanuel Macron [announced](#) a sweeping new program to defy the Islamic threat to his nation's society, culture, and values. A major focus of the program was education: Muslim parents, vowed Macron, would no longer be permitted to keep their children from learning facts of which their religion disapproved, and university professors would help shape a new "Islam of the Enlightenment," whatever that might mean. I wrote at the time that Macron's promises seemed destined to end up on the scrap heap, and indeed, instead of making significant new demands of Muslims, French authorities have persisted in 2021 in their noble tradition of ruthlessly demonizing and prosecuting critics of Islam, notably the presidential candidate Éric Zemmour. Also this year, in yet another apparent bid to win conservative voters, Macron took to the bully pulpit to condemn the importation of "woke" left-wing ideas from America. His government doesn't seem to have accomplished much of anything on this front, either. For a perfect example of Macron's utter failure to live up to his own stirring rhetoric on both the Islam and "woke" fronts, consider the case of Klaus Kinzler.

Kinzler, who is German, has been a professor of German language and culture at the Grenoble Institute of Political Studies, known colloquially as Sciences Po Grenoble, for a quarter century. In November of last year, working groups of teachers and students were [tasked](#) with organizing a U.S.-style "week for equality and the fight against discrimination." Kinzler was a member of one of the groups, whose assigned topic was "Racism, anti-Semitism and Islamophobia." When, during the online exchanges among the group's members, Kinzler challenged the inclusion of Islamophobia in this trinity, another professor was outraged. A third professor agreed with Kinzler that even if there could be said to be such a thing as Islamophobia, it shouldn't be considered to

be on the same plane as anti-Semitism or racism. Kinzler admitted that he isn't particularly fond of Islam and that, in fact, like many French people, he's rather unsettled by it. "Anti-Semitism," Kinzler later told *Die Welt* by way of [explaining](#) his position, "has resulted in millions of deaths. Genocide without end. Then there is racism, slavery. That, too, has led to tens of millions of deaths in history....But where are the millions of deaths linked to Islamophobia?" Good question.

The dissension within the working group had a ripple effect throughout Sciences Po Grenoble. During the next several months, professors and administrators fired off heated emails, issued demands, and filed complaints related to the dust-up. Then, on March 4, students and younger faculty members, [described](#) by Kinzler as fixated (again, U.S.-style) on "decolonialism, identity politics and anti-capitalism," [initiated](#) a hate campaign against him and the colleague who'd sided with him on the Islamophobia question, smearing both of them in online social networks as right-wing extremists and putting up banners all over Sciences Po Grenoble reading "Fascists in our lecture halls" and "Islamophobia kills." This mass explosion of irrational fury, which was coordinated by the local branch of the National Union of Students of France (UNEF), was so intense - Kinzler has characterized it as a "reign of terror" - that both professors were placed under police protection. (It seemed not to matter in the slightest to any of the students who raged at Kinzler, by the way, that he is married to a Muslim.)

How did Kinzler respond to the student uproar? Not, as many another professor these days would surely have done, by issuing a cringing apology, but by going on the offensive in a very public way. In a raft of interviews in the mainstream media, he accused Sciences Po Grenoble of teaching students to reject the very idea of open debate and encouraging them "to insult, abuse and defame teachers who have the audacity not to share their extremist opinions." In one of these interviews, noted TV host Pascal Praud seconded Kinzler's plaint, describing French universities as settings for "intellectual terrorism." As the weeks went by, the situation in Grenoble got even messier: Kinzler's immediate supervisor, Anne-Laure Amilhat Szary, filed a defamation suit against him; the director of the institute, Sabine Saurugger, criticized the student troublemakers but also castigated Kinzler for the "extremely problematic tone" of his remarks about Islam. Eventually the French Minister of Higher Education, Frédérique Vidal, got dragged in and ordered an official investigation; this resulted in a May 8 report that put a degree of blame on pretty much everybody involved. Kinzler's offense? By criticizing the lockstep politics of Sciences Po Grenoble, maintains the report, he'd "damaged the image and reputation" not just of the faculty but of the entire institute.

But still Kinzler didn't shut up. On December 14, after a new round of interviews in which he denounced Sciences Po Grenoble under Saurugger's ideologically toxic management for specializing in radical-left "re-education," she shocked the nation by suspending him for four months. In [response](#), Laurent Wauquiez, the president of the regional council for Auvergne-Rhône-Alpes, reacted by suspending the institute's 100,000-euro annual subsidy on the [grounds](#) that its

left-wing administrators and faculty were engaged in "prolonged ideological and social perversion." François Jolivet, a member of the National Assembly, called for the French government to take direct control of the institute and for a parliamentary probe of political tyranny at French universities in general. Richard Malka, a lawyer who'd represented the editor of *Charlie Hebdo* in a racism trial after the publication of the famous Muhammed cartoons, [called](#) Sciences Po Grenoble "a small Pakistan...a laboratory of Stalinist thought" and observed that Saurugger, after serving as director for less than a year and a half, had "achieved the feat of destroying [its] reputation."

But most French academics appear to have lined up in tidy lockstep against Kinzler. Like most of their counterparts in the U.S., they've claimed, in the words of the *Daily Mail*, that "'Islamism' and wokeism" were "invented by right-wingers to constrict intellectual freedom and belittle universities." And Macron? While political allies of his, such as Jolivet, have spoken up, I've seen no indication, at this writing, that the President himself has said anything at all about the Kinzler case. In any event, as we already know, what Macron says doesn't necessarily mean anything. In fact, the more he professes to be addressing the defining issues of our time, the more likely it is *not* to mean anything. The important thing here is that, for all his big talk about taking on the Islamic threat and standing up to American "wokery," Macron has done little if anything about either of these issues. And unless he suddenly takes meaningful action (thereby breaking entirely with the pattern of his entire personal history), it's a safe bet that Klaus Kinzler - a heroic German champion of the "French values" that Macron keeps pledging to defend - will find himself hung out to dry by the eloquent yet enervated little twit in the Élysée Palace.

23 décembre (Die Tagespost, Allemagne)

<https://www.die-tagespost.de/politik/proteste-gegen-suspendierung-eines-germanisten-in-frankreich-art-224116>

CANCEL CULTURE

Proteste gegen Suspendierung eines Germanisten in Frankreich

Elitehochschule suspendiert Professor. Dem Germanistik-Professor Klaus Kinzler wurden „islamophobe“ Äußerungen vorgeworfen. Nun regt sich Protest gegen die Disziplinarmaßnahme.



Foto: PAUL CHOMARAT via www.imago-images.de | Die französische Elitehochschule Sciences Po Grenoble ist wegen Islamophobievorwürfen gegen Professoren in die Schlagzeilen geraten.

23.12.2021, 18 Uhr *Meldung*

Seit einiger Zeit gerät die französische Elitehochschule Sciences Po Grenoble in die Schlagzeilen. Der Vorwurf: „Islamogauchismus“ und „Wokismus“ machten sich hier laut Figaro in besonderer Weise breit und verbreiteten ein Klima der Angst, in dem andere Meinungen nicht toleriert würden. Die Zeitung berichtet ausführlich über die Vorkommnisse an dem Institut für Politikwissenschaft in der südfranzösischen Stadt.

Hexenjagd an der Uni

Schon im März dieses Jahres sei Klaus Kinzler von Studenten wegen seiner Äußerungen zum Islam kritisiert worden. Studentische Aktivisten plakatierten seinen Namen an einer Mauer der Hochschule und brachten ihn mit „Islamophobie“ und „Rassismus“ in Verbindung. Nun sei Kinzler, der seit 25 Jahren lehrt, von der Direktorin Sabine Saurugger suspendiert worden, wie der Figaro schreibt, weil er in Medien wie L’Opinion, Marianne und auf CNews vor einem Abdriften seiner Einrichtung sowie einer „Hexenjagd“ warnte, deren Opfer er geworden sei.

Hegemonie und wissenschaftliche Relevanz

Am vergangenen Mittwoch nun haben 40 prominente Historiker, Wissenschaftler und Hochschuldozenten reagiert und im Figaro einen Aufruf an die zuständige Ministerin für Hochschulbildung Frédérique Vidal veröffentlicht, in dem diese aufgefordert wird, entschlossen gegen die Islamlinke an den Universitäten vorzugehen. In dem Appell stellen unter anderen der Philosoph Pascal Bruckner, der Forschungsdirektor am nationalen Forschungszentrum CNRS (Centre national de la recherche scientifique), Pierre-André Taguieff, sowie der Geschichtswissenschaftler an der Pariser Sorbonne, Pierre Vermeren, fest,

dass „seit einigen Jahren eine militante Strömung versucht, in zahlreichen Hochschuleinrichtungen, insbesondere im Bereich der Sozialwissenschaften, einen exklusiven Diskurs durchzusetzen“. Nun sei es aber eine Sache, „neue Studienbereiche und neue Paradigmen aufzunehmen; etwas ganz anders aber ist es, diese eine Vormachtstellung, ja sogar eine institutionelle Hegemonie erlangen zu lassen, während ihre wissenschaftliche Relevanz – wie Sie wissen – Gegenstand einer intensiven intellektuellen Debatte ist“. Mit den neuen Paradigmen meinen die Unterzeichner all die neuen Konzepte, die in den letzten Jahren an den Universitäten Aufwind bekommen haben, wie etwa ein systematischer Rassismus, die Intersektionalität, der Indigenismus sowie die Spielarten der Gendertheorie.

Pluralismus untergraben

Die Unterzeichner kritisieren zudem die Untätigkeit der Hochschulministerin, die im Februar 2021 selbst eine Untersuchung über den Islamogauchismus an den Universitäten angekündigt hatte. Geschehen sei bisher nichts: „Fast ein Jahr später ist dieser Bericht, der unablässig versprochen und ständig verschoben wurde, noch immer nicht erschienen“.

Der Appell schließt: „In diesem Zusammenhang, da die Meinungsfreiheit durch Disziplinarmaßnahmen oder sogar -strafen bedroht ist, da der Pluralismus von Forschung und Lehre konterkariert wird durch Einschüchterungsmanöver und infolgedessen durch die zunehmende Selbstzensur der Kollegien, insbesondere der jüngsten, da ihre Karriere davon abhängt, oder auch da immer mehr Studenten ihre Sorge teilen angesichts dessen, was sie als Formatierung und Propaganda empfinden, ist unsere Frage einfach: Was genau gedenken Sie zu tun, Frau Ministerin?“

Finanzierung gestoppt

Reagiert auf die Suspendierung hat dem Figaro zufolge jedenfalls schon Laurent Wauquiez, von 2011 bis 2012 Minister für Hochschulen und Wissenschaft und seit 2016 Präsident der Auvergne-Rhône-Alpes. Der Politiker der französischen Republikaner kündigte kurzerhand an, jegliche Finanzierung (100.000 Euro jährlich) der Sciences Po Grenoble auszusetzen, die, so betont er, „sich seit langem auf einem inakzeptablen ideologischen Irrweg befindet: Die Aktivisten der woken Theorie sowie der Gendersprache und der kommunitaristischen Praktiken haben heute hier die Debatte konfisziert“. *DT/ks*

23 décembre (Deutschlandfunk, Radio publique allemande)

<https://www.deutschlandfunkkultur.de/klaus-kinzler-antisemitismus-islamophobie-100.html>

Wissenschaftler unterstützen Klaus Kinzler

„Cancel Culture“-Streit an französischer Universität

08:08 Minuten



Islamophob? Rassistisch? Studierende demonstrieren gegen Professor Klaus Kinzler und einen Kollegen an der Universität Science Po in Grenoble. © imago images/PanoramiC

22.12.2021

[Audio herunterladen](#)

Einem Professor wird in Frankreich wegen einer Äußerung über Islamophobie Rassismus vorgeworfen. Er wird zum Symbol eines Streits um die Meinungsfreiheit an Universitäten. Die Vorwürfe seien haltlos, sagt Jürgen Ritte, Professor an der Sorbonne in Paris.

Der [Fall Klaus Kinzler an der Universität Science Po in Grenoble](#) beschäftigt inzwischen Frankreichs hohe Politik. „Cancel Culture in der Wissenschaft“ heißt das Stichwort, Kinzler erhält Unterstützung von ganz rechts, von Marine Le Pen und dem Präsidentschaftskandidaten Eric Zemmur. Dabei verortet er sich weder bei diesen Politikern noch bei deren Aussagen.

Was steckt dahinter? Professor Klaus Kinzler, in Deutschland geboren und vor Jahrzehnten nach Frankreich gezogen, lehrt an der Science Po in Grenoble. Im vergangenen Winter geriet er in Streit mit einer anderen Professorin und Studierenden. Es ging um eine Veranstaltung, die während einer Aktionswoche zu „Gleichheit und dem Kampf gegen Diskriminierung“ stattfinden sollte. Der Titel: „Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie“.

Kinzler wendete sich gegen die Aufnahme der „Islamophobie“ in das Programm. Er begründete das damit, dass Islamophobie nicht auf derselben Ebene anzusiedeln sei wie Antisemitismus und Rassismus.

Kinzler erhält kaum Unterstützung von Wissenschaftlern

Kurze Zeit später machen andere Wissenschaftler den Streit öffentlich. Linksradikale Studierendengruppen positionieren sich gegen Kinzler und einen Kollegen, der ihn unterstützt. Auf Facebook und Co. wird ihm unterstellt, Hass gegen Muslime zu verbreiten. Kinzler erhält kaum Unterstützung von Kollegen und Kolleginnen. Medien werden aber auf ihn aufmerksam, er gibt zahlreiche Interviews.

Das französische Erziehungsministerium untersucht den Fall Mitte dieses Jahres und kommt zu dem Schluss, dass die Vorwürfe gegen Kinzler und seinen Kollegen haltlos sind. Die Motivation der Studierendengruppen sei es, beide Professoren loszuwerden, weil sie sie als „rechts“ empfinden.

Damit ist der Streit aber nicht beendet. Kürzlich wurde Kinzler von seiner Universität für vier Monate beurlaubt. Nun haben [40 Wissenschaftler in einem öffentlichen Brief](#) Solidarität mit Kinzler bekundet.

„Vorwürfe sind geradezu kriminell“

Jürgen Ritte, Professor für Literaturwissenschaft an der Sorbonne in Paris, nennt die Vorwürfe gegen Kinzler haltlos. Hier wolle eine Minderheit ihre Ideologie durchsetzen. „Das ist nicht wissenschaftlich, sondern geradezu kriminell“, sagt Ritte.

Er verweist darauf, dass gegen einige Studierende, die sich gegen Kinzler engagierten, nach dem Untersuchungsbericht des Ministeriums ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden sei.

Die Studierenden, die gegen Kinzler protestierten, kämen aus dem Milieu des „islamogauchisme“. „Es sind Leute, die den Wokismus auf eine Spitze getrieben haben, in der es absolut verboten ist, überhaupt noch etwas Kritisches zu der Religion des Islam zu sagen.“

Dabei müsse unterschieden werden zwischen einem Rassismus gegen die arabischstämmige Bevölkerung, wie er von Politikern wie dem Präsidentschaftskandidaten Eric Zemmour betrieben werde, und einer Religionskritik, betont Ritte. Das werde von diesen Studierenden, die nicht unbedingt Muslime seien, verweigert.

In dem offenen Brief forderten Wissenschaftler nun ein Machtwort der zuständigen Ministerin. Inwieweit diese das überhaupt tun könne, sei zweifelhaft, sagt Ritte. Denn eigentlich solle das Ministerium sich aus Angelegenheiten der Universitäten heraushalten.

Wichtig zu wissen sei auch, dass sich nur wenige linke Professoren auf Kinzlers Seite gestellt hätten. „Er wird jetzt unterstützt von Rechten, die anti-arabisch eingestellt sind. Das vertritt Kinzler in keiner Weise“ betont Ritte.

23 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/sciences-po-grenoble-un-pouvoir-politique-responsable-n-aurait-pas-permis-un-tel-deni-de-justice-20211223>

Le Figaro (site web)

jeudi 23 décembre 2021 - 17:28 UTC +01:00 1192 mots

Vox ; Vox Politique

Sciences Po Grenoble:

«Un pouvoir politique responsable n'aurait pas permis un tel déni de justice»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Interpellée dans *Le Figaro* par 40 universitaires après le renvoi de Klaus Kinzler de Sciences Po Grenoble, la ministre de l'Enseignement supérieur a réagi. La réponse de Frédérique Vidal témoigne d'un pouvoir tétanisé par la peur d'agir qui renvoie dos à dos agresseurs et victimes, argumente Céline Pina.

Ancienne élue locale, Céline Pina est essayiste et militante. Elle est la fondatrice de «Viv(r)e la République», elle a également publié Silence coupable (Kero, 2016) et Ces biens essentiels (Bouquins, 2021).

L'affaire de Sciences Po Grenoble prend une dimension nationale après que les étudiants qui ont faussement accusé de racisme et de fascisme deux professeurs et les ont mis en danger ont été relaxés par une commission de discipline, tandis que l'une des victimes de cette cabale a été suspendue par Mme Saurugger, la directrice de l'Institut d'Études politiques de Grenoble. Absoudre les fautifs pour jeter l'opprobre sur la victime a, à juste titre choqué et une quarantaine d'universitaires ont interpellé la ministre de l'enseignement supérieur sur l'emprise islamogauchiste au sein de l'université et sur la réponse qu'il convenait d'apporter à une suspension qui a tout d'une tentative de censure.

Il faut dire que le contraste est flagrant entre la passivité de cette directrice à l'égard de l'Union Syndicale et le soudain courage dont elle fait preuve pour s'en prendre à un homme seul. Les faits sont d'autant plus surprenants qu'un rapport de l'inspection générale a mis en avant « *le climat de peur* » que ce syndicat faisait régner entre les murs de l'établissement. Ce même rapport a clairement révélé que « *les graves accusations d'islamophobie sont la cause de la détérioration du climat de l'IEP* » et les méthodes de ce syndicat consistent à répandre « *des accusations publiques sur les réseaux sociaux* » alors que celles-ci « *ne sont fondées sur aucun élément de présomption, encore moins de preuves, sur aucun fait établi, sur aucune décision de justice* ». Le syndicat s'en prendrait ainsi à tous ceux, étudiants comme enseignants, qui ne partagent pas ses positions.

C'est dire si la réponse de la ministre de l'enseignement supérieure était attendue. Au vu de la situation de l'école, une réaction de l'État paraissait en effet indispensable. Or la réponse de celle-ci montre un pouvoir tétanisé par la peur d'agir qui renvoie dos à dos agresseurs et victimes, parle d'un établissement qui aurait retrouvé son calme et en appelle « *chacun à se remettre au travail dans la sérénité* ». Le problème est que tenter d'étouffer un scandale en cautionnant une injustice amène rarement « *la sérénité* ». Il entérine au contraire le règne des plus violents au détriment de tous. Car lorsque l'autorité se défile, la

loi s'abolit et ne reste que le rapport au fort. On est ici bien loin de la posture du sage au-dessus de la mêlée qui rappelle chacun à ses obligations et plus proche d'une tentative d'habiller d'un manteau de vertu ce qui ne peut être vécu que comme une dérobade.

Alors même que les émeutes des gilets jaunes et les controverses autour de la vaccination ont mis en avant un discours virulent reprochant au gouvernement d'Emmanuel Macron son autoritarisme, la réalité penche plutôt du côté d'une réelle impuissance de l'État. Celui-ci craint tellement d'être débordé par les opposants à toutes tentatives d'arbitrage qu'il n'ose plus ni imposer ni prendre ses responsabilités. Le résultat est hélas de laisser le champ libre à des idéologies conquérantes qui se soucient peu de l'avenir de ceux qu'elles instrumentalisent.

Or si en son temps le marxisme ou le maoïsme a suscité bien des passions, ceux qui s'opposaient à cette pensée dominante dans le champ universitaire devaient certes faire preuve de courage, mais ils ne risquaient pas leur vie. En revanche, quand pour justifier la violence des accusations en racisme et fascisme portées contre les professeurs Klaus Kinzler et Vincent Tournier, le slogan « *l'islamophobie tue* » est affiché sur la porte de l'IEP de Grenoble, on est bien en présence d'une véritable mise en danger. En effet, autant en France l'islamophobie ne tue pas, autant le fait d'être accusé d'être islamophobe peut équivaloir à une forme de condamnation à mort. La décapitation de Samuel Paty, le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo nous l'ont appris. Aujourd'hui, protéger les libertés académiques, c'est garantir que toutes les idées et idéologies puissent être analysées, discutées et que les controverses puissent avoir lieu sans que l'on accroche des cibles dans le dos de ceux qui ne se plient pas aux injonctions dogmatiques.

Or cet épisode où un procès en islamophobie est fait pour interdire le débat et ostraciser les personnes n'est pas isolé. On se souvient en 2019 de la suppression d'un cycle de formation sur la « *prévention de la radicalisation* », animé par Mohamed Sifaoui à Paris 1 sous la pression des syndicats et d'universitaires ; de l'annulation des représentations de la pièce de Charb, le directeur de Charlie Hebdo assassiné en 2015 à Lille ; de Sylviane Agacinski interdite de conférence à l'université de Bordeaux ; de l'éviction de Stéphane Dorin, un professeur de sociologie de Limoges de son laboratoire de recherche pour avoir osé protester contre la venue d'Houria Bouteldja à qui il reprochait des propos racistes et révisionnistes ; de la cabale menée contre Samuel Mayol, directeur de l'IUT de Saint-Denis qui avait osé s'opposer à la dérive islamiste d'un syndicat étudiant au sein de son établissement au nom de la laïcité... Dans toutes ses affaires la hiérarchie universitaire a au mieux brillé par son absence, au pire été aux côtés des censeurs.

Mais la ministre ne peut ignorer la pénétration de l'idéologie islamogauchiste à l'université et l'emprise qu'elle a sur certains campus, établissements et disciplines, voire sur certains organismes d'État. En effet, elle-même a dû faire face à une violente cabale quand elle a simplement voulu enquêter sur la pénétration de cette idéologie dans l'enseignement supérieur. Son but était justement de distinguer ce qui relevait de la recherche académique de ce qui relevait du militantisme. Non seulement elle a été attaquée pour abus de pouvoir mais le CNRS, lui-même, lui a infligé un camouflet. Abandonnée en rase campagne par le président, la ministre a été accusée de s'en prendre aux libertés académiques par une partie de ceux qui sont en pointe quand il s'agit de faire taire leurs collègues en les accusant d'islamophobie. Le problème c'est que la liberté des uns s'arrête où commence celle des autres et que pour faire respecter les libertés de tous, il faut que les tutelles puissent jouer leur rôle. Ce n'est visiblement pas le cas. Le résultat : la

réputation de Sciences Po Grenoble est durablement entachée et le message que porte la suspension du professeur menacé est clair : être accusé d'islamophobie au sein de l'université, même quand une enquête de l'inspection générale montre votre innocence, non seulement vous met en danger et ruine votre carrière mais fera la fortune de vos persécuteurs. Un pouvoir politique responsable ne devrait pas laisser permettre un tel déni de justice.

23 décembre (France Culture)

<https://www.franceculture.fr/emissions/l-humeur-du-matin-par-guillaume-erner/l-humeur-du-jour-par-guillaume-erner-du-jeudi-23-decembre-2021>

Il y a aussi connu que Sciences Po Paris

L'HUMEUR DU MATIN PAR GUILLAUME ERNER par Guillaume Erner

Et c'est désormais Sciences Po Grenoble. Vous savez ce n'est pas facile de trouver une information positive ces jours-ci, en plus c'est Noël, vous allez revoir la famille, enfin bref, c'est pas rigolo rigolo tous les jours, donc réjouissons nous.



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie sur le campus de Sciences Po Grenoble, 9 mars 2021. • *Crédits : Philippe DESMAZES - AFP*

Sciences Po Paris est désormais concurrencée en terme de notoriété. Il y a quelques mois, souvenez vous, il n'y avait qu'une école en France ou presque, et c'était Sciences Po Paris. Les écoles d'ingénieurs cela ne nous intéresse pas, les universités encore moins, même celles qui rassemblent plus d'enseignants que Sciences Po Paris n'a elle-même d'enseignants, tout cela ne faisait pas un clic sur le web – alors même qu'il suffisait que l'on change un banc à Sciences-Po Paris pour que cela fasse un urgent à l'AFP. Il y a à Sciences Po Paris des bancs que l'on appelle la Péniche, cela se trouve à l'entrée, ces bancs ont connu les postérieurs les plus éminents de la république qui les ont écrasés de tout leur poids et cela seul suffit à expliquer que Sciences-Po Paris passe, pour un martien de passage en France, pour le seul établissement supérieur de notre beau pays.

Eh bien les choses sont en train de changer : Sciences Po Grenoble est en train de passer pour le symbole du wokisme, la mecque du trotskysme – c'est ce que l'on appelle l'islamo-gauchisme – l'emblème du lieu inclusif qui exclut toute forme d'hétérodoxie.

Je me garderai bien de trancher entre ceux qui pensent que Sciences Po Grenoble doit être rééduquée et ceux qui pensent que c'est déjà fait, position qui sera perçue comme munichoise, remarque bien injuste puisque je suis grenoblois ou presque, je me réjouis enfin que la décentralisation soit en marche, et que l'on se rende enfin compte qu'il n'y a pas qu'un établissement supérieur en France mais au moins deux.

C'est d'autant plus louable que je garantis à Sciences Po Grenoble une augmentation de notoriété forte à la faveur des fêtes de fin d'année, le cauchemar de Noël, lorsque la nièce hyper woke retrouvera l'oncle fondateur du printemps républicain. Attention Paris, le Grenoble nouveau est arrivé : fini Stendhal le vieux mâle blanc, fini la chartreuse trop occidentalocentrée, voici Sciences Po Grenoble, la première école à gauche à l'inclusion de toutes les autres.

23 décembre (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/sciences-po-grenoble-c-est-laurent-wauquiez-qui-porte-atteinte-a-la-liberte-academique_2164897.html

Sciences Po Grenoble : "C'est Laurent Wauquiez qui porte atteinte à la liberté académique"

Professeur à l'IEP Grenoble, le politologue Yves Schemeil dénonce un emballement médiatique autour de Klaus Kinzler, ce professeur d'allemand venant d'être suspendu.

Propos recueillis par Thomas Mahler

Publié le 23/12/2021 à 13:00, mis à jour à 14:56

Et voilà l'IEP de Grenoble à nouveau au centre des polémiques. Le professeur d'allemand Klaus Kinzler a été suspendu par la directrice de l'institut d'études politiques, Sabine Saurugger, pour des "propos diffamatoires" contre l'établissement. L'enseignant avait été accusé d' "islamophobie" par certains étudiants. Depuis, il dénonce dans les médias un climat de "terreur" et une "chasse idéologique" au sein de l'IEP. Laurent Wauquiez, président (LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé suspendre tout financement (100.000 euros par an) à l'IEP, en raison d'une "dérive idéologique inacceptable". Dans une tribune publiée par l'Express, Richard Malka, avocat de *Charlie Hebdo* et Mila, est allé jusqu'à qualifier Sciences Po Grenoble de "petit Pakistan" et "laboratoire de pensée stalinienne".

Le politologue Yves Schemeil, professeur émérite à l'IEP Grenoble et ancien directeur de l'institut, dénonce pour sa part un emballement médiatique entretenu par un professeur absent des lieux depuis une longue période. Selon lui, les accusations de "wokisme" ou "d'islamo-gauchisme" ne correspondraient nullement à la réalité. "En réalité, il n'y a à l'IEP ni recherches ni enseignements portant sur le post-colonialisme ou sur le genre" déclare-t-il, alors que les étudiants seraient, très majoritairement, bien plus préoccupés par leur avenir professionnel que par les batailles idéologiques. Entretien.

L'Express : Klaus Kinzler a été suspendu en raison de propos jugés "diffamatoires" contre l'IEP de Grenoble. Qu'en pensez-vous ?

Yves Schemeil : Klaus Kinzler est un PRAG, autrement dit un professeur agrégé du secondaire détaché à l'IEP. N'étant pas universitaire, il a pour seule obligation d'assurer des cours de langue. Malheureusement, il a été souvent absent de l'IEP ces dernières années, ce qui ne l'empêche pas de critiquer publiquement l'institution. Quand on est responsable d'établissement public on doit faire respecter le droit. C'est justement ce que la directrice a fait. L'arrêté de suspension qu'elle a signé ne prive pas ce collègue de traitement ; il ne peut simplement plus s'exprimer dans les médias en tant que membre de l'institution sinon il s'exposerait à des sanctions disciplinaires.

Comme l'a rappelé Olivier Beaud, professeur de droit et auteur d'un livre dénonçant les menaces sur la liberté académique, celle-ci repose sur la liberté d'expression, certes, mais aussi sur la liberté d'enseigner et aussi sur la liberté de recherche, alors que Klaus Kinzler n'en fait pas. Par ailleurs, l'IEP est un lieu où l'on est libre de dire ce que l'on veut car on n'y a jamais censuré personne. Celui qui s'est comporté en censeur c'est Klaus Kinzler lui-même en refusant que le concept

d'"islamophobie" soit mis sur le même plan que l'antisémitisme et le racisme dans l'intitulé d'un débat public. Les membres du groupe de travail chargé de le préparer étaient pourtant prêts à en discuter avec lui, mais il a apparemment refusé de faire des concessions. La liberté académique n'est donc pas du tout en cause dans cette affaire.

Klaus Kinzler dénonce une dérive idéologique et un "endoctrinement" à l'IEP Grenoble...

J'ai dirigé l'IEP de Grenoble de 1981 à 1987. Je peux vous assurer que son idéologisation était forte à l'époque. Dans un contexte anticapitaliste, des syndicalistes pouvaient séquestrer de... (...)

23 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/12/23/professeur-suspendu-a-l-iep-grenoble-une-erreur-formelle-regrette-jean-michel-blanquer_6107117_823448.html

Professeur suspendu à l'IEP Grenoble : « une erreur formelle », regrette Jean-Michel Blanquer

Le ministre de l'éducation nationale a commenté, mercredi sur LCI, la suspension temporaire par Sciences Po Grenoble d'un professeur, Klaus Kinzler, pour des « propos diffamatoires ».

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 10h29, mis à jour à 12h03

Une décision qui n'en finit pas de faire réagir. [Trois jours après la suspension temporaire d'un professeur](#), Klaus Kinzler, pour « *propos diffamatoires* » par la direction de Sciences Po Grenoble, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a qualifié cette décision d'« *erreur formelle* », mercredi 22 décembre sur LCI. « *La priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur* », a-t-il regretté.

Dans plusieurs interviews accordées début décembre au site de l'hebdomadaire *Marianne*, au quotidien *L'Opinion* et à la chaîne CNews, M. Kinzler décrivait l'IEP comme un institut de « *rééducation politique* », accusant un « *noyau dur* » de collègues, adeptes selon lui des théories « *woke* », d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire.

En réaction, la direction a suspendu le professeur pour quatre mois, à cause de ces propos, qu'elle juge « *diffamatoires* ». Si la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, affirme que les « *enseignants sont libres de s'exprimer* », elle estime dans une interview au *Monde* qu'il est de son « *devoir d'intervenir lorsque la réputation de l'institution est prise pour cible, lorsque j'entends parler d'“un camp de rééducation politique” et lorsqu'on attaque personnellement le personnel de l'établissement* ». « *Dans ce cadre, je joue mon rôle d'employeur face à un membre du personnel* », assène-t-elle. De son côté, l'intéressé a répondu au *Monde* : « *J'ai été estomaqué par cette décision. La directrice m'a interdit de parler à la presse, mais je revendique le droit de m'exprimer.* »

A la suite de cette décision, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (Les Républicains) avait fait savoir [sur Twitter](#) qu'il suspendrait les financements régionaux (environ 100 000 euros par an hors investissements sur projets) à l'IEP – dont le budget est de 5 millions d'euros. Il comptait dénoncer notamment la « *longue dérive idéologique et communautariste* », qui vient de « *franchir un nouveau cap* » avec la suspension de l'enseignant. Selon lui, « *une minorité a confisqué le débat* » au sein de l'établissement, « *sans que la direction prenne la mesure de cette dérive préoccupante* ». En réponse, M^{me} Saurugger a regretté « *la lecture erronée* » de M. Wauquiez. « *Sciences Po Grenoble n'est pas un établissement rongé par le “wokisme” ou la “cancel culture”, tel qu'on veut bien le décrire* », a-t-elle fait savoir. « *Je pense qu'il faut, bien entendu, réagir* », a de son côté estimé M. Blanquer, avant toutefois d'ajouter que « *ce n'est pas toujours des mesures spectaculaires qu'il faut prendre* ».

Accusation d'« islamophobie »

Depuis la fin de 2020, Sciences Po Grenoble connaît en effet un climat de tension. Tout a commencé quand M. Kinzler et une collègue historienne avaient échangé des courriels véhéments à propos d'une journée de débats, intitulée « *Racisme, antisémitisme et islamophobie* », dans lesquels ils contestaient cette dernière formulation et critiquaient l'islam.

Le 4 mars, le professeur avait été, ainsi qu'un autre enseignant, [la cible d'affichettes l'accusant d'« islamophobie »](#), placardées par des étudiants à l'entrée de l'école et relayées sur les réseaux sociaux par

des syndicats. A l'époque, la direction avait condamné « *très clairement* » ces affiches, tout en estimant que la façon dont M. Kinzler parlait de l'islam était « *extrêmement problématique* ». A la fin novembre, seize des dix-sept étudiants incriminés ont été relaxés [lors d'une procédure disciplinaire menée par l'université Clermont-Auvergne](#).

Sur LCI, mercredi, le ministre de l'éducation a de nouveau mis en cause le « *wokisme* » après ce dernier épisode : « *C'est de l'idéologie à la place de la science* », a-t-il dit. « *J'entends la directrice de Science Po (Sabine Saurugger) dire que sa maison n'est pas infestée par le "wokisme" et que ce qu'elle veut, c'est de la sérénité ; on a envie d'être d'accord avec ces deux points* », a-t-il dit. Le ministre a toutefois recommandé de ne pas confondre « *victimes* » et « *coupables* » dans cette affaire. Lui-même considère que les coupables sont « *ceux qui ont fait des tags* » visant le professeur et que ceux-ci ne pouvaient ignorer qu'ils provoquaient « *des menaces de mort sur quelqu'un* ».

Face à cette situation, la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a demandé à l'inspection générale de « *renforcer son suivi* » et au rectorat de « *rester en contact avec la directrice pour accompagner l'établissement* ».

23 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/iep-grenoble-la-suspension-du-professeur-une-erreur-formelle-pour-blanquer-20211222>

IEP Grenoble: la suspension du professeur, une «erreur formelle» pour Blanquer

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 23:51, mis à jour il y a 44 minutes



Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. *LUDOVIC MARIN / AFP*

La polémique agite les milieux universitaire et politique depuis la suspension lundi de Klaus Kinzler, professeur d'allemand accusé d'islamophobie, pour «propos diffamatoires».

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a qualifié mercredi 22 décembre sur LCI d'«*erreur formelle*» la décision de la direction de Science Po Grenoble de suspendre pour quatre mois un professeur accusé d'islamophobie, pour «*propos diffamatoires*». «*Je pense qu'il y a une erreur formelle dans le fait de l'avoir suspendu*», a affirmé Jean-Michel Blanquer en se disant «*certain que la priorité n'est pas de sanctionner ce monsieur*».

Interrogé sur la décision du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, de suspendre en réaction les financements de la collectivité à l'Institut d'études politiques, Jean-Michel Blanquer a répondu: «*Je pense qu'il faut bien entendu réagir.*» «*Peut-être que ce n'est pas toujours des mesures spectaculaires qu'il faut prendre*», a-t-il cependant ajouté.

La polémique agite les milieux universitaire et politique depuis la suspension lundi de Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble. Dans des interviews, l'enseignant décrivait l'IEP comme un institut de «*rééducation politique*», accusant un «*noyau dur*» de collègues, adeptes selon lui des théories «*woke*», d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire.

A l'origine, fin 2020, Klaus Kinzler et une collègue historienne avaient échangé des courriels véhéments à propos d'une journée de débats intitulée «*racisme, antisémitisme et islamophobie*» en contestant cette formulation et en critiquant l'islam. Le 4 mars, Klaus Kinzler avait été, avec un autre enseignant, la cible d'affichettes l'accusant d'«*islamophobie*» placardées par des étudiants à l'entrée de l'IEP et relayées sur les réseaux sociaux par des syndicats. À l'époque, la direction avait condamné «*très clairement*» ces affiches, tout en estimant que la façon dont Klaus Kinzler parlait de l'islam était «*extrêmement problématique*».

Sur LCI, Jean-Michel Blanquer a de nouveau mis en cause le «wokisme»: *«C'est de l'idéologie à la place de la science»*, a-t-il dit. *«J'entends la directrice de Science po (Sabine Saurugger) dire que sa maison n'est pas infestée par le «wokisme» et que ce qu'elle veut c'est de la sérénité, on a envie d'être d'accord avec ces deux points»*, a-t-il dit.

Le ministre a recommandé de ne pas confondre «victimes» et «coupables» dans cette affaire. Lui-même considère que les coupables sont *«ceux qui ont fait des tags»* visant le professeur et que ceux-ci ne pouvaient ignorer qu'ils provoquaient *«des menaces de mort sur quelqu'un»*.

23 décembre (Les Observateurs, Suisse)

<https://lesobservateurs.ch/2021/12/23/suspension-de-klaus-kinzler-40-personnalites-du-monde-universitaire-ecrivent-a-frederique-vidal/>

Suspension de Klaus Kinzler : 40 personnalités du monde universitaire écrivent à Frédérique Vidal

Article publié le 23.12.2021

*L'heure est grave. Mardi 21 décembre, on apprenait la suspension de Klaus Kinzler par l'IEP de Grenoble. Motif : en alertant, dans les médias, sur la dérive politique de l'institut et la « chasse aux sorcières » qui y est menée, le professeur d'allemand aurait gravement manqué à son devoir de réserve, et nuï à la réputation de son établissement. L'affaire n'est que le deuxième épisode de la controverse de Grenoble : en mars dernier, plusieurs élèves, soutenus par l'UNEF, avaient pris l'initiative d'afficher sur les murs de l'institut les noms de deux professeurs, dont M. Kinzler, accusés d'islamophobie — quelques mois, à peine, après l'assassinat de Samuel Paty. Ce mercredi 22 décembre, une quarantaine de personnalités du monde universitaire ont donc décidé de prendre la parole dans une tribune, publiée dans **Le Figaro**. Historiens, chercheurs, enseignants : tous exigent de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qu'elle agisse contre cette dérive de l'université française.*

Dérive militante

« Depuis quelques années, un courant militant (...) cherche à imposer un discours exclusif », sous couvert de recherches en sciences sociales, écrivent ainsi le philosophe Pascal Bruckner, le chercheur du CNRS Pierre-André Taguieff ou le professeur d'Histoire Pierre Vermeren. « Or c'est une chose d'accueillir de nouveaux champs d'études et de nouveaux paradigmes ; c'en est une tout autre de leur laisser acquérir une hégémonie institutionnelle, alors même que leur pertinence scientifique fait l'objet d'un intense débat intellectuel ». Dans le viseur des signataires, l'ensemble des nouveaux concepts qui ont fait florès ces dernières années, et ont le vent en poupe à gauche de la gauche : le racisme systémique, l'intersectionnalité, l'indigénisme, la théorie du genre et ses innombrables déclinaisons, etc.

Climat de peur

Or, alertent les signataires, l'inaction de Mme Frédérique Vidal semble caractérisée. Pourtant, dès le mois de février 2021, la ministre avait saisi à bras-le-corps ce nouveau cheval de bataille, commandant même un rapport sur la diffusion de l'islamo-gauchisme — « qui est l'une des manifestations de ces dérives » — au sein de l'université. « Force est de constater que, près d'un an plus tard, ce rapport, sans cesse promis et sans cesse reporté, n'a toujours pas vu le jour ». De même, constatent-ils, l'inspection organisée au sein de l'IEP de Grenoble n'a eu aucune conséquence, malgré un rapport de l'Inspection générale accablant : au terme de ses travaux, le document établissait qu'il « ne fait pas de doute [...] que ce sont les accusations d'islamophobie qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP », où s'est installé « un climat de peur (...) du fait de cette utilisation par l'Union Syndicale d'accusations diffusées sur les réseaux sociaux contre tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions ». S'inquiétant encore de voir « le pluralisme de l'enseignement et de la recherche (...) contrecarré par des manœuvres d'intimidation, et donc par l'autocensure croissante de nos collègues », et évoquant « un nombre croissant d'étudiants [faisant] part de leur inquiétude devant ce qu'ils ressentent comme une entreprise de formatage et de propagande », les signataires de la tribune exhortent donc la ministre à agir avec fermeté. Pour l'honneur et le sérieux de

l'Université française, bien sûr, mais aussi pour la réputation — et la sécurité ! — de professeurs comme Klaus Kinzler.

22 décembre (Blog « Libertés, Libertés chéries » de Roseline Letteron, professeur de droit à l'université Paris-1

<https://libertescheries.blogspot.com/2021/12/le-crime-de-klaus-kinzler.html>

mercredi 22 décembre 2021

Le crime de Klaus Kinzler



La directrice de Sciences Po Grenoble, Sabine Saurugger, a décidé, par un arrêté du 14 décembre 2021, la suspension pour quatre mois de Klaus Kinzler, enseignant au sein de cette institution. On se souvient qu'un débat s'était développé dans l'équipe enseignante contre l'intitulé d'une table ronde organisée à l'occasion de la "semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations". Le titre était "Racisme, antisémitisme et islamophobie", et Klaus Kinzler considérait que le terme "islamophobie" ne devait pas être placé au même niveau que le racisme et l'antisémitisme. Un échange de courriels un peu vifs avait eu lieu avec une collègue, mais rien qui dépasse la disputatio qui devrait être l'usage commun du monde universitaire.

L'affaire avait été ébruitée lorsque les étudiants ont tagué le nom de cet enseignant sur les murs de leur école, qualifiant précisément Klaus Kinzler d'islamophobe, et ajoutant, pour faire bonne mesure, qu'il y avait "des fascistes dans les amphis". Cette agression le mettait évidemment en danger, quelques semaines après l'assassinat de Samuel Paty.

Les étudiants ont été poursuivis devant le conseil de discipline, mais ils ont été relaxés, malgré un rapport pour le moins accablant de la mission de l'Inspection générale diligentée par le ministère de l'enseignement supérieur. De manière un peu surprenante, c'est aujourd'hui Klaus Kinzler qui est menacé de sanctions. Et contre toute attente, il ne s'est pas recouvert la tête de cendres, n'est pas allé implorer sa grâce en chemise et la corde au cou, armé d'une autocritique rédigée en écriture inclusive. Au contraire, il a osé se plaindre avec véhémence dans la presse, disant ce qu'il pense de Sciences Po Grenoble et de son actuelle direction. Il a ainsi déclaré qu'une "minorité radicale extrémiste" avait pris le pouvoir dans

l'établissement, y faisant régner "la terreur". Ces différentes interviews sont officiellement à l'origine de sa suspension, Mme Saurruger les jugeant "diffamatoires".

A la suite de ces événements, certains militants se sont immédiatement investis sur les réseaux sociaux, avec un seul mot d'ordre : disqualifier ces propos, et surtout disqualifier le malheureux professeur lui-même. Parmi toute une série de discours idéologiques, on voit apparaître quelques arguments qui se présentent comme juridiques.

L'argument mandarin

Dans une interview accordée à France Culture le 22 décembre 2021, le professeur Olivier Beaud déclare : "C'est rien, ça va se dégonfler, ça ne concerne pas la liberté académique. D'abord Monsieur Kinzler n'est pas un professeur, lui ne jouit pas de la liberté académique". Il est parfaitement exact que Klaus Kinzler, linguiste spécialiste de la civilisation allemande, est un PRAG (professeur agrégé du secondaire) détaché auprès de Sciences Po Grenoble. Il n'est donc pas enseignant chercheur des universités.

Certes Olivier Beaud opère une distinction en affirmant, à la suite de Humbolt, que la liberté académique comporte la liberté de la recherche, celle de l'enseignement, et celle de l'expression. Il balaie donc le cas de Klaus Kinzler d'un revers de main, en déclarant qu'il n'est pas victime d'une atteinte à la liberté académique puisqu'il n'est pas professeur à l'Université. Tout au plus peut-il être victime d'une atteinte éventuelle à la liberté d'expression. La liberté académique est donc un privilège attaché au titre d'enseignant chercheur dont un modeste PRAG ne saurait se prévaloir. De minimis non curat praetor.

La lecture d'Humbolt est certes utile, mais celle du droit positif aussi. Aux termes de [l'article L 952-2 du code de l'éducation](#), issu de l'article 57 de la loi Savary du 26 janvier 1984, "les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du présent code, les principes de tolérance et d'objectivité". La loi fait donc bénéficier de la liberté académique, non seulement "les enseignants-chercheurs" mais aussi "les enseignants et les chercheurs" et elle précise bien que cette liberté s'étend à la recherche et à l'enseignement.

La [décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1984](#) fait certes de l'indépendance et de la libre expression des professeurs d'Université un principe fondamental reconnu par les lois de la République, principe ensuite étendu à l'ensemble des enseignants-chercheurs par la [décision du 28 juillet 1993](#). Mais cette jurisprudence ne fait que protéger les enseignants chercheurs contre une loi qui irait à l'encontre de ces principes. Cette jurisprudence n'interdit pas au législateur d'accorder à tous ceux qui enseignent à l'Université une garantie fonctionnelle de la liberté académique.

Klaus Kinzler, même PRAG, bénéficie donc de la liberté académique qui ne saurait être réduite en fonction de ceux qui l'exercent. Elle doit être considérée comme fonctionnelle, et non statutaire, dans le cadre des établissements d'enseignement supérieur.

L'obligation de réserve

D'autres intervenants n'hésitent pas à rappeler l'obligation de réserve, "statutaire" à laquelle est soumis M. Kinzler, devoir qui lui interdirait toute intervention dans les médias. Ils seront surpris d'apprendre que l'obligation de réserve ne figure pas dans le statut de la fonction publique, contrairement au devoir de discrétion, mentionné à [l'article 26](#), et qui interdit seulement de communiquer "les faits, informations ou documents dont les fonctionnaires ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions". Cette obligation ne trouve pas à s'appliquer dans l'affaire Kinzler.

L'obligation de réserve, quant à elle, est d'origine purement jurisprudentielle. Le mot apparaît dans une décision des Chambres réunies de 1882, à propos du président du tribunal d'Orange qui avait brisé, à coup de canne, les lampions aux couleurs nationales qui ornaient le Palais de Justice pour le 14 juillet. Le juge a alors considéré qu'une telle attitude était contraire "à la réserve que doit s'imposer un magistrat ; mais qu'elle devient plus répréhensible encore si l'on considère que le public ne pouvait l'interpréter autrement que comme une démonstration d'hostilité politique contre le gouvernement au nom duquel le Président P. rend la justice". Que l'on se rassure, les manquements au devoir de réserve ne concernent pas seulement les vieux monarchistes. En 1935, dans un arrêt Defrance, le Conseil d'Etat ne reproche pas à un agent public d'être "attaché à la révolution prolétarienne" mais reconnaît, en revanche, qu'il avait manqué à la réserve en qualifiant d'"ignoble" le drapeau tricolore.

Les juges apprécient le manquement à l'obligation de réserve à partir de plusieurs critères, l'ampleur de la diffusion donnée aux propos litigieux, la place de son auteur dans la hiérarchie administrative, et enfin les fonctions exercées. Et précisément les fonctions académiques bénéficient d'un traitement particulier. Dans ses conclusions sur [l'arrêt du 31 décembre 2014](#), rendu à propos d'un livre très critique rédigée par une fonctionnaire de la police nationale, la rapporteur publique déclarait ainsi : " « Ce qui peut être toléré d'un fonctionnaire occupant un emploi auquel est traditionnellement attachée une grande liberté d'expression, l'enseignement supérieur par exemple, (...) ne peut l'être d'un policier en fonctions, garant de l'ordre public ». L'obligation de réserve pèse donc avec beaucoup moins d'intensité sur l'enseignement supérieur que sur les services régaliens.

Le débat d'intérêt général

Elle pèse avec d'autant moins d'intensité que Klaus Kinzler pourrait bien tirer bénéfice de la jurisprudence initiée par la Cour européenne des droits de l'homme sur le débat d'intérêt général. A l'origine, elle permettait de faire prévaloir la liberté d'expression sur le droit au respect de la vie privée, lorsque les propos tenus participent à un tel débat.

La famille princière de Monaco est ainsi à l'origine de plusieurs arrêts, d'abord une décision [Von Hannover du 7 février 2012](#), qui affirme que la santé du prince Rainier de Monaco relève d'une contribution au débat d'intérêt général, ensuite un [arrêt du 12 juin 2014](#) qui reprend cette jurisprudence pour justifier la révélation de l'enfant caché du Prince Albert.

Mais la référence au débat d'intérêt général est aussi utilisée en dehors de la presse people, par exemple dans l'arrêt [Morice c. France du 23 avril 2015](#) pour rappeler qu'une discussion sur le fonctionnement de la justice constitue, en soi, un tel débat. Dans l'affaire Morice, le plaignant était un avocat français condamné pour diffamation envers un fonctionnaire public, après avoir évoqué, dans une interview au Monde, la connivence entre le procureur de Djibouti et des juges français, lors de l'instruction liée à l'assassinat du juge Borrel. Il ne fait guère de doute que les propos tenus dans les médias par Klaus Kinzler participent à un débat d'intérêt général sur la liberté de l'enseignement supérieur.

Le plus intéressant est que cette jurisprudence peut aussi s'appliquer à des poursuites pour diffamation. Or c'est manifestement ce qu'envisage Mme Saurugger à l'encontre de Klaus Kinzler puisqu'elle évoque des "propos diffamatoires" tenus à l'égard de Sciences Po Grenoble. Dans ce cas, il est fort probable que l'affaire se terminera devant le juge pénal, et, outre le débat d'intérêt général, l'intéressé pourra alors invoquer l'exception de vérité. On devra alors débattre doctement sur le point de savoir si une "minorité radicale extrémiste" a, ou non, pris le pouvoir dans l'établissement, y faisant régner "la terreur". Une telle procédure permettrait finalement de discuter enfin des vrais sujets.

22 décembre (Causeur)

<https://www.causeur.fr/benefices-de-la-victimisation-woke-islamophobie-decolonialisme-klaus-kinzler-220748>

Bénéfices de la victimisation

Vous voulez arrondir vos fins de mois ? Devenez woke!

Charles Rojzman

22 décembre 2021



Klaus Kinzler, le professeur d'Allemand suspendu par la direction de l'IEP de Grenoble suite à des accusations d'"islamophobie". Capture d'écran Youtube.

Le wokisme n'est pas seulement un moyen pour se purifier la conscience: c'est également une excellente façon de se remplir les poches!

Assa Traore est « partenaire » des chaussures Lauboutin. Ce qui apparaît pour certains comme une bouffonnerie indigne de commentaires est pourtant très significatif d'un phénomène récent présenté dans beaucoup de médias comme un progrès de l'antiracisme.

De même le renvoi de l'enseignant Klaus Kinzler de l'IEP de Grenoble pour s'être exprimé sur les dérives « woke » de l'école est un symptôme qui témoigne de la lutte féroce pour l'accession aux places et aux postes d'une génération de militants qui en réalité veulent « remplacer » ceux qu'ils décrivent en permanence comme des oppresseurs « suprématistes ».

Se lamenter sur une colonisation ou un esclavage qu'on n'a jamais vécu personnellement permet d'obtenir des privilèges et de l'avancement social auprès d'une élite confite dans la repentance. Défendre publiquement des exigences de réparation permet de s'assurer auprès de masses qu'on victimise des places de leaders culturels et politiques. C'est ce que font nos décoloniaux, sans devoir prouver la validité scientifique de leurs thèses, qui s'assurent de gras fromages dans les universités et autres temples du savoir. C'est ce qu'ont fait, avant eux et avec succès les dirigeants palestiniens, inamovibles à leurs

postes comme Arafat, Abbas et les chefs du Hamas qui en plus ont engrangé de très substantiels bénéfices financiers. C'est ce que font les dirigeants algériens avec leur « rente mémorielle » qui permet de garder leur emprise sur une société en déliquescence. C'est ce que font les islamistes quand ils font croire aux musulmans que l'islam innocent est attaqué et victime d'une Amérique et d'un Occident, manipulés par les sionistes.

En face, la gauche radicale, très présente dans la culture, défend les opprimés auto-proclamés et vit de la même rente. La nouvelle série israélienne « the girl of Oslo » dont les réalisateurs baignent dans la culture de gauche israélienne dépeint les soldats du Hamas comme des résistants un peu nerveux certes mais vaillants défenseurs d'un Gaza bombardé sans raison apparente.

Enfin, prétendre que le racisme d'État est systémique et toujours présent, offre la possibilité de bénéficier de discriminations positives et même de s'infiltrer dans les arcanes du pouvoir pour y promouvoir des thèses contraires à la laïcité et à la sauvegarde de la nation. Ceux qui s'opposent à ces menées et les dévoilent sont accusés de faire le jeu de l'extrême-droite quand ils ne sont qualifiés d'islamophobes et de racistes, méritant au moins l'opprobre social ou pire encore, de devenir des cibles pour des déséquilibrés dangereux.

22 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sciences-po-grenoble-apres-l-eviction-de-klaus-kinzler-frederique-vidal-appelle-a-la-serenite-20211222>

Sciences Po Grenoble: après l'éviction de Klaus Kinzler, Frédérique Vidal appelle à «la sérénité»

Par **Caroline Beyer**

Publié hier à 19:36, mis à jour hier à 19:36



Frédérique Vidal, appelle «*chacun à se remettre au travail dans la sérénité*». Jean-Christophe MARMARA / Le Figaro

La ministre de l'Enseignement supérieur, qui s'était émue de l'emprise de «l'islamo-gauchisme» à l'IEP de Grenoble, a été interpellée par des intellectuels.

Alors que les réactions se succèdent, après la suspension par la directrice de l'IEP de Grenoble du professeur d'allemand Klaus Kinzler - dont le nom, en mars, avait été placardé sur les murs de l'école assortis d'accusation de «fascisme et d'islamophobie», la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, appelle «*chacun à se remettre au travail dans la sérénité*» .

« Elle a demandé à l'inspection générale de renforcer son suivi et au recteur délégué de rester en contact avec la directrice pour accompagner l'établissement », expliquent ses services. Frédérique Vidal précise que cette suspension « *n'entraîne pas dans les préconisations* » du rapport des inspecteurs généraux missionnés à l'IEP lors de la crise, mais que les relations entre un professeur et sa direction « *sont du ressort des relations entre un employeur et un membre de son personnel* » .

Une réponse bien pâle, au vu des débats enflammés autour de l'affaire. Dans une tribune publiée mardi sur lefigaro.fr, 40 personnalités essentiellement issues du monde universitaire - dont le philosophe Pierre-André Taguieff, la sociologue Nathalie Heinich, le linguiste Xavier-Laurent Salvador, ou l'essayiste Pascal Bruckner- ont interpellé la ministre, dénonçant une censure imposée par un courant militant. « *Vous vous étiez vous-même émue de l'extension dans l'Université de ce que vous avez nommé "l'islamo-gauchisme" et aviez annoncé un rapport sur ce sujet en février* », écrivent-ils, constatant que ce rapport n'est toujours pas venu. Ils rappellent aussi le rapport des inspecteurs généraux, rendu en mai, concluant que « *les*

accusations d'islamophobie » étaient « *la cause de la grave détérioration du climat* » à l'institut et « *qu'un climat de peur s'était installé* ».

Mercredi, c'est Richard Malka, l'avocat de *Charlie Hebdo* et de Mila, qui a pris la plume dans *L'Express*, déplorant « *une injonction à courber l'échine* » de la part d'une direction de l'IEP pour laquelle « *il faut réduire au silence pour que plus aucun professeur, jamais, partout en France, n'ose contester le dogme naissant* », écrit-il, décrivant « *sur notre territoire, un petit Pakistan situé dans cette bonne ville de Grenoble* », « *un laboratoire de la pensée stalinienne* ». Sur Twitter, Manuels Valls, premier ministre lors du quinquennat Hollande, a soutenu quant à lui la décision de Laurent Wauquiez, président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, de suspendre ses subventions à l'IEP.

La ministre Frédérique Vidal s'en tient aux recommandations du rapport de l'inspection. « *L'établissement a retrouvé le calme*, explique-t-elle. *Des rappels à l'ordre ont été faits aux enseignants qui avaient commis des maladresses. Une procédure à l'encontre des étudiants a été enclenchée devant la section disciplinaire de Clermont-Ferrand* ». Celle-ci s'est soldée, en novembre, par la relaxe des étudiants poursuivis pour leur participation à la diffusion des accusations d'islamophobie. Après quoi Klaus Kinzler avait à nouveau pris la parole dans les médias, décrivant Sciences Po Grenoble comme un institut de « *rééducation politique* » et pointant une direction « *otage* » des « *ultras* ». Propos qui lui ont valu quatre mois de suspension et la convocation prochaine devant un conseil de discipline.

22 décembre (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/sciences-po-grenoble-un-an-de-pourrissement>

Abcès

Sciences Po Grenoble: un an de pourrissement

Par [Marie-Amélie Lombard-Latune](#)

22 décembre 2021 à 6h00

Commencée en décembre 2020, la controverse n'a cessé de s'envenimer, la direction de l'établissement se révélant incapable de prendre clairement la défense de l'enseignant attaqué



Klaus Kinzler DR

Les faits -

Après avoir mis à pied Klaus Kinzler, professeur d'allemand, au centre d'une cabale à Sciences Po Grenoble, la direction de l'Institut d'études politiques (IEP) a publié mardi un communiqué. Dans cette mise au point, elle critique la décision du président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, de suspendre son financement à l'établissement, motivée, lui semble-t-il, par « un motif politique ».

Un fiasco. Sans même se prononcer sur le fond du dossier, la gestion de [« l'affaire Kinzler » à Sciences Po Grenoble](#) est un désastre. Cela fait un an qu'elle a éclaté et qu'elle n'est toujours pas réglée. Le professeur au centre de la polémique, Klaus Kinzler, le constatait mardi, désabusé : « C'est comme dans un western. On se fait face et, à la fin, un des deux reste au tapis. On en est là. » Aujourd'hui fustigé par sa hiérarchie pour être sorti de « son devoir de réserve » et avoir tenu « des propos diffamatoires », l'enseignant semble bien être le grand perdant.

Attaqué pour soi-disant « islamophobie », son nom placardé sur les murs de l'établissement, brocardé sur les réseaux sociaux et mis au ban, [Klaus Kinzler est désormais suspendu de ses fonctions par la direction](#). A l'inverse, 17 étudiants, partie prenante au scandale, lançant des « appels à témoignages » façon chasse aux sorcières, soupçonnés d'avoir livré le nom du professeur à la vindicte publique, ont été relaxés par le conseil de discipline. La plupart poursuivent leur cursus en 5e année.

Posture hésitante. Mardi, la direction de Sciences Po Grenoble a publié une longue « mise au point » dont il ressort qu'« elle s'engage dans un travail de réflexion pour adapter ses moyens et ses dispositifs pour prévenir de telles situations à l'avenir et retrouver la pleine sérénité », estimant avoir « déjà mené des efforts de redressement très significatifs ». Du charabia en comparaison du rapport de l'Inspection générale qui, début mai, était bien plus explicite, pointant « le développement d'un conflit dont les élus étudiants de l'Union syndicale ont tiré parti pour tenter d'obtenir l'exclusion de l'IEP des deux enseignants qui ne partagent pas leurs opinions politiques ». Les inspecteurs décrivaient alors « une direction insuffisamment expérimentée et aguerrie, à la posture incertaine et hésitante » et appelaient à « des mesures fermes ». La directrice de l'Institut d'études politiques, Sabine Saurugger, a beau assurer, que les recommandations de l'Inspection ont été suivies d'effet, la situation n'a cessé de s'envenimer.

Plusieurs observateurs, y compris proches de Sciences Po Grenoble, constatent que « la crise a été très mal gérée ». Ils reprochent à la direction, dotée d'une gouvernance pléthorique, d'avoir « joué le pourrissement ». A défaut d'avoir pris clairement et publiquement la défense de l'enseignant attaqué, la direction a semblé refuser de sanctionner les écarts des étudiants de l'Union syndicale. « Sciences Po Grenoble n'est pas [un temple du wokisme, ni un nid d'idéologues communautaristes](#), ce qui n'excuse pas les dérives de quelques-uns. Mais il est vrai qu'à force de vouloir contenter tout le monde, ses dirigeants laissent des lignes rouges être franchies », assure une source au sein de l'établissement, qui compte 2 000 étudiants, 200 enseignants, et dispose d'un budget d'environ 5,5 millions dont 40 % de dotation de l'Etat.

Jusqu'à présent, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, renvoie au recteur, Gabriele Forni, qui estime que « le retour à un dialogue respectueux et apaisé est en cours ». Selon lui, l'IEP, établissement public administratif, dispose de son autonomie académique. « Le ministère a le pouvoir financier et de tutelle. C'est quand même le ministre qui nomme le directeur et a le pouvoir de le révoquer ! », note cependant un connaisseur de la maison. Après Laurent Wauquiez qui a suspendu la subvention de la Région à l'IEP, au tour de [Valérie Pécresse de demander une nouvelle mission d'inspection](#). « Tout cela fait le jeu de l'extrême droite », entend-on parmi les avocats de l'actuelle direction. L'argument de la récupération politique en dernier ressort, faute de mieux.

22 décembre (Atlantico)

<https://www.atlantico.fr/article/decryptage/sciences-po-grenoble---ces-questions-qu-il-est-urgent-de-poser-sur-l-evolution-de-l-enseignement-superieur-francais-klaus-kinzler-frederique-vidal-universites-woke-cancel-culture-ideologie-iep-vincent-tournier>

"CHASSE IDÉOLOGIQUE"

Sciences Po Grenoble : ces questions qu'il est urgent de poser sur l'évolution de l'enseignement supérieur français

Klaus Kinzler, enseignant à Sciences Po Grenoble, a alerté les médias sur la dérive de son établissement et la chasse aux sorcières dont il se sentait victime. La direction vient de le suspendre au motif qu'il aurait bafoué son obligation de réserve et de discrétion.

avec Vincent Tournier

Atlantico : Votre collègue, Klaus Kinzler, l'enseignant qui avait dénoncé une « chasse idéologique » à Sciences Po Grenoble a été suspendu. Quelle est votre réaction ? La directrice de l'IEP lui reproche d'avoir tenu « des propos diffamatoires » dans les médias, notamment dans deux interviews. Ces accusations sont-elles fondées ?

Vincent Tournier : Tous ceux qui connaissent Klaus Kinzler savent que c'est quelqu'un de profondément humaniste, doublé d'un enseignant remarquable. Il est un libéral au sens large du terme, c'est-à-dire quelqu'un qui adhère aux droits de l'homme et à l'Etat de droit, qui défend la liberté et la justice. Il aime passionnément le débat et la controverse. Il s'intéresse à tout et discute avec tout le monde, collègues comme étudiants, même s'il ne fait pas de concessions car il n'est pas du genre à taire ses préférences et ses désaccords. Qu'un tel homme ait pu être stigmatisé sous la haute accusation de fascisme en dit long sur les dérives du débat public dans ce pays.

Mais le plus inquiétant est que, à l'IEP de Grenoble, où Klaus Kinzler est présent depuis plus d'un quart de siècle, ni ses collègues (sauf rares exceptions), ni la direction de l'établissement, n'ont jugé bon de clamer haut et fort qu'il est un authentique démocrate et un enseignant éminemment respectable. C'est d'ailleurs ce qu'il aurait aimé entendre. Si ces simples mots avaient été prononcés, l'affaire n'aurait probablement pas pris de telles proportions car Klaus n'aurait pas eu besoin d'utiliser les médias pour défendre son honneur.

A-t-il tenu des propos diffamatoires ?

Il faut reconnaître que Klaus n'est ni un communicant, ni un tacticien : c'est quelqu'un de spontané qui ne fait pas dans la demi-mesure. Il utilise parfois des expressions fortes, des formules chocs, qui peuvent être jugées excessives, mais qui ont le mérite de dire franchement les choses.

A-t-il eu tort sur le fond ?

Ce n'est pas évident. Par exemple, lorsqu'il accuse les chercheurs de confondre la recherche et le militantisme, il se trouve que cette confusion est revendiquée par certains collègues qui assument de mettre leurs recherches au service d'un projet politique. De même, lorsqu'il présente l'IEP comme un « Institut d'éducation politique, voire de rééducation politique », il s'agit évidemment d'une formule excessive mais qui n'est pas pour autant dénuée de toute réalité : depuis plusieurs années, l'IEP comme du reste beaucoup d'établissements universitaires, se flatte de promouvoir certaines valeurs idéologiques, de façonner la conscience des étudiants. On parle par exemple d'un « IEP inclusif », ce qui est un comble pour une institution qui sélectionne drastiquement ses étudiants et qui ne compte pratiquement aucun étudiant de droite. On martèle aussi auprès

des étudiants qu'il faut lutter contre toutes les formes de discriminations, en omettant au passage de les inviter à questionner lesdites discriminations. De ce fait, le débat critique a tendance à passer au second plan : les étudiants sont simplement censés intérioriser des normes morales dont ils doivent faire des automatismes, ni plus ni moins. La théorie du genre devient quasiment la doctrine officielle, et l'écriture inclusive est la règle. La dénonciation des « violences sexuelles et sexistes » assimile tous les garçons à des monstres dont il faudrait quasiment se débarrasser. L'an dernier, certains collègues se sont réjouis de voir que l'IEP avait recruté 80% de filles.

Rappelons enfin que, si la crise a éclaté en mars dernier, c'est en grande partie parce que Klaus Kinzler s'est opposé à l'utilisation du terme « islamophobie » dans l'intitulé de la Semaine pour l'égalité. Cette série de conférences et d'ateliers (où la présence des étudiants est obligatoire) est déjà en soi problématique car la mesure où elle relève davantage d'une entreprise de propagande que d'un authentique travail universitaire. Mais surtout personne ne s'est vraiment ému de voir que, quelques semaines seulement après l'assassinat de Samuel Paty, la priorité soit de dénoncer l'islamophobie plutôt que l'islamisme.

En suspendant Klaus Kinzler, avez-vous le sentiment que l'établissement cherche à se voiler la face plutôt que de regarder la réalité en face ? Quelle est la gravité de ce qui se passe à Grenoble ? Que risquent d'être les conséquences de long terme pour l'IEP ?

La directrice de l'IEP a opté pour une stratégie discutable et risquée. Sa priorité a été de sortir l'IEP de l'arène médiatique, ce qui l'a conduit à interdire de s'exprimer dans les médias. Or, une telle injonction n'a guère de sens dans une affaire comme celle-ci, qui appelle au contraire à une large publicisation dans la mesure où on a affaire à un problème d'intérêt public. Pour le dire autrement, ce n'est pas seulement l'IEP de Grenoble en tant qu'institution qui est concerné car il s'agit bien d'un débat plus général sur les dérives idéologiques d'une partie de l'enseignement supérieur. Interdire à Klaus Kinzler de s'exprimer sur la situation de l'IEP, c'était donc vouloir l'empêcher d'exposer des arguments importants qui intéressent tout le monde ; c'était aussi, plus prosaïquement, lui interdire de se défendre contre les graves accusations portées contre lui.

Le problème est que la directrice s'est figée dans cette ligne de conduite. Elle s'est enfermée dans cette stratégie sans doute parce qu'elle a pensé qu'il s'agissait de la meilleure manière de préserver l'institution, et sans doute aussi parce qu'elle a été contrainte de composer avec une minorité très politisée d'enseignants et d'étudiants qui pèse énormément dans les instances de direction.

Mais une telle stratégie n'était pas tenable. Elle aurait donc dû en sortir, surtout en sachant qu'elle ne pourrait pas empêcher Klaus Kinzler de parler.

Toujours est-il que, lorsque Klaus Kinzler a repris la parole pour contester la relaxe des étudiants syndiqués, la directrice n'a pas voulu réévaluer sa stratégie et lui a envoyé un courrier pour lui annoncer que, suspendu pour 4 mois, il allait passer devant une commission de discipline. Ce faisant, elle ne pouvait qu'enclencher un conflit de grande ampleur car le sujet est aujourd'hui particulièrement explosif, à la fois dans les médias et dans le champ politique.

De plus, ce qui a contribué à mettre le feu aux poudres est que la directrice a refusé de faire appel de la relaxe des étudiants. On aboutit donc à une situation parfaitement ubuesque : d'un côté, les étudiants qui ont provoqué la crise sont totalement blanchis, comme d'ailleurs les autres acteurs de cette affaire, et de l'autre la principale victime va devoir rendre des comptes et sera probablement sanctionnée. Une telle issue est parfaitement inacceptable. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à la directrice d'être à mon tour convoqué par la commission de discipline en me déclarant solidaire des déclarations de mon collègue Klaus Kinzler.

Craignez-vous que ce qui se passe à l'IEP de Grenoble se répande dans d'autres universités ? Est-ce déjà le cas ?

Sans vouloir être trop pessimiste, c'est effectivement déjà un peu le cas. Il suffit d'aller lire la documentation que s'efforce de [rassembler l'Observatoire du décolonialisme](#) pour comprendre que le problème est général. L'IEP de Grenoble compte probablement parmi les pointes les plus avancées, mais il n'épuise malheureusement pas le problème, comme le montre la présence désormais massive de l'écriture inclusive

dans toutes les universités. On peut d'ailleurs relever que c'est le conseil de discipline de l'université de Clermont-Ferrand qui a décidé de relaxer tous les étudiants grenoblois, adoptant ainsi une position qui se situe aux antipodes des conclusions tirées par [l'Inspection générale après une enquête approfondie sur la situation à l'IEP](#).

En fait, tout indique que nous sommes face à une vague très puissante, avec un retour massif des idéologies, ce qui est très surprenant à une époque où on annonçait plutôt la victoire du pragmatisme et de la raison.

Face à cela, on est alors tenté d'émettre deux souhaits. Le premier concerne les explications qu'il est possible d'apporter à ce phénomène de montée des nouvelles idéologies. C'est ici que les universitaires auraient une carte à jouer. Comment expliquer le succès de l'écriture inclusive et des théories décoloniales ? Pourquoi des expressions aussi contestables, et même dangereuses, que « racisme systémique » ou « islamophobie d'Etat » sont-elles avalisées et promues par des gens cultivés et diplômés ? On manque de grilles d'interprétation. Ce manque est la conséquence des lacunes et des défaillances du monde universitaire actuel. Les recherches contemporaines sont en effet émietées, hyper-spécialisées et politiquement orientées ; elles délaissent les grandes questions pour se polariser sur des micro-objets qui n'ont souvent aucun intérêt, sinon celui de conforter les convictions morales des réseaux militants.

Le second souhait est qu'il est sans doute temps d'engager une réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur, notamment sur la place des sciences sociales et politiques. Celles-ci ont émergé sous la IIIème République avec la création de l'Ecole libre des sciences politiques et l'apparition de l'Ecole française de sociologie. Le but était alors de relever le pays, de consolider la nation et l'Etat. Aujourd'hui, on est très loin de cet objectif, c'est même tout le contraire. Les sciences sociales n'ont certes pas totalement démerité et elles continuent évidemment de produire de très belles choses. Mais les belles réussites ne doivent pas cacher l'ampleur des dérives et des dysfonctionnements. Il est donc nécessaire de relancer des questions essentielles : quel est le rôle des sciences sociales ? Quelle doit être leur contribution à la formation des élites et des cadres de ce pays ? Comment éviter les dérives militantes et idéologiques tout en préservant la liberté des enseignants-chercheurs ? Ce sont des questions majeures qui mériteraient d'être abordées dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle.

22 décembre (France Inter)

<https://www.franceinter.fr/emissions/en-toute-subjectivite/en-toute-subjectivite-du-mercredi-22-decembre-2021>

Klaus Kinzler, enseignant à Sciences-Po Grenoble, accusé d'islamophobie, s'est longtemps défendu par voie de presse. Il vient d'être suspendu par sa hiérarchie.

Klaus Kinzler, professeur d'allemand dans cette école depuis 26 ans, est accusé par la direction d'avoir ignoré son devoir de réserve et de discrétion.

Mercredi 22 décembre 2021

par [Alexandre Devecchio](#)

Tout commence en mars dernier :

Pour avoir échangé des courriels véhéments avec une collègue historienne au sujet de la notion d'islamophobie, à propos d'une journée de débats intitulée : "racisme, antisémitisme, islamophobie", l'enseignant est victime d'une campagne d'affichage sauvage, le présentant comme un « porc », un « raciste » ou encore un « fasciste ».

A l'heure où l'accusation d'« islamophobie » peut valoir décapitation, Kinzler est empêché de travailler et placé sous surveillance policière.

Face au manque de soutien de sa hiérarchie, il dénonce publiquement la chasse aux sorcières dont il est l'objet et la dérive idéologique de Sciences-Po Grenoble

Aujourd'hui, la direction condamne très clairement ces affiches, tout en estimant que la façon dont Monsieur Kinzler parlait de l'islam était extrêmement problématique : les élèves qui ont fait de lui une cible sont blanchis tandis qu'il est mis à pied.

Comment ne pas voir dans cette affaire une nouvelle preuve de l'emprise croissante du « wokisme » à l'université ?

Le concept de « wokisme » est pourtant controversé

Le terme « woke », qui signifie « éveillé », a été importé des Etats-Unis et inventé par une nouvelle génération de militants adeptes des théories de la race et du genre.

Au nom de la lutte contre le racisme et les discriminations, une partie de ces derniers pratiquent la censure et la diffamation, le déboulonnage des statues, la réécriture des œuvres littéraires ou cinématographiques...

Pour certains éditorialistes de gauche, le « wokisme », comme l'« islamo-gauchisme » n'existerait pas et serait un fantasme de la droite ou de l'extrême droite.

Cela rappelle les débats sur « l'insécurité » et « le sentiment d'insécurité ».

La vérité est qu'un courant militant radical menace la liberté d'expression et entend mener une épuration idéologique

Au nom du Bien, il essentialise les minorités et se montre complaisant avec l'islamisme

On peut appeler cela wokisme, stalinisme, puritanisme ou maccarthysme. Comme vous voulez !

L'heure n'est plus au débat sémantique de demi-savants, mais à la contre-attaque !

Dans le Figarovox ce matin, 40 personnalités, pour la plupart venues du monde universitaire, adressent justement une lettre à Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement et de la Recherche. Que peut-elle faire ?

Laurent Wauquiez a eu raison de supprimer temporairement les subventions de la région à Sciences Po Grenoble. Le député LREM, François Jolivet préconise une mise sous tutelle et un changement de direction. L'autonomie ne signifiant pas l'indépendance, légalement, cela est possible. L'État, via le recteur académique, pourrait tout à fait nommer un administrateur provisoire à la tête de l'école

Ce week-end, nous sommes nombreux à avoir pleurer le décès de l'universitaire Laurent Bouvet. Il avait, en effet, été l'un des premiers à dénoncer la dérive sectaire et identitaire d'un certain antiracisme. Jean-Michel Blanquer et Emmanuel Macron ont salué sa mémoire à travers de très beaux textes. Mais, au-delà des mots, le meilleur moyen de lui rendre hommage serait probablement d'agir fermement

22 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/12/22/laurent-wauquiez-a-une-lecture-erronee-de-la-situation-a-sciences-po-grenoble_6106997_3224.html

« Laurent Wauquiez a une lecture erronée de la situation à Sciences Po Grenoble »

La directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, répond à la polémique qui monte depuis plusieurs mois sur son établissement, dont les financements ont été suspendus par la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Propos recueillis par [Sylvie Lecherbonnier](#)

Sabine Saurugger revient pour *Le Monde* sur la polémique qui touche son établissement accusé de « wokisme ». Elle invite M. Wauquiez à venir voir sur place la réalité de son école et à revoir sa décision.

La région Auvergne-Rhône-Alpes est membre de votre conseil d'administration. Avez-vous pu vous entretenir avec son président, Laurent Wauquiez, à propos de sa décision de suspendre les financements de la région à Sciences Po Grenoble, en raison de « dérives idéologiques » ?

Nous n'avons pas eu l'occasion d'échanger mais je l'invite à venir pour voir la réalité de ce que nous enseignons, bien loin de la tempête médiatique que nous subissons. Je regrette sa décision fondée sur une lecture erronée de la situation. Sciences Po Grenoble n'est pas un établissement rongé par le « wokisme » ou la *cancel culture*, tel qu'on veut bien le décrire. J'en veux pour preuve, entre bien d'autres éléments, les événements que nous avons organisés en décembre, comme la venue du ministre chargé des relations avec le Parlement, Marc Fesneau.

Le professeur Klaus Kinzler dit pourtant que vous portez atteinte à sa liberté d'expression et à sa liberté académique, en décidant de le suspendre après qu'il s'est exprimé dans les médias...

Je ne peux pas m'étendre sur cette décision. La direction a soutenu Klaus Kinzler lorsqu'il a été attaqué avec ces affiches choquantes et inadmissibles en mars 2021 [*l'accusant d'islamophobie et relayées sur les réseaux sociaux*]. Les enseignants sont libres de s'exprimer dans les médias et sur les réseaux sociaux sur le sujet de leur recherche, je n'interviens jamais. La controverse est la base de l'avancement de la science. Le corps professoral discute et débat, et heureusement, sinon nous serions dans une logique totalitaire. Là où il est de mon devoir d'intervenir, c'est lorsque la réputation de l'institution est prise pour cible, lorsque j'entends parler d'« *un camp de rééducation politique* » et lorsqu'on attaque personnellement le personnel de l'établissement. Dans ce cadre, je joue mon rôle d'employeur face à un membre du personnel.

Sciences Po Grenoble revient au centre de l'attention médiatique depuis la relaxe, fin novembre, de seize des dix-sept étudiants incriminés pour la pose de ces affiches. Que pensez-vous de cette décision ?

J'ai été complètement dessaisi du dossier. Il a été dépaycé à l'université Clermont-Auvergne et c'est la commission de discipline de cet établissement qui a tranché. J'ai engagé des poursuites, je souhaitais qu'ils soient sanctionnés. Le délai de recours en contentieux court encore, d'ailleurs. D'un point de vue pénal, j'ai fait un signalement au procureur de la République et la procédure suit son cours.

Que répondez-vous à ceux, comme le député LRM François Jolivet, qui proposent de mettre l'IEP sous tutelle ?

Je leur dis comme à Laurent Wauquiez : venez nous rendre visite, voir les cours que nous donnons, discuter avec les étudiants des projets qu'ils mènent. L'inspection générale de l'éducation, du sport et de la

recherche, a émis, en mai, une série de recommandations que nous avons mis ou sommes en train de mettre en œuvre. Nos droits ne sont parfois plus en ligne avec la société des réseaux sociaux. Nous avons fait évoluer notre règlement intérieur pour mieux l'intégrer. Et nous ouvrirons tous les chantiers qui nous permettront d'aller de l'avant.

Nos 2 200 étudiants méritent mieux que ces critiques permanentes. Nous avons besoin de retrouver une sérénité d'enseignement de recherche pour leur permettre de mener à bien leur formation, dans un contexte sanitaire déjà difficile. Je demande à tous les acteurs, dont le président de la région, de nous aider à cela.

Sylvie Lecherbonnier

22 décembre (BBC, UK)

<https://www.bbc.com/news/world-europe-59753043>

French outcry over academic in Grenoble Islamophobia row



Students put up posters and demonstrated against Prof Kinzler and a colleague in March

Dozens of French academics have warned that freedom of expression is at risk after a German professor was suspended over a row with politics students.

Klaus Kinzler has been locked in dispute for months over accusations of Islamophobia at Sciences Po Grenoble.

In a case that has provoked allegations of left-wing cancel culture, the political studies institute has suspended him for "defamatory remarks".

The institute is now set to lose local funding because of the row.

Laurent Wauquiez, the right-wing leader of the Auvergne-Rhône-Alpes region, said an annual €100,000 (£85,000) subsidy was being suspended.

His decision was widely welcomed by figures on the right of French politics, with just four months to go before a presidential election in which centrist sitting President Emmanuel Macron is leading the opinion polls.

But the politics institute said the removal of funding was politically motivated and jeopardised students who struggled to access higher education.

Forty people, mostly academics, have now signed an open letter to Higher Education Minister Frédérique Vidal, warning that pluralism in teaching and research is under threat, with teachers and students alike resorting to self-censorship.

At the heart of the row is Prof Kinzler, who has been challenged for months by a group of politics students who accused him of fascism and Islamophobia.

The professor of German civilisation initially got into an email argument with a colleague over a day of debates on racism, anti-Semitism and Islamophobia. Prof Kinzler reportedly argued that it was not appropriate to equate Islamophobia with racism and anti-Semitism.

Re-education camp'

A left-wing union accused him of Islamophobia, but the disagreement took on a new lease of life last March when posters were put up on the Grenoble campus that read "Fascists in our lecture halls. Islamophobia kills", targeting Prof Kinzler and a colleague.

The head of the political studies institute, Sabine Saurugger, said she had repeatedly asked Prof Kinzler not to talk to the media about the row. However, he gave a series of interviews this month, accusing the institute of being a "political re-education camp", with a management impotent in the face of a hard core of academics spreading "wokeism".

Prof Kinzler's lawyers have spoken of a "witch hunt", adding that he was forced to speak out after he had been subjected to a political attack.

Ms Saurugger told Le Monde newspaper that the management had supported Prof Kinzler when he had come under attack from "shocking and unacceptable posters". However, she said it was "my duty to intervene when the reputation of the institution is targeted, when I hear of 'a political re-education camp'."

She called on Laurent Wauquiez, the regional political head who is also a former Republicans (centre-right) party leader, to visit the university away from the media storm to see the reality of its teaching.

However, with next April's presidential elections looming, the row has roused widespread political comment. Far-right candidates have backed the decision to withhold funding.

An MP from President Macron's party, François Jolivet, has called for the university to be placed under supervision, while Republicans leader Valérie Pécresse has said she fears freedom of expression is no longer guaranteed there.



VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON/GARD L'ancien pilote de Formule 1 Jean Alesi jugé dans une affaire de conflit familial P. 34

SAINT-ÉTIENNE-DE-SAINT-GEOIRS Un centre de soins sans rendez-vous, 7 jours sur 7 P. 3

le dauphiné libéré

1h15 de GRENOBLE 530 hectares de Ski... FORFAIT JOURNÉE 29€60... www.leskarellis.com

ISÈRE | À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES LA POLÉMIQUE N'EN FINIT PLUS



Au cœur de la tourmente depuis un an, la polémique n'en finit plus d'enfler à Sciences Po Grenoble. Polémique qui a désormais largement gagné le champ politique alors qu'un professeur accusé d'islamophobie a été suspendu pour quatre mois par sa direction et que le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a décidé de couper les financements de l'Institut d'Études politiques. Photo de L'OLIVIER STRAINH

CRISE DE LA COVID-19 Variant Omicron, troisième dose, où en est-on ? P. 33



SKI ALPIN/COUPE DU MONDE Shiffrin s'impose à Courchevel, les Bleues en retrait P. 30



8-11 ans Je me pose des questions... LE PATRIMOINE NATUREL, HISTORIQUE, CULTUREL ET CULINAIRE RACONTÉ AUX ENFANTS DE FAÇON LUDIQUE

NOUVEAUTÉ SE RÉINVENTER AU 21^È SIÈCLE... BON DE COMMANDE



Face aux accusations, Sciences Po Grenoble se d

Au lendemain de la décision de Laurent Wauquiez de suspendre les financements de la Région à Sciences Po Grenoble, la polémique n'en finit plus. Sans surprise, elle a gagné le champ politique.

À droite on se félicite, à gauche on s'offusque et au milieu coule depuis lundi une rivière électronique où Éric Zemmour et Marine Le Pen applaudissent Laurent Wauquiez. Valérie Pécresse, elle, a interpellé la ministre Frédérique Vidal qui lui a répondu. Écologistes, socialistes et membres de La France Insoumise ont pour leur part levé le poing, indignés.

Quelle que soit la couleur politique, la liste des réactions est sans surprise mais longue, très longue, symptomatique d'une période électorale électrisée et d'une scène médiatique où quelques mots-clés suffisent à faire chavirer les réseaux sociaux, à hystériser les débats. Au cœur de la tourmente ? Sciences Po Grenoble qui a suspendu un de ses enseignants le 15 décembre pour « ses propos diffamatoires dans les médias ».

« L'IEP fait l'objet d'accusations ineptes »

À l'origine ? Une discussion par mails l'hiver dernier entre deux enseignants qui a mal tourné lorsque l'échange a fini par s'étaler sur la place publique. Et, à l'arrivée, la décision de Laurent Wauquiez de couper les financements à l'Institut d'études politiques (IEP), pour sanctionner « une longue dérive idéologique et communautariste » de l'IEP.



Au cœur de la tourmente depuis un an, l'Institut d'études politiques se retrouve propulsé sur le devant de la scène nationale. Archives photo Le DI/ean-Benoît VIGNY

Ces mots, c'est peu dire que la direction de Sciences Po ne les a pas goûtés. Elle le dit dans un communiqué publié mardi. « Cette décision, qui semble motivée par un motif politique davantage que par la réalité de la situation au sein de l'institution, risque d'affecter des étudiants et publics ayant des difficultés d'accès aux études supérieures ou à une formation. »

Quant à la suspension de Klaus Kinzler, « l'IEP n'a pas vocation à s'étendre publiquement sur des mesures de nature disciplinaire prises au sein de son établissement à l'égard d'un agent public ». Enfin, à l'adresse des procès en idéologique qui lui sont intentés, la direction rétorque : « L'IEP de Grenoble-UGA fait désormais l'objet d'accusations ineptes [...] de « wokisme » ou encore de « cancel culture », qui n'ont aucun fondement ni réalité dans son fonctionnement. »

Et de souhaiter que « le président de Région puisse revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants et de la communauté éducative ».

Laurent Wauquiez reste ferme

Mais Laurent Wauquiez ne l'entend pas, du tout, de cette oreille. « Notre décision est ferme, dit-il au *Dauphiné Libéré*. Les subventions en cours ne seront pas versées. La Région Auvergne-Rhône-Alpes ne nouera plus aucun partenariat avec Sciences Po Grenoble tant que la direction n'aura pas fait évoluer sa position. » Un discours qui a fait bondir ses oppositions, notamment Pierre Janot, élu écologiste à la Région et membre de la commission de l'enseignement supérieur : « L'ingérence de Laurent Wauquiez est inadmissible. Il est épris d'une profonde frustration

de ne pas être dans le débat national, il essaie là d'exister sur une ligne idéologique de la droite nationale. Mais, et c'est le plus grave, il essaie de régenter les opinions. C'est un dévoiement total de son rôle. »

Najat Vallaud-Belkacem et les socialistes ont également vertement réagi en rappelant que « le service public de l'enseignement supérieur est laïc et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique. Nous dénonçons avec la plus grande vigueur la décision unilatérale, comme la méthode autoritaire du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui a choisi de s'immiscer dans la vie universitaire à travers ce qui n'est rien d'autre qu'une expédition punitive sur les réseaux sociaux ».

Et tout ça est donc parti d'un échange de mails.

Jean-Benoît VIGNY

► Klaus Kinzler, le professeur suspendu : « C'est Sciences Po qui est malade, pas moi »

Suspendu pour quatre mois par sa direction de Sciences Po Grenoble, le professeur d'allemand Klaus Kinzler contre-attaque.



Klaus Kinzler est professeur à Sciences Po Grenoble depuis 26 ans. Photo K.K.

► Pourquoi remettre en cause régulièrement des enseignants-chercheurs ?

« Ces enseignants, une vingtaine sur 70, ont le pouvoir, ils tirent les ficelles au conseil d'administration. Ce sont les véritables chefs de l'IEP et ils se servent d'étudiants radicalisés pour les basses œuvres. »

► Qu'appellez-vous un étudiant radicalisé ?

« Une petite minorité dans un syndicat, une espèce de secte plus radicale que l'Unef actuelle. Et il y a une collusion entre ces enseignants-chercheurs et ces étudiants qui font le sale boulot, régner la peur par la diffamation systématique sur les réseaux contre ceux qui ouvrent leur gueule. »

► Comment expliquez-vous alors que vous soyez le seul sanctionné alors que les étudiants ont été blanchis ?

« Je n'ai aucune explication. Un organisme légitime les a blanchis et la direction a décidé de ne pas faire appel pour, dit-elle, ne pas remuer de vieux conflits. Elle accepte donc une situation où on promet désormais l'impunité aux étudiants s'ils reproduisent la même cho-

se, à savoir mettre une cible dans le dos de quelqu'un, ce qui est quand même assez dangereux après l'assassinat de Samuel Paty. On ne peut plus continuer à enseigner à l'IEP dans ces conditions. »

► D'autres, l'immense majorité, continuent pourtant de le faire, non ?

« Oui parce qu'ils ont la trouille, n'osent pas se lever, s'autocensurent. »

► À vous entendre, vous êtes seulement victime ? Vous ne vous reprochez rien dans vos prises de parole parfois radicales ?

« Je n'ai pas à me poser cette question, même si je cherche où j'ai fait des erreurs. Ça a commencé il y a un an où j'ai écrit quelques mails à une collègue [avec laquelle il n'était pas d'accord sur le terme et la quali-

fication de l'islamophobie, NDLR]. Je me suis excusé deux fois ensuite pour le ton employé afin d'apaiser la chose. Mais cette collègue a alors remué ciel et terre pour que je sois puni. Et je l'ai découvert par hasard quand mes étudiants ont commencé à me demander pourquoi j'étais islamophobe et extrémiste de droite. »

« C'est pas le bruit des bottes qui fait peur, c'est le silence des pantoufles »

► On vous pose la question, alors. Êtes-vous un extrémiste de droite ?

« Vous rigolez ! Depuis 26 ans à l'IEP, on me connaît comme centriste, libéral. Plus démocrate vous ne trouvez pas, je n'aime pas les extrêmes. Mais à l'IEP, des

enseignants titulaires disent en public que Monsieur Macron et Monsieur Blanquer sont des extrémistes de droite. Dans ce cas-là, j'en suis aussi forcément. »

► Laurent Wauquiez a suspendu les financements de la Région, vous regrettez qu'on arrive à cette situation ?

« Wauquiez n'est pas le seul à s'être exprimé mais je suis très content de cette réaction car on a une direction qui n'est pas à la hauteur. »

► Depuis mars, avez-vous repris l'enseignement ?

« Au mois d'avril, j'ai été placé sous protection policière 24 heures/24 puis j'ai eu un accident et deux mois d'hospitalisation. J'ai fait ma rentrée à distance en septembre car je reste faible mais après deux semaines, ma directrice m'avait tellement accablé de reproches que j'ai craqué et je suis à nouveau en arrêt. Mais ce n'est pas moi qui suis malade, c'est l'IEP. »

► Au printemps, après vos quatre mois de suspension, vous souhaitez reprendre ?

« Oui mais dans un IEP où le droit et la liberté sont rétablis. Car là, une minorité a pris le pouvoir par l'intimidation et la menace. Et c'est pas le bruit des bottes qui fait peur, c'est le silence des pantoufles. »

Propos recueillis par Jean-Benoît VIGNY

22 décembre (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/richard-malka-la-suspension-du-prof-de-l-iep-grenoble-est-une-injonction-a-courber-l-echine_2164842.html

Richard Malka. Le Professeur Klaus Kinzler suspendu: Il y a donc un petit Pakistan à Grenoble

22 décembre 2021 [Tribune Juive](#) [Entrisme islamiste](#) 0



Klaus Kinzler

Je suis en vacances. Après quelques mois éreintants à défendre, autant que je le pouvais, le droit d'emmerder Dieu, j'ai décidé d'offrir à mes neurones une cure de désintoxication. Oubliée la liberté d'expression, plus rien à faire du blasphème, du Wokisme ; laissez-moi tranquille avec l'islamo-gauchisme...je veux lire ma pile de livres en retard, regarder la mer, marcher, la tête vide, sur des sentiers douaniers, me plaindre de mes courbatures en m'en délectant, avoir pour seule préoccupation la raréfaction des nouvelles séries de qualité sur Netflix.

Mais patatras, j'ai commis l'erreur de lire la presse ce matin. J'essaie d'oublier ce que j'ai lu, d'enfouir mon cerveau sous ma couette comme si cela pouvait l'anesthésier, de laisser à d'autres le soin de réagir mais je sens bien que c'est foutu ; ça bouillonne dans mon ventre.

Il y a donc, sur notre territoire, un petit Pakistan situé dans cette bonne ville de Grenoble. Un laboratoire de la pensée stalinienne dirigé par une certaine Sabine Saurugger qui, en moins d'un an et demi, depuis sa nomination à la tête de Science Po Grenoble, aura réussi l'exploit d'anéantir la réputation de cette école et de porter préjudice à des centaines d'étudiants qui auront bien du mal à réaliser leurs rêves quand ils inscriront sur leur cv le nom de cette école de la honte. Mais cela, Madame Saurugger n'en a probablement cure...quelques sacrifiés innocents n'ont jamais fait peur aux idéologues qui pensent le bien.

Je résume : Le 4 mars dernier, un professeur d'allemand, Klaus Kinzler, est victime d'une campagne de lynchage sur les réseaux d'un syndicat étudiant, son nom étant par ailleurs placardé sur les murs de Science Po Grenoble, affublé des qualificatifs de fasciste et d'islamophobe. Son seul crime consiste à avoir contesté le concept d'islamophobie, ce qui fait débat, quoi que l'on en pense, depuis des décennies et ce dont on devrait pouvoir discuter, même à l'université. Rien qui ne justifie d'être qualifié de fasciste et voué aux gémonies, voire pire. Le professeur s'en émeut, de même que du manque de soutien évident de sa direction, dont on sent bien qu'elle a plutôt tendance à se ranger du côté de la terreur intellectuelle, parce que c'est pour la bonne cause. L'affaire aurait pu en rester là mais non, il faut réduire au silence pour que plus aucun professeur, jamais, partout en France, n'ose contester le dogme naissant.

C'est alors que Madame Saurugger a une idée géniale qui a fait ses preuves pour éliminer toute velléité de contestation : innocenter les coupables et condamner leur victime au seul motif qu'elle a osé parler à des journalistes, ce qui ne se fait pas. Manquerait plus que la liberté d'expression soit un droit constitutionnel qui permette de se défendre et de dénoncer l'instauration d'une petite dictature de la pensée.

L'université va s'atteler méticuleusement à cette tâche sacrée. D'abord, relaxer 16 des 17 étudiants poursuivis disciplinairement en dépit des conclusions d'un rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale. Puis, et c'est le chef d'œuvre de la direction de Science Po Grenoble, prendre un arrêté le 14 décembre dernier, en espérant sûrement que les journalistes ne tarderont pas à être en vacances autour d'une dinde, pour suspendre le Professeur insulté qui avait eu l'audace de s'en plaindre. Le suspendre avant même que ne soit engagée à son encontre une procédure disciplinaire pour avoir osé parler.

Passons sur le soutien apporté par le groupe écologiste de la région Rhône-Alpes qui, au prétexte de s'insurger de la décision de Laurent Wauquiez de supprimer la subvention de la Région à l'IEP, apporte son soutien à la direction de l'école. Ceci dit, on aimerait bien savoir, en passant, si dans le package du vote écolo, auquel chacun pourrait adhérer, figure obligatoirement la cancel culture dont je ne vois pas bien ce qu'elle a d'écologique.

Cette affaire est cruciale pour l'avenir. Le message véhiculé par Madame Saurugger est simple : c'est celui de la violence symbolique adressée aux enseignants qui se résume par : taisez-vous, courbez l'échine devant la terreur intellectuelle ; osez la dénoncer et vous serez exclus. Relevez la tête et vous serez suspendus. Peut-être n'est-ce pas Monsieur Kinzler qui devrait être sanctionné mais Madame Saurugger, à défaut de prendre conscience elle-même, dans un sursaut, du mal qu'elle fait à son école et à ses étudiants. Au demeurant et en ce qui les concerne, ils gagneraient beaucoup à se révolter contre cette décision, pour ne pas se laisser sacrifier par une direction qui a sombré dans la faillite morale.

© Richard Malka



Connu notamment pour être l'avocat de *Charlie Hebdo* et Spécialiste du Droit de la Presse, Richard Malka est aussi scénariste de bandes dessinées et romancier. *Le droit d'emmerder Dieu*, apologie passionnée du droit de blasphémer, verbatim de sa plaidoirie du 4 décembre 2020 au Procès des attentats de janvier 2015, défend *la liberté de critique des idées et des croyances, ce verrou qui garde en cage le monstre du totalitarisme*.

21 décembre (Le courrier des stratégies)

<https://lecourrierdesstrategies.fr/2021/12/21/sciences-po-grenoble-la-directrice-sabine-saurugger-tombe-le-masque-et-donne-raison-aux-islamo-gauchistes/>

Sciences Po Grenoble: la directrice Sabine Saurugger tombe le masque et donne raison aux islamo-gauchistes!

- Par [Edouard Husson](#)
- 21 décembre 2021



Sabine Saurugger, la directrice de l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble a osé: elle suspend de ses fonctions Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande pour quatre mois et elle instaure un conseil de discipline. Klaus Kinzler, c'est l'enseignant dont le nom avait été, en mars 2021 jeté en pâture par des activistes gauchistes qui lui reprochaient d'être un "fasciste" "islamophobe". Eh bien la directrice reproche au professeur d'avoir indûment parlé aux médias depuis ces incidents. Ce faisant, Madame Saurugger piétine la liberté d'expression des enseignants et des chercheurs, reconnue par le Conseil Constitutionnel en 1984. Elle crée un dangereux précédent. Et l'on doit bien constater que le quinquennat Macron poursuit son cours liberticide: après la liberté d'expression des journalistes, la liberté de prescription des médecins, la libre circulation des personnes en France, le secret de la confession, c'est au tour des libertés académiques d'être menacées.

[Sabine Saurugger](#), directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, a osé! [Par un arrêté interne, pris le 14 décembre, elle suspend Klaus Kinzler](#), professeur de langue et civilisation allemande, de ses fonctions au sein de l'école, pour une durée de quatre mois. La directrice annonce simultanément son intention de saisir "le conseil de discipline".

La directrice reproche au professeur d'avoir parlé plusieurs fois à la presse contre l'interdiction expresse qu'elle lui avait adressée. [De fait, Kinzler a accordé des entretiens à L'Opinion, Marianne. Il est intervenu dans l'émission de Pascal Praud.](#) La directrice déclare que le professeur a "gravement méconnu plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire", notamment "son obligation de discrétion professionnelle" et "son obligation de réserve".

L'argumentation de Madame Saurugger est (1) scandaleuse, car elle fait comme si le professeur n'avait pas été livré en pâture à l'opinion publique; elle (2) méconnaît les libertés académiques; (3) elle relève d'un esprit de capitulation devant les forces qui sont en train de détruire de l'intérieur la substance de l'université.

La posture scandaleuse de Madame Saurugger

Faut-il rappeler les faits? [Le jeudi 4 mars 2021, deux professeurs de Sciences Po Grenoble](#) découvrent leur nom en grosses lettres sur les murs de l'école, accompagnés de ces qualificatifs: "Des fascistes dans nos amphis" et "l'islamophobie tue". Rapidement effacés les slogans sont cependant relayés par des comptes gauchos-fascistes sur les réseaux sociaux. En fait, Kinzler et son collègue Vincent T. ont été ciblés au passage dans une attaque "Sciences Porc", qui veut répliquer à Grenoble la mise en cause qui a visé Sciences Po Paris avec l'affaire Duhamel.

Pourtant, on est bien dans la "convergence des luttes": Vincent T. est l'objet d'une intolérance croissante, depuis des années, à cause de son cours sur "l'islam et les musulmans de France", parfaitement au niveau académique mais de plus en plus visé par des activistes parce que le professeur refuse de dénoncer "l'islamophobie" sur injonction de certains étudiants. Au mois de février, l'USIEPG, syndicat issu d'une scission avec l'UNEF, avait fait appel à la délation pour disposer de citations "problématiques" de Monsieur T. Comme il est normal, le professeur avait demandé aux étudiants affiliés à ce syndicat de quitter son cours; mais il n'avait pas été soutenu par la directrice (Madame Saurugger est arrivée à ce poste en février 2020).

Klaus Kinzler, lui, était mis en cause pour avoir réfuté la valeur scientifique du concept "d'islamophobie". Il avait été, pour cela, mis en cause par des collègues et, bien entendu, également la cible de l'USIEPG. Devant la controverse qui devenait publique, la directrice de l'IEP avait, fu bout des lèvres, soutenu les deux professeurs attaqués. Mais aussitôt, elle avait aussi fait savoir qu'elle ne voulait aucune prise de position des deux enseignants dans les médias. "Pas de vague" ! Pourtant la France avait connu [le 16 octobre 2020, l'assassinat de Samuel Paty.](#)

N'était-il pas important, au contraire, de faire savoir publiquement que deux professeurs de l'IEP de Grenoble étaient des cibles potentielles pour des islamistes maintenant que leurs noms avaient été exposés? Admettons que Madame Saurugger ait voulu protéger ses professeurs. Il fallait dans ce cas qu'elle

monte elle-même en première ligne, qu'elle aille sur les plateaux. Mais interdire aux collègues visés de parler, donner par la même occasion implicitement raison aux autres collègues qui appuyaient de facto le combat des étudiants gauchofascistes et ne rien dire publiquement est une posture proprement scandaleuse.

Les libertés académiques piétinées

Madame Saurugger insiste sur le fait qu'elle a demandé à son collègue de ne pas s'exprimer publiquement. Et elle insiste, curieusement, sur les obligations liées au statut de fonctionnaire.

La directrice semble oublier – ou bien elle ne veut pas savoir – que dans sa décision du 20 janvier 1984 ([décision n°83-165 DC](#)), le Conseil constitutionnel a constitutionnalisé les libertés universitaires, considérant que la libre expression des personnels de la recherche et de l'enseignement devait être garantie. C'est d'ailleurs suite à cette position exprimée par le Conseil Constitutionnel que l'on avait inclus dans la [loi Savary](#) votée six jours plus tard, le 26 janvier 1984: “Les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du présent code, les principes de tolérance et d'objectivité”. Ce texte est devenu [l'article L 952-2 du Code de l'Éducation](#).

Lorsque le législateur a eu à préciser les choses, il a insisté, [comme Madame Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur récemment](#), sur le fait que “les enseignants et les chercheurs doivent se conformer aux instructions de leur supérieur hiérarchique, sans préjudice de leur entière liberté académique, qui s'attache à leurs activités d'enseignement et de recherche”. Il n'est pas possible, comme le fait Madame Saurugger, d'invoquer un “devoir de réserve” ou une “obligation de discrétion”. Et il est bien précisé, toujours par Madame Vidal, que le supérieur hiérarchique ne doit, essentiellement, veiller qu'à la bonne exécution des tâches d'enseignement, de recherche ou d'administration qui ont été confiées au professeur. On pourrait faire un reproche à Monsieur Kinzler s'il avait manqué “à la tolérance et à l'objectivité”. Or ce sont précisément les valeurs sous-jacentes à son enseignement quand beaucoup de ses collègues soutiennent des idéologies – par définition intolérantes.

Peut-être Madame Saurugger considère-t-elle que Monsieur Kinzler ne jouit pas des mêmes protections que d'autres collègues puisqu'il a [un statut de “Professeur agrégé”, PRAG](#). Il n'enseigne pas parce qu'il serait docteur ou habilité à diriger des recherches mais parce qu'il est agrégé de l'enseignement secondaire. Mais ce

serait un argument bien spécieux. La loi de 1984 parle bien des “enseignants-chercheurs” (statut d’une Sabine Saurugger), des enseignants (ce qu’est Monsieur Kinzler) et des chercheurs (on pensera ici à des chercheurs du CNRS qui sont rattachés à des “unités mixtes de recherche” entre le CNRS et l’université mais ne donnent pas de cours dans cette dernière). Et l’argument tient d’autant moins que [l’IEP vient d’intégrer l’Université de Grenoble-Alpes](#), pour en devenir, comme elle l’affiche fièrement sur sa page, une “composante”, la “grande école de sciences sociales de l’université ! Si tant est que les IEP aient pu être gérés différemment des universités il fut un temps, celui de Grenoble, comme celui de Bordeaux, comme celui de Strasbourg sont maintenant partie intégrante de grandes universités et conviés à en adopter les “libertés académiques”.

Enfin, la dernière objection possible consisterait à opposer la salle de cours à l’agora du débat médiatique. Monsieur Kinzler aurait été légitime à parler librement face à ses étudiants ou ses collègues mais non sur le plateau de CNews. L’argument résiste peu à l’analyse. D’abord, d’innombrables collègues de Monsieur Kinzler prennent la parole dans les médias au nom de leur expertise académique; ensuite on ne sache pas que Madame Saurugger ait fait grand chose pour empêcher le débat public idéologiquement très marqué de s’installer au sein de l’université. N’est-ce pas un bon réflexe de la part de Klaus Kinzler de vouloir ramener le débat académique sur l’agora médiatique?

Non, décidément, Madame Saurugger ne sait pas ce que sont les libertés académiques ! Elle participe du grand mouvement de destruction des libertés qui caractérise le quinquennat d’Emmanuel Macron: loi sur les fake news en 2018; limitation de la liberté de prescription des médecins et piétinement du secret médical à l’occasion de la crise du COVID; restriction des libertés individuelles, toujours à l’occasion de l’épidémie (confinements, pass sanitaire, maintenant pass vaccinal); tentative de mettre en cause le secret de la confession sous le prétexte du rapport Sauvé; cela n’a-t-il pas suffi? Apparemment pas pour Madame Saurugger qui, par un arrêté interne à son école prétend nier l’existence même des libertés académiques.

La capitulation devant l'esprit de violence et d'intimidation qui ronge l'université de l'intérieur

En fait, le comportement de Madame Saurugger consiste à punir sévèrement un homme qui, en faisant usage de sa liberté académique, contribue à défendre la liberté en général. Et à donner raison aux collègues qui se font les porte-drapeaux de l’idéologie gauchiste au sein de l’université la soutiennent de facto ou la subissent sans s’y opposer.

Comment peut-on prétendre honorer la mémoire de Samuel Paty si l'on sanctionne Klaus Kinzler? Comment peut-on ainsi créer un précédent, qui encouragera tous les idéologues dans d'autres universités lorsqu'ils voudront saisir une occasion pour intimider des professeurs et des étudiants?

On remarquera, d'ailleurs, que Madame Saurugger, si prompte à invoquer la hiérarchie contre Monsieur Kinzler, oublie un peu vite qu'elle a été non pas élue par ses pairs à la tête de l'IEP de Grenoble mais [nommée par un arrêté du Ministre](#). Ce même Ministre, [Madame Vidal, qui a posé la question de la présence de l'islamo-gauchisme dans l'université](#). Madame Saurugger semble faire usage en plein de la liberté que protège le Conseil Constitutionnel en encourageant la tendance opposée, en donnant raison aux idéologues.

Il faut se rappeler aussi comment, elle était, il y a quelques mois, scandalisée que sa collègue [Nonna Meyer n'eût pas été choisie pour la présidence de la Fondation Nationale des Sciences Politiques](#): elle avait signé un texte dans Libération dans lequel on peut lire: *“Ses travaux reconnus sur le racisme et les discriminations ont été caricaturés jusqu'à l'absurde par les tenants d'un néomaccarthisme aux visées politiques évidentes, confortés par les propos tenus en haut-lieu contre un prétendu «islamo-gauchisme gangrénant les universités». Les plus hautes instances académiques nationales et internationales, comme l'American Political Science Association, ont dénoncé cette campagne diffamatoire à l'encontre de notre collègue qui ne peut évidemment être séparée des menaces qui s'expriment plus globalement contre les libertés académiques en France à l'initiative des ministres qui ont pourtant mandat de les protéger.”* Visiblement certains ont le droit d'invoquer les libertés académiques mais d'autres non ! [Madame Saurugger a le droit de s'exprimer dans Marianne](#) mais non Monsieur Kinzler !

Madame Saurugger a décidé de capituler devant l'esprit de violence et d'intimidation qui ronge l'université de l'intérieur. Elle a toute sa place dans le roman [Soumission](#) de Michel Houellebecq. Et l'on ne peut qu'être inquiet devant l'accélération des événements. Il y a une dizaine d'années, les instituts d'étude politique étaient des lieux où existait encore une culture du débat. En quelques années, non seulement l'islamo-gauchisme mais [l'idéologie du genre](#), la haine de l'Occident s'y sont installés. L'antisémitisme y a de plus en plus pignon sur rue.

Pour ceux qui ne voient pas ce qui peut arriver à une institution universitaire quand elle est conquise par l'esprit de violence et d'intimidation, je recommande de regarder le documentaire [Evergreen](#). Tout se passe comme si les Instituts

d'Etudes Politiques se livraient à une concurrence féroce pour devenir l'Evergreen français. Tout se passe comme si Madame Saurugger, avait l'intention de prendre un avantage décisif dans la course à l'autodestruction des facultés de sciences sociales de l'université publique française !

21 décembre (Jihad watch)

<https://www.jihadwatch.org/2021/12/france-teacher-accused-of-islamophobia-is-fired>

JIHAD WATCH

France: Teacher accused of ‘Islamophobia’ is fired

DEC 21, 2021 5:00 PM BY ROBERT SPENCER [12 COMMENTS](#)

If Klaus Kinzler had criticized Christianity, would he have been fired? What do you think?



“Klaus Kinzler, teacher accused of Islamophobia, fired by Sciences Po Grenoble,” translated from “Klaus Kinzler, l’enseignant accusé d’islamophobie, mis à pied par Sciences Po Grenoble,” [Valeurs Actuelles](#), December 20, 2021 (thanks to [Medforth](#)):

Klaus Kinzler and the Grenoble Institute of Political Studies are over – at least for a while. The German teacher came to prominence last March, when his name was plastered on the walls of the IEP by far-left activists and then released by UNEF. At the time, the professor was accused of Islamophobia. A scandalous case a few months after the Samuel Paty affair, who also had been falsely accused of Islamophobia. In the process, Klaus Kinzler had made the rounds of the media, denouncing an “ideological witch-hunt” within the IEP. The director of the IEP, Sabine Saurugger, was not amused by this action and suspended the teacher, as reported by the newspaper *Le Figaro* on Monday December 20.

Le Figaro reports that Klaus Kinzler again appeared in the media eight months after the affair. In November, the teacher made more appearances in the media – an activity that had been forbidden to him by his headmaster. According to Sabine Saurugger, Klaus Kinzler had made “defamatory statements in several media against the school (...) as well as against the person of the headmaster.” In her statement, the headmistress mentioned in particular a notable appearance in the programme “Heure des Pros,” as well as two interviews with the newspapers “L’Opinion” and “Marianne.” According to Sabine Saurugger, Klaus Kinzler “seriously disregarded several duties associated with his civil servant status” and “seriously violated the professional integrity of his work colleagues.” As a result, the teacher was suspended for four months until a disciplinary council was convened.

22 décembre (France 3)

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/sciences-po-grenoble-je-suis-convaincu-qu-on-a-bafoue-mes-droits-reagit-klaus-kinzler-l-enseignant-suspendu-2387569.html>

Sciences Po Grenoble : "Je suis convaincu qu'on a bafoué mes droits", réagit Klaus Kinzler, l'enseignant suspendu

Publié le 21/12/2021 à 19h31

Écrit par **Margot Desmas** avec **Vincent Habran**



Klaus Kinzler, enseignant à Sciences Po Grenoble a été mis à pied par la direction qui l'accuse de "diffamation". • © France 3 Alpes

Klaus Kinzler, enseignant de civilisation allemande à Sciences Po Grenoble, a été mis à pied pour avoir tenu "des propos diffamatoires". Il réagit dans une interview accordée à France 3 Alpes.

Mis à pied par la direction de Sciences Po Grenoble, Klaus Kinzler prend la parole pour donner sa version des faits. L'enseignant de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble a appris sa suspension samedi pour une durée de 4 mois. [La directrice de l'établissement lui reproche](#) notamment d'avoir tenu "*des propos diffamatoires dans plusieurs médias*" à l'encontre de l'établissement.

Dans un entretien accordé à [L'Opinion](#), Klaus Kinzler estime que Sciences Po Grenoble "*est devenu un camp de rééducation*" où certains professeurs "*(remettent) en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques.*" Mais l'enseignant estime être dans son bon droit, invoquant la liberté d'expression. Alors que [la direction de l'IEP a pris la parole mardi 21 décembre pour "rétablir certains faits"](#), Klaus Kinzler se défend à son tour dans une interview accordée à France 3 Alpes.

"Comment avez-vous réagi à l'annonce de votre suspension de l'IEP de Grenoble ?

J'ai été surpris, je l'ai vécu comme une gifle. En même temps, c'est dans la logique de la politique de ma directrice depuis à peu près un an. Je me suis aussi dit que les choses devenaient plus sérieuses.

A la rentrée de septembre, la direction de l'IEP vous a fait parvenir un courrier dans lequel elle vous rappelle "à vos obligations de fonctionnaires", notamment les obligations de réserve, en vous reprochant d'avoir pris la parole dans les médias. L'histoire n'aurait-elle pas pu s'arrêter là ?

Tout cela aurait pu s'arrêter au mois de mars si l'IEP avait pris ma défense en expliquant que j'étais un démocrate et non un fasciste. Il n'y aurait jamais eu d'histoire. Après cela, ma directrice m'a toujours interdit de parler à la presse et de me défendre. Elle m'a reproché de nombreuses fautes professionnelles dont il n'a jamais été question dans le rapport des inspecteurs (mené après les incidents survenus au printemps, ndlr). Je n'en ai pas commis, elle en a inventé.

Estimez-vous que l'on vous a dénié le droit de vous exprimer ?

Si j'ai pu m'exprimer depuis mars, c'est grâce aux médias. Sans eux, je serais peut-être encore enseignant, mais je saurais que je n'ai plus le droit de dire certaines choses sous peine d'être à nouveau diffamé. La seule chose qui m'a sauvé, c'est le quatrième pouvoir, c'est la presse. Elle semble encore fonctionner en France. Dans la sphère politique, il y a presque eu un moment de consensus - ce qui est une rareté dans notre pays - sur cette affaire de l'IEP de Grenoble.

Votre combat pourrait-il aller jusqu'à la judiciarisation de cette affaire ?

Evidemment. Je suis convaincu qu'on a bafoué mes droits, donc je vais aller jusqu'au bout. Si l'Etat français - que je respecte - me dit que j'ai eu tort, j'accepterai ce jugement. Mais pas avant. Un des moteurs de ce combat qui m'a coûté beaucoup d'énergie, c'est la volonté que l'IEP redevienne ce qu'il a été. Un IEP dans lequel on peut être fier de travailler, où on forme des gens qui savent gérer différents points de vue, où on peut provoquer, où on peut vivre des choses intenses dans le débat, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. J'ai une nostalgie énorme pour cet IEP qui est aujourd'hui un naufrage.

Rétrospectivement, comment comprenez-vous la dynamique de cette polémique à Sciences Po Grenoble qui aboutit à votre suspension ?

Il y a des acteurs qui, au début, sont des enseignants-chercheurs. Ils me reprochent d'avoir blasphémé. Pour me punir, ils ont utilisé un laboratoire de recherche pour me diffamer publiquement. Nous aurions pu en rester là. Seulement, cela a été relayé, avec la collaboration de ces enseignants, par des étudiants extrémistes qui ont fait leur propre cuisine en me diffamant, en me traitant d'islamophobe. La direction n'a rien fait pour stopper cela alors qu'elle était au courant depuis le début. Elle ne m'en a même pas informé.

Vous sentez-vous le bouc émissaire de ce que vous qualifiez de "minorité agissante" ?

C'est pire, parce que je suis même le bouc émissaire des gens modérés. Je suis d'abord le bouc émissaire de ceux qui réécrivent l'histoire, qui disent que la crise de l'IEP a commencé après le 4 mars, quand j'ai commencé à répondre aux questions des journalistes. Tout ce qui s'est passé avant, qui n'est pas en leur honneur, ils veulent le faire taire. Pour eux, je suis le bouc émissaire parce que j'ai parlé de choses qu'ils voulaient taire. Mais même les modérés qui n'ont jamais ouvert la bouche par peur, par intimidation, m'en veulent. C'est ce qu'on me fait comprendre. Ils travaillent dans un institut où l'ambiance est pourrie, où la réputation se dégrade chaque jour, dont l'histoire décline à grande vitesse. C'est un déplaisir pour tous ceux qui y travaillent, et pour moi aussi. J'y ai quasiment passé toute ma carrière et c'est une grande tristesse.

L'ambiance a-t-elle réellement changé à l'IEP de Grenoble ou sont-ce les récents épisodes médiatiques qui ont mis en lumière des conflits internes plus anciens ?

J'ai passé toute ma carrière dans cet institut sans avoir le moindre problème. J'ai toujours exprimé toutes mes opinions dans des milliers de débats avec les étudiants, les collègues, dans des conférences... Un petit peu comme un oiseau exotique, puisque j'ai toujours été la seule voix libérale, ce qui fait très bizarre à l'IEP. J'ai toujours été respecté pour cela, et on a toujours discuté avec moi. Des centaines d'étudiants m'ont écrit depuis mars pour me dire à quel point ils sont reconnaissants d'avoir eu une autre voix. Seulement, depuis un an, j'ai l'impression que cette voix doit être muselée. On ne veut plus m'entendre, c'est cela la différence. Je ne sais pas comment c'était avant, mais j'ai eu la chance d'avoir 26 ans à l'IEP où tout le monde a toujours pu dire ce qu'il a voulu. Avec cette minorité dans la nouvelle génération, on a une ambiance d'intolérance où le droit n'existe pas. On est dans un IEP où tout est permis à partir du moment où on se déclare en lutte. Les étudiants ont appris au fil des années qu'ils pouvaient dicter la loi. Maintenant, pendant 6 mois à l'IEP, ils ont réellement exercé le pouvoir. On peut le lire dans le rapport des inspecteurs. Et la direction

n'a pas été capable de reprendre le pouvoir. Pourquoi ? C'est un mystère pour moi. C'est une incapacité à gérer une maison dont on a perdu le contrôle.

N'est-il pas normal qu'à Sciences Po, des débats de société autour du décolonialisme, de la question du genre ou du wokisme resurgissent avec plus de virulence ?

C'est normal et c'est très bien. L'IEP est un miroir de la société, avec un regard un petit peu étroit je dirais. Mais à partir du moment où on abandonne la liberté d'expression de ceux qui ne partagent pas notre point de vue, c'est la fin. On pourrait fermer l'IEP. On n'a pas besoin d'un IEP où il n'y a qu'une opinion tolérée. C'est une absurdité. Je le redis, ce n'est pas du fait de la majorité. C'est une minorité qui n'a pas le courage de faire entendre sa voix. C'est un microcosme dans lequel une minorité s'est imposée contre une majorité (...) C'est terrifiant, ça me fait peur et ça me fait mal. Je me bats parce que je pense que mon combat est honnête et important.

Pensez-vous qu'à Sciences Po Grenoble, l'idéologie "wokiste" prolifère, mettant la pression sur la communauté enseignante, comme l'affirme notamment Laurent Wauquiez ?

J'en suis intimement convaincu et je partage ce sentiment avec des proches qui ne sont pas tous du même bord politique. Il suffit de traverser les couloirs de l'IEP, vous ne verrez que des affiches sur la question du genre, du décolonialisme, de la discrimination. Rien d'autre n'intéresse l'IEP de Grenoble. Ces théories ont leur légitimité, je n'y suis pas opposé. Si quelqu'un avec des arguments défend ces théories, cela ne me pose aucun problème. Seulement, si des gens considèrent que les contredire ou proposer un autre argument doit être puni par la diffamation et l'intimidation, je ne suis plus d'accord. C'est une question d'intolérance et de suppression de la liberté d'expression. Je ne reproche pas à mes collègues d'être décolonialistes, mais ils sont intolérants."

21 décembre (The Times)

<https://www.thetimes.co.uk/article/hounded-university-lecturer-klaus-kinzler-provides-totem-for-frances-right-tsbv3f85n>

‘Hounded’ university lecturer Klaus Kinzler provides totem for France’s right

Academic suspended after left-wing students accuse him of fascism and Islamophobia

[Charles Bremner](#)

Tuesday December 21 2021, 5.00pm GMT, The Times



Klaus Kinzler said he faced a “reign of terror” led by a minority of sectarian left-wing students

YOUTUBE

The suspension of a university lecturer in Grenoble has sparked a new battle in the French cultural war over academic freedom, Islam and cancel culture.

Conservative and far-right politicians have deplored the four-month punishment of Klaus Kinzler, a German professor, by Sciences Po Grenoble, one of a chain of prestigious institutes of political studies (IEPs), because he accused its management of surrendering to the doctrines of “Islamist-leftist” students and academics.

As a result, Laurent Wauquiez, president of the Rhone Alps region and former leader of the conservative Republicans party, halted a €100,000 public subsidy, saying that “a minority has confiscated the debate in the Grenoble university, imposing sometimes through terror, radical points of view that are contrary to the values of our republic”. (...)

Pay wall !!!

21 décembre (La Croix)

<https://www.la-croix.com/France/Theories-woke-islamophobie-Sciences-Po-Grenoble-querelle-ideologique-faiblit-pas-2021-12-21-1201191329>

Théories « woke », « islamophobie » : à Sciences Po Grenoble, la querelle idéologique ne faiblit pas

Analyse

La région Rhône-Alpes a décidé de couper les subventions de l'IEP de Grenoble, après l'annonce de la suspension d'un professeur par la direction. L'école est devenue le symbole d'une querelle idéologique d'ampleur nationale qui mêle accusations d'« islamophobie » et de « wokisme ».

- Bernard Gorce,
- le 21/12/2021 à 19:18
- Modifié le 21/12/2021 à 19:40



Des étudiants manifestent devant Sciences-Po Grenoble, en mars 2021.

La mesure disciplinaire prise par Sciences Po Grenoble à l'égard de deux enseignants a réveillé une querelle politique d'ampleur nationale. La directrice de l'IEP Sabine Saurugger a signé, le 14 décembre, un arrêté qui suspend de ses fonctions pour quatre mois le professeur d'allemand Klaus Kinzler. Elle lui reproche des interviews accordées début décembre à des médias contrevenant à ses « obligations », notamment en matière de « discrétion professionnelle ».

L'enseignant avait décrit l'IEP comme un institut de « rééducation politique » en accusant un « noyau dur » de collègues, adeptes selon lui des théories « woke », d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire. Au-delà de cet aspect disciplinaire, l'affaire symbolise une fracture idéologique qui travaille l'ensemble du monde universitaire.

Les réactions qui ont accompagné, le 20 décembre, la révélation par *Le Figaro* de la sanction de Klaus Kinzler, illustrent cette tournure politique. La candidate LR à la présidentielle Valérie Pécresse s'est dite « *inquiète de ce que la liberté d'expression ne soit plus assurée à l'IEP de Grenoble* » sur Twitter. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (LR) a aussitôt décidé de suspendre les financements de la collectivité à l'école. « *La longue dérive idéologique et communautariste de la direction (...) vient de franchir un nouveau cap* » accuse le communiqué qui dénonce aussi « *la terreur* » qu'imposent sur le campus « *les militants des théories woke, de l'écriture inclusive ou de pratiques communautaristes* ».

« Climat de violences entre étudiants »

Qualifiant la décision de Laurent Wauquiez de « *regrettable* », mardi 21 décembre, la direction de l'IEP précise dans un communiqué que « *le soutien financier de la Région (...) ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants* ». À la région, on précise que ce sont 100 000 € qui sont affectés à l'IEP dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens. « *Cette décision semble par ailleurs motivée par un motif politique* », ajoute l'IEP en appelant le président de la région à « *revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants* ».

Au départ, deux enseignants de l'institut s'étaient opposés, en décembre 2020, à la tenue d'un séminaire qui intègre dans son intitulé le terme controversé d'« *islamophobie* ». Le conflit traîne, alimenté notamment par des groupes d'étudiants de gauche. Aiguisé par le Covid et le confinement, la teneur des attaques sur les réseaux sociaux va contribuer à pourrir la situation. Sciences Po Grenoble devient un symbole des crispations universitaires quand la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal réclame, en février 2021, un audit sur « *l'islamo-gauchisme* » à l'université.

Dans une enquête publiée en juin 2021 dans *La Croix*, plusieurs étudiants témoignaient alors, sous le couvert de l'anonymat, du « *climat toxique* » instauré par une minorité de leurs camarades, d'organisations syndicales ou d'association comme « *Contre-Courant* » ou « *En tout genre* ». Deux inspecteurs dépêchés par le ministère de l'enseignement supérieur avaient conclu en avril à un « *climat de violences entre étudiants* ».

Une enquête ouverte

Mais selon un chercheur membre du laboratoire de sciences sociales Pacte, l'un des plus actif en France dans ce secteur, c'est avant tout la surmédiation d'une affaire interne qui a contribué à détériorer le climat. « *Les deux enseignants qui ont dénigré par voie de presse le travail du laboratoire ne sont pas des chercheurs. Ils se sont retrouvés en milieu hostile mais il n'existe pas de guerre de tranchée entre deux camps à l'IEP. Tout cela n'aurait jamais dû avoir un tel retentissement.* »

Fraîchement élue à la tête de l'IEP, Sabine Saurugger, une spécialiste de l'Europe, avait été accaparée par le maelström de la crise Covid. Mise en cause par certains pour son manque d'autorité, a-t-elle tardé à prendre la mesure des tensions qui montaient ? « *Mais personne n'aurait pu deviner que cette affaire allait devenir un tel symbole, défend le chercheur du Pacte. Moi-même j'ai appris par la presse les premières passes d'armes.* »

La polémique est loin d'être éteinte. En mars dernier, le procureur de la République de Grenoble a ouvert une enquête « *pour injure publique* », celles visant deux professeurs dont les noms avaient été placardés sur les murs de l'institut. Le 19 novembre, la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne avait relaxé dix-sept étudiants de Sciences Po Grenoble poursuivis pour avoir accusé d'islamophobie ces enseignants.

21 décembre (Marianne)

<https://www.marianne.net/societe/education/tutelle-sanctions-financements-quel-avenir-pour-liep-de-grenoble-en-pleine-crise>

Tutelle, sanctions, financements... : quel avenir pour l'IEP de Grenoble en pleine crise ?

Querelle intestine

Par Hadrien Brachet

Publié le 21/12/2021 à 19:31



Une statue de l'artiste Jose Seguiri devant Sciences Po Grenoble en mars 2021.

JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Entre réels dysfonctionnements et tentatives de récupération politique, pas facile d'y voir clair parmi les propositions avancées pour sortir Sciences Po Grenoble de la crise. Marianne fait le point.

C'est une querelle qui n'en finit pas. En mars, les noms de deux enseignants, accusés d'« *islamophobie* », [avaient été placardés sur les murs de Sciences Po Grenoble](#), suscitant une vive polémique. Suivie par l'ouverture d'une enquête par le parquet de Grenoble et [la publication d'un rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche \(IGESR\)](#).

Dernier rebondissement : dans un courrier daté du 14 décembre, consulté par *Marianne*, la directrice de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble Sabine Saurugger a annoncé suspendre pour quatre mois le professeur Klaus Kinzler, l'un des enseignants visés à l'époque par les collages, l'accusant d'avoir manqué à ses obligations professionnelles. Elle lui reproche des « *propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste ainsi que contre la personne de sa directrice, notamment au cours d'un entretien sur le site Marianne.net et sur le quotidien L'Opinion* ».

Une décision qui a immédiatement fait l'objet de contestations dans la classe politique. Pendant que le député LREM François Jolivet réclamait la « *mise sous tutelle de l'établissement* », Laurent Wauquiez a annoncé sur Twitter la suspension de « *tout financement et de toute coopération* » de la région Auvergne-Rhône-Alpes, qu'il préside, avec l'IEP.

« *Il y a beaucoup d'instrumentalisations* », se défend-on à l'IEP. N'en demeure pas moins que le climat de tension qui transparait inquiète. Alors, quelles solutions pour l'avenir de l'IEP, en pleine crise ?

MISE SOUS TUTELLE

C'est la solution avancée par le député LREM François Jolivet : mettre l'IEP sous tutelle. « *Si les instances de l'établissement sont paralysées, l'État, via le recteur académique, peut nommer un administrateur provisoire qui va diriger l'établissement à la place de la direction en place, le temps de rétablir un fonctionnement normal de l'établissement* », explique à Marianne Thomas Clay, ancien administrateur provisoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

En mars 2018, Frédérique Vidal avait par exemple dissous le conseil d'administration de l'université Jean-Jaurès à Toulouse, alors bloquée par des étudiants et des membres du personnel.

En théorie, une reprise en main par le rectorat n'est donc pas impossible. Mais serait-elle vraiment opportune dans le cas de Sciences Po Grenoble ? « *L'ONU peut aussi reprendre la main tant qu'on y est* », se moque une source proche de la direction. Un haut responsable universitaire qui défend la patronne de l'IEP assure à Marianne que la mesure serait disproportionnée. D'après lui, en révoquant la directrice, « *la ministre commettrait une erreur gravissime.* »

« *Je veux que l'IEP aille mieux*, réplique Klaus Kinzler auprès de Marianne, *pour cela il faut un changement de direction, un nouveau départ, avec de préférence un directeur nommé par le ministère.* » Du côté de l'IEP, on assure avoir pris en compte les recommandations du [rapport](#) de l'Inspection générale de l'Éducation, du sport et de la recherche, en adoptant un nouveau règlement intérieur le 7 décembre dernier ou en constituant une équipe de direction resserrée.

« *La mise sous tutelle n'est pas une option sur la table à ce stade* » tranche auprès de Marianne Gabriele Fioni, recteur délégué pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes.

FINANCEMENTS

À peine la suspension de Klaus Kinzler rendue publique, Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé couper les financements de la région à l'IEP pointant « *la longue dérive idéologique et communautariste de la direction* » de l'établissement. « *Notre décision est ferme. Les subventions en cours ne seront pas versées*, maintient Laurent Wauquiez. *La Région Auvergne-Rhône-Alpes ne nouera plus aucun partenariat avec Sciences Po Grenoble tant que la direction n'aura pas fait évoluer sa position* ». En somme, taper au portefeuille pour pousser l'IEP à évoluer.

Au-delà des inquiétudes en termes d'indépendance pour l'établissement, cette mesure est-elle vraiment utile ? « *Le soutien financier de la Région en lien avec l'IEP de Grenoble-UGA ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants, de soutien aux projets de formation continue et à l'action sociale, notamment pour faciliter l'accès d'un jeune public éloigné ou empêché à l'enseignement supérieur et à l'emploi*, assure l'IEP dans un communiqué, estimant que « *cette décision regrettable risque ainsi d'affecter des étudiants et publics ayant des difficultés d'accès aux études supérieures ou à une formation.* »

En d'autres termes, selon Sciences Po Grenoble, les premières victimes seraient les étudiants, et pas l'établissement en lui-même. D'après les chiffres transmis à *Marianne* par l'IEP, la région aurait versé en 2021 140 300 €, 120 300 € au titre de la formation professionnelle et 20 000 € pour des bourses. Un montant à mettre en regard des 15 millions d'euros du budget total de Sciences Po Grenoble. Cette décision « *aura un impact mais ne met pas en danger la stabilité financière de l'établissement* », abonde auprès de *Marianne* le recteur Gabriele Fioni. De quoi relativiser le poids de l'annonce de Laurent Wauquiez.

Pour autant, la question financière reste très sensible à Sciences Po Grenoble. [Le rapport de l'IGESR](#) pointait du côté de l'IEP « *un modèle économique encore fragile* ». Sans compter qu'au-delà des financements réguliers, la région est parfois venue prêter main-forte pour des projets importants de la vie de l'établissement : [un rapport du Haut conseil de l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche](#) (Hcéres) publié en 2020 indique que la région a versé 2,5 millions d'euros pour la réhabilitation du bâtiment.

DE NOUVELLES SANCTIONS ?

Pour apaiser la situation et clarifier les responsabilités de chacun dans la détérioration du climat interne, faut-il prendre de nouvelles sanctions ?

Tout en reconnaissant que « *tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes, plus ou moins graves, plus ou moins nombreux* » – y compris donc Klaus Kinzler dont plusieurs manquements sont pointés – le rapport de l'IGESR notait pour autant qu'« *il ne fait pas de doute pour la mission que ce sont les accusations d'islamophobie [...] ainsi que de fascisme [...], diffusées une première fois sur les réseaux sociaux par « Sciences Po Grenoble en lutte », puis relayées ou diffusées de manière réitérée sur les réseaux sociaux par l'US [Union Syndicale, N.D.L.R.] qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP.* »

« *La direction de l'IEP doit engager des poursuites disciplinaires contre chacun des élus étudiants de l'US signataires de ces accusations et donc auteurs de ces comportements fautifs, particulièrement graves et inacceptables* », avaient conclu les auteurs du rapport. Une commission de discipline s'est bien tenue, délocalisée à l'université de Clermont-Auvergne, mais elle a relaxé le 19 novembre dernier les 17 étudiants qui étaient accusés d'avoir participé aux accusations d'« *islamophobie* ». Un « *blanc-seing* » pour les campagnes d'intimidation, s'insurgeait Klaus Kinzler dans *Marianne* le 7 décembre, s'inquiétant d'une « *chasse idéologique* » à l'IEP.

« *Je pense que le jugement du conseil de discipline qui a blanchi les étudiants a probablement remis un sou dans la machine, convient un responsable universitaire très au fait du dossier, mais une décision prise par un conseil de discipline, en tant que directeur d'établissement, vous n'avez qu'à l'appliquer. La directrice n'y peut rien.* »

En revanche, en suspendant Klaus Kinzler pour 4 mois, Sabine Saurugger n'a-t-elle pas remis elle-même un sou dans la machine ? « *Le service communication court derrière les déclarations de Klaus Kinzler depuis des semaines* », défend-on à l'IEP. D'après la lettre notifiant suspension à l'enseignant, la directrice lui reproche, en plus de ses interviews à *Marianne* et à *L'Opinion* d'avoir « *gravement porté atteinte à l'intégrité professionnelle de*

ses collègues de travail, enseignants-chercheurs de l'établissement, en particulier dans une interview accordée à CNews ».

Pour la directrice, qui indique qu'il y a lieu de « *saisir le conseil de discipline* » et évoque des fautes de « *nature pénale* », Klaus Kinzler aurait « *méconnu* » ses obligations de discrétion professionnelle et de réserve auxquelles sont soumis les fonctionnaires.

« Leur seule obsession c'est que je ne dise surtout pas ce qui s'est passé avant l'affaire, en mars, s'insurge Klaus Kinzler auprès de Marianne. Mon droit le plus fondamental était d'expliquer ce qui s'était passé, or j'ai reçu des interdictions à répétition de parler à la presse. » « En tant que directrice et ton supérieur hiérarchique, je souhaite que tu ne répondes [pas] aux sollicitations des médias aux sujets des affaires internes à l'IEP », écrivait par exemple la directrice de l'IEP à Klaus Kinzler le 6 mars 2021 dans un courriel consulté par Marianne.

« Il ne s'agit pas de le censurer, défend notre haut responsable universitaire, il s'agit de le rappeler à des obligations de calme et de prudence vis-à-vis de son propre établissement. » « Kinzler n'est pas tout blanc dans cette histoire, admet un haut fonctionnaire, mais des cas comme ça, j'en vois des dizaines par an. Des enseignants s'en prennent à la direction de leur établissement et il n'y a pas de sanctions pour autant, et heureusement. » Un de ses anciens étudiants rappelle qu'il ne faudrait pas oublier que « *dans l'histoire, c'est lui la victime* ».

Du côté du ministère de l'Enseignement supérieur, on joue la carte du « *en même temps* ». Tout en soulignant que « *la suspension n'entraîne pas dans les préconisations du rapport* » de l'IGESR, le ministère admet, reprenant les mots de la direction de l'IEP, que « *les relations entre un professeur au sein de l'IEP et la direction sont du ressort des relations entre un employeur et un membre de son personnel* ». Frédérique Vidal a « *demandé à l'inspection générale de renforcer son suivi* », « *regrette la décision de Laurent Wauquiez [...] qui va se faire au détriment des étudiants* » et appelle à se remettre au travail « *dans la sérénité.* »

SURTOUT, CESSER LES RÉCUPÉRATIONS POLITIQUES

De tous les côtés, on se met au moins d'accord sur une chose : le contexte électoral qui pousse les politiques à sortir du bois, de manière pas tout à fait désintéressée. Et visiblement pas toujours très bien préparées : à la publication de l'article, le cabinet de Laurent Wauquiez n'était pas en mesure d'indiquer si sa décision de suspension des financements devait être confirmée par un vote. « *Il y a un flou juridique, j'ai l'impression que c'est un leurre* », s'inquiète Stéphane Gemmani, conseiller régional, porte-parole du groupe socialiste à la région. Qui craint d'assister à une récupération contre-productive : « *Je suis vent debout contre le "wokisme", je me suis opposé au [Mois décolonial à Grenoble](#) et surtout des profs n'ont pas à avoir leur nom placardé partout avec inscrit "islamophobie" mais vouloir surréagir comme le fait Laurent Wauquiez, c'est desservir la cause. Ces personnes n'attendent que d'être attaquées. Il faut raison garder.* »

Klaus Kinzler lui-même, tout en se réjouissant des réactions politiques de tous bords, prévient : « *Je n'ai pas envie de me faire récupérer* ».

21 décembre (Le Parisien)

<https://www.leparisien.fr/societe/sciences-po-grenoble-5-minutes-pour-comprendre-laffaire-klaus-kinzler-21-12-2021-PH4GLFBE5FCO3MOHZRAA5GKU5U.php>

Sciences-po Grenoble : 5 minutes pour comprendre l'affaire Klaus Kinzler

L'établissement a décidé de suspendre son professeur, accusé d'avoir proféré des « propos diffamatoires » dans les médias. A quatre mois de la présidentielle, la classe politique s'en mêle.



La direction de l'IEP de Grenoble se trouve de nouveau sous pression après avoir suspendu son professeur Klaus Kinzler, accusé d'avoir tenu des « propos diffamatoires ». AFP/Jean-Philippe Ksiazek

Par [Ludwig Gallet](#)

Le 21 décembre 2021 à 15h16

Voilà des mois que Sciences-po Grenoble s'invite régulièrement dans les médias. Il faut remonter à il y a plus d'un an maintenant pour comprendre comment la direction a fini par suspendre l'un de ses professeurs, accusé d'avoir tenu des propos diffamatoires à son endroit.

Klaus Kinzler, professeur d'allemand au sein de l'établissement, [avait été nommé cité en mars dernier sur des affiches placardées](#) sur les murs de l'IEP, accusé « d'islamophobie » et de fascisme.

[Comment a démarré cette affaire ?](#)

Tout a commencé en novembre 2020. En pleine deuxième vague Covid, se prépare à distance une « semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations ». Plusieurs groupes de travail mêlant enseignants et étudiants sont constitués dans ce cadre. C'est dans l'un de ses groupes que vont se révéler des dissensions entre monsieur Kinzler et l'une de ses collègues au sujet de l'intitulé des débats dont leur groupe est en charge : « Racisme, antisémitisme et islamophobie ».

Dans des échanges de courriels, Klaus Kinzler estime inadéquat le fait de classer au même rang la notion d'islamophobie avec le racisme et l'antisémitisme. Il confie notamment ne pas aimer « beaucoup » l'islam, qui lui fait franchement peur « comme elle fait peur à beaucoup de Français ». Sa collègue s'oppose à ses arguments.

Leurs échanges, dont les étudiants du groupe sont également destinataires, finissent par dégénérer. La directrice de l'IEP, Sabine Saurugger demande à monsieur Kinzler de présenter ses excuses à sa collègue, ce qu'il fera par deux fois par mail. Le terme islamophobie est retiré de l'intitulé des débats.

Mais la pression va rapidement remonter d'un cran. Le 7 décembre, entre deux courriels d'excuses de Klaus Kinzler, le directoire du laboratoire PACTE, auquel est rattachée l'enseignante, publie un communiqué (supprimé depuis). Sa directrice, Anne-Laure Amilhat Szary, tient à affirmer « son refus de tout comportement agressif et de tout argument d'autorité dans le débat scientifique ». Elle ajoute que « l'instrumentalisation politique de l'islam et la progression des opinions racistes dans notre société légitiment la mobilisation du terme *islamophobie* dans le débat scientifique et public. »

Quelques semaines plus tard, des élus du syndicat étudiant de l'Union syndicale publient à leur tour un texte dans lequel ils dévoilent des extraits des courriels attribués au professeur. Le syndicat appelle la direction de l'établissement à « statuer sur son cas ». Il dépose plainte le 27 février pour discrimination syndicale. Elle sera classée sans suite.

Pourquoi a-t-elle dégénéré ?

Le 4 mars 2021, des collages sont placardés dans les locaux de l'IEP de Grenoble. Klaus Kinzler et l'un de ses collègues sont cités nommément. La tension monte d'un cran. « Sciences Porcs », « des fascistes dans nos amphis », « l'islamophobie tue », peut-on lire. Des étudiants [publient des photos de ces écrits sur les réseaux sociaux](#). Le syndicat étudiant Unef relaie également l'opération sur les réseaux sociaux avant de se rétracter. Les noms des deux

enseignants sont jetés en pâture. Ils sont placés sous protection policière. Une enquête est lancée.

L'affaire prend alors une dimension médiatique. Klaus Kinzler est invité sur plusieurs plateaux de télévision pour livrer sa version des faits. Le 9 mars, il se montre notamment sur CNews dans l'émission de Pascal Praud. Le présentateur critique ouvertement Anne-Laure Amilhat Szary. Il dit voir en elle « le terrorisme intellectuel qui existe dans l'université ». Klaus Kinzler renchérit en la décrivant comme « un grand chercheur directeur de laboratoire de recherche [qui] se met en dehors de la science ». Qui « ne comprend pas la science ».

À son tour, la directrice du laboratoire se retrouve harcelée sur les réseaux sociaux. Elle demande une protection fonctionnelle qui lui est rapidement accordée par sa tutelle, le président de l'université Grenoble-Alpes. Elle porte plainte en diffamation et diffamation à caractère sexiste contre son collègue et Pascal Praud. Mais aussi pour « menace de mort » et « cyberharcèlement ».

[Comment la direction a-t-elle réagi ?](#)

Après la diffusion des affiches, la directrice de l'IEP de Grenoble Sabine Saurugger avait estimé que ces dernières ont mis en danger « non seulement la vie des deux collègues, mais également l'ensemble des communautés étudiantes, enseignantes, personnel administratif ». Et de poursuivre, évoquant Klaus Kinzler : « Je pense [qu'il y a un ton qui est extrêmement problématique dans ses propos](#), avec des idées qui sont développées parfois un peu rapidement, et donc un rappel à l'ordre et une incitation au dialogue ont été entrepris », par la direction.

Sabine Saurugger estimait également que **la demande faite par Klaus Kinzler aux étudiants de son groupe membres de l'Union syndicale de quitter ses cours était « clairement discriminatoire »**. [NON, c'est Vincent Tournier qui a fait cette demande]

Frédérique Vidal, la ministre en charge de l'Enseignement supérieur, ne goûte alors que peu à ces déclarations. Plus tôt, elle avait demandé [un rapport à](#)

[l'inspection générale](#) pour faire la lumière sur le déroulé des faits. Sur BFMTV, elle disait regretter l'attitude du syndicat étudiant, qui aurait dû selon elle se cantonner à son rôle, celui « d'être dans la médiation, pas de jeter les gens en pâture sur les réseaux sociaux ».

[Quelles sont les conclusions de l'inspection générale ?](#)

Dans ses conclusions, rendues le 8 mai dernier, l'inspection générale avançait « que tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes, plus ou moins graves, plus ou moins nombreux ». Une certaine inexpérience de la direction est relevée. Elle estime que Klaus Kinzler « a porté atteinte à l'image et à la réputation du corps enseignant et, au-delà, de l'établissement, décrédibilisé une instance de l'Institut ». L'inspection recommande de lui adresser un dernier rappel à l'ordre.

Pour l'inspection, Anne-Laure Amilhat Szary aurait dû se voir notifiée « des fautes qu'elle a commises dans cette lamentable affaire ». Elle se trouve accusée d'avoir dramatisé la polémique dans son communiqué du 7 décembre. Mais aussi d'avoir contraint le corps enseignant à prendre position dans cette affaire et à choisir leur camp. « On se retrouve avec des agressés et des agresseurs renvoyés aux mêmes types de sanctions, c'est très problématique », commente-t-elle alors auprès de nos confrères du Monde. « La ministre a publiquement manifesté son indignation et son soutien quand le nom de mes collègues a été affiché, mais n'a pas réagi quand j'ai été à mon tour dangereusement menacée », poursuivait-elle.

[Une affaire devenue politique](#)

À moins de quatre mois de l'élection présidentielle, l'affaire Klaus Kinzler a pris une dimension politique. La direction de l'établissement vient de suspendre le professeur, accusé d'avoir tenu des propos diffamatoires contre l'établissement lors de ses passages à la télévision. Lancé dans une véritable croisade contre les pratiques qui seraient en cours au sein de l'IEP de Grenoble depuis plusieurs mois, Klaus Kinzler avait notamment décrit l'école comme un

institut de « rééducation politique », accusant un « noyau dur » de ses collègues d'endoctriner des étudiants à la culture du « wokisme », face à une direction impuissante. Dans son arrêté de suspension, la directrice Sabine Saurugger estime que l'enseignant a « gravement méconnu à plusieurs obligations », notamment en matière de « discrétion professionnelle ».

Cette sanction a fait bondir plusieurs personnalités politiques. Dans une tribune publiée chez nos confrères de l'Opinion, le député François Jolivet demande la mise sous tutelle de l'établissement, ainsi que l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation des universités françaises.

Chez Les Républicains, Valérie Pécresse se dit inquiète « de ce que la liberté d'expression ne soit plus assurée à l'IEP de Grenoble » et demande à Frédérique Vidal de diligenter une nouvelle mission d'inspection sur la situation. Elle a été suivie par Éric Ciotti, l'eurodéputé François-Xavier Bellamy et le président de la région Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. Dans un communiqué de presse, il a annoncé [sa décision de suspendre l'ensemble des financements de la région](#) à l'établissement. Une décision saluée par Marine Le Pen sur les réseaux sociaux.

Cette suspension des financements a été soutenue, à demi-mots, par le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, [qui voit dans la suspension de Klaus Kinzler une « erreur formelle »](#) de la part de la direction de l'établissement. « Je pense qu'il faut bien entendu réagir », a-t-il affirmé mercredi sur LCI, au sujet de la décision de Laurent Wauquiez, estimant qu'il faut toutefois éviter « les mesures spectaculaires ».

Dans un communiqué de presse, la direction de l'établissement voit de son côté dans la suspension des financements de la région une décision politique. Elle précise que « le soutien financier de la région (...) ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants ». Elle appelle Laurent Wauquiez à revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants. « L'IEP de Grenoble-UGA fait désormais l'objet d'accusations ineptes de *dérive idéologique et communautariste*, de *wokisme* ou encore de *cancel culture*, qui n'ont aucun fondement », poursuit le communiqué.

21 décembre (Mediapart)

<https://www.mediapart.fr/journal/france/211221/sciences-po-grenoble-les-memes-intox-pour-un-nouvel-emballement>

Sciences-Po Grenoble : les mêmes intox pour un nouvel emballement

PAR DAVID PERROTIN

ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 21 DÉCEMBRE 2021

Après l'annonce de la suspension d'un professeur accusé d'islamophobie à l'IEP de Grenoble, de nombreux politiques dénoncent une attaque contre la liberté d'expression. Mediapart revient sur les nombreuses contrevérités relayées depuis.

Il aura fallu attendre neuf mois pour qu'une nouvelle polémique éclate à propos de Sciences-Po Grenoble. L'Institut d'étude politique (IEP) fait de nouveau parler de lui depuis que Le Figaro a révélé que Klaus Kinzler, le professeur d'allemand qui dénonce une supposée « chasse idéologique » au sein de l'école, a été suspendu le 14 décembre pour quatre mois. Sabine Saurugger, directrice de l'institution, a pris cette mesure par arrêté, avant de « saisir le conseil de discipline dans les meilleurs délais ». Cette suspension n'est toutefois pas une sanction et l'enseignant conserve son traitement et ses indemnités le temps de la procédure.

Selon le quotidien, la directrice lui reproche d'avoir tenu « des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste, ainsi que contre la personne de sa directrice », d'avoir en outre « gravement porté atteinte à l'intégrité professionnelle de ses collègues de travail », après une interview donnée sur CNews. Enfin, l'enseignant est aussi accusé d'avoir « gravement méconnu plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire », comme « son obligation de discrétion professionnelle » et « son obligation de réserve ».

Il n'en fallait pas plus pour que l'emballement reprenne et que la direction de l'IEP soit accusée de « chasse aux sorcières ». De Marine Le Pen à Éric Zemmour, en passant par Valérie Pécresse ou Éric Ciotti, toutes et tous ont dénoncé cette décision qui serait une « grave atteinte à la liberté d'expression ». Plus étonnant encore, le président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez a décidé de couper les aides accordées à l'institution, sans même attendre des éclaircissements

de Sciences-Po, lui qui n'hésitait pas à voter deux subventions à l'ONG libanaise Nawraj, partenaire d'une association d'extrême droite et dirigée par l'ancien chef de milices chrétiennes responsables de nombreux massacres pendant la guerre civile. Sauf que les articles relayant la décision de la direction de l'IEP et les messages de soutien reposent en majorité sur des contrevérités et des intox largement entretenues par la droite et l'extrême droite, et par le professeur Klaus Kinzler lui-même.

Rappel des faits. L'affaire débute en mars 2020 lorsque Klaus Kinzler est, avec un autre enseignant, la cible d'affiches placardées sur la façade de l'IEP : « Des fascistes dans nos amphis Vincent T. [...] et Klaus Kinzler démission. L'islamophobie tue. » Le syndicat étudiant Unef relaie l'action sur les réseaux sociaux, avant de tout supprimer.

Comme le racontait Mediapart, ce collage, condamné unanimement, venait après d'intenses tensions autour d'une journée de débats nommée « Racisme, antisémitisme et islamophobie » et organisée dans le cadre d'une « semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations ».

Le professeur d'allemand s'en était pris à Claire M., sa collègue et enseignante d'histoire, et exigeait que l'intitulé soit reformulé. Celui-ci ayant été décidé après un vote des étudiants, elle avait refusé et argumenté en précisant « qu'utiliser un concept ne dispense pas d'en questionner la pertinence, de se demander s'il est opérant ».

Mediapart racontait alors comment l'affaire avait été récupérée avec omission de nombreux détails. Klaus Kinzler reconnaissait lui-même avoir pu être violent à l'endroit de sa collègue et avoir révélé son nom publiquement, la mettant ainsi en danger. Alors pourquoi reparle-t-on de l'IEP de Grenoble ? Comme le révèle Le Figaro, la direction, qui n'a pas souhaité répondre à Mediapart, reproche deux récentes interviews accordées par Klaus Kinzler. Dans celle publiée par Marianne, le journal revient sur la relaxe de 17 étudiants passés en conseil de discipline et entretient la confusion en laissant penser que ces élèves pourraient être les auteurs des affiches placardées sur l'IEP. « C'est un blanc-seing pour ceux qui voudraient placer une cible dans le dos des professeurs », affirme Klaus Kinzler, qui dénonce la relaxe de ces 17 étudiants en lien avec l'Union syndicale Sciences-Po Grenoble (US), un syndicat qui avait fustigé « l'islamophobie des deux enseignants ». Le syndicat avait aussi appelé la direction de l'établissement à « statuer » sur le « cas » du professeur.

Aucun étudiant n'a révélé les noms de professeurs

Les étudiants sont en effet passés devant une commission disciplinaire. Elle faisait justement suite à une saisine de la directrice qui avait appliqué les recommandations d'un rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche diligenté en mars par la ministre Frédérique Vidal et rendu en mai.

Affiches placardées mardi 9 mars sur les murs de l'IEP de Grenoble. © David Perrotin/ Mediapart
D'après la décision rendue par la section disciplinaire, consultée par Mediapart, les étudiants ont en effet été relaxés car « le seul appel à témoignage publié par l'US sur les réseaux sociaux (Facebook) ne peut être regardé comme constitutif d'une participation à la diffusion [...] d'accusations de racisme et d'islamophobie à l'encontre des deux enseignants », Vincent T. et Klaus Kinzler.

En effet, si les étudiants ont bien dénoncé le comportement des deux professeurs, ils n'ont jamais publié leurs noms publiquement. Par ailleurs, si la presse évoque le fait qu'un étudiant a été condamné par la section disciplinaire, cela n'a rien à voir avec cette affaire. D'après nos informations, une étudiante a fait l'objet d'une exclusion temporaire avec sursis pour dénonciation calomnieuse dans une affaire de violences sexuelles.

Aucun nom d'enseignant n'a été révélé par le laboratoire Pacte

Dans son interview à Marianne qui lui est aujourd'hui reprochée, Klaus Kinzler met également en cause le laboratoire de recherche affilié au CNRS et à l'IEP, Pacte, qui l'aurait accusé publiquement de harcèlement à l'encontre de sa collègue. « Sans

21 décembre (RMC)

<https://rmc.bfmtv.com/emission/iep-grenoble-accuse-d-islamophobie-puis-suspendu-le-prof-d-allemand-klaus-kinzler-denonce-un-bateau-qui-coule-2052813.html>

IEP Grenoble: accusé d'islamophobie puis suspendu, le prof d'allemand Klaus Kinzler dénonce "un bateau qui coule"

21/12/2021 à 08h00

Après avoir été accusé d'islamophobie en mars dernier, le professeur d'allemand Klaus Kinzler a été suspendu par l'IEP de Grenoble. Invité d'"Apolline Matin" ce mardi sur RMC, il a dénoncé "une prise de pouvoir d'étudiants radicaux".

Suspendu. **Klaus Kinzler**, le professeur d'allemand de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui a été accusé d'islamophobie par des étudiants en mars dernier, a été sanctionné ce lundi par la direction de l'établissement. "On me reproche juste deux entretiens avec Marianne et L'Opinion et une autre petite intervention à CNews. On me reproche une diffamation. La direction a une obsession pour m'interdire de parler à la presse. C'est une obsession pour éviter que je raconte ce qu'il se passe à l'IEP", explique-t-il dans "Apolline Matin" ce mardi sur **RMC**.

"J'ai enseigné pendant 25 ans dans cet IEP sans avoir le moindre problème de liberté d'expression, souligne Klaus Kinzler. Depuis l'arrivée de la nouvelle direction, on a assisté à la prise de pouvoir d'une minorité d'étudiants, les plus radicaux, soutenus par un certain nombre d'enseignants-chercheurs, qui ont littéralement fait régner un climat de peur dans l'IEP, intimidant tout le monde. Ce n'est pas moi qui invente les mots, c'est l'inspection générale qui le dit dans son rapport au mois de mai. Ce sont eux qui ont pris le pouvoir. Sur les réseaux sociaux, et par d'autres moyens, ils ont essayé de faire taire ceux qui n'étaient pas d'accord avec leurs positions extrémistes. On m'a traité d'islamophobe sur Facebook, sans que ma direction n'intervienne alors qu'elle était au courant. C'est un climat délétère qui régnait pendant plusieurs mois."

"L'Etat de droit n'existe plus" à Sciences-Po Grenoble selon l'enseignant

Klaus Kinzler a déjà dénoncé une "rééducation politique" à l'œuvre à Sciences-Po Grenoble. "J'ai dit ça dans un entretien d'une heure et demie avec L'Opinion. Je le dirai aussi de façon très nuancée dans le livre qui sortira bientôt sur les événements. C'est une phrase dans une heure et demie de discours. J'assume, explique le prof d'allemand. Je l'ai découvert récemment et cette histoire, depuis un an et demi, me le montre. Avant, je n'aurais jamais le pu dire à quelqu'un. J'observe une radicalisation des étudiants qui arrivent, décolonialistes, et un discours extrêmement anticapitaliste, décolonialiste, chez beaucoup de collègues qui remettent même en question la légitimité de notre gouvernement élu à faire des réformes, publiquement, en amphi. Dans le couloir, il n'y a que des annonces de conférences sur la lutte contre les

discriminations. On n'a que ces théories woke qui sont importantes chez nous. L'Etat de droit n'existe plus, car des étudiants bloquent tout le temps l'IEP sans que personne n'intervienne. Les chercheurs assument pleinement qu'ils ne veulent plus être neutres. C'est du militantisme, sous le couvert de la science."

Et Klaus Kinzler regrette que les étudiants qui l'ont ciblé n'aient pas été inquiétés. "La seule personne poursuivie, en quelque sorte, c'est moi. C'est un peu l'ironie de l'histoire. La campagne où on me traite d'extrémiste de droite et d'islamophobe, c'est toujours en ligne. Moi qui suis le lanceur d'alerte, je suis puni. Il y a cette relaxe complètement scandaleuse des étudiants, alors qu'on sait exactement ce qu'ils ont fait. Il n'y a pas seulement cette commission disciplinaire, qui était délocalisée. Notre directrice, d'ailleurs, ne peut pas faire appel parce que ça gênerait l'institut... On n'a jamais rien entrepris contre ces étudiants. On n'a pas signalé ça au procureur, on ne l'a même pas informé. Il y a une telle inaction face à cet extrémisme."

Face à cette situation, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a annoncé lundi qu'il suspendait les financements de l'établissement. "Je ne vais pas tomber dans le piège de me faire instrumentaliser, assure Klaus Kinzler. Evidemment, je suis très heureux d'entendre ça. Il y a aussi le député François Jolivet. C'est du baume au cœur pour moi. Je me réjouis si les hommes politiques demandent qu'on intervienne. Cet IEP, c'est un bateau qui coule. Je n'aime pas qu'il coule. Je voudrais que quelqu'un le sauve du naufrage. Depuis un an, je me laisse pourrir ma vie pour contribuer à ce que cet IEP redevienne ce qu'il a été, un endroit où on a formé des jeunes qui ont ensuite joué un rôle dans la société."

22 décembre 2021 (Valeurs actuelles)

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/censure-sectarisme-luniversite-francaise-le-laboratoire-des-fous/>

Valeurs Actuelles (site web)

Société, mardi 21 décembre 2021 991 mots

Censure, sectarisme... L'université française, le laboratoire des fous

L'affaire de Sciences Po Grenoble révèle un enseignement supérieur soumis à la censure, au sectarisme et aux délires progressistes. Récit d'une dérive. Alors que Klaus Kinzler, l'enseignant de Sciences Po Grenoble, vient d'être suspendu par sa direction, nous republions cet article paru le 19 mars 2021. enseignement supérieur, islamogauchisme, klaus kinzler, sciences po grenoble, université

Trente-cinq ans d'enseignement paisible, puis la bascule. Klaus Kinzler a eu le malheur de récuser la pertinence scientifique du terme d'"islamophobie", le voilà accusé d'islamophobie. Et, bien sûr, de fascisme. Avant lui, Sylviane Agacinski, Alain Finkielkraut, François Hollande (!) s'étaient vu refuser l'accès à l'université par des étudiants peu soucieux de se frotter à la contradiction. Pièces de théâtre annulées, conférences empêchées, professeurs placardisés... La censure n'est pas nouvelle. La décapitation de Samuel Paty aura quand même réveillé des consciences assoupies : cette fois-ci, le professeur peut compter sur quelques soutiens publics. D'autres persistent à nier.

Jean Sévillia, lui, n'est pas franchement étonné, qui signait un livre intitulé *le Terrorisme intellectuel* il y a vingt et un ans... Aujourd'hui très éloigné du monde universitaire, il convoque pourtant le souvenir de ses propres années de fac : « *Le variant est l'idéologie dominante, l'invariant réside dans les méthodes employées pour la défendre.* » À l'époque, les affrontements physiques sont quasiment quotidiens dans le Quartier latin, et les tentatives d'ostracisme omniprésentes. « *On retrouve les vieilles méthodes efficaces de l'antifascisme : mensonge, amalgame, diabolisation et stigmatisation* », développe le journaliste. Stalinisme, tiers-mondisme, marxisme, antiracisme, européisme... Les sujets changent mais quiconque s'interpose est déclaré fasciste. Sévillia concède cependant une différence de taille : « *À l'époque, le professeur pouvait demander à l'élève estampillé fasciste de dérouler ses arguments dans l'amphithéâtre.* » Les élèves lisent alors, le débat est encore possible.

Un bond dans le temps et l'on se retrouve dans la très progressiste université d'Evergreen, aux États-Unis. Entre-temps, la *French theory* s'est exportée outre-Atlantique. C'est sur ce campus que le professeur Bret Weinstein a tenté de s'opposer à la tenue d'une journée interdite aux élèves blancs. Suffisant pour que les étudiants le poussent vers la sortie, sans autre forme de procès. L'enseignant a bien tenté de rappeler qu'il avait « *toujours voulu parler du racisme, l'étudier...* », les étudiants n'ont pas attendu la fin de sa phrase pour clore le débat : « *On n'a pas besoin de l'étudier, on le vit.* »

Les nouveaux révolutionnaires ne font même plus semblant de débattre, ils se drapent dans une victimisation très largement fantasmée pour consacrer l'inutilité de la connaissance. Débattre, c'est déjà accorder le point à son adversaire. On pourrait se rassurer en accablant les États-Unis... puis on entend Geoffroy de Lagasnerie. Philosophe et sociologue, l'autoproclamé héritier - bien français - de Bourdieu, Deleuze et Derrida est au micro de France Inter le mercredi 30 septembre dernier, lorsqu'il expose très sereinement sa pensée : « *Le but de la gauche, c'est de produire des fractures, des gens intolérables et des débats intolérables dans le monde social. [...] je suis contre le paradigme du débat* », entame-t-il. Le jeune professeur insiste : « *J'assume totalement le fait qu'il faille reproduire un certain nombre de censures dans l'espace public, pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes.* » Qui serait alors chargé de discriminer le juste et l'injuste ? Lagasnerie refuse que ce soit la loi, il préfère que ce soit «

l'analyse sociologique ». De telles déclarations ne provoquent pas l'indignation des étudiants, encore moins des professeurs.

Et pourtant, c'est bien cette "analyse sociologique" qui inquiète par son sectarisme inversement proportionnel à son exigence académique. Lorsque la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, ose évoquer la pénétration de « *l'islamo-gauchisme* » à l'Université, la réaction est immédiate : tribune des présidents d'université, appels à la démission, indignation du CNRS... Pourquoi ? Le manque d'assise scientifique du terme. Silence, en revanche, lorsque des chercheurs abusent des concepts d'islamophobie, de privilège blanc ou de violences de genre. Et pour cause : certains travaux universitaires s'appliquent désormais à légitimer les concepts générés par les *cultural studies* américaines, plus militantes qu'académiques.

Les études scientifiques en question

En 2017, une journaliste et deux universitaires anglo-saxons ont tenté de dénoncer le phénomène. « *Soyons clairs, nous ne pensons pas que les sujets comme le genre, la race ou la sexualité ne méritent pas d'être étudiés* », expliquait alors l'un des universitaires avant de poursuivre : « *Le vrai problème, c'est la façon dont ces sujets sont actuellement étudiés. Une culture émerge dans laquelle seules certaines conclusions sont autorisées : comme celles qui désignent systématiquement la blancheur de peau ou la masculinité comme la cause du problème.* » Ils ont donc rédigé une vingtaine d'études bidon qu'ils ont ensuite proposées à des revues universitaires dotées d'un comité de relecture par des pairs. Résultat ? Sept papiers ont été acceptés, quatre publiés.

Il faut se pencher sur ces études pour saisir l'ampleur du malaise : l'une d'elles s'intitule "Réactions humaines face à la culture du viol et performativité queer dans les parcs à chiens urbains de Portland, Oregon", une autre affirme que les hommes peuvent combattre leur « *homohystérie* » par l'usage d'un sextoy, une autre encore - qui avait reçu des retours plutôt enthousiastes - préconisait de faire porter des chaînes fictives aux élèves blancs pour les confronter à la « *fragilité de leurs privilèges* » .

L'expérience n'a pas été réalisée en France, mais les universitaires les plus militants abusent déjà du vocabulaire légitimé par de semblables "études". En face, des conférences sont annulées, des thèses refusées, des professeurs virés... Et la contestation s'affaiblit. C'est cet état des lieux qui poussait récemment la sociologue et philosophe Renée Fregosi à déclarer sur FigaroVox qu'« *il serait plus important de garantir le pluralisme des approches théoriques et des méthodes d'analyse* ». L'enjeu ? Non plus seulement protéger, mais rétablir la liberté académique. Faute de quoi seront dégainées à l'infini les accusations d'homophobie, de xénophobie, de transphobie, de racisme, de fascisme pour empêcher tout débat... et triompherait vraiment le totalitarisme de la bêtise.

enseignement supérieur, islamogauchisme, klaus kinzler, sciences po grenoble, université

22 décembre 2021 (Libération)

Libération

mercredi 22 décembre 2021 859 mots, p. 8

Expresso

Remous autour du terme «islamophobie»: un prof de Sciences-Po Grenoble suspendu

Par Elsa Maudet

Klaus Kinzler, l'enseignant d'allemand dont le nom avait été placardé à l'entrée de l'IEP de Grenoble en mars pour s'être opposé à l'emploi du mot «islamophobie», a été suspendu pour quatre mois pour «propos diffamatoires» dans des médias.

Il se pose en «lanceur d'alerte», dénonce «la cancel culture» et l'assure : «Je ne vais pas lâcher !» Klaus Kinzler remonte ces derniers jours sur le ring médiatique dans la bataille qui l'oppose depuis un an à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. Ce professeur d'allemand et de civilisation allemande a été suspendu de ses fonctions, lundi et pour quatre mois, pour avoir tenu «des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste», selon l'arrêté pris par la directrice de l'IEP, consulté par Libération.

Depuis la révélation de cette suspension par le Figaro, l'affaire prend de l'ampleur, faisant largement réagir au sein de la droite et l'extrême droite.

«Chasse». L'affaire remonte à décembre 2020. Klaus Kinzler prépare alors, avec une collègue enseignante-chercheuse spécialiste de l'histoire coloniale du Maghreb, une journée de débats sur «le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme». Le professeur franco-allemand goûte peu de voir les trois notions mises sur le même plan, estimant, dans un mail adressé à sa collègue, que cela reprépubliquement senterait «une insulte aux victimes réelles (et non imaginaires) du racisme et de l'antisémitisme». Selon lui, le terme d'islamophobie n'existe que pour museler toute critique de l'islam, une religion qu'il reconnaît «ne pas beaucoup aimer». A l'issue d'échanges par mail, sa collègue accepte de retirer la notion d'islamophobie. Mais Kinzler se retrouve alors accusé par certains étudiants sur les réseaux sociaux d'être islamophobe. L'affaire explose en mars, lorsque son nom et celui d'un collègue se retrouvent placardés sur l'enceinte de l'établissement, aux côtés des phrases «des fascistes sont dans nos amphis», et «l'islamophobie tue». L'Unef, le syndicat étudiant, partage l'image sur Twitter, lui donnant une large visibilité. De là, le professeur court les médias pour se défendre. Le 19 novembre, les 17 étudiants de l'IEP poursuivis devant la commission de discipline de l'Université Clermont-Auvergne pour avoir accusé les deux professeurs d'islamophobie ont été relaxés. Klaus Kinzler est revenu sur cette décision dans une interview à Marianne début décembre, estimant que c'était «un blanc-seing pour ceux qui voudraient placer une cible dans le dos des professeurs». Selon lui, «la chasse idéologique aux enseignants est ouverte», et «il devient alors très compliqué d'enseigner à l'IEP, voire impossible, puisque l'esprit critique n'y a plus sa place». Le lendemain dans l'Opinion, le professeur déplorait avoir «vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des théories woke, décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes. Sciences-Po Grenoble n'est plus un institut d'études

politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique. Les étudiants sont endoctrinés». La directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, a répliqué la semaine suivante, affirmant que «Sciences-Po Grenoble est un établissement où la liberté d'expression et la liberté d'enseignement se trouvent au coeur du projet académique». Dès le début de l'affaire, elle a imploré Klaus Kinzler de cesser de s'exprimer dans les médias, ce que l'intéressé a toujours refusé. «L'IEP n'a pas publiquement une seule fois dit que je n'étais pas un fasciste. Je suis attaqué et même mis en danger sans que personne ne vienne à mon secours», réagit Klaus Kinzler auprès de Libération. Il se défend également des accusations de diffamation qui motivent sa suspension : «Aucun tribunal ne s'est exprimé pour l'instant pour dire si j'ai dépassé ou non la limite de la liberté d'expression. Je me défends moi-même mais je défends aussi la liberté d'expression, je me bats contre l'intolérance et je défends l'Etat de droit. Je pense que ce n'est pas de la diffamation.» «Bourses».

Dans un communiqué diffusé mardi, l'école affirme que la direction «n'a pas vocation à s'étendre publiquement sur des mesures de nature disciplinaire. [] Elle rappelle simplement que toute décision de ce type est scrupuleusement fondée sur des éléments objectifs, déconnectés des remous du débat public». Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Laurent Wauquiez, estimant que «Sciences-Po Grenoble est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste inacceptable», a décidé de suspendre tout financement à destination de l'établissement -ce qui représente environ 100000 euros par an, précise la région à Libé. «Notre décision est ferme. Les subventions en cours ne seront pas versées. La région Auvergne-Rhône-Alpes ne nouera plus aucun partenariat avec Sciences-Po Grenoble tant que la direction n'aura pas fait évoluer sa position», indique Laurent Wauquiez.

La direction de l'IEP a déploré une décision «regrettable», qui «risque d'affecter des étudiants et publics ayant des difficultés d'accès aux études supérieures ou à une formation», le soutien de la région consistant «essentiellement en l'attribution de bourses». «Cette décision semble par ailleurs motivée par un motif politique, davantage que par la réalité de la situation au sein de l'institution», pointe le communiqué, qui appelle Laurent Wauquiez à «revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants». ?

«L'IEP n'a pas publiquement une seule fois dit que je n'étais pas un fasciste. Je suis attaqué et même mis en danger sans que personne ne vienne à mon secours.» Klaus Kinzler L'histoire du jour.

22 décembre 2021 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sciences-po-grenoble-au-coeur-d-une-passe-d-armes-politique-20211221>

Le Figaro (site web)

mardi 21 décembre 2021 - 20:08 UTC +01:00 907 mots

Actualité ; Société

Sciences Po Grenoble, au cœur d'une passe d'armes politique

Beyer, Caroline

Wokisme, islamo-gauchisme... L'institut, abonné aux polémiques, cristallise les divisions entre la gauche, la droite et LREM qui en appelle à l'exécutif.

En pleine campagne présidentielle, l'affaire de l'IEP de Grenoble a pris un tournant politique. Il y est tout à la fois question d'islamo-gauchisme, d'islamophobie, de liberté d'expression, de diffamation. Au cœur de la polémique: Klaus Kinzler, professeur d'allemand depuis vingt-cinq ans, suspendu par Sabine Saurugger, la directrice de l'IEP, via un arrêté daté du 14 décembre, annonçant la saisie «*dans les plus brefs délais*» d'un conseil de discipline. Elle reproche à l'enseignant, dont le nom avait été placardé en mars sur les murs de l'école assorti d'accusations d'islamophobie et de fascisme, d'avoir tenu depuis le 7 décembre des «*propos diffamatoires*» contre l'établissement et sa directrice. À droite - mais aussi dans les rangs de LREM, par la voix du député François Jolivet - demande est faite à l'exécutif de se pencher sur le cas de cet institut abonné aux polémiques.

Mardi soir, dans une lettre ouverte publiée en exclusivité sur Lefigaro.fr, 40 personnalités, pour la plupart issues du monde universitaire, ont interpellé la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, qui se tient dans un silence assourdissant depuis des semaines. L'affaire, largement médiatisée lorsqu'elle a éclaté en mars - quelques mois après l'assassinat de Samuel Paty et quelques jours après la sortie de la ministre de l'Enseignement supérieur sur l'islamo-gauchisme à l'université -, a connu un nouveau rebondissement ce lundi.

Laurent Wauquiez, président (LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a soudain annoncé suspendre tout financement (100.000 euros par an) à l'IEP de Grenoble, «*depuis trop longtemps dans une dérive idéologique inacceptable*». *Les militants de théories woke, de l'écriture inclusive ou de pratiques communautaristes (y) ont aujourd'hui confisqué le débat.*» Une décision saluée par Éric Zemmour, Marine Le Pen ou encore Gilbert Collard. Tandis qu'à gauche, le groupe socialiste, écologiste et démocrate de la région, emmené par Najat Vallaud-Belkacem, accuse Laurent Wauquiez de *s'immiscer dans la vie universitaire à travers ce qui n'est rien d'autre qu'une expédition punitive sur les réseaux sociaux*.

Dans une «*mise au point*» publiée ce mardi, la direction de l'IEP de Grenoble dénonce cette décision du président de région, «*motivée par un motif politique*», qui «*risque d'affecter des étudiants et publics ayant des difficultés d'accès aux études supérieures*». Les accusations de wokisme sont pour elle «*ineptes*». «*Les débats qui traversent la société ont*

nécessairement une résonance particulière au sein d'une école d'études politiques qui vit au rythme de la démocratie et des grands débats de son époque », explique-t-elle.

Une grande confusion

« Lorsque j'ai découvert ma suspension, j'ai été estomaqué », raconte Klaus Kinzler. D'autant plus que cette décision intervient après le blanchiment des étudiants passés en conseil de discipline. » Le 19 novembre, les étudiants poursuivis pour leur participation à la diffusion des accusations d'islamophobie à l'encontre de Klaus Kinzler et d'un autre professeur ont été relaxés. Une décision allant à l'encontre du souhait de la ministre de l'Enseignement supérieur et des conclusions rendues en avril par une mission de l'Inspection générale, recommandant des *« mesures disciplinaires »*.

Avant de découvrir son nom sur les murs de l'IEP, le professeur avait été accusé en janvier, sur les réseaux sociaux, d'islamophobie par le syndicat étudiant local, l'Union syndicale (US), marqué à l'extrême gauche. Avant cela, il avait eu des échanges de mails virulents avec une historienne de l'école, spécialiste du Maghreb colonisé, dans lesquels il contestait la légitimité de la notion d'« islamophobie », et refusait de voir le mot accolé aux termes « antisémitisme » et « racisme », dans le cadre d'une semaine de l'égalité. Dans l'un de ces mails, Klaus Kinzler écrivait n'avoir *« personnellement aucune sympathie pour l'islam en tant que religion »*, en raison de la place faite aux femmes et des violences commises en son nom. Des échanges partagés par un groupe de travail comprenant des professeurs et des étudiants, et portés ensuite à la connaissance de l'ensemble des enseignants. Les inspecteurs généraux, eux, expliquaient n'avoir trouvé aucun élément ou témoignage *« permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie »*. *« La critique des religions n'est pas illégale en France »*, écrivaient-ils.

« Pourquoi décider de me suspendre maintenant? », interroge le professeur. Je tiens les mêmes propos depuis le mois de mars. » Inlassablement, Klaus Kinzler dénonce dans les médias un manque de soutien de sa direction ainsi qu'une *« terreur »* régnant à l'IEP, du fait d'une minorité d'étudiants extrémistes. L'enseignant s'était exprimé récemment dans *L'Opinion*, *Marianne* et sur CNews, après la relaxe des étudiants. *« À l'IEP de Grenoble, plus rien n'est à sa place, des enseignants aux étudiants. Le problème n'est pas Klaus Kinzler, qui a été isolé et diffamé »*, explique son avocat Me Patrick Klugman, indiquant qu'un recours sera déposé devant le tribunal administratif.

22 décembre 2021 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/suspension-de-klaus-kinzler-a-sciences-po-grenoble-la-lettre-de-40-personnalites-a-frederique-vidal-20211221>

Le Figaro (site web)

mardi 21 décembre 2021 - 21:47 UTC +01:00 875 mots

Suspension de Klaus Kinzler à Sciences Po Grenoble: la lettre de 40 personnalités à Frédérique Vidal

Par Tribune collective

Publié hier à 21:47, mis à jour hier à 22:42



L'entrée du campus de Sciences Po Grenoble, à Saint Martin d'Hères, près de Grenoble. *JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP*

EXCLUSIF - Dans une lettre ouverte, 40 personnalités, pour la plupart issues du monde universitaire, interpellent la ministre de l'Enseignement supérieur pour lui demander d'agir face à ce qu'ils perçoivent comme une censure imposée par un courant militant.

Klaus Kinzler, enseignant à Sciences Po Grenoble, accusé d'islamophobie, s'est longtemps défendu en alertant les médias sur la dérive de son établissement et la chasse aux sorcières dont il se sentait victime. La direction vient de le suspendre au motif qu'il aurait bafoué son obligation de réserve et de discrétion.

Lettre ouverte à Madame Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur

Madame la ministre,

La situation à l'IEP de Grenoble et les poursuites engagées contre notre collègue Klaus Kinzler démontrent, s'il en était besoin, que la liberté d'expression des universitaires, de même que leur liberté académique dans le cadre de leur enseignement et de leur recherche, libertés dont vous êtes la première garante, sont en péril dans notre pays.

Depuis quelques années un courant militant -et se revendiquant comme tel- cherche à imposer, dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur, en particulier dans le domaine des sciences sociales, un discours exclusif. Or c'est une chose d'accueillir de nouveaux champs d'études et de nouveaux paradigmes ; c'en est une tout autre de leur laisser acquérir une domination voire une hégémonie institutionnelle, alors même que leur pertinence scientifique fait l'objet, comme vous le savez, d'un intense débat intellectuel.

Vous vous étiez vous-même émue de l'extension dans l'Université de ce que vous avez nommé « *l'islamo-gauchisme* » - qui est l'une des manifestations de ces dérives - et aviez annoncé un rapport sur ce sujet en février de cette année. Force est de constater que, près d'un an plus tard, ce rapport, sans cesse promis et sans cesse reporté, n'a toujours pas vu le jour.

De même, nous attirons votre attention sur le rapport de l'Inspection générale que vous avez missionnée à l'IEP de Grenoble, relevant qu'« *au terme de ses travaux, il ne fait pas de doute [...] que ce sont les accusations d'islamophobie qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP* » (p. 2) et « *qu'un climat de peur s'était installé depuis plusieurs mois parmi les étudiants de l'IEP du fait de cette utilisation par l'U[nion] S[yndicale] d'accusations (graves, puisqu'il s'agit de délits, voire de crimes tels que le viol) diffusées sur les réseaux sociaux contre tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions* » (p. 3). Or, il s'avère que la personne désormais poursuivie est celle-là même qui a alerté sur ces agissements et qui, nous vous le rappelons avec gravité, est menacée de mort pour cette prétendue « *islamophobie* » : notre collègue Klaus Kinzler. Et ces poursuites ont lieu au rebours des traditions de l'université française comme de la jurisprudence de la CEDH.

Dans ce contexte, où la liberté d'expression est menacée par des sanctions disciplinaires, voire pénales ; où le pluralisme de l'enseignement et de la recherche est contrecarré par des manœuvres d'intimidation, et donc par l'autocensure croissante de nos collègues, en particulier des plus jeunes, puisque leur carrière en dépend ; où, enfin, un nombre croissant d'étudiants font part de leur inquiétude devant ce qu'ils ressentent comme une entreprise de formatage et de propagande, notre question est simple : que comptez-vous faire précisément, Madame La ministre ?

Avec nos salutations les plus respectueuses,

Liste des premiers signataires :

Michel Albouy, professeur émérite en sciences de gestion, Université Grenoble Alpes

Claudine Attias-Donfut, sociologue

Sami Biasoni, essayiste, docteur en philosophie

Christophe Boutin, professeur de droit public, Université de Caen-Normandie

Jean-François Braunstein, professeur de philosophie, Université Paris 1 Sorbonne

Pascal Bruckner, essayiste et philosophe

Joseph Ciccolini, professeur des Universités - Praticien Hospitalier

Albert Doja, professeur d'anthropologie, Université de Lille

Laurent Fedi, université de Strasbourg

Monique Gosselin-Noat, professeur émérite de littérature

Yana Grinshpun, linguiste, Paris 3

Philippe Gumpłowicz, professeur de musicologie Université Evry-Paris-Saclay

Nathalie Heinich, sociologue

Emmanuelle Hénin, professeur de littérature, Sorbonne Université

Hubert Heckmann, maître de Conférence en Littérature médiévale, Université de Rouen

Mustapha Krazem, linguiste, université de Lorraine

Arnaud Lacheret, associate Professor

Anne-Marie Le Pourhiet, professeur de droit public à l'Université Rennes 1

Andrée Lerousseau, maître de Conférence à l'université Lille 3 en Philosophie

Samuel Mayol, maître de Conférence, Paris 13

Michel Messu, professeur honoraire de philosophie

Frank Muller, professeur émérite d'histoire moderne

Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires

Bernard Paquetteau, professeur en Sciences Politiques

Rémi Pellet, professeur à la faculté de Droit Université de Paris et à Sciences Po Paris

Gérard Rabinovitch, philosophe

Pascal Perrineau, professeur émérite des universités à Sciences Po

François Rastier, linguiste, Directeur de Recherche émérite au CNRS

Philippe Raynaud, philosophe, Paris II

François Roudaut, professeur (Université Montpellier III)

Xavier-Laurent Salvador, linguiste, Sorbonne Paris Université

Perrine Simon Nahum, historienne et philosophe

Jean Paul Sermain, professeur émérite de Littérature

Jean Szlamowicz, linguiste

Pierre-Henri Tavoillot, philosophe, Sorbonne-Université

Pierre-André Taguieff, directeur de recherche au CNRS

Thibault Tellier, professeur des universités, Sciences Po Rennes

Dominique Triaire, professeur émérite de littérature française, Université de Montpellier

Pierre Vermeren, professeur d'Histoire, université Paris I

Christophe de Voogd, historien

Nicolas Weill-Parot, directeur d'études à l'EPHE

22 décembre 2021 (Daily Mail)

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-10335797/Lecturer-symbol-Frances-battle-against-wokeism-suspended-university.html>

Lecturer becomes symbol of France's battle against wokeism as he is suspended by university because he said it had surrendered to 'Islamist-leftist' students and academics

- **Klaus Kinzler suspended for four months by Sciences Po Grenoble over remarks**
- **He accused the university of surrendering to 'Islamist-leftist' students academics**
- **Row started after Kinzler blocked a conference on racism as 'politically charged'**
- **Left-wing students' union mounted targeted campaign, accusing him of fascism**

By [LAUREN LEWIS FOR MAILONLINE](#)

PUBLISHED: 13:22 GMT, 22 December 2021 | **UPDATED:** 13:52 GMT, 22 December 2021

A lecturer has become a symbol of [France's](#) battle against wokeism after he was suspended by his university because he said it had surrendered to 'Islamist-leftist' students academics.

Klaus Kinzler was suspended for four months by Sciences Po Grenoble after the institute ruled his remarks were defamatory.

The German professor accused the university of 'explicitly encouraging students to insult, abuse and defame teachers who have the audacity not to share their extremist opinions'.

The row erupted in March after Kinzler blocked a one-day conference on 'Racism, antisemitism and Islamophobia' claiming it was a politically charged subject rather than academic.

In response a left-wing students' union accused him and a fellow professor of 'fascism' and Islamophobia in a targeted campaign on social media and signs around the Grenoble campus.



Lecturer Klaus Kinzler has become a symbol of France's battle against wokeism after he was suspended by his university because he said it had surrendered to 'Islamist-leftist' students academics

In the wake of the case, President Macron's government condemned 'Islamist-leftism' - known as Islamo-gauchisme in French - which points to the alleged political alliance between leftists and Islamists, the [Times](#) reported.

François Jolivet, a member of Macron's En Marche! party, has called for the university to put under state supervision and for parliament to launch a probe into the 'situation' in institutions across France.

In a scathing response, Jolivet said Sciences Po, one of several institutes of political studies (IEPs) in France, had 'fallen prey to sectarianism'.

The row has also angered right-wing politicians, with the President of the Rhone Alps region and former leader of the conservative Republicans party Laurent Wauquiez withdrawing a €100,000 public subsidy from the university.

Explaining the decision, he said: 'A minority has confiscated the debate in the Grenoble university, imposing somethings through terror, radical points of view that are contrary to the values of our republic.'



Kinzler was suspended for four months by Sciences Po Grenoble after the institute ruled his claim the university was 'explicitly encouraging students to insult, abuse and defame teachers who have the audacity not to share their extremist opinions' was defamatory

But academics have pushed back, with 40 writing an open letter to the Minister of Higher Education Frédérique Vidal warning 'the freedom of expression of academics, as well as their academic freedom within the framework of their teaching and their research, freedoms of which you are the first guarantor, are in danger in our country.'

Academics have also claimed 'Islamism' and wokeism as concepts invented by right-wingers to constrict intellectual freedom and belittle universities.

Kinzler was suspended last week after he said Sciences Po had failed to defend him from a 'reign of terror' after the institute only disciplined one of 17 student leaders identified as responsible for attacks on him.

He claimed the university, which he described as 'political re-education' institute, had not protected him for a targeted campaign by students and young faculty members obsessed with 'decolonialism, identity politics and anti-capitalism'.

Kinzler admitted the group were in the minority but voiced anger at the decision to punish only one student, by giving them a suspended exclusion order.

Sciences Po Grenoble director Sabine Saurugger defended her handling of the case after the suspension was reported in the media and criticised the students involved - but said disciplinary procedures were out of her remit.

'I am stunned to discover the image of the IEP in the media. It is not the establishment that respects secularism, the strictest freedom of expression and academic freedom,' Saurugger said.

The issue, part of a wider debate in French society, has played into next April's presidential election set to be contested by current President Emmanuel Macron and a host of challengers including far-right candidate Marine Le Pen.

21 décembre 2021 (L'Obs)

<https://www.nouvelobs.com/education/20211221.OBS52418/islamophobie-financements-tolle-politique-retour-sur-la-suspension-d-un-prof-de-l-iep-grenoble.html>

L'Obs (site web)

Education, mardi 21 décembre 2021 - 17:56 UTC +01:00 927 mots

Islamophobie, financements, tollé politique... retour sur la suspension d'un prof de l'IEP Grenoble

Un professeur avait été ciblé par des affiches placardées sur les murs de Sciences-Po Grenoble, l'accusant d'islamophobie. La direction de l'IEP, qui lui reproche d'avoir tenu des propos diffamatoires dans la presse, l'a suspendu par la suite. Une décision qui a fait réagir la classe politique.

Un professeur de l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble, accusé d'« islamophobie » en début d'année, a été suspendu de ses fonctions par la direction qui lui reproche d'avoir tenu, depuis, des « propos diffamatoires » dans les médias. A quatre mois de la présidentielle, la classe politique s'en mêle et cette sanction a même conduit le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, à suspendre ses financements et ses coopérations avec l'établissement. « L'Obs » revient sur cette affaire en cinq actes. Acte 1 - Une journée « racisme, antisémitisme et islamophobie »... À l'origine de l'affaire, fin 2020, Klaus Kinzler, professeur d'allemand au sein de l'établissement et une collègue historienne avaient échangé des courriels véhéments à propos d'une journée de débats intitulée « racisme, antisémitisme et islamophobie », titre dont il contestait le caractère scientifique, tout en critiquant l'islam. Dans des échanges de courriels, Klaus Kinzler estime inadéquat le fait de classer au même rang la notion d'islamophobie avec le racisme et l'antisémitisme. Il confie notamment ne pas aimer « beaucoup » l'islam, qui lui fait franchement peur comme il « fait peur à beaucoup de Français ». Sa collègue s'oppose à ses arguments. Leurs échanges, dont les étudiants du groupe sont également destinataires, finissent par dégénérer. La directrice de l'IEP Sabine Saurugger demande à Klaus Kinzler de présenter ses excuses à sa collègue, ce qu'il fera deux fois par mail. Le terme islamophobie est retiré de l'intitulé des débats. Le 4 mars, Klaus Kinzler et un autre enseignant sont la cible d'affichettes les accusant d'« islamophobie », placardées par des étudiants et relayées sur les réseaux sociaux par des syndicats. Le 10 mars, la directrice de l'IEP condamne « très clairement » ces affiches, tout en estimant que la façon dont Klaus Kinzler parlait de l'islam était « extrêmement problématique ». Acte 2 -... qui éclate dans les médias L'affaire prend alors un autre tournant. Se disant victime d'une chasse aux sorcières, Klaus Kinzler accorde plusieurs interviews pour livrer sa version des faits, au site de l'hebdomadaire « Marianne », au quotidien « l'Opinion » ou encore à la chaîne CNews. Face aux prises de position publiques de Klaus Kinzler, la directrice de Sciences-Po Grenoble a plusieurs fois fait entendre son agacement : « Je pense qu'il y a un ton qui est extrêmement problématique dans ses propos, avec des idées qui sont développées parfois un peu rapidement, et donc un rappel à l'ordre et une incitation au dialogue ont été entrepris », déclarait Sabine Saurugger le 10 mars dernier. « Klaus Kinzler reproche un certain nombre de faits à l'établissement qui ne sont pas exacts. Il dit notamment que la direction ne l'a jamais protégé. Sciences-Po Grenoble est un établissement où la liberté d'expression et la liberté d'enseignement se trouvent au coeur du projet académique. » Acte 3 - L'enseignant suspendu Ce mardi 21 décembre, « le Figaro » révèle la suspension de l'enseignant, d'une durée de quatre mois, à la suite de propos jugés « diffamatoires contre l'établissement d'enseignement supérieur » et « contre la directrice » de l'IEP, Sabine Saurugger, à l'origine de cette décision, lors de ses passages à la télévision. Lancé dans une véritable croisade contre les pratiques qui seraient en cours au sein de l'IEP de Grenoble depuis plusieurs mois, Klaus Kinzler avait notamment décrit l'école comme un institut de « rééducation politique », accusant un « noyau dur » de ses collègues d'endoctriner des étudiants à la culture du « wokisme », face à une direction impuissante. Dans son arrêté de suspension, la directrice Sabine Saurugger estime que l'enseignant a « gravement méconnu plusieurs obligations », notamment en matière de « discrétion professionnelle ». Acte 4 - Une affaire devenue politique À moins de quatre mois de l'élection présidentielle, l'affaire Klaus Kinzler a pris également une dimension politique. Cette sanction a fait bondir plusieurs personnalités politiques. Dans une tribune publiée

chez nos confrères de « l'Opinion », le député François Jolivet demande la mise sous tutelle de l'établissement, ainsi que l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation des universités françaises. Chez Les Républicains, Valérie Pécresse se dit inquiète « de ce que la liberté d'expression ne soit plus assurée à l'IEP de Grenoble » et demande à Frédérique Vidal de diligenter une nouvelle mission d'inspection sur la situation. Elle a été suivie par Éric Ciotti, l'eurodéputé François-Xavier Bellamy et le président de la région Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. Dans un communiqué de presse, ce dernier annonce sa décision de suspendre l'ensemble des financements de la région à l'établissement. Une décision saluée par les candidats présidentiels d'extrême droite Marine Le Pen et Eric Zemmour sur les réseaux sociaux. Acte 5 - L'IEP en paye le prix La direction de Sciences-Po Grenoble regrette dans la foulée la décision « politique » prise par Laurent Wauquiez, qu'elle qualifie de « regrettable ». Elle précise dans un communiqué publié ce mardi que « le soutien financier de la Région [...] ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants ». « Cette décision semble par ailleurs motivée par un motif politique, davantage que par la réalité de la situation au sein de l'institution », ajoute le texte en appelant le président de la région à « revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants ». « L'IEP de Grenoble-UGA fait désormais l'objet d'accusations ineptes de "dérive idéologique et communautariste" », ce qui n'a « aucun fondement ni réalité dans son fonctionnement ».

21 décembre 2021 (FAZ, Allemagne)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/cancel-culture-an-frankreichs-institutionen-nachsicht-fuer-mobber-17694641.html?premium>

CANCEL CULTURE:

Nachsicht für Mobber

- VON JÜRGEN ALTWEGG
- -AKTUALISIERT AM 21.12.2021-16:07



Eine Demonstration gegen Islamophobie im März vor der Universität Grenoble Bild: AFP

Die Hetzkampagne gegen den Germanisten Klaus Kinzler wegen angeblicher Islamophobie bleibt für die Täter folgenlos. Kinzler hingegen wird von seiner Universität suspendiert.

In Frankreich gibt es ein neues Personalpronomen, es ist männlich und weiblich zugleich. Benutzt wird es von einer – noch darf man feststellen: verschwindend – kleinen Minderheit. Das Wörterbuch „Le Robert“ aber, der Duden der Weltsprache Französisch, in der es kein Neutrum gibt, hat es in seiner Ausgabe 2022 schon abgeseegnet: „iel“. Es ist eine Zusammensetzung aus il und elle. Korrektes Konjugieren geht nun so: Je, tu, iel. Auf Deutsch würde das ungefähr so lauten: Ich, du, siers. Dieses „iel“ wurde erfunden, um den Imperativen der inklusiven Schreibweise und einer diskriminierungsfreien Grammatik gerecht zu werden. Man kann es je nach Lust und gefühltem Geschlecht weiter variieren: „ielle“ geht auch, in dieser Form wird das Weibliche übergewichtet. Im Plural hängt man ein s an: „iels“.

Während man in Paris noch auf die Reaktion der Académie Française wartet, wird in der französischen Akademie in Rom ungeniert der **Cancel Culture** gehuldigt. In der Villa Medici wurden die berühmten Wandteppiche Tentures des Indes, die Ludwig XV. in die Ewige Stadt geschickt hatte, abgehängt. Die auserwählten Stipendiaten des französischen Staats – die kulturelle Elite von morgen – störten sich an den kolonialen Motiven. Weil es sich bei der Tapiserie um die einzige Dekoration im großen Saal handelt, zeigte sich Sam Stourdzé, der Leiter des Instituts, einsichtig und nachgiebig: „Was für ein Weltbild verbreiten wir da eigentlich?“ Die traditionsreichsten kulturellen Institutionen scheinen sich dem Wokismus so willig anzupassen wie die akademischen.

Im Umerziehungslager

Noch immer wartet man in Paris auch auf den von Bildungsministerin Frédérique Vidal beim staatlichen Forschungsinstitut CNRS bestellten Bericht über das Ausmaß des „Islamgauchismus“ an den Universitäten und Eliteschulen. Mehrfach haben **Emmanuel Macron** und Unterrichtsminister Jean-Michel Blanquer die Geisteswissenschaften der Komplizenschaft mit dem islamistischen Terrorismus und Kulturkampf bezichtigt. Nach der Enthauptung von Samuel Paty wurde der Vorwurf laut, die Schulbehörden hätten den Lehrer nicht geschützt, sondern gerüffelt – aus Angst. Als in Grenoble massive Morddrohungen gegen zwei Lehrer von Sciences Po ausgesprochen wurden, forderte Frédérique Vidal eine exemplarische Bestrafung der für die Hetzkampagne verantwortlichen Studenten. Sie hatten den deutschen Germanistikprofessor Klaus Kinzler und seinen Kollegen, den

Politikwissenschaftler Vincent Tournier, der Islamophobie bezichtigt und als Faschisten bezeichnet. In einem Untersuchungsbericht der Aufsichtsbehörden wurden die gravierenden Vorfälle festgehalten. Von einem „Klima der Angst“ ist die Rede.

Auch die disziplinarische Kommission scheint dieser Atmosphäre zu unterliegen. Siebzehn Angeklagte wurden freigesprochen. Nur eine Studentin wurde mit einem kurzen Ausschluss aus der Schule, allerdings auf Bewährung, bestraft. Als ob es die Mauerinschriften, Morddrohungen und ihre Rechtfertigung nie gegeben hätte. Eigentlich hatte das milde Urteil geheim gehalten werden sollen. Nach seiner Veröffentlichung in „Le Monde“ befasste sich auch der „Figaro“ auf zwei Seiten mit den Zuständen in Grenoble. Anlässlich der „Woche gegen den Rassismus“ hatte die Studentengewerkschaft, der die Angeklagten angehören, den Ausschluss der Liga gegen den Rassismus und Antisemitismus (Licra) gefordert: erneut wegen „Islamophobie“. Den Sciences-Po-Instituten in ganz Frankreich bescheinigt die Zeitung einen „systemischen Linksextremismus“.

Kinzler ist derweil noch immer krankgeschrieben und unterrichtet nicht mehr. Er schreibt an einem Buch. „Sciences Po Grenoble ist zu einem Umerziehungslager geworden“, erklärt er in einem Interview mit der Zeitung „L’Opinion“: „Ich habe in den vergangenen Monaten mehr gelernt als in den vierzig Jahren, in denen ich mich mit Deutschland beschäftige. In Grenoble kann man beobachten, wie eine militante Minderheit durch Einschüchterung und Missachtung der Gesetze der Mehrheit ihren Willen aufzwingt und ihre Machtübernahme vorbereitet.“ Am Montagnachmittag wurde bekannt, dass ihm die Schulleitung auf Grund dieses Interviews seine Entlassung mitgeteilt hat.

21 décembre 2021 (Le Figaro)

https://etudiant.lefigaro.fr/article/sciences-po-grenoble-laurent-wauquiez-suspend-le-financement-de-la-region-auvergne-rhone-alpes_ca6c6192-61ad-11ec-a9c0-18435bb5b9fe/

Sciences Po Grenoble demande à Laurent Wauquiez de revenir sur sa décision de suspendre ses financements

Par Victor Mérat • Publié le 20/12/2021 à 17:32 • Mis à jour le 21/12/2021 à 12:00



«La Région suspend donc tout financement et toute coopération avec l'établissement», a annoncé le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. Crédits photo: François BOUCHON/Le Figaro

La région ne veut plus financer Sciences Po Grenoble. L'annonce survient après la suspension d'un enseignant de l'IEP de Grenoble qui avait dénoncé une «chasse idéologique» au sein de l'établissement. La direction de l'IEP demande au président de la région de revenir sur sa décision.

Dans un communiqué, publié mardi 21 décembre, la direction de Sciences Po Grenoble qualifie la décision de Laurent Wauquiez de «regrettable» et déplore un «motif politique». La direction de l'IEP précise que «le soutien financier de la Région (...) ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants». Si l'institution admet que «plusieurs professeurs, dont M. Kinzler, ont subi ces derniers mois des attaques et des menaces inadmissibles entraînant de graves conséquences, y compris pour leur sécurité», elle spécifie que ces dernières proviennent de «comportements virulents, malveillants et minoritaires». «La direction prend pleinement la mesure de cette problématique et s'engage dans un travail de réflexion pour adapter ses moyens et ses dispositifs, pour prévenir de telles situations à l'avenir et retrouver la pleine sérénité au sein de l'établissement», est-il ajouté. Sur la décision de suspendre l'enseignant, l'établissement ajoute que «toute décision de ce type est scrupuleusement fondée sur des éléments objectifs, déconnectés des remous du débat public», et exhorte Laurent Wauquiez à revenir sur sa décision.

Le [conflit qui oppose Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande, à la direction de Sciences Po Grenoble](#) prend une tournure politique. «[Sciences Po Grenoble](#) est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste. Ce n'est pas ma conception de la République, a écrit sur Twitter, lundi 20 décembre, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. *La Région suspend donc tout financement et toute coopération avec l'établissement*». Sur Facebook, l'ancien président du parti Les Républicains a apporté son soutien à l'enseignant. Le montant des subventions allouées par la région à l'établissement est d'environ 100.000 euros par an «*hors investissement sur projets, selon l'exécutif*» régional, rapporte l'AFP.

«Aucun compromis avec le communautarisme»

Dans un communiqué de presse, daté du 10 décembre, qu'a pu consulter *Le Figaro*, la Région dénonce la «*longue dérive idéologique et communautariste de la direction de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble*» qui «*vient de franchir un nouveau cap avec la suspension d'un enseignant accusé d'avoir publiquement fait état de la dégradation des conditions d'enseignement dans cet établissement*». «*Les militants de théories "woke", de l'écriture inclusive, ou de pratiques communautaristes, ont aujourd'hui confisqué le débat au sein de cet établissement sans que la direction ne prenne la mesure de cette dérive préoccupante*», poursuit le communiqué de presse. «*Élèves et enseignants qui s'opposent à ce nouveau diktat sont aujourd'hui la cible de pressions inadmissibles. Il est indigne de leur faire payer le renoncement et l'abandon d'une direction qui s'est soumise à cette minorité.*» Et de conclure: «*La Région Auvergne-Rhône-Alpes ne tolérera aucun compromis avec le communautarisme.*»

21 décembre 2021 (Paris Dépêches)

https://www.parisdepeches.fr/2-Societe/2048-France/15187-Grenoble_Klaus_Kinzler%2C_heretique_sein_l_universite.html

Grenoble : Klaus Kinzler, hérétique au sein de l'université

PUBLIÉ LE 21 DÉCEMBRE 2021 10:12 PAR FABRICE BLUSZSZ



dr (copie d'écran)

Klaus Kinzler, professeur à Sciences Po Grenoble, est désormais au coeur d'un procès intellectuel. Est-il islamophobe ? Fallait-il le suspendre ?

Laurent Wauquiez (Les Républicains), patron de la région Auvergne-Rhône-Alpes, s'en mêle et annonce la suspension du financement de l'Institut d'études politiques de Grenoble (Isère). L'affaire du professeur d'allemand taxé d'islamophobie, dénoncé par des tags sur les murs de l'université au printemps, suspendu depuis le 14 décembre, a pris un tour politique.

Sabine Saurugger, directrice de l'IEP, estime que les entretiens accordés par Klaus Kinzler à *L'Opinion*, à *Marianne* et à France3 ont "*porté atteinte à l'intégrité professionnelle de ses collègues de travail*". Le professeur, dans des propos rapportés par *France3*, pense au contraire avoir seulement le droit de s'exprimer...

"J'ai des convictions simples, claires, démocratiques, mais pas islamophobes. Ce qui est gravissime, c'est qu'on n'a pas le droit de formuler des idées qui ne rentrent pas dans la doxa actuelle."

Depuis l'annonce de Laurent Wauquiez, les opposants à Klaus Kinzler s'insurgent... Deux extraits de réaction sur Twitter...



Université Ouverte
@UnivOuverte

Pour ceux qui en doutaient encore : les seul-es censeur-ses, ceux qui empêchent les étudiant-es, les chercheur-ses et les enseignant-es de travailler, ce sont les réactionnaires de tout poil qui coupent les financements.

#LibertésAcadémiques
#DuFricPourLaFac
#StopPrécarité

Laurent Wauquiez @laurentwauquiez · 5h
Sciences Po Grenoble est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste inacceptable. Ce n'est pas ma conception de la République : la Région @auvergnhalpes suspend donc tout financement et toute coopération avec l'établissement.
lofigaro.fr/actualite-fran...

21 décembre 2021 (Europe 1)

<https://www.europe1.fr/emissions/L-edito-eco/alerte-sur-le-woke-a-luniversite-francaise-4083865>

NICOLAS BEYTOUT L'opinion de Nicolas Beytout

Alerte sur le Woke à l'université française



NICOLAS BEYTOUT 07h56, le 21 décembre 2021

Chaque matin, Nicolas Beytout analyse l'actualité politique et nous livre son opinion. Ce mardi, il revient sur l'éviction d'un professeur de Sciences Po Grenoble.

La direction de Sciences Po Grenoble a mis à pied, ce lundi, un de ses enseignants.

Qu'est-ce qui lui est reproché ?

D'avoir dit la vérité. Il doit donc avoir la langue coupée. L'histoire démarre en janvier dernier lorsque des murs de Sciences Po Grenoble sont recouverts de graffitis et de tags accusant nommément deux profs de l'Institut d'études politiques d'être islamophobes. Les réseaux sociaux prennent le relais de cette dénonciation, et emballent l'affaire à tel point que l'un des profs visés, qui enseigne depuis 25 ans la civilisation allemande, doit être mis sous protection policière. Au nom d'un délire racialisé, décolonisateur et woke, le tout arrosé d'anti-capitalisme virulent, il est menacé, et doit donc renoncer à faire cours. L'affaire avait fait grand bruit à l'époque...

Est-ce qu'il y a eu des sanctions, depuis cette date ?

Non. Il y a bien eu une enquête de l'Inspection générale de l'Education, qui a remis un rapport accablant contre les auteurs de menaces, mais la Commission de discipline de l'université et Sciences Po Grenoble n'ont pris aucune mesure, aucune sanction. Impunité totale, ce qui est évidemment étrange, et même révoltant pour ce prof d'allemand, qui n'avait pas pu remettre les pieds dans son établissement. Il a fini par s'en plaindre, par rendre publique cette situation scandaleuse, par donner des interviews. Ça n'a pas traîné : il vient, lui, d'être sanctionné.

Autrement dit, c'est la victime de la campagne de calomnies elle-même qui est virée de l'Université.

Oui, dans une parfaite logique stalinienne. D'abord on calomnie l'opposant (en l'occurrence celui qui dénonce une dérive islamo-gauchiste), puis on le menace, pour (acte 3) le faire taire. Et s'il ne comprend pas, on le censure et on l'expulse du système. Ce qui vient de se passer à Sciences Po Grenoble est extrêmement préoccupant. Cette grande école est devenue (c'est le prof sanctionné qui le disait avant qu'on essaye de le faire taire) « un centre de rééducation politique » d'extrême-gauche, un temple des théories woke et des enseignements sur le genre, la race, et toutes ces nouvelles tendances venues du monde Anglo-saxon et qui sont en train de faire vriller une partie des Universités françaises. Car ce qui se passe à Grenoble est la préfiguration de ce que risque de devenir bientôt Sciences Po Paris, cette grande école qui est elle aussi en proie aux mêmes forces de pression. Un de ses principaux dirigeants me disait récemment que le recrutement des profs de cette grande institution séculaire a été pris en main par une petite camarilla d'universitaires ultra, qui ne recrutent que ceux qui leur ressemblent, quitte (le plus souvent) à aller embaucher des chercheurs de 3ème zone. A Paris aussi, la dérive woke et raciale est en marche.

Et il n'y a pas de réaction du gouvernement ? Ni pour Paris ni pour Grenoble ?

Il y a bien eu une tentative de Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur de saisir le CNRS pour enquêter sur ce phénomène. Oui, le CNRS : un professeur des Universités me disait que c'était comme confier une enquête sur la prohibition à Al Capone. Et bien sûr, ça a fait flop... Et depuis. Alors, attention, on sait que Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education, est très en soutien de ce prof mis à pied à Grenoble, mais ce n'est pas son dossier. Et donc, on attend. Et pendant ce temps, Sciences Po, ce lieu de formation supérieure pour bon nombre de futurs dirigeants du public et du privé, est en train de s'américaniser façon woke, profs et élèves confondus. L'Université a eu sa décennie maoïste et trotskiste, la voici plongée dans le bain raciale et décolonisateur, celui de la victimisation de toutes les minorités et de la censure. Une étrange culture de l'intolérance.

É

GRENOBLE

Sciences Po suspend un prof, la Région suspend son financement

La direction de Sciences Po reproche à un enseignant, qui avait été taxé « d'islamophobie » sur des affiches apposées sur les murs de l'école, « des propos diffamatoires » tenus dans les médias. Lundi, la Région Aura a dénoncé « la dégradation des conditions d'enseignement dans cet établissement » et a suspendu ses financements.

Klaus Kinzler, professeur à Sciences Po Grenoble a été suspendu de ses fonctions pour une durée de quatre mois par la direction de l'établissement qui lui reproche « des propos diffamatoires » dans des médias, révèle *Le Figaro*. L'enseignant avait été, en début d'année, au centre d'une polémique et accusé « d'islamophobie », ainsi que l'un de ses collègues, par voie d'affichage sur des murs de l'école.

Le conseil de discipline sera saisi

Récemment, des élèves soupçonnés d'être liés à cet affichage ont été relaxés par la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne. Et c'est dans ce contexte qu'est intervenue la suspension du professeur. Les propos que la directrice de Sciences Po, Sabine Saurugger, lui reproche ont été tenus dernièrement dans *Marianne* et dans le journal *L'Opinion*, notamment.

Dans la lettre recommandée adressée le 15 décembre 2021 au professeur, et dont *Le Dauphiné Libéré* a eu connaissance, la directrice de Sciences Po lui reproche donc « de tenir depuis le 7 décembre 2021 des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste, ainsi que contre la personne de sa directrice... »

Cette dernière l'accuse également « d'avoir gravement porté atteinte à l'intégrité professionnelle de ses collègues. »

Sabine Saurugger souligne aussi dans ce courrier « que ces

faits semblent constituer des fautes de nature pénale dont la qualification est en cours » et que l'enseignant a, selon ses termes, « méconnu à plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire, notamment son obligation de discrétion professionnelle ».

La directrice de Sciences Po indique enfin que le conseil de discipline sera saisi.

Un débat « confisqué »

Une décision de suspension avec un effet boule de neige, puisque dans la foulée, c'est la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui a décidé de suspendre ses financements à Sciences Po Grenoble, à la suite de « la longue dérive idéologique et communautariste de la direction de l'Institut d'études politiques de Grenoble (qui) vient de franchir un cap [...] Depuis maintenant de nombreux mois, une minorité a confisqué le débat au sein de l'université grenobloise imposant, parfois par la terreur, des points de vue radicaux et contraires aux valeurs de notre République ». Contactée, la Région a indiqué que cette aide avoisinait 100 000 euros annuels, dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens pour l'enseignement supérieur.

Joint par *Le Dauphiné Libéré*, un enseignant-chercheur de Sciences Po, qui a souhaité rester anonyme, a indiqué que le corps enseignant « avait l'impression d'être pris dans des enjeux politiques qui nous dépassent. Le wokisme, l'islamisme... Ça va trop loin, c'est aberrant. »

Pour lui, la crainte est que ce nouvel épisode nuise à l'IEP



Les locaux de l'Institut d'études politiques de Grenoble sont implantés sur le domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères. Photo Le DL/Vanessa LAIME

100 000

C'est en euros le montant approximatif de la subvention annuelle suspendue de la Région à Sciences Po Grenoble.

grenoblois sur le long terme. « À force d'entendre dire que c'est un repère d'islamo gauchistes, on risque de voir des étudiants conservateurs ne plus vouloir venir ici, ne se sentant pas les bienvenus. Alors que ce n'est pas le cas. Cela viendrait baisser l'hétérogénéité de Sciences Po. » Avant d'ajouter : « On est déprimés, tristes face à tout cela. » Sollicitée, la directrice de Sciences Po Grenoble n'a, pour l'heure, pas donné suite.

**Stéphane BLÉZY
et Benoît LAGNEUX**

« On essaie de me museler »

Ce lundi, dans un communiqué, les avocats de Klaus Kinzler indiquent pour leur part « qu'ayant vu son crédit professionnel, son honneur et sa liberté académique gravement mis en cause sur la place publique, Monsieur Klaus Kinzler a été contraint de prendre la parole afin de se défendre contre les accusations dont il a été l'objet en sa qualité de professeur à Sciences Po Grenoble. De ce seul fait, la direction de Sciences Po a cru utile de le menacer à plusieurs reprises de sanctions, tentant ainsi de le réduire au silence dans le seul but de couvrir d'un voile épais les dysfonctionnements graves constatés au sein de cet établissement à l'occasion des attaques ayant visé Klaus Kinzler au début de l'année 2021. » Le professeur, précisent ses avocats, les a mandatés « pour contester par toutes les voies utiles la mesure prise à son encontre. »

« Ne pas intervenir dans les médias »

Joint par téléphone, Klaus Kinzler n'a pas souhaité faire de long commentaire. « On essaie de me museler », a-t-il simplement déclaré, faisant état de mails reçus dès mars dernier, peu après le début de la polémique, de la part de la directrice de l'établissement lui demandant de respecter son « devoir de réserve et de discrétion » ou « de ne pas intervenir dans les médias au sujet des affaires internes de l'IEPG. »

S.BI.

21 décembre 2021 (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/le-wokisme-a-lepreuve-de-la-france-la-tribune-de-francois-jolivet>

Tribune libre

«Le “wokisme” à l'épreuve de la France». La tribune de François Jolivet

François Jolivet est député LREM de l'Indre.

20 décembre 2021 à 18h57

« En confondant les individus pour ce qu'ils sont plutôt que ce qu'ils font, les tenants de l'idéologique “woke” trahissent le combat pour la justice sociale que la France a érigé en valeur fondamentale »

[La mise au ban d'un professeur émérite de Sciences Po Grenoble](#) pour avoir témoigné de son enfer au sein de l'établissement, après avoir été censuré au nom du « bien », met une nouvelle fois en lumière le « wokisme ». Un courant idéologique dont les adeptes se définissent comme « éveillés » ou « conscients » des injustices sociales.

Mais cette appellation est frauduleuse. Il s'agit plutôt d'une minorité bruyante qui fantasme un monde où le niveau de bonté de chacun dépendra directement de sa couleur de peau, de son origine, de son genre, de son orientation sexuelle, et non de ses propres actes. **Un univers plus tout à fait parallèle, où accuser un professeur de racisme suffit à lui retirer le droit d'enseigner sans qu'il puisse se défendre.** Un monde où l'histoire ne vaut rien, où la réalité ne vaut rien, où la contradiction constitue une faute morale. En cela, le « wokisme » réactive les pires techniques d'épuration de la pensée.

Ce qui caractérise alors ce courant, c'est d'abord l'arrogance compassionnelle de ceux qui pensent détenir la vérité. Ceux qui pensent être tellement irréprochables qu'ils peuvent tout reprocher aux autres, au passé, à l'histoire, à la langue. Le « wokisme » s'autoproclame comme sachant et expert des relations humaines. Ses promoteurs, souvent américanisés, ont fait de la France une cible car ils savent qu'elle fait encore barrage à leur pensée.

Alors au wokisme, il faut opposer la France.

D'abord, à ceux qui disent que la littérature française est une littérature « blanche », il faut rappeler qu'Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, Alexandre Dumas ou encore Félix Eboué, n'ont pas eu besoin de ce courant pour que soit reconnu leur immense talent. Et quel regard sur notre époque porteraient Voltaire, Rousseau, Hugo, eux qui se sont battus pour la liberté et contre l'injustice ?

Systèmes sectaires. En quelques décennies, nous sommes passés de la lutte pour l'abolition de la peine de mort à la lutte pour l'abolition de Blanche-Neige. De la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne par Olympe de Gouges, nous sommes passés à la déclaration de « Jeannedu78 » sur Twitter en écriture dite « inclusive ». **D'ailleurs, cette écriture n'est qu'un**

cérémonial, un signe de ralliement. Tous les systèmes sectaires, pour communiquer, ont toujours utilisé des codes qui leur sont propres. Créer les mots et les signes pour créer la pensée est une vieille technique, presque religieuse, où le révélé est plus important que le démontré.

Ensuite, à ceux qui disent que la France est le pays le plus injuste du monde. Doit-on rappeler que c'est la France qui a porté la première les valeurs universelles qui faisaient de la couleur de peau une banalité, contre tous ceux qui voulaient en faire une fatalité ? Que c'est elle qui a porté en première les valeurs qui deviendront celles de Martin Luther King, lorsqu'il déclara en 1967 : « Ce qui compte chez l'homme, ce n'est pas la couleur de sa peau ou la texture de ses cheveux mais la pureté de son âme ». Et d'ajouter : « L'obscurité ne peut pas chasser l'obscurité. Seule la lumière le peut. La haine ne peut pas chasser la haine. Seul l'amour le peut ». C'est le même message que celui porté par les penseurs du siècle des Lumières, 200 ans avant que ce discours ne soit prononcé. Préférons donc l'histoire de notre pays qui a fait de Gaston Monnerville, « homme noir », le président du Sénat de 1958 à 1968 alors que, dans le même temps aux Etats-Unis, on séparait les noirs des blancs dans les lieux publics. C'est cela la France. C'est cela la République.

«Les «wokes» sont les fossoyeurs des libertés individuelles et donc de l'existence même de l'individu»

Enfin, ceux qui pensent que le progrès social revient à réduire l'autre à sa couleur de peau, à son origine, à son genre ou à son orientation sexuelle, n'ont pas compris le projet français et son universalisme. La vocation de notre pays est d'élever l'autre en individu libre de son destin. A l'inverse, les « wokes » veulent institutionnaliser le pardon d'exister. Ils préfèrent installer un modèle de société communautaire où chaque être est assigné. Ils ne célèbrent pas la différence, ils ne font que la stigmatiser. Ils sont les fossoyeurs des libertés individuelles et donc de l'existence même de l'individu.

Tutelle. Cette idée française de la liberté est insoutenable pour les « wokes ». C'est la raison pour laquelle ce mouvement colonise aujourd'hui des lycées, des universités, des médias. Nous devons résister à cette pensée rampante et sournoise.

Alors face au « wokisme », nous devons faire France. Le combat qui doit nous mobiliser sans relâche est la restauration de l'égalité de tous en dignité et en droits. En confondant les individus pour ce qu'ils sont plutôt que ce qu'ils font, les tenants de l'idéologique « woke » trahissent le combat pour la justice sociale que la France a érigé en valeur fondamentale. Nous n'avons pas d'autres privilèges à assumer que celui d'être Français.

Alors, face au vent d'obscurantisme qui traverse aujourd'hui Sciences Po Grenoble ainsi que de nombreux établissements Français d'enseignement supérieur, je demande la mise sous tutelle de l'établissement et l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation des universités Françaises.

François Jolivet est député LREM de l'Indre.

21 décembre 2021 (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/tempete-de-reactions-apres-la-mise-a-pied-du-prof-de-sciences-po-grenoble>

Escalade

Tempête de réactions après la mise à pied du prof de Sciences Po Grenoble

Par Marie-Amélie Lombard-Latune

20 décembre 2021 à 19h17

La directrice de l'Institut d'études politiques a décidé de suspendre Klaus Kinzler pour quatre mois et de saisir le conseil de discipline



Klaus Kinzler

DR

Demande de commission d'enquête, subventions coupées, coopération stoppée : annoncée lundi par *Le Figaro*, la mise à pied du [professeur de Sciences Po, Klaus Kinzler](#), a suscité une avalanche de critiques. La directrice de l'Institut d'études politiques, Sabine Saurugger, a en effet décidé de suspendre l'enseignant de ses fonctions pour quatre mois et de saisir le conseil de discipline. Des propos « gravement diffamatoires » contre l'établissement et sa directrice sont reprochés au professeur d'allemand et de civilisation allemande qui serait sorti de son « devoir de réserve ».

A l'Opinion, début décembre, Klaus Kinzler avait décrit en termes vifs la situation à Sciences Po Grenoble où il a été accusé d'« islamophobie » et a été au centre d'une cabale début 2021, son nom placardé sur les murs avec la mention « Des fascistes dans nos amphis ». Il évoquait des « étudiants endoctrinés » aux thèses wokistes, une direction « faible » et un corps enseignant dont une minorité radicale veut « faire taire tous ceux qui ne sont pas d'accord » avec elle. Ce n'est plus « un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique », lançait-il, ajoutant : « Je me considère comme un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé ».

Dénonçant « une chasse aux sorcières » et estimant « son crédit professionnel, son honneur et sa liberté académique gravement mis en cause sur la place publique », ses avocats vont contester la mise à pied révélée lundi par *le Figaro*.

Pointant « une dérive idéologique et communautariste inacceptable », Laurent Wauquiez, président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé suspendre tout financement et toute coopération avec l'établissement. [Le député LREM François Jolivet](#), dans une tribune à l'Opinion, demande sa mise sous tutelle et une commission d'enquête sur les universités. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, observait, elle, un silence prudent.

21 décembre 2021 (Libération)

https://www.liberation.fr/societe/education/sciences-po-grenoble-accuse-dislamophobie-par-des-etudiants-un-prof-suspendu-pour-des-propos-diffamatoires-20211221_3CJDETLCEZEXZHJ2BGZKKB6M/

Polémique

Sciences-Po Grenoble : accusé d'islamophobie par des étudiants, un prof suspendu pour «des propos diffamatoires»

«Islamogauchisme», la polémique dossier

Klaus Kinzler, l'enseignant d'allemand dont le nom avait été placardé à l'entrée de l'IEP de Grenoble en mars pour s'être opposé à l'emploi du mot «islamophobie», continue de dénoncer ce qu'il perçoit comme une dérive idéologique de l'institut et dénonce un «endoctrinement». Sa directrice a décidé lundi de le suspendre pour quatre mois.



Endroit secret, le 22 mars 2021. Portrait de Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'université de Grenoble-Alpes (UGA). (Olivier Monge/Myop pour Libération)

par [Elsa Maudet](#)

publié le 21 décembre 2021 à 18h30

Il se pose en «lanceur d'alerte», dénonce «la cancel culture» et l'assure : «*Je ne vais pas lâcher !*» [Klaus Kinzler](#) remonte ces derniers jours sur le ring médiatique dans la bataille qui l'oppose depuis un an à

l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. Ce professeur d'allemand et de civilisation allemande a été suspendu de ses fonctions, lundi et pour quatre mois, pour avoir tenu *«des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste»*, selon l'arrêté pris par la directrice de l'IEP, consulté par *Libération*. Depuis la révélation de cette suspension [par le Figaro](#), l'affaire prend de l'ampleur, faisant largement réagir au sein de la droite et l'extrême droite.

L'affaire remonte à décembre 2020. Klaus Kinzler prépare alors, avec une collègue enseignante-chercheuse spécialiste de l'histoire coloniale du Maghreb, une journée de débats sur *«le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme»*. Le professeur franco-allemand goûte peu de voir les trois notions mises sur le même plan, estimant, dans un mail adressé à sa collègue, que cela représenterait *«une insulte aux victimes réelles (et non imaginaires) du racisme et de l'antisémitisme»*. Selon lui, le terme d'islamophobie n'existe que pour museler toute critique de l'islam, une religion qu'il reconnaît *«ne pas beaucoup aimer»*.

«Chasse idéologique»

A l'issue d'échanges par mail, sa collègue accepte de retirer la notion d'islamophobie. Mais Kinzler se retrouve alors accusé par certains étudiants sur les réseaux sociaux d'être islamophobe. L'affaire explose publiquement en mars, lorsque son nom et celui d'un collègue [se retrouvent placardés sur l'enceinte de l'établissement](#), aux côtés des phrases *«des fascistes sont dans nos amphis»* et *«l'islamophobie tue»*. L'Unef, le syndicat étudiant, partage l'image sur Twitter, lui donnant une large visibilité. De là, le professeur court les médias pour se défendre.

Le 19 novembre, les 17 étudiants de l'IEP poursuivis devant la commission de discipline de l'Université Clermont-Auvergne pour avoir accusé les deux professeurs d'islamophobie [ont été relaxés](#). Klaus Kinzler est revenu sur cette décision [dans une interview à Marianne](#) début décembre, estimant que c'était *«un blanc-seing pour ceux qui voudraient placer une cible dans le dos des professeurs»*. Selon lui, *«la chasse idéologique aux enseignants est ouverte»* et *«il devient alors très compliqué d'enseigner à l'IEP, voire impossible, puisque l'esprit critique n'y a plus sa place»*. [Le lendemain dans l'Opinion](#), le professeur déplorait avoir *«vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des théories woke, décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes. Sciences-Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique. Les étudiants sont endoctrinés»*.

La directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, [a répliqué la semaine suivante](#), affirmant que *«Sciences-Po Grenoble est un établissement où la liberté d'expression et la liberté d'enseignement se trouvent au cœur du projet académique»*. Dès le début de l'affaire, elle a imploré Klaus Kinzler de cesser de s'exprimer dans les médias, ce que l'intéressé a toujours refusé. *«L'IEP n'a pas publiquement une seule fois dit que je n'étais pas un fasciste. Je suis attaqué et même mis en danger sans que personne ne vienne à mon secours»*, réagit Klaus Kinzler auprès de *Libération*. Il se défend également des accusations de diffamation qui motivent sa suspension : *«Aucun tribunal ne s'est exprimé pour l'instant pour dire si j'ai dépassé ou non la limite de la liberté d'expression. Je me défends moi-même mais je défends aussi la liberté d'expression, je me bats contre l'intolérance et je défends l'Etat de droit. Je pense que ce n'est pas de la diffamation.»*

«Les subventions ne seront pas versées»

Dans un communiqué diffusé mardi, l'école affirme que la direction *«n'a pas vocation à s'étendre publiquement sur des mesures de nature disciplinaire [...] Elle rappelle simplement que toute décision de ce type est scrupuleusement fondée sur des éléments objectifs, déconnectés des remous du débat public»*.

Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, estimant que *«Sciences-Po Grenoble est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste inacceptable»*, a décidé de suspendre tout financement à destination de l'établissement – ce qui représente environ 100 000 euros par an, précise la région à *Libération*. *«Notre décision est ferme. Les subventions en cours*

ne seront pas versées. La région Auvergne-Rhône-Alpes ne nouera plus aucun partenariat avec Sciences-Po Grenoble tant que la direction n'aura pas fait évoluer sa position», indique Laurent Wauquiez.

Notre dossier spécial

La direction de l'IEP a déploré une décision «regrettable», qui «risque d'affecter des étudiants et publics ayant des difficultés d'accès aux études supérieures ou à une formation», le soutien de la région consistant «essentiellement en l'attribution de bourses». «Cette décision semble par ailleurs motivée par un motif politique, davantage que par la réalité de la situation au sein de l'institution», pointe le communiqué, qui appelle Laurent Wauquiez à «revenir sur sa décision dans l'intérêt des étudiants».

21 décembre 2021 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/12/20/l-enseignant-qui-accusait-sciences-po-grenoble-d-etre-un-institut-de-reeducation-politique-suspendu-pour-diffamation_6106848_3224.html

L'enseignant qui accusait Sciences Po Grenoble d'être un institut de « rééducation politique » suspendu pour diffamation

Ce professeur avait été accusé en début d'année par des étudiants d'être islamophobe. Par la suite, il avait reproché à la direction de ne pas l'avoir protégé, et à ses collègues d'avoir endoctriné les élèves.

Le Monde avec AFP

Publié hier à 21h59, mis à jour à 04h00



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie, devant le campus de Sciences Po Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères (Isère), le 9 mars 2021. PHILIPPE DESMAZES / AFP

Un professeur de Sciences Po Grenoble, accusé d'« *islamophobie* » [au début de l'année](#), a été suspendu de ses fonctions par la direction, qui lui reproche d'avoir tenu, depuis, des « *propos diffamatoires* », a-t-on appris lundi 20 décembre.

L'arrêté de la directrice de l'institut d'études politiques (IEP), Sabine Saurugger, [révélé par Le Figaro](#), vise des interviews accordées au début de décembre par l'enseignant, Klaus Kinzler, au site de l'hebdomadaire *Marianne*, au quotidien *L'Opinion* et à la chaîne CNews. Le professeur d'allemand a, selon la directrice, « *gravement méconnu plusieurs obligations* », notamment en matière de « *discrétion professionnelle* ». « *Il y a lieu à saisir le conseil de discipline* », ajoute-t-elle dans l'arrêté qui le suspend pour quatre mois.

Une « chasse aux sorcières », selon l'enseignant

Dans ses interviews, l'enseignant a décrit l'IEP comme un institut de « *rééducation politique* », accusant un « *noyau dur* » de collègues, adeptes, selon lui, des théories « *woke* », d'endoctriner les étudiants, et la direction de l'IEP de laisser faire.

Pour ses avocats, qui dénoncent une « *chasse aux sorcières* », M. Kinzler « *a été contraint de prendre la parole afin de se défendre* », après avoir été mis en cause « *sur la place publique* ». « *Ça empoisonne ma vie, mais il faut peut-être aller jusqu'au bout pour savoir qui a le droit de dire quoi et dans quelle situation* », a déclaré l'enseignant, évoquant un possible recours devant le tribunal administratif.

Contactée, la direction de l'IEP de Grenoble n'a pas souhaité réagir à « *une mesure interne* ». Le 13 décembre, [dans un entretien donné à Marianne](#), M^{me} Saurugger avait pris la défense de

l'établissement. « *M. Kinzler reproche un certain nombre de faits qui ne sont pas exacts. Il dit notamment que la direction ne l'a jamais protégé. Sciences Po Grenoble est un établissement où la liberté d'expression et la liberté d'enseignement se trouvent au cœur du projet académique* », avait-elle déclaré.

Seize étudiants sur dix-sept relaxés

A l'origine de l'affaire, à la fin de 2020, M. Kinzler et une collègue historienne avaient échangé des courriels véhéments à propos d'une journée de débats intitulée « *racisme, antisémitisme et islamophobie* », termes dont il contestait le caractère scientifique, tout en critiquant l'islam.

Le 4 mars, M. Kinzler et un autre enseignant avaient été la cible d'affichettes placardées par des étudiants, relayées sur les réseaux sociaux par des syndicats. « *Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue* », pouvait-on lire sur ces affiches. La directrice de l'IEP avait condamné « *très clairement* » ces affiches, tout en estimant que la façon dont M. Kinzler parlait de l'islam était « *extrêmement problématique* ».

Le 26 novembre, seize des dix-sept étudiants de l'IEP poursuivis devant une instance disciplinaire [ont été relaxés](#), tandis que la ministre de l'enseignement supérieur [avait préconisé des sanctions à leur rencontre](#). Un seul a fait l'objet d'une exclusion temporaire avec sursis.

Dans un [message publié sur Twitter](#), le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a cependant fait savoir qu'il suspendrait les financements régionaux – environ 100 000 euros par an hors investissements sur projets – à l'IEP de Grenoble, du fait de la « *longue dérive idéologique et communautariste* », qui vient de « *franchir un nouveau cap* » avec la suspension de l'enseignant. Selon lui, « *une minorité a confisqué le débat* » au sein de l'établissement, « *sans que la direction prenne la mesure de cette dérive préoccupante* ».

20 décembre 2021 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/des-politiques-crient-haro-sur-sciences-po-grenoble-20211220>

Le Figaro (site web)

lundi 20 décembre 2021 - 20:53 UTC +01:00 626 mots

Actualité ; Société

Des politiques crient haro sur Sciences Po Grenoble

Beyer, Caroline

Laurent Wauquiez suspend son financement à l'Institut tandis que le député François Jolivet demande une mise sous tutelle.

L'affaire de l'IEP de Grenoble - et en toile de fond, celle de l'islamo-gauchisme à l'université -, connaît un nouveau rebondissement. Elle pourrait bien se terminer devant les tribunaux. Lundi, elle a franchi les frontières du monde politique. Laurent Wauquiez, président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé suspendre «*tout financement et toute coopération avec l'établissement* » (environ 100.000 euros par an) qui est, selon lui, «*depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste inacceptable*» .

Comme l'a révélé *Le Figaro* , Sabine Saurugger, la directrice de l'Institut, a décidé par un arrêté du 14 décembre, de suspendre Klaus Kinzler, ce professeur d'allemand dont le nom, assorti d'accusations de fascisme et d'islamophobie, avait été placardé sur les murs de l'IEP le 4 mars. À l'époque, l'enseignant échangeait, depuis plusieurs mois déjà, des mails avec certains de ses collègues, dont une historienne, sur la notion d' «*islamophobie*» . Un mot qu'il refusait de voir accoler aux termes «*antisémitisme*» et «*racisme*» , dans le cadre d'une semaine de l'égalité.

«Chasse aux sorcières»

C'est par une lettre recommandée que le professeur a appris la nouvelle, le 18 décembre. Suspendu pour quatre mois, il sera bientôt convoqué devant un conseil de discipline, saisi «*dans les meilleurs délais*» . Une mesure rare dans le monde universitaire, tant les chefs d'établissement savent qu'ils s'exposeraient à une réaction de solidarité enseignante. Visiblement pas dans le cas de Klaus Kinzler. Se référant au code de la fonction publique, la directrice de l'IEP reproche au professeur des «*propos diffamatoires*» , tenus «*depuis le 7 décembre dans plusieurs médias*» (*Marianne*, *L'Opinion* et *CNews*) contre l'établissement et sa directrice. Des faits qui «*semblent constituer des fautes de nature pénale, dont la qualification est en cours d'analyse*» , explique l'arrêté.

Une «*sanction déguisée en mesure conservatoire*» qui «*témoigne à nouveau d'une véritable chasse aux sorcières, diligentée à l'endroit de la liberté d'expression et de la liberté académique de Klaus Kinzler*», estiment ses avocats, Me Klugman et Me Terel, qui expliquent avoir été mandatés pour «*contester par toutes les voies utiles la mesure*» . Le professeur a deux mois pour déposer un recours devant le tribunal administratif.

Des étudiants extrémistes

Pourquoi cette décision de la directrice plus de neuf mois après le début de l'affaire largement médiatisée? Professeur au verbe haut, Klaus Kinzler a toujours dénoncé tout à la fois une «*terreur*» régnant à l'IEP, du fait d'une minorité d'étudiants extrémistes, et un «*manque de soutien*» de ses collègues et de sa hiérarchie.

Après la relaxe, le 19 novembre, par la commission de discipline de l'université de Clermont, des étudiants poursuivis pour avoir participé à la diffusion des accusations d'islamophobie, Klaus Kinzler avait à nouveau pris la parole dans les médias, estimant, dans *L'Opinion* notamment, que cette impunité était «*un appel à*

l'intolérance». Décrivant l'arrivée de jeunes chercheurs «*adeptes des théories woke, décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes*», il pointait une direction «*faible*», «*otage*» des «*ultras*».

Député LREM de l'Indre, François Jolivet estime aujourd'hui légitime de demander une «*mise sous tutelle*» de l'IEP de Grenoble, en proie à «*un courant sectaire*». Il demande aussi «*l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation des universités françaises*». Car le rapport sur l'islamo-gauchisme, promis en février par la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, en est toujours au point mort.

20 décembre 2021 (Le Figaro)

https://etudiant.lefigaro.fr/article/sciences-po-grenoble-laurent-wauquiez-suspend-le-financement-de-la-region-auvergne-rhone-alpes_ca6c6192-61ad-11ec-a9c0-18435bb5b9fe/

Sciences Po Grenoble: Laurent Wauquiez suspend le financement de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Par [Figaro Etudiant](#) • Publié le 20/12/2021 à 17:32 • Mis à jour le 20/12/2021 à 17:36



«La Région suspend donc tout financement et toute coopération avec l'établissement», a annoncé le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. *Crédits photo: Francois Bouchon/François Bouchon / Le Figaro*

La région ne veut plus financer Sciences Po Grenoble. L'annonce survient après la suspension d'un enseignant de l'IEP de Grenoble qui avait dénoncé une «chasse idéologique» au sein de l'établissement.

Le [conflit qui oppose Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande, à la direction de Sciences Po Grenoble](#) prend une tournure politique. «[Sciences Po Grenoble](#) est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste. Ce n'est pas ma conception de la République», a écrit sur Twitter, lundi 20 décembre, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. *La Région suspend donc tout financement et toute coopération avec l'établissement*. Sur Facebook, l'ancien président du parti Les Républicains a apporté son soutien à l'enseignant.

Son nom placardé assorti d'accusations de fascisme

Mardi 14 décembre, la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, a décidé par un arrêté de suspendre l'enseignant de ses fonctions pour une durée de quatre mois et fait part de son intention de «*saisir le conseil de discipline dans les meilleurs délais*». Le professeur, précise la directrice dans son arrêté, conservera son traitement et ses indemnités tout le long de cette suspension. Sabine Saurugger reproche notamment à l'enseignant d'avoir tenu «*des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste ainsi que contre la personne de sa directrice*».

Klaus Kinzler a exprimé publiquement dans les médias son sentiment de vivre une «chasse idéologique» au sein de Sciences Po Grenoble, où des désaccords intellectuels l'opposent depuis quelques années à certains des enseignants et des élèves de l'établissement, en particulier au sujet de l'emploi du terme «islamophobie» - un mot dont il a critiqué à plusieurs reprises l'ambiguïté au cours d'échanges avec ses collègues. Le 4 mars, son nom avait été placardé par des élèves sur les murs de l'IEP, assorti d'accusations («fascistes», «islamophobie») reprises sur les réseaux sociaux par des syndicats d'étudiants. Si la direction de Sciences Po Grenoble a condamné, après plusieurs jours de silence, ces accusations, ces étudiants ont été relaxés par une instance disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne le 26 novembre dernier.

20 décembre 2021 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/sciences-po-grenoble-l-enseignant-klaus-kinzler-mis-a-pied-20-12-2021-2457581_20.php 20 décembre 2021

Sciences Po Grenoble : l'enseignant Klaus Kinzler mis à pied

L'enseignant accusé d'islamophobie s'est longtemps défendu par voie de presse. Il est aujourd'hui mis à pied par sa hiérarchie qui juge ses propos diffamatoires et condamne un manque de discrétion.



Illustration du campus universitaire de Grenoble. © XAVIER VILA/SIPA / SIPA



Par Clément Pétreault

Publié le 20/12/2021 à 14h25

C'est par un recommandé adressé à son domicile que l'enseignant, en poste à l'IEP de Grenoble depuis 26 ans, a été notifié de sa mise à pied : « J'ai décidé de vous suspendre de vos fonctions », lui écrit sans détour la directrice de l'IEP Grenoble, dans un courrier dont *Le Point* a eu connaissance. En cause, des interviews récentes accordées au site de *Marianne* et au quotidien *L'Opinion*, jugées « diffamatoires » par la directrice de l'établissement, qui a entrepris les démarches administratives au moyen de cet « arrêté portant suspension de fonctions d'un enseignant », une sanction administrative rare, qui pourrait, si l'on en croit la missive, être accompagnée d'une ou plusieurs plaintes. « Les faits semblent constituer des fautes de nature pénale, dont la qualification est en cours d'analyse », précise la directrice dans son courrier.

L'enseignant, qui a fait l'objet d'une campagne de dénigrement sur fond d'accusations en « fascisme » et en « islamophobie » par voie de collage en mars dernier, est donc invité à se taire. Il n'a pas souhaité commenter cette mise à pied, qui intervient dans un contexte bien particulier, notamment après la récente relaxe administrative du meneur présumé de cette campagne de dénigrement par la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne. Et ce, en dépit d'un rapport accablant de la part de l'Inspection générale de l'éducation et de l'enseignement supérieur, qui demandait des sanctions : « Seuls des enseignants favorables aux étudiants en cause ont été entendus », expliquait Klaus Kinzler dans une interview à *L'Opinion*, « mais personne, absolument personne, ne nous a demandé notre version des faits. [...] Cette impunité, c'est un appel à l'intolérance », concluait-il.

« Tu es fonctionnaire public »

Des échanges de mails que nous avons pu consulter montrent clairement que ce n'est pas la première fois que la directrice de l'établissement essaie de tenir Klaus Kinzler à distance des médias. « Si vous êtes

sollicité.e.s par des journalistes sur ces actualités, renvoyez-les vers le service communication », écrivait-elle le 5 mars, alors que la polémique sur les collages venait tout juste de commencer. « Dans le contexte actuel, la situation de Sciences Po Grenoble est intenable. Ajouter par des interviews à cette situation est irresponsable. En tant que directrice et ton supérieur hiérarchique, je souhaite donc que tu ne répondes pas aux sollicitations des médias au sujet des affaires internes à l'IEP. Tu es un fonctionnaire public, Klaus, stp ! » réitérait-elle à l'attention de Klaus Kinzler le lendemain.

Obligation de réserve

En s'exprimant dans les médias, Klaus Kinzler aurait, selon sa hiérarchie, « gravement méconnu à plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire, notamment son obligation de discrétion professionnelle [...] et son obligation de réserve ». Il est aussi accusé d'avoir « gravement porté atteinte à l'intégrité professionnelle de ses collègues de travail, enseignants-chercheurs de l'établissement ». Ce dernier dénonce depuis longtemps ce qu'il considère comme une dérive idéologique d'une partie de l'université. « En peu de temps, on a vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des théories woke, décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes. Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique. Les étudiants sont endoctrinés. Un noyau dur de 25 enseignants, sur un total de 70, tient le haut du pavé », dénonçait-il dans une interview accordée à *L'Opinion*, dans laquelle il estimait être « un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé », alors que les députés viennent d'adopter en première lecture des dispositions visant à mieux protéger les lanceurs d'alerte.

20 décembre 2021 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/klaus-kinzler-l-enseignant-qui-avait-denonce-une-chasse-ideologique-suspendu-de-sciences-po-grenoble-20211220>

Klaus Kinzler, l'enseignant qui avait dénoncé une «chasse idéologique», suspendu de Sciences Po Grenoble

Par [Paul Sugy](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 5 minutes



Klaus Kinzler est professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble. *Capture d'écran Deutsche Welle*

INFO LE FIGARO - La directrice de l'IEP lui reproche d'avoir tenu «des propos diffamatoires» dans les médias. Elle lui avait formellement interdit, depuis plusieurs mois, de s'entretenir avec des journalistes.

C'est un nouvel épisode qui se joue dans le conflit opposant depuis de longs mois Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande, à la direction de Sciences Po Grenoble : la directrice de l'IEP Sabine Saurugger a décidé par un arrêté du 14 décembre de suspendre l'enseignant de ses fonctions pour une durée de quatre mois, et fait part de son intention de « *saisir le conseil de discipline dans les meilleurs délais* ». Le professeur, précise la directrice dans son arrêté, conservera son traitement et ses indemnités tout le long de cette suspension.

Sabine Saurugger reproche notamment à l'enseignant d'avoir tenu « *des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste ainsi que contre la personne de sa directrice* », évoquant deux interviews données à *L'Opinion* et à *Marianne*, ainsi que d'avoir en outre « *gravement porté atteinte à l'intégrité professionnelle de ses collègues de travail* », citant en particulier l'intervention de Klaus Kinzler dans l'émission de Pascal Praud sur CNews. L'enseignant « *a gravement méconnu plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire* », notamment « *son obligation de discrétion professionnelle* » et « *son obligation de réserve* », ajoute la directrice. Elle avait du reste répondu à l'enseignant directement dans les colonnes de *Marianne* la semaine dernière.

Klaus Kinzler a exprimé publiquement dans les médias son sentiment de vivre une « *chasse idéologique* » au sein de Sciences Po Grenoble, où des désaccords intellectuels l'opposent depuis quelques années à certains des enseignants et des élèves de l'établissement, en particulier au sujet de l'emploi du terme « *islamophobie* » - un mot dont il a critiqué à plusieurs reprises l'ambiguïté au cours d'échanges avec ses collègues. Le 4 mars, son nom avait été placardé par des élèves sur les murs de l'IEP, assorti d'accusations (« *fascistes* », « *islamophobie* ») reprises sur les réseaux sociaux par des syndicats d'étudiants.

«Je souhaite que tu ne répondes pas aux sollicitations»

À la suite de la forte médiatisation de cet incident, Sabine Saurugger a demandé à cinq reprises à Klaus Kinzler de ne pas répondre aux sollicitations des médias. Elle avait adressé cette injonction une première fois, par un mail daté du 5 mars, à l'ensemble du personnel de l'IEP : « *Si vous êtes sollicité.e.s (sic) par des journalistes sur ces actualités, renvoyez le mail ou le contact vers le service communication qui en accord avec moi donnera la réponse la mieux adaptée par rapport à la stratégie de communication qui a été choisie* », écrivait-elle. Le lendemain, Sabine Saurugger avait explicité sa consigne dans un courrier adressé personnellement à l'enseignant : « *En tant que directrice et ton supérieur hiérarchique, je souhaite donc que tu ne répondes aux sollicitations des médias aux sujets des affaires internes à l'IEP* ». Plusieurs fois par la suite après la parution de nouvelles interviews, elle a écrit à Klaus Kinzler pour exiger de nouveau qu'il refuse les sollicitations des journalistes, lui reprochant de n'avoir pas respecté sa demande. Enfin le 13 septembre, Sabine Saurugger avait rappelé de vive voix à Klaus Kinzler ses « *obligations de fonctionnaire* », lui reprochant de nouveau ses interventions dans la presse, qui auraient « *mis en danger la vie de toute la communauté de l'IEP de Grenoble* ».

L'enseignant avait été mis en arrêt maladie depuis le 2 mars à la suite de ses altercations avec des élèves, puis placé sous protection policière pendant un mois. Cet arrêt avait été prolongé à la suite d'une chute à vélo en mai, et il n'a repris les cours que deux semaines à la rentrée de septembre avant d'être arrêté de nouveau.

Le professeur de droit public à l'université de Rennes-I Anne-Marie Le Pourhiet, qui a consulté l'arrêté rendu par la directrice de l'IEP, s'est étonnée auprès du *Figaro* de la concomitance de deux décisions : celle de saisir le conseil de discipline pour décider des suites à donner à la désobéissance de l'enseignant, et celle de le suspendre de ses fonctions. « *Cet arrêté de suspension semble préjuger de la décision du conseil de discipline : Klaus Kinzler est déclaré coupable d'avoir méconnu les obligations liées à son statut avant même que la procédure disciplinaire n'ait débuté* » commente-t-elle, estimant que la directrice de l'établissement « *comment un détournement de pouvoirs, puisqu'elle utilise la suspension qui est une mesure préventive, dans un but objectivement répressif* ».

Dans son arrêté, la directrice de l'établissement laisse entendre en outre qu'elle pourrait poursuivre l'enseignant pour diffamation, évoquant « *des fautes de nature pénale dont la qualification est en cours d'analyse* ». Klaus Kinzler, lui, n'a pas encore indiqué s'il comptait déposer un recours administratif. Il s'apprête à publier début mars un témoignage personnel sur ces incidents, dans un livre à paraître aux éditions du Rocher.

13 décembre 2021 (Marianne)

<https://www.marianne.net/societe/education/accusations-dislamophobie-professeurs-mis-en-cause-la-directrice-de-liep-grenoble-sexplique>

Accusations d'"islamophobie", professeurs mis en cause : la directrice de l'IEP Grenoble s'explique

Jean-Loup Adenor

Sa parole est rare. Sabine Saurugger, la directrice de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, a contacté Marianne pour revenir sur l'une des polémiques qui a agité son établissement. Au début de l'année, après une querelle tenue par mail entre professeurs au sujet de la scientificité du terme « islamophobie », deux des enseignants de l'IEP ont été accusés d'être « d'extrême droite » et d'être eux-mêmes « islamophobes ». À l'origine de cette accusation relayée sur les réseaux sociaux, une organisation étudiante, l'Union syndicale (US), qui a exigé de l'établissement et de sa directrice qu'ils réaffirment la validité de ce concept et qu'ils « statuent sur le cas » des professeurs en question. Au mois de mars, des affiches mentionnant les noms des professeurs, dont les auteurs n'ont toujours pas été identifiés, ont proliféré sur les murs de l'établissement, conduisant Klaus Kinzler à cesser d'y donner cours. La directrice de l'établissement s'est entretenue avec Marianne, elle défend la réputation de son établissement et assure que la liberté d'expression de ses professeurs y est garantie.

Marianne : Deux de vos professeurs, dont Klaus Kinzler qui a témoigné auprès de Marianne ont été accusés d'islamophobie par des étudiants de votre IEP. Leurs noms ont été placardés sur les murs de l'université. Ils expliquent aujourd'hui qu'il n'est plus possible de critiquer certaines opinions. Que répondez-vous à cela?

Sabine Saurugger, directrice de l'IEP de Grenoble : Klaus Kinzler est un enseignant passionné, il a connu un énorme choc lorsqu'il a vu, en mars, son nom affiché sur les murs de l'IEP. Ça a été très difficile pour lui et nous le comprenons. En revanche, il reproche un certain nombre de faits à l'établissement qui ne sont pas exacts. Il dit notamment que la direction ne l'a jamais protégé. Sciences-Po Grenoble est un établissement où la liberté d'expression

et la liberté d'enseignement se trouvent au cœur du projet académique. M. Kinzler a eu toute latitude pour s'exprimer sur cette question de l'« islamophobie ». Il a pu présenter ses analyses, débattre, mener cette controverse. À aucun moment la direction ni moi-même ne lui avons interdit de s'exprimer.

Nous sommes dans un Institut d'études politiques. On y fait de la recherche et on produit des analyses de différentes sortes, dans un contexte laïc. Ce débat sur les religieux est donc tout à fait possible. Dans ce cadre-là, tout débat, toute analyse est tout à fait possible, tout comme la critique de ces positions. Les positions de Klaus Kinzler sont donc recevables, mais il est aussi recevable qu'il soit critiqué.

Qu'il soit critiqué dans un cadre universitaire est une chose, que son nom soit désigné à la vindicte populaire par un groupe d'étudiants qui exigent que vous « statuez sur son cas » en est une autre.

Tout à fait. Ces débats sur les religions et sur les inégalités, vous les trouvez au-dehors du cadre universitaire. Il faut donc séparer le débat qui a lieu dans la société du cadre des cours de l'IEP qui est régi par des règles différentes du débat sociétal en cours. Concernant les affiches, j'ai fait un signalement au procureur de la République, j'ai également déposé plainte contre leurs auteurs, qui ne sont toujours pas connus à ce jour. Le rapport d'inspection qui a suivi cette affaire explique très précisément comment la direction, dans son ensemble, a tenté de trouver un terrain d'entente et de parler avec les uns et les autres.

Rappelons qu'il s'agissait d'une période particulièrement compliquée. Nous étions en pleine pandémie. La querelle a eu lieu dans un échange de mails, qui comme chacun le sait sont beaucoup plus susceptibles de créer des malentendus.

Klaus Kinzler explique qu'en 25 ans d'enseignement, de controverses sociologiques, voire de « provocations » de sa part, comme il l'admet lui-même, il n'a jamais été mis en cause de cette manière-là par des étudiants.

Je pense qu'il faut tenir compte du changement générationnel à l'œuvre. C'est un véritable phénomène de société. Je voudrais aussi rappeler que la manière dont la représentation étudiante est organisée à l'IEP est liée à un cadre réglementaire par lequel nous sommes tenus. Le nombre de représentants étudiants au conseil d'administration, l'existence d'un conseil de vie étudiante et associative, l'existence de commissions pédagogiques... Tout ça est arrêté par un cadre réglementaire dans lequel nous nous inscrivons et c'est tout à fait normal.

« Je déplore qu'on fasse souvent allusion de façon négative

à l'émergence de nouvelles disciplines en sciences sociales. S'est-on ému de la création de l'astrophysique ? »

Je rappelle également que le rapport de l'HCERES publié janvier 2020 souligne de façon extrêmement positive la place et le rôle que jouent les étudiants dans les décisions prises à l'IEP. Nous sommes, à l'IEP de Grenoble, un établissement-composante de l'Université Grenoble-Alpes (UGA) et la vie étudiante démocratique a également lieu dans ce nouveau cadre

En l'occurrence, les étudiants semblent avoir une place importante dans l'organisation de l'IEP. Est-ce, par exemple, souhaitable que le président d'une organisation étudiante exige de vous que vous « réaffirmiez la scientificité du terme d'islamophobie » ?

Ou que vous « statuez sur le cas » de Klaus Kinzler ?

Ce n'est pas à moi de dire ce qui est « souhaitable » ou non quant au comportement des représentants étudiants. *Dans ce cas précis, et le rapport d'inspection le souligne, j'ai répondu à cet étudiant en faisant référence au Code de l'Éducation.* Je lui ai rappelé que les enseignants-chercheurs disposent de leur liberté académique et de leur liberté d'expression. J'ai répondu de manière très claire en renvoyant au cadre qui nous régit.

Vous ne réaffirmez donc pas la scientificité du terme "islamophobie" ?

Ce n'est pas à moi de dire ce qui est scientifique ou pas. Si je semble avoir dit autre chose, c'est un malentendu, ce point est extrêmement important pour moi. Et en même temps je déplore qu'on fasse souvent allusion de façon négative à l'émergence de nouvelles disciplines. On parle d'études de genre, de décolonialisme, en rejetant ces travaux comme non-scientifiques. En tant que scientifique, je trouve ça curieux. S'est-on ému de la création de l'astrophysique ? Faut-il se garder d'étudier les trous noirs, une fois découverts ?

La comparaison avec la science dure qu'est l'astrophysique est-elle vraiment pertinente ? Les sciences sociales, qui sont bien sûr de véritables sciences, laissent davantage de place à l'idéologie et au militantisme. Il est plus difficile de se servir des mathématiques ou de la physique quantique à des fins militantes ou politiques.

Je ne partage pas votre analyse. En sciences dures comme en sciences sociales, lorsque vous avez des désaccords fondamentaux, vous avez des débats scientifiques basés sur des méthodes rigoureuses. Je ne vois pas de différence avec les sciences dures, dans lesquelles ces controverses

existent également. Bien évidemment, dans la société, les résultats des sciences dures sont beaucoup moins débattus sous un angle politique que les sciences sociales.

« Il y a eu un enchaînement de faits qui ont permis à certains étudiants de s'engouffrer dans une controverse de sciences sociales »

À l'IEP de Grenoble, nous nous enorgueillissons d'avoir des approches méthodologiques très rigoureuses que nous enseignons à nos étudiants en première, troisième, quatrième et cinquième années. Et s'il n'y a pas d'enseignement de ce type en deuxième année, c'est uniquement car les étudiants sont à l'étranger.

Concernant vos étudiants justement, Klaus Kinzler et deux témoins cités par Le Figaro parlent d'une collusion entre les membres de l'Union syndicale et une partie des professeurs de l'IEP. Ils évoquent notamment le cas de l'ancien président de l'Union syndicale, qui aurait « paradé » dans les locaux après sa relaxe par le conseil de discipline.

Je ne pense pas qu'on puisse parler de « collusion ». Il s'agit d'avantage d'un enchaînement de faits qui ont permis à certains étudiants de s'engouffrer dans une controverse de sciences sociales. Une controverse sur « l'islamophobie » qui vient de l'extérieur et qui s'est déportée à l'intérieur de l'IEP. En revanche, le cas de l'étudiant dont vous parlez est un cas isolé : c'est un étudiant qui a fait du bruit en publiant sur les réseaux sociaux. Mais je ne vois pas là de collusion.

Comment expliquer, dans ce cas, que des professeurs aient témoigné lors de la procédure disciplinaire en faveur de ces étudiants ?

Vous n'êtes pas sans savoir que le conseil disciplinaire qui s'est tenu a été délocalisé à l'Université Clermont-Auvergne. Ce n'est pas mon établissement, je ne suis pas donc pas au courant de la manière dont cette commission a travaillé. Je ne les connais pas, ils sont indépendants et autonomes.

Et comment se fait-il que Kinzler n'ait pas été entendu ?

Je suis contrainte de vous faire la même réponse : je ne sais pas comment ils ont travaillé. Je peux vous dire, en revanche, que si quelqu'un souhaitait être entendu par cette commission, il pouvait en faire la demande. C'est dans le Code de l'Éducation.

« Le rôle des médias est aussi de découvrir des

modifications dans la société, mais il faut aussi comprendre que c'est très difficile pour nous de n'entendre parler de l'IEP que sous ce prisme-là. »

Cantine halal, semaine du décolonialisme, procès en « islamophobie »... Pourquoi l'IEP de Grenoble se trouve-t-il systématiquement au cœur de polémiques sur ces questions ?

Je me permets de vous retourner la question.

Disons que ces événements témoignent d'un changement d'époque. Or, l'un des rôles des journalistes est de témoigner de ces changements d'époque, raison pour laquelle l'IEP de Grenoble a pu intéresser la presse.

Je partage cette analyse. Le rôle des médias est aussi de découvrir des modifications dans la société, on est bien d'accord. On pourrait parler de miroir grossissant. Mais il faut aussi comprendre que c'est très difficile pour nous de n'entendre parler de l'IEP que sous ce prisme-là.

L'établissement que je dirige compte parmi ses enseignants-chercheurs un lauréat d'une bourse du European Research Council. En sciences sociales, c'est très rare. Trois enseignants sont membres junior de l'Institut universitaire de France. C'est tout cela que je vois moi : des publications, des prix prestigieux. C'est ce que l'on offre aux étudiants. C'est à cela qu'on les forme. Les affaires que vous avez citées sont, en comparaison, des micro-événements, qui ne sont nullement au cœur de ce que nous faisons.

Des micro-événements qui ont conduit à ce que les noms de deux de vos professeurs soient placardés sur les murs de votre établissement... La question que pose l'affaire Klaus Kinzler est la suivante : peut-on encore débattre des religions à l'IEP de Grenoble ? Est-il possible d'affirmer, par exemple, que l'islam dans sa dimension fondamentaliste, comme d'autres religions, encourage les comportements sexistes ou homophobes ?

Bien sûr ! Nous avons commencé notre discussion par cela.

La liberté d'expression et la liberté académique sont au cœur du projet pédagogique de Sciences Po Grenoble. Ça ne veut pas dire, non plus, qu'on ne va pas être critique de ce qu'un enseignant va dire durant ses cours. Mais la liberté d'expression est au cœur du projet.

« Bien évidemment, je soutiens tous les enseignants. Klaus Kinzler et son collègue ont d'ailleurs obtenu la protection fonctionnelle ainsi qu'une protection policière immédiatement. »

Comment va l'IEP aujourd'hui ?

L'IEP bénéficie d'un dynamisme associatif de ses étudiants qui est plutôt impressionnant. Nous avons eu jeudi la visite du ministre Marc Fesneau. La semaine dernière, c'est le procureur de la République de Grenoble qui nous donnait une conférence. Il y a une volonté d'aller de l'avant et de construire de nouveau, sereinement, dans un contexte difficile. Mais, encore une fois, je dois reconnaître que nous partageons une certaine lassitude de découvrir, tous les deux jours, un nouvel article dans les médias qui se focalisent sur ces micro-événements, comme je l'ai déjà dit. Il y a un vrai manque d'intérêt pour le travail qui est mené à l'IEP, comme la création d'un nouveau master sur la transition écologique, ou la création d'un parcours international tout en anglais, de la première année à la troisième.

Affirmez-vous aujourd'hui publiquement votre soutien à Klaus Kinzler, qui n'est toujours pas revenu à l'IEP, et à son collègue ?

M. Kinzler n'est pas revenu à l'IEP car il est en arrêt maladie. Bien évidemment, je soutiens tous les enseignants. Klaus Kinzler et son collègue ont d'ailleurs obtenu la protection fonctionnelle ainsi qu'une protection policière immédiatement. Nous avons également mis en place une proposition de procédure de médiation pour lui permettre de revenir sereinement à l'IEP. Il n'a pas souhaité poursuivre cette procédure. À aucun moment je ne songerais à ne pas soutenir les enseignants-chercheurs de l'IEP que je dirige. En revanche, comme je l'ai déjà dit, ça ne signifie pas que lorsque des événements surviennent, que des propos virulents sont tenus, je ne rappelle pas ces enseignants aux responsabilités qui incombent aux fonctionnaires.

10 décembre 2021

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/universites-iep-malgre-les-derives-le-wokisme-toujours-plus-influent-20211209>

Le Figaro, no. 24045

Le Figaro, vendredi 10 décembre 2021 918 mots, p. 13

Société

Universités, IEP... les dérives d'un « wokisme » toujours plus influent

Annoncé il y a dix mois par la ministre de l'Enseignement supérieur, le rapport sur l'islamo-gauchisme est au point mort. Des universitaires dénoncent l'emprise de cette idéologie confondant recherche et militantisme.

Beyer, Caroline

ENSEIGNEMENT Alors que les idéologies « décolonialistes », « raciales », et « woke » sont au cœur des débats, où donc est passée l'enquête sur l'« islamo-gauchisme » et le militantisme dans le monde de la recherche universitaire, annoncée il y a maintenant dix mois par la ministre de l'Enseignement supérieur ? Au point mort.

Satisfaction dans les rangs de ceux qui ironisent sur un « fantasme » et une « obsession » de l'extrême droite et font valoir la « liberté académique ». Consternation du côté de ceux qui décrivent, derrière le terme « islamo-gauchisme », un phénomène bien réel dans le monde des enseignants-chercheurs, et dénoncent une confusion entre liberté académique et liberté d'expression. Forcée au début des années 2000 par le philosophe Pierre-André Taguieff, la notion désigne « une alliance militante de fait entre des milieux d'extrême gauche se réclamant du marxisme et des mouvances islamistes ».

En février 2021, sur le plateau de Cnews, Frédérique Vidal avait déclenché une vive polémique en affirmant que « l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble » et que l'université n'y était « pas imperméable ». À coups de tribunes interposées dans la presse, les universitaires étaient montés au créneau, les uns dénonçant des « idéologies indigéniste, raciale et décoloniale » présentes dans les universités, les autres une arme rhétorique inventée par la droite. La ministre avait alors annoncé vouloir confier au CNRS « une enquête sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université », afin de « distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme et de l'opinion ».

« Académo-militants »

Fin de non-recevoir du CNRS, qui, en février, condamnait « avec fermeté » ceux qui en « profitent » pour « remettre en cause la liberté académique », à commencer par « les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de « race » ». L'islamo-gauchisme, « slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique », écrivait l'organisme de recherche. Oubliant au passage que les notions de « réalité » et de « scientificité » n'ont jamais fait bon ménage...

« La démarche de Frédérique Vidal a été doublement maladroite », assène Nathalie Heinich. Elle a réagi à contretemps, bien après les propos de Jean-Michel Blanquer sur l'islamo-gauchisme « qui fait des ravages », après l'assassinat de Samuel Paty. Elle a ensuite voulu confier son rapport au CNRS, ce qui n'avait pas de sens. C'est le rôle du HCERS (une autorité administrative indépendante chargée de l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, NDLR). » Auteur en mai de l'ouvrage *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard), et en septembre d' *Osez l'universalisme* (Le Bord de l'eau) - cette idée forte des Lumières, aujourd'hui remise en question par le courant décolonialiste -, la sociologue vient de publier une note pour le think-tank libéral Fondapol dans laquelle elle alerte sur le risque de confusion entre recherche et militantisme au sein de l'université.

Ce texte de 40 pages titré « Défendre l'autonomie du savoir » traduit, selon son auteur, « une inquiétude d'une partie des universitaires » qui ont encore du mal à se faire entendre « au-delà de leurs petits groupes et de l'université ». À l'opposé, elle

pointe les « académo-militants » qui veulent « le beurre et l'argent du beurre » : « ils voudraient voir leurs propos militants entrer dans le cadre protégé au nom de la liberté académique », explique-t-elle.

« Cancel culture »

« Dans le domaine des sciences de l'homme, la « militantisantion » de la recherche n'est pas nouvelle, poursuit la chercheuse . Après la période stalinienne, puis le maoïsme, les choses s'étaient tassées. Mais, depuis la fin des années 1990, on observe une recrudescence des atteintes à l'autonomie du savoir, liée à la fois à l'influence de Bourdieu, puis à l'importation des courants américains du postmodernisme et plus récemment, le mouvement woke . » Si, depuis les années 1960, ces mouvements présentent des « ressemblance s » - la légitimation d'atteintes à la liberté académique au nom de la défense de causes progressistes et « une tendance forte au totalitarisme, dont relève la « cancel culture » » -, il existe « une différence majeure » par rapport aux périodes antérieures, explique Nathalie Heinich. « C'est à l'intérieur de l'université et au niveau même des institutions que s'organise la remise en question de l'autonomie du savoir », avec des organismes de gestion de la recherche qui encouragent la politisation des travaux de recherches.

« Les appels à projet, français et européens, flèchent les crédits vers des thèmes comme l'islamophobie et l'égalité entre les sexes. Les spécialistes de l'islam ont du mal à travailler sur la radicalisation ou le halal. Un collègue physicien, en Suède, m'a expliqué qu'en déposant un projet de recherche, il doit préciser en quoi celui-ci favorise l'égalité entre les hommes et les femmes », raconte-t-elle. À cela, s'ajoutent des « trous dans la raquette structurels », comme le recrutement local, par la cooptation au sein des universités, ou encore les limites posées par la loi de 1984 à la liberté académique au nom de la « tolérance » .

Relancée en septembre par le Sénat et en octobre sur Franceinfo au sujet de sa fameuse enquête, Frédérique Vidal a évoqué « un observatoire européen des libertés académiques » . « La question des libertés académiques se pose maintenant à l'échelon européen, puisque la Commission s'en empare », affirme-t-elle. Mais pour Nathalie Heinich, « confier cette mission à un observatoire européen risque d'orienter le rapport en faveur des académo-militants, étant donné les orientations prises par le Conseil de l'Europe, gagné par le mouvement « woke » » .

9 décembre 2021

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-sciences-po-grenoble-une-poignee-d-etudiants-guident-la-barque-et-on-derive-tous-ensemble-20211209>

Le Figaro (site web)

jeudi 9 décembre 2021 - 18:57 UTC +01:00 2265 mots

Actualité ; Société

À Sciences Po Grenoble, une poignée d'étudiants « guident la barque et on dérive tous ensemble »

Sugy, Paul, Conruyt, Claire

RÉCIT - Dans un rapport, l'Inspection générale de l'Éducation nationale considérait les membres d'un syndicat étudiant comme responsables du « climat de peur » régnant au sein de l'établissement.

C'est un sérieux revers pour Frédérique Vidal. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait pourtant donné de sa personne, en appelant dans nos colonnes à ce que les étudiants de Sciences Po Grenoble ayant accusé deux de leurs enseignants d'être islamophobes et fascistes soient sanctionnés.

En fin de compte, 16 des 17 élèves mis en cause viennent d'être relaxés à l'issue d'un conseil de discipline (le dernier écope d'un sursis) - ils étaient pourtant liés au syndicat étudiant considéré par le ministère comme le principal fauteur de troubles. Dans son rapport, l'Inspection générale de l'Éducation nationale considérait en effet les membres de l'Union syndicale (US) de Sciences Po Grenoble comme responsables du « *climat de peur* » régnant au sein de l'établissement. Ces accusations, ajoutaient les deux inspecteurs, « *portent atteinte à l'honneur et à la réputation de deux enseignants de l'IEP et, par suite, à l'image et à la réputation du corps enseignant, ainsi qu'à l'ordre, au bon fonctionnement et à la réputation de l'établissement* ».

Fanfaronnade

Une relaxe que Vincent Tournier, l'un des deux professeurs visés par les collages, reçoit comme « *un coup de massue sur la tête* ». Ce maître de conférences en science politique assure n'avoir même pas été auditionné par la commission disciplinaire - qui aurait pourtant reçu plusieurs enseignants ayant affiché leur soutien à l'égard des étudiants mis en cause. « *Personne ne pourra plus oser les contredire* » s'émeut de son côté Klaus Kinzler, l'autre professeur visé qui indique avoir été mis en arrêt maladie depuis sa propre altercation avec ces mêmes élèves. Lesquels ont accueilli la nouvelle de leur relaxe par une fanfaronnade: Thomas Mandroux, président de l'US à l'époque des faits, « *est venu parader dans les locaux de Sciences Po après sa relaxe* » et « *est allé voir les professeurs qui le soutiennent pour s'en féliciter* », ajoute Vincent Tournier. Un comportement que le principal intéressé dément formellement, mais que confirme pourtant le témoignage d'une autre enseignante.

À l'époque des faits, Thomas Mandroux avait justifié publiquement le soutien apporté par l'Union syndicale à ces menaces, au nom d'une « *critique scientifique des formations dispensées* ». À Grenoble, tous le décrivent comme le chef de file d'un groupe d'élèves qui mène une guerre ouverte à la direction et à certains enseignants ; il passe pour un jeune homme « *charismatique* », un meneur. « *Cela fait des mois qu'il jouait à la diva en se faisant passer pour un rebelle qu'on s'apprêtait à condamner à mort* », raconte un étudiant. Un autre ajoute: « *C'est un peu le gourou.* » Les inspecteurs soutiennent qu'il aurait été vexé par le rejet par la direction de « *sa demande d'obtention d'un statut de "vice-président étudiant"* ». Là encore, le leader syndical dément vivement.

Le rapport indique en tout cas qu'après l'épisode supposé, « *l'US s'est engagée dans un conflit sans concession avec la direction de l'IEP* ». Et a contribué à dégrader l'ambiance au sein de l'établissement, selon d'autres étudiants. L'un d'eux se souvient: « *Les membres de l'US avaient une certaine influence, on le sentait dans les groupes de promo. Ils défendaient leurs convictions et il n'y avait pas trop d'opposition...* »

Une hégémonie fondée sur la peur, dénonce Yvonn Le Coz, président de l'UNI Grenoble (syndicat de droite opposé à l'US): « *Partager la profession de foi de l'UNI sur un groupe de promo, c'est se prendre des dizaines de messages qui ne*

sont pas loin d'être haineux.» En octobre dernier, l'annonce de «*produits 100 % halal*» dans la cafétéria de l'IEP avait fait polémique ; dans la foulée, une élève avait manifesté son désaccord dans la presse. Une fois son visage identifié et son nom affiché, cette étudiante à l'IEP dit avoir été la cible de «*regards*», de «*jugements*» pesants. «*On est catégorisés comme des fachos dès lors qu'on défend une opinion qui n'est pas la leur.*» Ainsi face à la multiplication des courriers ou des cours en écriture inclusive, les voix discordantes se font peu nombreuses. «*La majorité des étudiants, en fait, s'en fiche. Ils ne sont pas politisés. Le terrain idéologique est laissé entre les mains des membres de l'US. Ils guident la barque et on dérive tous ensemble*», résume sobrement un étudiant.

Pression

La direction, elle, n'y peut pas grand-chose. Selon Hedwig Mesana, compagne de Klaus Kinzler et enseignante également à l'IEP, le directeur des études du premier cycle aurait expliqué à son entourage que son congé maladie de l'an dernier était directement lié à la pression exercée par quelques étudiants sur la direction de l'IEP. «*Lorsque la décision de relaxe nous a été communiquée, il s'est effondré en pleurs dans son bureau: il a lui-même fait l'objet de menaces à plusieurs reprises*», ajoute-t-elle.

Dans leur rapport, les inspecteurs décrivaient déjà une direction fragile. La directrice, Sabine Saurugger? Fraîchement nommée après «*une période de grave crise financière et de gouvernance*», elle hérite de «*faiblesses structurelles*», par manque de ressources humaines et économiques. Autour d'elle? «*Une équipe entièrement renouvelée et manquant d'expérience*» qui a pris ses fonctions dans un contexte particulièrement peu propice, marqué par de nombreux blocages pour protester contre la réforme de l'enseignement supérieur. Pas d'idéologues à la tête de l'IEP donc, mais une équipe débordée qui ne peut pas être sur tous les fronts à la fois. Acquiescer aux revendications cosmétiques (écriture inclusive, semaines de l'égalité...) des étudiants les plus mobilisés ne coûte dès lors pas grand-chose. «*Mais la direction est prise à son propre piège: la moindre parole critique, dans cette maison, devient suspecte*», déplore Vincent Tournier.

Avec l'apparition du mouvement #SciencesPorcs et l'affaire Duhamel qui avait coûté son poste au directeur de Sciences Po Paris en février dernier, l'Union syndicale use d'un autre moyen de pression face à sa direction: l'accusation souvent réitérée de légèreté face à des soupçons d'agressions sexuelles au sein de l'établissement. De nombreux appels à témoignages ont en effet été lancés l'an passé et la direction s'est vu reprocher dans la foulée sa «*complicité*». Des «*rumeurs*», notaient les auteurs du rapport d'inspection, proférées «*sans le moindre signalement enregistré par la direction (...) ou la moindre action en justice*». Une fois ledit rapport rendu, dix signalements ont toutefois atterri sur le bureau du procureur de la République de Grenoble Éric Vaillant, dont huit sont toujours en cours d'instruction. Mais le magistrat déplore l'habitude prise par les étudiants de contourner systématiquement l'institution judiciaire: «*La nouvelle génération entend d'abord porter les faits sur les réseaux sociaux, puis dans un second temps aux responsables des établissements scolaires. C'est un paramètre que nous devons prendre en compte dans nos dispositifs, mais il faut pousser les victimes à porter plainte*», confie-t-il.

Le scandale plutôt que la judiciarisation des faits? C'est qu'aux yeux du collectif Sciences Po Grenoble en lutte la justice n'est pas la solution, mais le problème. En témoigne sa véhémence face à la venue d'Éric Vaillant à l'IEP début décembre, pour une conférence organisée justement au sujet des violences sexistes et sexuelles. Des étudiants avaient tagué sur le mur «*Feu au système pénal et patriarcal*», et un communiqué de soutien aux vandales dénonçait «*l'inefficacité et le non-sens du système justice-police-prison pour lutter contre le patriarcat, le système pénal étant l'un de ses piliers*». «*La direction peut toujours donner des gages à ces gens-là, ce ne sera jamais assez. Ils la dépasseront toujours sur leur gauche*», souffle un étudiant, lassé de ce nouveau sabotage d'une initiative qui avait pourtant été décidée pour permettre des avancées concrètes dans la prise en compte des faits de harcèlement, maintes fois brandis par l'Union syndicale.

«Ad hominem»

S'ils sont aujourd'hui si influents, c'est que les représentants des élèves dans les conseils d'administration ont acquis un poids inédit au sein de l'école, sur fond de vie étudiante «*mal encadrée*» et gérée «*en vase clos*», comme le notaient encore les inspecteurs. Et le cas grenoblois est un précurseur emblématique des évolutions récentes de gouvernance dans l'ensemble des IEP, estime Arnaud Lacheret, docteur en science politique et actuel directeur de la French Arabian Business School, qui ne reconnaît plus l'école dans laquelle il a fait ses classes il y a vingt ans. À l'époque syndiqué à l'Unef et membre du conseil d'administration, il garde le souvenir d'un établissement «*résolument de gauche*» mais où «*le débat était encore possible*», regrettant l'arrivée au pouvoir d'une «*nouvelle gauche, plus activiste et portée davantage sur les attaques ad hominem que l'échange intellectuel, avec un goût avoué pour les procès staliniens*».

Qu'est-ce qui a changé depuis? «*Les syndicats ont obtenu de plus en plus de pouvoir car le nombre des représentants d'élèves parmi les administrateurs a doublé. Comme en outre les représentants des enseignants et ceux du personnel sont tout aussi*

mécaniquement de gauche, que celui de la métropole l'est aussi, il n'y a plus aucun pluralisme.» Des élus à qui l'indifférence de la majorité des étudiants confère d'ailleurs une légitimité toute relative: lorsque Thomas Mandroux est entré au conseil d'administration, plus de 80 % des inscrits n'avaient pas voté. Reste que la direction est une émanation directe de la gouvernance de l'IEP, laquelle ne laisse pratiquement plus de place à la diversité politique: *«C'est un système de cooptation très efficace: les derniers professeurs à ne pas être de gauche sont issus de la vieille génération. Depuis, les recrutements s'uniformisent»*, déplore Arnaud Lacheret. Et de conclure: *«En donnant un poids excessif à la représentation étudiante, les instituts d'études politiques ont instauré un gauchisme systémique!»*

Même chose à l'IEP de Lyon, où sous la direction de Renaud Payre (qui cumulait jusqu'à cet été son mandat avec celui de vice-président de la Métropole de Lyon, après son élection sur une liste d'union des gauches socialiste et communiste), a été récemment créée en plus du CA une commission des études et de la vie étudiante rassemblant autant d'étudiants que d'enseignants. Dans ce même IEP, les représentants des étudiants au conseil d'administration ne se voient pourtant déjà pas comme de simples élus mais s'appellent sur leur page Facebook les *«vice-président-e-s étudiant-e-s»*. C'est le syndicat d'extrême gauche Solidaires étudiant-e-s qui est largement majoritaire au CA (il vient de remporter 7 des 9 sièges à pourvoir): celui-là même qui, en mars dernier, réclamait d'exclure la Licra d'une semaine contre le racisme en accusant la Ligue d'être... islamophobe.

Au demeurant, la nomination de directeurs très politisés à la tête des IEP est monnaie courante: le directeur de celui de Lille, Pierre Mathiot, est un socialiste de longue date, soutien officiel de la maire Martine Aubry. Majoritaire aussi, la section locale du syndicat Solidaires étudiant-e-s déplore pourtant que *«les élu-e-s au CA de l'IEP ont une influence limitée sur les décisions et les orientations politiques de l'IEP»*. Influence suffisante, néanmoins, pour empêcher en janvier 2020 la tenue à l'IEP d'un débat entre Charles Consigny et Geoffroy Lejeune.

Clarification

«Avec le poids grandissant qu'ils obtiennent dans les IEP grâce à la multiplication de leurs sièges dans les instances représentatives, ces étudiants syndiqués obtiennent la nomination de directions complaisantes, ou impuissantes» poursuit Arnaud Lacheret. *« Déjà lorsque la direction est peu politisée, elle peut difficilement les empêcher de verrouiller le débat au sein de l'école, mais lorsqu'elle penche à gauche elle est sommée de leur faire d'importantes concessions, sans songer au climat de terreur que cela instaure. C'est la seule façon d'acheter la paix sociale.»* Une situation qui ne peut que se reproduire, à moins de réformes importantes dans la gouvernance des IEP: les inspecteurs, là encore, en avaient suggéré un certain nombre à Grenoble (clarification des règles de la représentation étudiante, rééquilibrage des sièges au CA...).

Faute de quoi, l'entre-soi idéologique a encore de beaux jours devant lui. Mais pour l'heure, l'urgence est de passer à tout prix à autre chose: les deux enseignants grenoblois mis en cause l'an passé se sont vu intimer à plusieurs reprises par leur direction (qui a refusé également de répondre à nos sollicitations) l'ordre de cesser de parler à la presse. Ce ne sont pourtant pas eux, ni leurs avocats, qui ont envoyé la décision de relaxe aux journalistes du *Monde* ...

9 décembre 2021 (Valeurs actuelles)

<https://www.valeursactuelles.com/societe/un-enseignant-juge-que-sciences-po-grenoble-est-un-institut-de-reeducation/>

SOCIÉTÉ

Un enseignant juge que Sciences Po Grenoble est un institut de « rééducation »

Accusé d'islamophobie, ce professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble a révélé, auprès de *l'Opinion*, qu'une vingtaine d'enseignants étaient adeptes des théories woke.

Par [valeursactuelles.com](https://www.valeursactuelles.com)

Publié le 9 décembre 2021 à 11h29

Il constate un « *changement de génération* ». Plus seulement chez les étudiants, mais aussi « *chez les enseignants* ». Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, le déplore encore. Le wokisme s'est bel et bien répandu à l'université, notamment à Sciences Po. Celui dont le nom avait été placardé par des militants de l'Unef qui l'accusaient d'islamophobie, est donc revenu sur ce climat délétère. Dans un entretien à *l'Opinion*, mercredi 8 décembre, Klaus Kinzler a jugé que l'établissement scolaire tendait à « *réduquer* » : « *Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique.* » Le professeur, qui y a travaillé durant vingt-cinq ans, a assuré que les « *étudiants sont endoctrinés* » notamment par un « *noyau dur de 25 enseignants* » et « *jeunes chercheurs* » adeptes des théories « *woke* », mais aussi « *décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes* ». Et ce, sur un total de « *70 enseignants* » muets.

La direction « *faible* » face au wokisme

Klaus Kinzler nommerait ces nouveaux travailleurs woke « *les ultras* » qui prendraient en « *otage* » la direction de l'IEP décrite comme « *faible, politiquement modérée* », qui « *ne veut pas de vagues* ». Et pour cause, cette direction « *m'a sacrifié comme un pion* », a dénoncé Klaus Kinzler dans *l'Opinion*. « *Elle a fait pression sur moi pour que je ne m'exprime pas dans les médias. Elle m'aurait défendu dès le début en disant simplement que j'étais un bon enseignant, elle se serait épargné cette tempête* », a-t-il poursuivi. L'enseignant a ainsi déploré que les étudiants font désormais face à « *des professeurs qui n'acceptent qu'une opinion* » et l'assument. Klaus Kinzler a donné un exemple : « *Certains enseignants n'adhèrent plus à l'obligation théorisée par Weber de neutralité de la sociologie.* »

Un « *entre-soi* »

Toujours auprès de nos confrères, Klaus Kinzler a décrit les étudiants comme étant « *le produit d'un enseignement dès le lycée, de la victimisation ethnique et du décolonialisme* ». Ils seraient pourtant issus de milieux « *favorisés* » et viendraient à Sciences Po « *avec des préjugés qu'ils demandent à l'institution de confirmer* ». En dépit de cette "confirmation", les élèves se diraient « *blessés, offensés* ». Malgré la politique d'« *ouverture sociale* » mise en place par l'établissement, Klaus Kinzler a estimé qu'il n'y avait « *aucune diversité ethnique ou religieuse* » parmi les étudiants. « *C'est du*

baratin. On a toujours des enfants de CSP +, très peu d'élèves modestes. C'est un entre-soi », a-t-il conclu auprès de l'Opinion.

8 décembre (L'Opinion)

[HTTPS://WWW.LOPINION.FR/POLITIQUE/KLAUS-KINZLER-ENSEIGNANT-SCIENCES-PO-GRENOBLE-EST-DEVENU-UN-CAMP-DE-REEDUCATION](https://www.lopinion.fr/politique/klaus-kinzler-enseignant-sciences-po-grenoble-est-devenu-un-camp-de-reeducation)

La Fabrique de l'Opinion

Klaus Kinzler, enseignant: «Sciences Po Grenoble est devenu un **camp** de rééducation»



Par [Emmanuelle Ducros](#) et [Marie-Amélie Lombard-Latune](#)

08 décembre 2021 à 12h45

« On entend désormais dans les amphis des profs remettre en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques. C'est fait sans aucun complexe »



Klaus Kinzler. DR

Professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler est au centre d'une polémique qui empoisonne l'établissement depuis un an. Accusé d'être islamophobe dans une campagne lancée par des étudiants sur les réseaux sociaux, il a vu son nom et celui d'un de ses collègues placardés sur les murs de l'établissement avec la mention : « Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue ». Klaus Kinzler n'est pas retourné à l'IEP depuis les faits. En mars, il publiera le récit de cette affaire aux Editions du Rocher.

Vous avez été, selon vous, la cible d'une « cabale » instrumentalisée par un syndicat étudiant (l'Union syndicale) de l'IEP de Grenoble, avec le silence complice de la direction et du corps enseignant. Pourquoi les choses se sont-elles envenimées à ce point ?

Tout a commencé par des échanges de mails avec une collègue historienne en décembre 2020. Je contestais le titre d'une journée de débats dans lequel « racisme, antisémitisme et islamophobie » étaient mis sur le même plan. Cela me paraissait un scandale alors qu'existe un vrai débat sur la pertinence du terme islamophobie. La discussion s'est vite envenimée, ma collègue affirmant la « scientificité » du mot. Les ennuis ont débuté. Dès janvier, la campagne s'était déjà déchaînée sur [Facebook](#). On nous accusait d'être

« islamophobes » et on exigeait notre démission, tout en lançant des appels à témoignages anonymes contre nous. En mars dernier, mon nom, ainsi que celui d'un collègue politologue, spécialiste de l'islam en France, ont été placardés sur la façade de l'établissement. J'ai été mis sous protection policière pendant un mois.

Le meneur présumé de cette campagne vient d'être relaxé par les autorités universitaires (la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne), bien qu'un rapport de l'inspection générale de l'éducation et de l'enseignement supérieur a demandé des sanctions de façon très claire. Comment interprétez-vous cette décision ? Constitue-t-elle un désaveu ?

Je ne suis plus surpris de rien. Cela témoigne du niveau d'idéologie dans lequel baignent l'Institut d'études politiques de Grenoble et l'université en général. Est-ce pour autant un désaveu ? Les arguments de la relaxe sont hallucinants. L'administration estime que les faits ne sont pas caractérisés... Et pourtant, depuis le 10 janvier, la campagne Facebook où l'on me reproche d'être islamophobe et d'extrême droite est toujours en ligne ; l'IEP n'a même pas demandé sa suppression. Le conseil de discipline va contre les évidences, estime que je n'ai pas été désigné nommément, ce qui est faux puisque mon nom et celui de mon collègue ont été affichés sur la façade de l'établissement. Ce sont les inspecteurs qui exigeaient « des mesures fermes » et des sanctions qui peuvent être surpris ! Uniquement des enseignants favorables aux étudiants en cause (un seul a finalement été poursuivi en disciplinaire) ont été entendus. Mais personne, absolument personne, ne nous a demandé notre version des faits. Ni le conseil de discipline, ni d'ailleurs la police ou la justice. La direction a indiqué qu'elle ne ferait pas appel de la relaxe. Désormais, dans ces circonstances, un enseignement digne de ce nom n'est plus possible à l'IEP de Grenoble. Cette impunité, c'est un appel à l'intolérance. Les enseignants devraient massivement se lever, se mettre en grève. Cela pourrait arriver à n'importe lequel d'entre eux, y compris les plus « ultras ». Je me considère comme un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé. Tant que je ne suis pas réhabilité, on ne me forcera pas à remettre les pieds à l'IEP.

Vous enseignez à Sciences Po Grenoble depuis vingt-cinq ans. Qu'avez-vous observé ?

J'ai enseigné dans cet établissement pendant un quart de siècle, sans jamais aucun problème, dans une liberté totale. La langue et la civilisation allemandes, l'histoire, la politique, la société : j'ai pu aborder tous les sujets avec mes étudiants que je sonde chaque année sur mon enseignement. Mais je constate, depuis dix ans, et de façon plus aiguë depuis cinq ans, un changement de génération. Pas tant chez les étudiants, d'ailleurs, que chez les enseignants. En peu de temps, on a vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des [théories woke](#), [décolonialistes](#), [communautaristes](#), [anticapitalistes](#). **Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique.** Les étudiants sont endoctrinés. Un noyau dur de 25 enseignants, sur un total de 70, tient le haut du pavé. La direction est faible, politiquement modérée, mais ne veut pas de vagues. Otage de ceux que j'appelle « les ultras », inapte, elle m'a sacrifié comme un pion. Elle a fait pression sur moi pour que je ne m'exprime pas dans les médias. Elle m'aurait défendu dès le début en disant simplement que j'étais un bon enseignant, elle se serait épargné cette tempête. Les autres enseignants se taisent. Désormais, les étudiants ont face à eux des professeurs qui n'acceptent qu'une opinion, sur les violences policières, l'islamophobie, par exemple. Certains enseignants n'adhèrent plus à l'obligation théorisée par Weber de neutralité de la sociologie. Cette radicalisation est totalement assumée.

« J'ai appris et compris plus sur l'histoire en quelques mois qu'en quarante ans à m'intéresser à l'Allemagne. J'observe la mécanique de la prise du pouvoir d'une minorité agissante sur une majorité, au mépris de la loi, par l'intimidation»

Une radicalisation, un endoctrinement : ce sont des mots forts... Ces thèmes woke ne font-ils pas finalement partie du débat aujourd'hui ?

Oui, le politique a toujours existé dans l'enseignement supérieur. Mais on entend désormais dans les amphithéâtres des profs remettre en cause la légitimité du président de la République à mener des réformes et, au-delà,

remettre en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques. C'est fait sans aucun complexe. Et depuis un an, cela va plus loin : cette frange veut faire taire tous ceux qui ne sont pas d'accord. C'est concerté avec les étudiants. Cela va des blocages des locaux dix jours par mois pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la vie étudiante, à ce que nous subissons, mon collègue et moi. Nous avons toujours été des oiseaux assez rares dans un IEP très à gauche, je me définis comme un libéral centriste. Tant qu'on ne parlait pas de racisme et de wokisme, j'étais simplement un spécimen. Aujourd'hui, nous sommes ostracisés. Le cours de mon collègue est boycotté.

La sociologie des étudiants est-elle un élément d'explication ?

Ils sont le produit d'un enseignement dès le lycée, de la victimisation ethnique et du décolonialisme. C'est une « clientèle » particulière. Très anticapitaliste, même si cela tend à se lisser au cours du cursus. Parmi eux, se trouvent beaucoup de jeunes favorisés – enfants de profs ou de cadres – qui viennent avec des préjugés qu'ils demandent à l'institution de confirmer. Sinon, ils se disent « blessés, offensés ». Le plus frappant est qu'en dépit de la politique d'« ouverture sociale » proclamée, on fait semblant. Il n'y a aucune diversité ethnique ou religieuse. Aucune mixité. C'est du baratin. On a toujours des enfants de CSP +, très peu d'élèves modestes. C'est un entre-soi.

Hors de l'école, avez-vous été soutenu ?

Oui, près de 4 000 mails, des lettres d'anciens élèves et de personnalités politiques comme Olivier Faure (PS), Richard Ferrand (LREM), des députés LR. [Les ministres Blanquer et Vidal](#) et même Marine Le Pen se sont exprimés publiquement. Mais mes collègues sont, à l'exception de cinq ou six d'entre eux, demeurés muets. « Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles », s'inquiétait l'écrivain suisse Max Frisch. Je ne leur jette pas la pierre, mais cela me fait peur. Ils laissent faire, pour différentes raisons : ignorance des faits, peur des conséquences sur leur carrière, sur le financement de leurs recherches. Peut-être aussi par une forme de « mépris de classe » : je ne suis qu'agrégé, pas docteur. C'est une sorte de lâcheté. J'ai appris et compris plus sur l'histoire en quelques mois qu'en quarante ans à m'intéresser à l'Allemagne. J'observe la mécanique de la prise du pouvoir d'une minorité agissante sur une majorité, au mépris de la loi, par l'intimidation. Cette mécanique, relayée par les réseaux sociaux, est un cas d'école. C'est orwellien.

Une longue expérience de prof

Ancien officier et athlète de haut niveau en Allemagne, Klaus Kinzler a passé l'agrégation d'allemand en France pour se consacrer à l'enseignement. Il a occupé plusieurs postes dans différentes régions, dont celui de principal d'un collège de banlieue à Echiroles (Isère). A 62 ans, il enseigne l'allemand et la civilisation allemande à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. D'abord placé en arrêt-maladie, il est aujourd'hui arrêté pour accident du travail.

8 décembre 2021 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/societe/sciences-po-grenoble-accuse-d-etre-un-camp-de-reeducation-politique-08-12-2021-2455937_23.php

Sciences Po Grenoble accusé d'être « un camp de rééducation politique »

Klaus Kinzler enseigne l'allemand à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Accusé d'islamophobie par des étudiants, il s'est livré à « l'Opinion ».



« Je me considère comme un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé. Tant que je ne suis pas réhabilité, on ne me forcera pas à remettre les pieds à l'IEP », affirme Klaus Kinzler © JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Par [LePoint.fr](https://www.lepoint.fr)

Publié le 08/12/2021 à 19h41

L'affaire avait fait grand bruit en mars dernier. Une campagne lancée quelques semaines auparavant par des étudiants accusait plusieurs professeurs de l'Institut d'études politiques de Grenoble d'islamophobie. Les noms de ces enseignants avaient notamment été placardés sur les murs de l'institut, les qualifiant de « fascistes ». L'un de ces professeurs n'a pas souhaité retourner au sein de l'établissement depuis les faits. Il s'agit de Klaus Kinzler, qui enseigne l'allemand et la civilisation allemande à l'IEP depuis une vingtaine d'années. Dans les colonnes de l'Opinion, mercredi 8 décembre, il témoigne d'un changement de culture aussi bien chez les étudiants que chez ses collègues et dénonce l'inertie de la direction.

Klaus Kinzler estime qu'il a toujours pu enseigner à l'IEP de Grenoble « dans une liberté totale », sans limiter les sujets abordés avec ses étudiants, qu'il interroge d'ailleurs régulièrement sur son enseignement. Mais selon lui, un « changement de génération » a débuté il y a une dizaine d'années, et plus visiblement depuis cinq ans. « En peu de temps, on a vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des théories woke, décolonialistes, communautaristes, anticapitalistes », estime-t-il. Et le constat qu'il en tire est sans appel : « Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique. Les étudiants sont endoctrinés. »

Une « radicalisation totalement assumée »

L'enseignant estime que sur ses 70 collègues, environ 25 « [tiennent] le haut du pavé ». Et il accable également la direction de l'établissement qui, selon lui, « est faible, politiquement modérée, mais ne veut pas de vagues ». Une position d'autant plus dure à avaler qu'il estime en avoir été l'une des principales victimes. Auprès du quotidien, Klaus Kinzler dénonce ainsi une direction « otage de ceux [qu'il appelle] “les ultras” ». « Inapte, elle m'a sacrifié comme un pion. Elle a fait pression sur moi pour que je ne m'exprime pas dans les médias », déplore-t-il, assurant que les autres professeurs préfèrent garder le silence.

« Désormais, les étudiants ont face à eux des professeurs qui n'acceptent qu'une opinion, sur les violences policières, l'islamophobie, par exemple », relève-t-il. La neutralité semble être un concept dépassé à l'IEP de Grenoble, au grand dam de Klaus Kinzler, qui note qu'au sein de l'établissement « cette radicalisation est totalement assumée. » Selon lui, aujourd'hui, les thématiques « woke » ont progressé tant chez les étudiants que dans le corps enseignant. Avec pour conséquence, certains de ses collègues qui souhaiteraient ne plus avoir affaire à celles et ceux qui tiennent des positions différentes. Il évoque même une concertation avec les étudiants, et une ostracisation des professeurs qui seraient en désaccord.

Un « appel à l'intolérance »

Il dénonce par ailleurs l'inaction de la direction de l'IEP, qui n'aurait toujours pas demandé la suppression de la campagne Facebook dans laquelle il est accusé d'être islamophobe. La commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne, où avait été dépeçée l'affaire, a relaxé, fin novembre, la quinzaine d'étudiants accusés d'être impliqués dans la campagne contre l'enseignant. Et ce, alors qu'un rapport de l'inspection générale de l'éducation et de l'enseignement supérieur réclamait des sanctions après ce scandale. Pour Klaus Kinzler, rien de surprenant à cette décision, au regard du « niveau d'idéologie » qui règne à l'IEP de Grenoble.

Lui estime que dès lors, « un enseignement digne de ce nom n'est plus possible ». « Cette impunité, c'est un appel à l'intolérance », tonne-t-il dans les colonnes de *l'Opinion*. Et le professeur d'allemand d'asséner : « Je me considère comme un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé. Tant que je ne suis pas réhabilité, on ne me forcera pas à remettre les pieds à l'IEP. »

7 décembre 2021

<https://www.marianne.net/societe/laicite-et-religions/islamophobie-a-liep-de-grenoble-la-chasse-ideologique-aux-enseignants-est-ouverte>

"Islamophobie" à l'IEP de Grenoble : "La chasse idéologique aux enseignants est ouverte"

Entretien

Par Jean-Loup Adenor

Publié le 07/12/2021 à 17:55

Au cœur d'une polémique pour s'être opposé au concept « d'islamophobie », un professeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler, a vu son nom placardé sur les murs de l'établissement pendant qu'une association étudiante exigeait que la direction « statue sur son cas ». Ces mêmes étudiants ont récemment été relaxés par une commission disciplinaire. Un « blanc-seing » aux campagnes d'intimidation, estime, auprès de « Marianne », le professeur en question.

Si Klaus Kinzler enseigne à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, il n'y a pas donné cours depuis mars, après que son année universitaire a été perturbée par une vive polémique. Sur les murs de l'IEP, des affiches mentionnant son nom et le qualifiant d'« islamophobe » ont fleuri en début d'année. En cause : une querelle entre professeurs lors d'un échange de mails qui a fait grand bruit dans la communauté enseignante et étudiante de l'établissement. Klaus Kinzler s'y opposait à l'utilisation du terme « islamophobie » dans l'organisation d'une semaine de lutte contre les discriminations.

Dans cette même correspondance, Klaus Kinzler critiquait aussi l'islam, une religion qu'il admet « *ne pas beaucoup aimer* », notamment, explique-t-il, à cause de ses dérives fondamentalistes et de la place qu'elle laisse aux femmes. Une organisation étudiante, l'Union syndicale (US), a réagi. Dans un texte publié en janvier sur les réseaux sociaux et envoyé à la direction de l'IEP, le professeur y était présenté comme un « *islamophobe* » dont les idées appartenaient à « *l'extrême droite* ». Les étudiants étaient appelés à boycotter la semaine de lutte contre les discriminations en question et la direction de l'IEP « *à statuer* » sur le « *cas* » de Klaus Kinzler. L'US allait plus loin, en exhortant l'établissement à réaffirmer publiquement « *l'usage et la scientificité [du] terme [d'islamophobie]* ». Enfin, l'organisation étudiante exigeait la suppression **des cours sur l'islam tenus par des professeurs « mis en cause pour leur islamophobie »**.

Présentés devant un conseil de discipline délocalisé à l'Université Clermont-Auvergne, les 17 étudiants membres de l'US qui ont participé à cette campagne visant Klaus Kinzler et un de ses collègues ont été relaxés le 19 novembre dernier. Le conseil a estimé qu'aucun élément ne permettait d'établir un quelconque harcèlement ou un trouble au bon fonctionnement de l'établissement. Dans un communiqué publié le 26 novembre, l'ancien président de l'US, Thomas Mandroux, s'est félicité de cette décision. Klaus Kinzler s'est longuement entretenu avec *Marianne* sur cette affaire et sur cette décision qui donne, selon lui, un « blanc-seing » aux étudiants désireux de lancer des campagnes de déstabilisation contre des professeurs qui ne partagent pas leurs opinions. Contactée par *Marianne*, la direction de l'IEP de Grenoble n'a pas donné suite.

Marianne : Pourriez-vous nous rappeler les raisons qui vous ont poussé à vous opposer à l'utilisation de ce terme « d'islamophobie » ?

Klaus Kinzler : Parce que les multiples définitions qui existent de ce terme sont soit l'œuvre de sociologues souvent militants, soit celle d'islamistes qui l'utilisent comme un synonyme de blasphème. On m'a reproché d'être un extrémiste de droite, un islamophobe qui aurait dit des choses irrespectueuses et insultantes sur

l'islam. Le rapport de l'Inspection générale contredit clairement cette accusation. Il faut rappeler que ce terme, qui a déjà plus d'une vingtaine d'années, est le fétiche de certains intellectuels et universitaires très engagés, adeptes des théories décolonialistes, qui l'ont repris aux islamistes. Il sert essentiellement à censurer tous ceux qui oseraient critiquer l'islam actuel, fondamentaliste. Il n'est rien d'autre qu'un outil grossier de censure. Être « islamophobe » n'est pas punissable et pour cette raison, le législateur n'a pas formulé une définition de cette notion.

« Il devient très compliqué d'enseigner à l'IEP, puisque l'esprit critique n'y a plus sa place. »

Ce terme ne recouvre aucune dimension juridique. C'est un terme qui emporte également un problème important : lorsqu'on vous reproche d'être islamophobe, c'est une accusation qui peut vous mettre en grand danger. [Samuel Paty](#) est l'exemple le plus effrayant et je doute qu'on nous ait mis sous protection policière pendant un mois juste pour le plaisir.

Je dois rappeler que, dans ces mails, je n'ai jamais critiqué les musulmans. J'ai même insisté assez lourdement sur ce point. Je n'ai parlé que du terrorisme et d'une vision archaïque de la femme qui ne me plaît pas dans l'islam, ou du moins dans une pratique de cette religion qui prédomine dans le monde depuis quarante ans. Je ne suis pas un anti-musulman, je suis un antifondamentalisme islamique.

Les 17 élèves de l'US à l'origine de l'appel à témoignages ont été relaxés lors du conseil de discipline qui s'est tenu il y a quinze jours. Que vous évoque cette décision ?

C'est un blanc-seing pour ceux qui voudraient placer une cible dans le dos des professeurs. Ceux qui mènent ce type d'action auront désormais la certitude d'être dans leur bon droit, qu'ils ne seront jamais punis. Ce n'est rien de moins qu'un encouragement à refaire la même chose. S'il n'y a aucun changement de décision, c'est donc que la chasse idéologique aux enseignants est ouverte. Il devient alors très compliqué d'enseigner à l'IEP, voire impossible, puisque l'esprit critique n'y a plus sa place.

Une enquête a pourtant été diligentée par le ministère de l'Enseignement supérieur. Quelles ont été ses conclusions ?

J'ai été interrogé par l'Inspection générale pour ce rapport qui a été rendu en mai. Je ne peux pas dire que je sois d'accord avec tout ce qui y est préconisé mais je dois reconnaître que les inspecteurs ont fait un travail d'enquête extraordinaire, interrogeant tous les protagonistes de l'affaire, soit des dizaines de personnes. Ils ont formulé de nombreuses recommandations extrêmement claires. Parmi celles-ci, [ils stipulent que les étudiants à l'origine des propos diffamatoires qui m'ont été adressés doivent être sanctionnés.](#)

Selon le rapport, ils ont bénéficié de la proximité idéologique entre leurs positions et celles d'un certain nombre de professeurs de l'IEP. En décembre 2020, un communiqué du directoire du laboratoire de recherche de l'IEP, le Pacte, m'a accusé publiquement de harcèlement à l'encontre de ma collègue. Cela a été une réelle invitation aux étudiants extrémistes pour s'appuyer sur le point de vue d'un laboratoire de recherche reconnu. Le rapport mentionne clairement que, sans cette accusation publique de Pacte, les étudiants ne m'auraient jamais attaqué sur Facebook.

« Il est devenu clair que nos enseignements doivent aller dans le sens du cadre idéologique défendu par une partie des professeurs. »

Quant à la direction, le rapport note qu'elle aurait dû intervenir dès le début janvier, au moment où les étudiants ont lancé leur campagne contre moi. Elle aurait dû faire un signalement au procureur et convoquer les étudiants devant une commission disciplinaire. L'institution de l'IEP que la directrice représente, ne m'a jamais protégé en un an. Elle a même fait le contraire : par plusieurs mails menaçants, la directrice a essayé de m'interdire de me protéger moi-même. En me donnant, à plusieurs reprises, l'ordre de ne pas parler à la presse, elle a restreint mes libertés les plus fondamentales. Une action de mes avocats contre elle est en cours à ce propos.

Comment a réagi votre hiérarchie à cette affaire ?

Je n'ai pas été soutenu. À plusieurs reprises, on m'a même fait comprendre que mes positions et mes prises de parole étaient le cœur du problème – et non pas l'opération de harcèlement menée contre moi par ces étudiants. Pour ma direction, c'est comme si la crise avait commencé au moment où j'ai parlé dans les médias, le 4 mars. On me reproche d'avoir gravement abîmé la réputation de l'IEP. Le 14 septembre dernier, la direction a écrit dans la newsletter de l'association des anciens étudiants que la crise connue par l'IEP était le résultat d'attaques nauséabondes des médias nationaux. Pour eux, il y a deux coupables majeurs : les médias nationaux et moi.

Envisagez-vous de reprendre vos fonctions à l'IEP ?

Sauf à ce qu'on me réhabilite, ou à ce qu'il y ait un changement de direction, je ne retournerai pas à l'IEP de Grenoble. Dans les conditions actuelles, je déconseille d'ailleurs à tout enseignant d'aller y travailler. Mes avocats ont mis en demeure la directrice de l'IEP parce que la protection fonctionnelle qu'elle m'a officiellement accordée n'a jamais été suivie d'effet.

Que pensiez-vous, avant cette affaire, des attaques en « islamo-gauchisme », souvent venues de la droite, qui visent les sciences sociales ?

Je n'ai jamais été très concerné par ces débats. À l'époque, je pensais juste qu'il s'agissait d'un conflit entre le gouvernement et la frange décolonialiste des chercheurs très présente dans les sciences sociales. Aujourd'hui, je crois pouvoir dire qu'il y a un vrai danger de ce qu'on appelle « l'islamo-gauchisme », c'est-à-dire l'arrivée, du moins dans le monde universitaire, d'un monde orwellien, où on ne peut plus aborder les choses que d'une seule façon. Tout est écrit à l'avance, la police de la pensée intervient dès que vous vous écarterez du cadre idéologique admis. À l'IEP de Grenoble, il est devenu presque impossible aujourd'hui de critiquer les doctrines décoloniales, par exemple.

En 25 ans d'enseignement, je n'ai jamais eu ce type de problèmes. Nous avons eu beaucoup de débats, parfois de façon très houleuse, souvent de façon respectueuse. On prenait du plaisir à se taper dessus en quelque sorte. J'ai toujours été un peu provocateur et beaucoup de mes étudiants aimaient ça chez moi. Mais depuis ces événements, il est devenu clair que nos enseignements doivent aller dans le sens du cadre idéologique défendu par une partie des professeurs et certains étudiants. Vous avez le droit de débattre du patriarcat en France, par exemple, comme vous pouvez débattre de « l'islamophobie d'État » mais dans ces débats, il ne faut jamais remettre en question les conclusions déjà tirées par les représentants de la doxa.



Par Jean-Loup Adenor

SUR LE VIF

Amazon, Google et Facebook se partagent plus de 50 % du marché publicitaire mondial

Jeffrey Epstein : une nouvelle plaignante confirme le rôle de sa femme, Ghislaine Maxwell

Effondrement à Sanary, boycott des JD, le plan de Macron pour l'UE : les 3 infos de la nuit

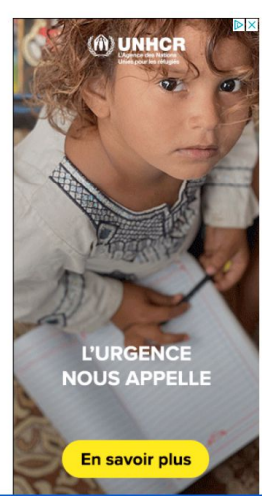
Procès Maxwell : images et table de massage à l'appui de la thèse du "domicile de débauche"



Entretien

"Islamophobie" à l'IEP de Grenoble : "La chasse idéologique aux enseignants est ouverte"

Au cœur d'une polémique pour s'être opposé au concept « d'islamophobie », un professeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler, a vu son nom placardé sur les murs de l'établissement pendant qu'une association étudiante exigeait que la direction « statue sur son cas ». Ces mêmes étudiants ont récemment été relaxés par une commission disciplinaire. Un « blanc-seing » aux campagnes d'intimidation, estime, auprès de « Marianne », le professeur en question.



En savoir plus

“Islamophobia” at IEP Grenoble: “The ideological hunt for teachers is open”



by [Fresno](#)

[December 8, 2021](#) in [World News](#)



In our [news](#) about “Islamophobia” at IEP Grenoble: “The ideological hunt for teachers is open”, we, as “Fresno2.4.com”, will tell you all the details below. Comprehensive explanations about (“Islamophobia” at IEP Grenoble: “The ideological hunt for teachers is open”) were given below, please continue reading. -[World News](#) “Islamophobia” at IEP Grenoble: “The ideological hunt for teachers is open” here are the details .. Klaus Kinzler during an interview on CNews.

DR / Screenshot Subscribed article

Maintenance

By Jean-Loup Adenor Published on 10 / 12 / 2021 To 17: 55

At the heart of a controversy for opposing the concept of “Islamophobia”, a professor at the Grenoble Institute of Political Studies, Klaus Kinzler, saw his name pl acarded on the walls of the establishment while a student association demanded that the management “rule on his case”. These same students were recently released by a disciplinary commission. A “blank check” from the university to students wishing to renew this type of intimidation campaign, said the professor in question to “Marianne”. If Klaus Kinzler teaches at the Institute of Political Studies (IEP) in Grenoble, he has not taught there since March, after that his university year was disrupted by a heated controversy. On the walls of the IEP, posters mentioning his name and calling him “Islamophobic” sprung up at the beginning of the year. At issue: a quarrel between teachers during

an exchange of emails which caused a stir in the teaching and student community of the establishment. Klaus Kinzler opposed the use of the term "Islamophobia" in the organization of a week against discrimination.

In this same correspondence, Klaus Kinzler also criticized Islam, a religion which he admits "dislike very much", in particular, he explains, because of its fundamentalist drifts and the place it leaves to women. A student organization, Union Syndicale (US), reacted. In a text published in January on social networks and sent to the management of the IEP, the professor was presented as a "Islamophobic" whose ideas belonged to "the extreme right". The students were called upon to boycott the week against discrimination in question and the direction of the IEP "to rule on the case" by Klaus Kinzler. The US went further, urging the establishment to publicly reaffirm "the use and scientificity term [d'islamophobie]". Finally, the student organization demanded the abolition of courses on Islam held by teachers "blamed for their Islamophobia".

29 novembre 2021 (Valeurs actuelles)

<https://www.valeursactuelles.com/societe/sciences-po-grenoble-17-etudiants-relaxes-apres-avoir-accuse-leurs-professeurs-dislamophobie/?regions=>

SOCIÉTÉ

Sciences Po Grenoble : 17 étudiants relaxés après avoir accusé leurs professeurs d'islamophobie

Certains élèves auraient placardé des affiches accusant les enseignants d'islamophobie et mentionnant leurs noms, rapporte Le Monde.

Par [valeursactuelles.com](https://www.valeursactuelles.com)

Publié le 27 novembre 2021 à 10h45

Ils s'en sortent indemnes. Les étudiants de l'Institut d'études politiques (IEP) de Sciences Po Grenoble ont été relaxés par la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne, qui les poursuivait pour avoir participé à la diffusion d'accusations d'islamophobie à l'encontre de professeurs. C'est ce que rapporte un communiqué de la direction de l'IEP de Sciences Po qui « prend acte » du verdict, que relatent nos confrères du [Monde](#), vendredi 26 novembre. Seule une étudiante a reçu une sanction d'exclusion temporaire avec sursis de la part de la section disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne. Cette sanction intervient toutefois dans le cadre d'une autre affaire pour diffamation. L'élève avait accusé un membre du conseil d'administration de l'IEP de harcèlement sexuel.

Les faits

En mars dernier, dix-sept étudiants avaient qualifié deux de leurs professeurs d'islamophobie, n'hésitant pas à placarder des affiches à leur sujet à l'entrée de l'IEP. Une action relayée massivement sur la toile, notamment par l'Unef, et qui avait créé une vive polémique. Le syndicat avait par la suite reconnu une erreur « *maladroite et dangereuse* ». L'Union syndicale Sciences Po Grenoble avait aussi largement relayé l'affaire. Quelques jours plus tard, la directrice de l'IEP avait condamné l'affichage, tout en expliquant que l'un des professeurs visés aurait tenu des propos « *extrêmement problématiques* » sur l'islam. Le parquet avait fini par ouvrir une enquête pour « injure publique » à l'encontre de dix-sept étudiants.

En mai, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, avait appelé à « sanctionner » ces élèves pour leur comportement « *inadmissible* ». Et ce, après avoir reçu un rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) qui préconisait qu'une procédure disciplinaire soit engagée à leur encontre. Le gouvernement avait également pointé la « *mise en danger* » des enseignants après l'affichage de leurs élèves. Malgré cela, la commission de discipline de l'université en a décidé autrement, à l'unanimité.

29 novembre 2021 (Place Grenette)

<https://www.placegrenet.fr/2021/11/29/accusations-dislamophobie-a-sciences-po-relaxe-quasi-generale-pour-les-etudiants-en-conseil-de-discipline/552738>

Accusations d'islamophobie à Sciences Po : relaxe (quasi) générale pour les étudiants en conseil de discipline

- [29/11/2021](#)
- 2 min
- Par Florent Mathieu

FLASH INFO — Une relaxe quasi-générale. C'est ce qui ressort des décisions rendues le 25 novembre par la section disciplinaire de l'[Université Clermont-Auvergne](#), en charge du dossier des élèves de [Sciences Po Grenoble](#) mis en cause suite aux [accusations d'islamophobie](#) lancées à l'encontre de deux enseignants de l'institut.

C'est [un rapport](#) de l'Inspection générale de l'enseignement supérieur et de la Recherche qui avait motivé le passage devant un conseil de discipline de pas moins de 17 étudiants. Le tout dans le cadre d'une procédure délocalisée en Auvergne, « à l'initiative du Recteur de région académique », précise l'IEP de Grenoble. Résultat ? Une personne écope d'une exclusion temporaire avec sursis, tandis que les seize autres sont relaxées.



Sur le parvis de Sciences Po Grenoble. © Simon Marseille – Place Gre'net

« La Direction de Sciences Po Grenoble – UGA prend acte de ces décisions et espère qu'elles consolideront le dialogue constructif entamé avec l'ensemble des communautés de l'établissement », écrit l'établissement par voie de communiqué. Avant de décrire ce dialogue comme « crucial pour l'amélioration continue des formations et nombreux projets portés par les enseignant.e.s, les étudiant.e.s et les personnels administratifs ».

Au mois de mars 2021, un collage à l'entrée de Sciences Po Grenoble, désignant nommément deux professeurs comme « fascistes » et « islamophobes », avait créé la polémique. Des accusations faisant suite à un échange de courriels houleux entre membres de l'équipe éducative sur la notion d'islamophobie. Si la direction de l'IEP avait condamné l'affichage, elle n'en avait pas moins tout autant [désavoué les deux enseignants](#).

26 novembre 2021 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/11/26/sciences-po-grenoble-relaxe-pour-les-etudiants-passes-en-conseil-de-discipline_6103737_3224.html

Sciences Po Grenoble : relaxe pour les étudiants passés en conseil de discipline

La décision va à l'encontre du souhait de la ministre de l'enseignement supérieur de voir sanctionnés les dix-sept étudiants poursuivis pour avoir participé à la diffusion des accusations d'islamophobie visant deux professeurs au début de 2021.

Par [Soazig Le Nevé](#) Publié aujourd'hui à 14h55, mis à jour à 17h15



Des étudiants passent devant la statue « Hypnos » de l'artiste espagnol José Seguri, à l'entrée du campus de Sciences Po Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères, le 8 mars 2021. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

La décision a été prise à l'unanimité. La commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne a relaxé, le 19 novembre, les dix-sept étudiants de Sciences Po Grenoble poursuivis pour leur participation, entre le 8 janvier et le 22 février 2021, à la diffusion des accusations d'islamophobie visant deux professeurs de l'établissement. Les noms de ces enseignants avaient ensuite été placardés sur les murs de l'institut, le 4 mars, accolés à cette phrase : « *Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue.* » Une enquête de police est toujours en cours pour déterminer l'identité des poseurs d'affiches.

Seule une étudiante, sur les dix-sept, a fait l'objet d'une sanction d'exclusion temporaire avec sursis, dans le cadre d'une autre affaire, pour « diffamation » à l'encontre d'un membre du conseil d'administration de l'institut d'études politiques (IEP) qu'elle avait accusé de harcèlement sexuel.

Cette relaxe, dont *Le Monde* a eu copie, va à l'encontre des préconisations de la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, qui avait appelé à sanctionner ces étudiants, membres de l'Union syndicale (US), au motif qu'ils s'étaient « *comportés de façon inadmissible* » en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant « *atteinte* » à l'honneur de ces derniers et, par conséquent, à la réputation de l'IEP.

Dans son [rapport](#) remis à la ministre le 7 mai, l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) avait jugé sévèrement ces mêmes étudiants, accusés d'avoir créé « *un climat de peur* ». L'inspection appelait la directrice de l'établissement à engager sans délai une procédure disciplinaire à leur encontre, et lui intimait l'ordre de dépayser l'affaire dans un autre établissement pour éviter tout risque de trouble à l'ordre public et garantir l'impartialité des membres de la section disciplinaire.

26 novembre 2021

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/accusations-d-islamophobie-contre-des-profs-de-l-iep-grenoble-relaxe-pour-les-etudiants-20211126>

Accusations d'islamophobie contre des professeurs de l'IEP Grenoble : les étudiants relaxés



Par Le Figaro avec AFP

Publié 26 novembre à 22:43, mis à jour il y a 45 minutes

Les étudiants de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui avaient accusé d'islamophobie deux de leurs professeurs ont été relaxés. *PAUL CHOMARAT/PAUL CHOMARAT / PANORAMIC*

La section disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne est ainsi allée à l'encontre des préconisations de la ministre de l'Enseignement supérieur.

Les étudiants de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui avaient accusé d'islamophobie deux de leurs professeurs ont été relaxés par une instance disciplinaire, qui est allée à l'encontre des préconisations de la ministre de l'Enseignement supérieur, a annoncé l'IEP dans un communiqué.

La section disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne, où avait été déposé le dossier, a relaxé jeudi 16 des 17 étudiants, un seul faisant l'objet d'une «*sanction d'exclusion temporaire prononcée avec sursis*», selon le communiqué de la direction de l'IEP, qui dit «*prendre acte*» de cette décision, révélé par *Le Monde* vendredi. Le communiqué, publié jeudi, ne précise pas les motivations de cette commission de discipline. Elles vont cependant à l'encontre de la position de la ministre Frédérique Vidal, qui avait appelé dans *Le Figaro* début mai l'IEP à «*sanctionner*» rapidement les étudiants qui avaient publiquement diffamé des professeurs, à l'appui des conclusions d'un rapport commandé sur l'affaire.

«Maladresses»

Le 4 mars, des étudiants avaient placardé à l'entrée de l'institut des affichettes accusant nommément deux professeurs d'«*islamophobie*» *[et de fascisme]*, relayées ensuite sur les réseaux sociaux par des syndicats étudiants, dont l'Unef (classé à gauche). L'affaire avait déclenché l'ouverture par le parquet d'une enquête pour «injure publique». Le gouvernement avait dénoncé la «*mise en danger*» des enseignants par ces étudiants, ciblant notamment l'Unef, qui avait reconnu une initiative «*maladroite et dangereuse*». «*Tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des*

maladresses, des manquements et fautes plus ou moins graves», soulignait ce rapport de l'inspection de l'Éducation nationale.

Mais pour l'inspection, les principaux coupables restaient les étudiants ayant taxé les deux professeurs d'«*islamophobie*» ou relayé ces accusations sur les réseaux sociaux. D'autant qu'elle indiquait n'avoir trouvé, au fil de son enquête, «*aucun témoignage permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie*» des deux professeurs. Le 10 mars, la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, avait «*condamné très clairement*» les affiches. Elle avait en revanche estimé que l'un des professeurs visés avait **tenu des propos «extrêmement problématiques»** sur l'islam. [Mercredi 10 mars 2021, la **directrice** de l'établissement, Sabine Saurugger, a estimé que le **ton** des propos tenus par l'un des deux enseignants accusés d'islamophobie était « **extrêmement problématique** », indique France 3 Auvergne-Rhône-Alpes.11.03.2021]

À l'origine des accusations, on trouve notamment, en novembre et décembre 2020, **un échange de mails véhéments à propos d'un cours sur l'islam [non, à propos de l'intitulé d'une journée de travail lors d'une semaine de l'égalité prévue pour janvier : le libellé que j'avais critiqué était : Islamophobie, racisme, antisémitisme »]**entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne. Dans son communiqué jeudi, la direction dit espérer que ces décisions «*consolideront le dialogue constructif entamé avec l'ensemble des communautés de l'établissement depuis la rentrée*». Elle «*défend fermement la liberté d'expression et la liberté académique, la liberté d'association et le droit syndical. Ces libertés sont également accompagnées de responsabilités individuelles que l'ensemble des membres de la communauté universitaire s'engage à respecter*».

26 novembre 2021

<https://www.ledauphine.com/education/2021/11/26/accusation-d-islamophobie-a-sciences-po-les-eleves-relaxes-en-conseil-de-discipline>

Accusation d'islamophobie à Sciences Po : les élèves relaxés en conseil de discipline

Les 17 étudiants de l'IEPG poursuivis pour avoir propagé des accusations d'islamophobie envers deux professeurs, et que la ministre de l'Enseignement supérieur avait appelés à sanctionner, ont tous été relaxés.

Par **Le Dauphiné Libéré** - Aujourd'hui à 20:06 | mis à jour aujourd'hui à 20:06 - Temps de lecture : 2 min

| Vu 292 fois



Le campus universitaire de l'Université Grenoble Alpes, à Saint-Martin-d'Hères. Sciences Po Grenoble. Archives photo Le DL/Benoît LAGNEUX

Les [dix-sept élèves de Sciences Po Grenoble](#) auxquels il était reproché d'avoir participé, en début d'année, à la diffusion d'accusations d'islamophobie envers deux enseignants de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble ont été relaxés par la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne, qui a rendu sa décision publique ce jeudi 25 novembre.

Une décision prise à l'unanimité, comme l'ont [révélé nos confrères du Monde](#) ce vendredi 26 novembre.

Le 9 janvier, la directrice de l'IEPG avait reçu un mail de la part des élus étudiants de l'Union syndicale lui demandant de « statuer » sur le cas d'un des deux professeurs et de « prendre des mesures pour lutter contre l'islamophobie dans l'établissement ». Sur les réseaux sociaux, ce même syndicat avait réclamé la suppression du cours sur l'islam dispensé par l'autre enseignant puis lancé, le 22 février sur Facebook, un « appel à témoins » invitant les étudiants à dénoncer anonymement les propos jugés islamophobes tenus pendant ce cours.

Le 4 mars, enfin, des affiches sur lesquelles on pouvait lire : « Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue », à côté des noms des deux professeurs visés, avaient été placardées sur les murs de l'établissement. [L'enquête de police](#) ouverte par le parquet de Grenoble pour « injure publique envers un particulier » et « dégradation légère de bien destiné à l'utilité publique », destinée à identifier les auteurs de ces affiches, est toujours en cours.

Une décision qui va à l'encontre des préconisations de la ministre

Cette affaire dite « des collages », avait suscité beaucoup de réactions et notamment celle de la ministre de l'Enseignement supérieur, [Frédérique Vidal, qui avait appelé à sanctionner](#) les étudiants impliqués, estimant qu'ils s'étaient « comportés de façon inadmissible ».

Elle s'appuyait sur un rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR), lequel jugeait sévèrement ces dix-sept étudiants en les accusant d'avoir créé « un climat de peur » et appelait la directrice de l'établissement à engager sans délai une procédure disciplinaire à leur encontre, lui ordonnant de dépayser l'affaire dans un autre établissement pour éviter tout risque de trouble à l'ordre public et garantir l'impartialité des membres de la section disciplinaire.

En prononçant une relaxe générale, la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne a donc été à l'encontre des préconisations de la ministre.

Dans un communiqué, publié ce jeudi 25 novembre sur son site internet, la direction de l'IEP Grenoble a « pris acte de cette décision ».